JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

REPONSES DES MINISTRES

SOMMAIRE

1. Questions écrites (p. 127).
2. Réponses des ministres aux questions écrites (p. 170).
  - Agriculture (p. 170).
  - Budget (p. 182).
  - Commerce extérieur (p. 186).
  - Communication (p. 189).
  - Culture (p. 191).
  - Défense (p. 192).
  - Départements et territoires d'outre-mer (p. 193).
  - Droits de la femme (p. 193).
  - Economie et finances (p. 193).
  - Fonction publique et réformes administratives (p. 194).
  - Intérieur et décentralisation (p. 196).
  - Jeunesse et sports (p. 199).
  - Justice (p. 199).
  - Mer (200).
  - Plan et aménagement du territoire (p. 201).
  - P. T. T. (p. 201).
  - Solidarité nationale (p. 204).
  - Temps libre (p. 207).

Transports (p. 208).

Travail (p. 210).

Urbanisme et logement (p. 212).

3. Liste de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires (p. 212).

4. Rectificatifs (p. 213).

QUESTIONS ECRITES

Politique extérieure (pays en voie de développement).

8058. — 18 janvier 1982. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre des relations extérieures de faire le point du dialogue Nord-Sud en rapprochant la position de la C.E.E., en indiquant quelle est l'action spécifique de la France à cet égard, et en établissant quelle pourrait être la date possible du début des négociations globales.

Communautés européennes (système monétaire européen).

8059. — 18 janvier 1982. — M. Pierre-Bernard Cousté appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fonctionnement du S.M.E. Il lui demande : son avis sur les résultats acquis et en particulier sur les réticences britanniques quant à la

participation de la livre ; s'il peut, d'ores et déjà, annoncer les propositions de la France en vue du prochain Conseil européen de février, en vue d'améliorer le fonctionnement du S.M.E. et de développer le rôle de l'ECU.

Machines-outils (emploi et activité).

8060. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les problèmes de l'industrie de la machine-outil. Il lui demande de bien vouloir lui préciser : 1° les importations numériques pour la France et pour la C.E.E. des machines-outils à commandes numériques ou par ordinateur ; 2° si les problèmes en question ont été traités avec le Gouvernement japonais, et avec quels résultats ; 3° son opinion sur le développement technologique des machines-outils à commande numérique, et l'importance que la France entend donner à ce secteur ; 4° s'il juge que la commission d'enquête parlementaire, dont la création a été décidée à l'Assemblée nationale, ne devrait pas commencer sans délai ses travaux.

Postes et télécommunications (téléphone).

8061. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** a noté avec intérêt la réponse de **M. le ministre des P.T.T.** à sa question écrite 2963 dans laquelle, concernant la publication des annuaires par rue, il précise qu'au stade actuel de la réflexion menée sur ce sujet, il semble possible de répondre qu'une liste par rue non seulement pour Paris mais également pour quelques grandes métropoles serait envisagée. Il souhaiterait dans ces conditions savoir si cette nouvelle édition sera bien finalement présentée dès le début de 1983 et selon quelles modalités l'étude en cours au ministère des P.T.T., si les informations sont exactes, étant terminée.

Postes et télécommunications (téléphone).

8062. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur l'aspect pratique que pourrait revêtir la possibilité d'émettre, à partir des cabines téléphoniques publiques, des appels en P.C.V. ou mieux de permettre au demandeur de donner le numéro de la cabine téléphonique où il se trouve afin que son correspondant puisse établir la communication téléphonique pour la longueur nécessaire. Cette manière de procéder aurait un immense avantage pour tous ceux qui sont obligés d'appeler en dehors de leur domicile et ne disposent pas des fonds indispensables au paiement de la communication téléphonique.

Commerce extérieur (développement des échanges).

8063. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, à quel point de réalisation en est la mise en place du centre d'observation et de prévision dont il a annoncé, il y a plusieurs mois, la création. Ce centre a-t-il pu identifier l'effet majeur favorable à nos échanges extérieurs et proposer un certain nombre d'idées et de stratégies.

Justice (fonctionnement : Rhône).

8064. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les informations qui viennent de paraître dans la presse lyonnaise et qui indiquent textuellement : « Le permis de ... démolir délivré sur 25 000 mètres carrés pour une cité judiciaire de 36 000 mètres carrés. » Il semble que les décisions récentes d'extension jusqu'à la rue Servient du terrain d'assiette de la future cité judiciaire, en y incluant les immeubles situés en bordure de cette voie qui en étaient jusqu'alors exclus, ne soient pas encore connues alors que celles-ci nécessitent évidemment que le protocole des 10 septembre et 15 novembre 1979, définissant les modalités juridiques et financières d'acquisition dudit terrain, soit modifié par la voie d'un avenant. Il lui demande s'il pourrait préciser si cet avenant, rédigé par ses services, a bien été transmis en septembre dernier pour avis et signature à **M. le préfet de région, préfet du Rhône**, et si, cet avenant étant signé, il n'y a pas lieu de rassurer non seulement les magistrats préoccupés de l'édification de cette cité judiciaire mais également tous ceux qui portent intérêt à une cité judiciaire nouvelle et concentrant l'ensemble des juridictions.

Postes et télécommunications (téléphone).

8065. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre Gascher** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur les équipements intérieurs des cabines publiques de téléphone, qui ne possèdent pas de siège. De nombreux usagers (personnes âgées, mères de famille, hand-

capés) souhaiteraient pouvoir s'asseoir durant les communications téléphoniques. Dans le but d'une amélioration du service rendu, il lui demande d'étudier la possibilité d'installer des strapontins dans les cabines téléphoniques publiques.

Impôt sur les grandes fortunes (bons anonymes).

8066. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Godfrain** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur les dispositions venant d'être prises en matière d'imposition des bons de caisse. Dans l'hypothèse où les détenteurs de ces bons désireraient conserver l'anonymat, ils seraient soumis à une double imposition, constituée par un prélèvement de 42 p. 100 sur les intérêts, libératoire de l'impôt sur le revenu, et par un prélèvement de 150 p. 100 par an sur le capital au titre de l'impôt sur les grandes fortunes. Une telle procédure, qui a été présentée comme étant motivée par un souci de plus grande justice fiscale, sera en fait préjudiciable aux « petits » détenteurs de bons en cause. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas assouplir ces règles, au bénéfice des particuliers en possession de bons de caisse d'un montant peu élevé, afin de ne pas rendre ridiculement bas le rendement attendu de cette forme d'épargne.

Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions).

8067. — 18 janvier 1982. — **M. François Grussenmeyer** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les conditions d'obtention de la retraite anticipée pour les incorporés de force alsaciens-mosellans qui ont déserté avant d'avoir accompli six mois d'incorporation dans l'armée allemande. Il lui expose le cas d'un alsacien, incorporé de force, qui a déserté cinq mois et dix jours après son incorporation et qui ne peut bénéficier de la retraite anticipée à soixante ans à cause d'une législation particulièrement scandaleuse qui sanctionne ceux qui ont eu le courage de désertier l'armée allemande. Et, de ce fait, l'intéressé devra travailler deux années de plus avant de pouvoir bénéficier au plus tôt d'une retraite anticipée. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'elle compte prendre pour modifier la législation en vigueur en abaissant le seuil nécessaire de six mois d'incorporation pour que les incorporés-évadés puissent bénéficier plus facilement de la retraite anticipée dès soixante ans.

Justice (conseils de prud'hommes).

8068. — 18 janvier 1982. — **M. François Grussenmeyer** attire l'extrême attention de **M. le Premier ministre** sur le projet de loi modifiant le statut des conseillers prud'hommes, qui entraînera la suppression de l'échevinage en Alsace-Moselle à partir du 15 janvier 1983. Alors que le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, lui avait confirmé le 28 juillet 1981, dans le cadre du débat sur la décentralisation, que « le Bas-Rhin et le Haut-Rhin conserveront les avantages acquis dans tous les domaines où ils existent, qu'il s'agisse de politique, d'administration ou de religion », alors que le Président de la République lui-même avait assuré que le statut local serait maintenu, la suppression de l'échevinage est bien le début d'un démantèlement du droit local en vigueur en Alsace-Lorraine, d'autant plus que si les conseils généraux ni le comité économique et social et le conseil régional d'Alsace n'ont été consultés. Il rappelle que la population, dans son immense majorité, la chambre de métiers et la chambre patronale des industries d'Alsace, la grande majorité des parlementaires et des élus locaux, la C.F.T.C., sont attachés au système en vigueur qui a fait preuve de son efficacité puisque le jugement et la liquidation des affaires sous la présidence d'un juge professionnel se sont toujours avérés excellents. Il lui demande de rapporter le projet de loi relatif à la réforme des prud'hommes entraînant dans son application la suppression de l'échevinage en Alsace-Moselle et rappelle avec force que le droit local en vigueur en Alsace-Moselle a été confirmé et surtout respecté successivement par Painlevé en 1925, Guy Mollet en mai 1957, Bourges-Maunoury en juillet 1957 et le général de Gaulle en septembre 1959.

Justice (conseils de prud'hommes).

8069. — 18 janvier 1982. — **M. François Grussenmeyer** attire l'extrême attention de **M. le ministre du travail** sur le projet de loi modifiant le statut des conseillers prud'hommes, qui entraînera la suppression de l'échevinage en Alsace-Moselle à partir du 15 janvier 1983. Alors que le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, lui avait confirmé le 28 juillet 1981, dans le cadre du débat sur la décentralisation, que « le Bas-Rhin et le Haut-Rhin conserveront les avantages acquis dans tous les domaines où ils existent, qu'il s'agisse de politique, d'administration ou de religion », alors que le Président de la République lui-même avait assuré que le statut local serait maintenu, la suppression de l'éche-

vinage est bien le début d'un démantèlement du droit local en vigueur en Alsace-Moselle, d'autant plus que si les conseils généraux, ni le comité économique et social et le conseil régional d'Alsace n'ont été consultés. Il rappelle que la population dans son immense majorité, la chambre de métiers et la chambre patronale des industries d'Alsace, la grande majorité des parlementaires et des élus locaux, la C. E. T. C., sont attachés au système en vigueur qui a fait preuve de son efficacité puisque le jugement et la liquidation des affaires sous la présidence d'un juge professionnel se sont toujours avérés excellents. Il lui demande de rapporter le projet de loi relatif à la forme des professions entrainant dans son application la suppression de l'échevinage en Alsace-Moselle et rappelle avec force que le droit local en vigueur en Alsace-Moselle a été confirmé et surtout respecté successivement par l'Assemblée en 1955, Guy Mollet en mai 1957, Bourges-Maunoury en juillet 1957 et par le général de Gaulle en septembre 1959.

S. N. L. F. (Signés).

8070. — 18 janvier 1982. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'environnement que, en réponse à sa question écrite n° 83, il lui avait indiqué que la subvention demandée pour la réalisation de chemin de fer touristique entre Vigy et Honnembourg était en cours d'examen par le comité interministériel pour la qualité de la vie. Il souhaiterait connaître quelle a été la décision du comité en la matière.

Fonctionnaires et agents publics (associations et mouvements).

8071. — 18 janvier 1982. — M. Jean-Louis Masson demande à M. le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives de lui préciser s'il est bien exact qu'un décret serait en préparation dans ses services, visant à réserver aux seules organisations syndicales le droit de représenter les personnels de la fonction publique au sein des commissions administratives paritaires. Au cas où un tel texte serait en préparation, il lui demande s'il n'estime pas qu'il s'agirait là d'une très grave atteinte à une liberté essentielle des fonctionnaires. En effet, ceux-ci sont souvent largement représentés — notamment au sein des administrations centrales — par des associations réunissant des fonctionnaires sans considération de leurs opinions politiques, voire de leur appartenance syndicale, les associations ne refusant pas la double appartenance. Ce texte enlèverait aux associations (association des secrétaires d'administration centrale, association générale des attachés d'administration centrale, association générale des administrateurs civils, etc.) toute possibilité de présenter des candidats et donc réduirait l'éventail du choix de chaque fonctionnaire, ce qui pourrait se traduire par une moindre participation aux élections. Enfin, il lui demande comment ce projet pourrait être compatible avec les objectifs du Plan intérimaire parmi lesquels s'inscrirait celui de la promotion de la vie associative et la reconnaissance de l'utilité sociale des associations.

Transports : ministère (personnel).

8072. — 18 janvier 1982. — M. Camille Petit appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre des transports, sur les conditions d'affectation à la Martinique des fonctionnaires de la direction régionale de l'aviation civile Antilles-Guyane. Tandis que les fonctionnaires d'origine métropolitaine reçoivent une affectation sans réserve avec tous les avantages correspondants, les originaires des départements d'outre-mer, qui éprouvent de sérieuses difficultés pour revenir dans leur département, doivent souvent renoncer aux avantages consentis à leurs homologues métropolitains (indemnité d'éloignement, logement, etc.). Il estime qu'à égalité de grade et de compétence, la priorité d'affectation dans leur département d'origine doit être donnée aux ressortissants de ces départements, sans complaisance et sans restriction. Aussi, il lui demande à quelle date il pense mettre un terme à cette discrimination qui rend inaccessible l'affectation à la Martinique des originaires de ce département, pendant de longues années.

Départements et territoires d'outre-mer (Antilles-Guyane : ministère des transports).

8073. — 18 janvier 1982. — M. Camille Petit appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre des transports, sur la situation des agents de l'aviation civile à la Martinique classés groupe III ou IV, alors que leurs homologues en métropole sont tous classés groupe V. L'application aux Antilles et en Guyane de la nomenclature des professions ouvrières, depuis 1974, devrait conduire à la régularisation de la situation des ouvriers de cette région française de la Caraïbe, conformément aux propositions maintes fois formulées par les directeurs régionaux de l'aviation civile et qui n'ont jamais été retenues jusqu'ici. Il lui demande à quelle date il pense décider de la reclassification des agents en question.

Transports : ministère (personnel).

8074. — 18 janvier 1982. — M. Camille Petit appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre des transports, sur les conditions d'affectation de logements à la Martinique aux fonctionnaires de la direction régionale de l'aviation civile Antilles-Guyane. Tandis que les fonctionnaires d'origine métropolitaine sont logés gratuitement et en priorité, les originaires des départements d'outre-mer ne bénéficient pas de cet avantage et doivent souvent y renoncer afin d'obtenir une affectation à la Martinique. Cependant, la direction de l'aviation civile aux Antilles-Guyane dispose de 210 logements pour la région et qui ont été construits à l'aide de fonds publics, donc financés par la contribution de tous les Français des départements d'outre-mer comme de la métropole. En outre, le code des domaines, applicable aux départements d'outre-mer depuis 1970, confirmé par la circulaire de l'aviation civile n° 166 D. P. A. G. 1-4-89 D. B. A. D. O. M. du 25 août 1976, subordonne l'attribution de ces logements aux seuls critères de la « nécessité absolue de service » et de « l'utilité du service », sans aucune autre considération. Ces critères-clés qui sont directement et exclusivement liés à la fonction ne peuvent être appliqués aux seuls fonctionnaires métropolitains affectés dans les départements d'outre-mer. Afin de mettre un terme à cette mesure discriminatoire, il lui demande que le droit au logement gratuit soit reconnu à tous les fonctionnaires de l'aviation civile mutés de la métropole à la Martinique, sans distinction d'origine.

Matériaux de construction (entreprises : Mayenne).

8075. — 18 janvier 1982. — M. François d'Aubert attire l'attention de M. le ministre du travail sur les conséquences néfastes pour l'emploi et l'indépendance économique de la France qu'aurait la disparition des activités de l'entreprise La Dolomie française dont le siège et l'usine principale se trouvent à Neau (53), qui vient de déposer son bilan. L'emploi de 250 personnes dont près de 180 pour la seule commune de Neau, est directement menacé : des suppressions d'emploi dans cette zone rurale où les implantations industrielles sont rares, seraient catastrophiques aussi bien pour les salariés eux-mêmes que pour leurs familles, ainsi que pour la petite commune de Neau à laquelle La Dolomie française apporte une partie essentielle de ses ressources fiscales. Elles auraient également de graves répercussions sur l'économie départementale notamment sur l'activité des entreprises de transport qui travaillent pour La Dolomie française. De plus, l'usine de Neau est la seule de France spécialisée dans la production de dolomie fritee, produit réfractaire indispensable à la sidérurgie. La disparition de cette activité obligerait la sidérurgie française à s'approvisionner pour ces produits à l'étranger, notamment en Belgique, augmentant ainsi notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur et accroissant nos sorties de devises. A un moment où l'une des priorités de votre Gouvernement est précisément la reconquête du marché intérieur, une telle situation serait intolérable : il s'agirait en l'occurrence de la perte pour l'économie française d'un marché occupé par l'industrie française : vous conviendrez qu'avant de penser à reconquérir les marchés déjà perdus, il est au moins aussi urgent de s'employer à préserver les outils industriels existants quand ceux-ci sont menacés de disparition. Il lui demande quelles mesures les pouvoirs publics entendent prendre afin que tous les emplois soient sauvegardés et que soit préservé un outil industriel essentiel à notre indépendance économique.

Matériaux de construction (entreprises : Mayenne).

8076. — 18 janvier 1982. — M. François d'Aubert attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les conséquences néfastes pour l'emploi et l'indépendance économique de la France qu'aurait la disparition des activités de l'entreprise La Dolomie française dont le siège et l'usine principale se trouvent à Neau (53), qui vient de déposer son bilan. L'emploi de 250 personnes dont près de 180 pour la seule commune de Neau, est directement menacé : des suppressions d'emploi dans cette zone rurale où les implantations industrielles sont rares, seraient catastrophiques aussi bien pour les salariés eux-mêmes que pour leurs familles, ainsi que pour la petite commune de Neau à laquelle La Dolomie française apporte une partie essentielle de ses ressources fiscales. Elles auraient également de graves répercussions sur l'économie départementale notamment sur l'activité des entreprises de transport qui travaillent pour La Dolomie française. De plus, l'usine de Neau est la seule de France spécialisée dans la production de dolomie fritee, produit réfractaire indispensable à la sidérurgie. La disparition de cette activité obligerait la sidérurgie française à s'approvisionner pour ces produits à l'étranger, notamment en Belgique, augmentant ainsi notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur et accroissant nos sorties de devises. A un moment où l'une des priorités de votre Gouvernement est précisément la recon-

quête du marché intérieur, une telle situation serait intolérable : il s'agirait en l'occurrence de la perte pour l'économie française d'un marché occupé par l'industrie française : le ministre conviendra qu'avant de penser à reconquérir les marchés déjà perdus, il est au moins aussi urgent de s'employer à préserver les outils industriels existants quand ceux-ci sont menacés de disparition. Il lui demande quelles mesures les pouvoirs publics entendent prendre afin que tous les emplois soient sauvegardés et que soit préservé un outil industriel essentiel à notre indépendance économique.

Professions et activités sociales (puéricultrices).

8077. — 18 janvier 1982. — **M. André Rossinat** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les difficultés rencontrées par les puéricultrices diplômées d'Etat dans l'organisation et la prise en considération de leur profession. Il est en effet préoccupant, en ce qui concerne les problèmes de formation continue, de remboursement de frais, de reconnaissance de diplôme et de congés, que les puéricultrices n'aient pu jusqu'à présent obtenir aucune garantie officielle de la part des pouvoirs publics. Dans ces conditions, il lui demande s'il entend prochainement mettre un terme à cette situation d'incertitude.

Professions et activités paramédicales (laboratoires d'analyses de biologie médicale).

8078. — 18 janvier 1982. — **M. André Rossinat** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur le décret n° 80-981 du 3 décembre 1980, excluant de la compétence des pharmaciens biologistes les prélèvements de frottis de dépistage. Depuis plus de vingt-cinq ans, ces actes étaient pratiqués par les directeurs de laboratoires non médecins sans qu'aucun accident n'ait été recensé. Il est par ailleurs surprenant que ce décret permette aux mêmes directeurs de laboratoire de prélever par examen bactériologique à différents niveaux pour test de Hühner. D'autre part, un grand nombre de villes moyennes n'ont pas d'anatomopathologistes, qui ne sont que six cents en France. Enfin, des caisses d'assurance maladie constatent la non-application de ce décret, en continuant à honorer les directeurs non médecins de leurs actes de prélèvements de cytodagnostic, ce qui entraîne des discriminations entre professionnels. Il lui demande dans ces conditions quelles mesures il entend prendre afin de mettre un terme à la situation injuste et inapplicable engendrée par ce décret.

Administration et régimes pénitentiaires (établissements : Hérault).

8079. — 18 janvier 1982. — **M. Gilbert Sénès** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation de la maison d'arrêt de Montpellier qui, comportant 76 cellules individuelles, reçoit de 210 à 230 détenus. Des événements graves se sont produits ces jours-ci dans le cadre de cet établissement, et ce malgré la bonne volonté du personnel. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à une telle situation et à quelle date une nouvelle maison d'arrêt pourra être construite à Montpellier.

Chasse (associations et fédérations).

8080. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre Micaux** questionne **Mme le ministre de l'agriculture** sur l'éventualité du rattachement de la chasse au secrétariat d'Etat à la forêt. Si tel devait être le cas, les chasseurs ne comprendraient pas que les instances départementales, chargées de les représenter, ne soient plus gérées par des personnes démocratiquement élues par tous les détenteurs de permis de chasser. Aussi souhaite-t-il que ce caractère associatif soit conservé et il lui demande de reconsidérer favorablement cette décision.

Enseignement secondaire (établissements : Sarthe).

8081. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre Micaux** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les conséquences d'une éventuelle reconversion du collège militaire du Mans. Celui-ci est en effet le seul établissement militaire qui prépare au baccalauréat E, au brevet de technicien automobile, aux grandes écoles, permettant ainsi d'enrichir l'armée de techniciens et ingénieurs de valeur. Les élèves sont issus de toutes les couches sociales de la population et les résultats aux différents examens et concours sont tout à fait satisfaisants. Ce collège dispose de tous les moyens techniques et éducatifs pour un développement plus important et il serait regrettable qu'une telle richesse ne soit pas exploitée au maximum de ses possibilités. Aussi il lui demande de reconsidérer favorablement cette décision dans l'intérêt des élèves, de notre armée et de notre pays.

Politique extérieure (droits de l'homme).

8082. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautler** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'intérêt que présente l'acte final de la quatorzième session de la conférence de La Haye de droit international privé, publié le 25 octobre 1980. Cet acte signé par la France concerne la protection des enfants déplacés ou retenus illicitement dans l'un des Etats signataires. Or il semble que cette « convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants » n'a pas encore été ratifiée par la France. Il n'échappe, cependant, certainement pas à l'attention du Gouvernement qu'une démarche rapide de sa part en ce sens témoignerait de son attachement aux droits de l'homme, et spécialement aux droits de l'enfant. Il lui demande en conséquence dans quels délais il prévoit de soumettre cette convention à ratification.

Politique extérieure (droits de l'homme).

8083. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautler** attire l'attention de **M. le ministre des relations extérieures** sur l'intérêt que présente l'acte final de la quatorzième session de la conférence de La Haye de droit international privé, publié le 25 octobre 1980. Cet acte signé par la France concerne la protection des enfants déplacés ou retenus illicitement dans l'un des Etats signataires. Or il semble que cette « convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants » n'a pas encore été ratifiée par la France. Il n'échappe, cependant, certainement pas à l'attention du Gouvernement qu'une démarche rapide de sa part en ce sens témoignerait de son attachement aux droits de l'homme, et spécialement aux droits de l'enfant. Il lui demande en conséquence dans quels délais il prévoit de soumettre cette convention à ratification.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

8084. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautler** attire l'attention de **Mme le ministre délégué, chargé des droits de la femme**, sur certains des propos qu'elle a tenus le 3 janvier 1982, lors de l'émission *Le Grand Jury* sur R.T.L., selon lesquels « dans les hôpitaux, des gens possédant de grosses fortunes réussissent à se faire soigner gratuitement grâce à leurs relations ». Il s'étonne qu'elle ait pu prononcer d'aussi graves accusations, qui jettent la suspicion sur l'ensemble des agents et du corps médical hospitalier, sans apporter de preuves tangibles et vérifiées. Il souhaite par conséquent savoir si elle maintient ces propos et, dans l'affirmative, sur quelles observations précises ils se fondent.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

8085. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautler** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur certains des propos qu'a tenus sa collègue **Mme le ministre chargé des droits de la femme**, le 3 janvier 1982, lors de l'émission *Le Grand Jury* sur R.T.L., selon lesquels « dans les hôpitaux, des gens possédant de grosses fortunes réussissent à se faire soigner gratuitement grâce à leurs relations ». Il lui demande s'il entend laisser passer sans réagir des accusations aussi graves, qui jettent le discrédit sur l'ensemble des agents et des médecins hospitaliers, sans apporter la moindre preuve concrète.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8086. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautler** rappelle à **Mme le ministre délégué, chargé des droits de la femme**, qu'elle a publiquement souhaité que l'interruption volontaire de grossesse soit remboursée par la sécurité sociale. Il lui demande si, par conséquent, elle considère l'avortement comme un acte thérapeutique ordinaire, en contradiction même avec l'esprit de la loi et si elle n'estime pas que les millions d'assurés sociaux qui utilisent des lunettes, des prothèses dentaires ou auditives n'ont pas une certaine priorité à obtenir un meilleur remboursement des soins et des appareils dont ils ont besoin. En d'autres termes, le Gouvernement considère-t-il qu'en regard aux insuffisances de remboursement dont pâtissent des millions de Français, le remboursement de l'avortement constitue la priorité des priorités.

Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Rhône).

8087. — 18 janvier 1982. — **M. Gustave Ansart** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur l'entreprise N.V.F. Europe, en cessation de paiements depuis avril 1981. Depuis cette date l'usine d'Irigny, dans le Rhône, est occupée par les travailleurs. Elle reste

la seule entreprise française fabriquant, à partir de papier, de la fibre vulcanisée, matériau ayant de multiples usages. Cette entreprise a été rachetée en 1961 par la société américaine National Vulcanized Fibre qui envisage maintenant sa fermeture complète. Sont en jeu 142 emplois directs, et 15 à 20 millions de francs de déficit extérieur, puisque cette entreprise est le seul producteur français du produit. Les travailleurs de l'entreprise ont élaboré, avec l'aide de l'U.S.T.C.G.T. Rhône-Alpes, des propositions industrielles qui suggèrent les orientations d'un plan de sauvetage et chiffrent le coût pour l'Etat et l'économie d'une éventuelle fermeture. Une réunion décidée à l'initiative de la commission paritaire pour l'emploi de l'union des industries chimiques, qui devait réunir le 4 novembre les partenaires sociaux (syndicat, chambre patronale de la chimie Rhône-Alpes) a été annulée à la demande de la direction de l'entreprise. En conséquence, il lui demande quelle initiative il compte prendre pour renouer la négociation, et quelles solutions il envisage pour préserver l'emploi et l'activité dans cette entreprise.

Administration (fonctionnement).

8088. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Frêche** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les graves problèmes posés par l'implantation de sociétés privées de nettoyage dans le secteur public. Les femmes de service du secteur public, chargées de l'entretien des bureaux sont trop souvent remplacées par des sociétés privées de nettoyage, assurant le même travail. Non seulement le contrat passé avec les sociétés d'entretien revient plus cher que le salaire et charges d'une femme de service, avec une qualité de travail moindre, mais il tend à supprimer tout engagement de personnel dans cette catégorie. En conséquence, ne serait-il pas possible d'envisager une réglementation concernant l'engagement de ces sociétés privées dans le secteur public, visant à protéger les catégories inférieures du personnel de l'administration.

Economie : ministère (administration centrale).

8099. — 18 janvier 1982. — **M. Raymond Marcellin** demande à **M. le Premier ministre** si la décision de démolir les services centraux du ministère de l'économie et des finances logés rue de Rivoli peut être considérée comme non définitive et subordonnée à la connaissance des conclusions de l'étude en cours sur les conditions et le coût de la double opération de relogement de ces services et de rénovation de l'aile Second Empire du palais du Louvre. Etant donné les arbitrages à opérer parmi les charges budgétaires d'un poids actuellement sans précédent pour le pays, cette double opération immobilière très coûteuse est-elle raisonnable et susceptible d'être classée parmi les mesures réellement urgentes et prioritaires dans les circonstances actuelles. En alternative à cette opération, le prêt à des musées de province des œuvres entreposées à Paris et non montrées au public a-t-il été envisagé dans le cadre d'une politique de décentralisation qui pourrait porter aussi sur le patrimoine artistique national. Ainsi la Bretagne pourrait accueillir, exposer et garder des œuvres d'art dans plusieurs beaux bâtiments publics des Côtes-du-Nord, de la Finistère, de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.

Domaine public et privé (bâtiments publics).

8090. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Pernin** rappelle à **M. le ministre de l'environnement** que le règlement sanitaire départemental type prévoit en son article 29-2 l'interdiction d'introduire dans les ouvrages publics directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit de dégradation desdits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement. Il lui demande de prendre l'initiative d'une campagne publicitaire, notamment à la télévision, pour sensibiliser le public à cette question et notamment aux risques encourus par les égoutiers si une telle interdiction n'est pas respectée. Il apparaît que ces règles ne sont pas toujours respectées, soit par négligence, soit par ignorance de la part de certains industriels, artisans et commerçants, utilisateurs de produits chimiques.

Radiodiffusion et télévision (monopole de l'Etat).

8091. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** demande à **M. le ministre de la communication** s'il est possible d'évaluer le nombre de radios libres actuellement en France.

Service national (dispense de service actif).

8092. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre de la défense** les textes en vigueur réglant les cas de dispense des obligations de service national actif : les articles L. 31 et L. 32 du code du service national prévoient cinq catégories de situations dispensant de service national : être pupille de la nation ; avoir un proche parent qui soit mort pour la France ; un proche parent décédé d'un accident ou de maladie survenue à la suite d'une action comportant des risques particuliers ; le fait d'être soutien de famille ; enfin, le fait suivant certaines modalités, que l'appel soit susceptible de provoquer l'arrêt de l'exploitation familiale à caractère agricole, commercial ou artisanal. A une époque où le problème du chômage est le problème crucial, et cela semble-t-il hélas pour longtemps encore, il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de créer une nouvelle catégorie de dispense fondée sur l'emploi. Il vise la situation de jeunes que l'obligation de service national va empêcher de créer de nouveaux emplois ou va obliger à débaucher ceux qui existent. Ne serait-il pas possible d'imaginer, selon une ancienne terminologie, une « mobilisation sur place ». Une proposition de loi en ce sens a été déposée sous le numéro 260. Il lui demande s'il n'envisage pas de la faire venir en discussion.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (conservatoire national des arts et métiers).

8093. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Frêche** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'implantation de l'institut d'informatique d'entreprise du conservatoire national des arts et métiers à Montpellier. L'institut d'entreprise, dont les travaux d'aménagement seront achevés au début de l'année 1982, doit entrer en fonctionnement dès la rentrée universitaire de 1982. Un bon fonctionnement et une qualité d'enseignement de haut niveau sont nécessaires à l'efficacité de l'institut d'informatique d'entreprise dont l'implantation revêt d'une importance capitale pour l'avenir économique de Montpellier et de sa région. Or, il semble que dans le budget de 1982, il n'a été prévu aucun budget de fonctionnement pour la mise en place de l'institut, ni aucune création de postes d'enseignement spécialisé en informatique. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation et permettre à l'institut d'informatique d'entreprise de Montpellier de fonctionner dès la rentrée de 1982.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

8094. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Mayoud** attire avec insistance l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur les hausses considérables du montant de la taxe professionnelle pour certaines catégories d'entreprises industrielles en 1981 et sur les disparités de ces montants, d'un assujéti à un autre. Ainsi les adhérents de la chambre syndicale de Lyon et banlieue des fabricants en gros de salaisons, conserves, saucissons et charcuterie ont enregistré des hausses variant pour l'année écoulée de 3 p. 100 à 450 p. 100. Il lui demande si le respect des objectifs affichés du Gouvernement en matière de relance de l'embauche et de l'investissement et d'aide aux P.M.E. ne le conduit pas à envisager, avant même une éventuelle refonte fiscale, des dégrèvements à même d'éviter, en particulier dans la branche industrielle évoquée, un total désengagement moral et financier des chefs d'entreprise.

Communes (personnel).

8095. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Foyer** expose à **M. le Premier ministre** la situation suivante : au 1^{er} novembre 1981, une commune a recruté un agent supplémentaire en créant un emploi permanent. L'emploi a été pourvu par le recrutement d'une personne employée jusque-là par une entreprise privée. Cette dernière, à son tour, a remplacé ce salarié par un chômeur. L'opération ayant eu pour résultat de remettre un chômeur au travail, la commune ne peut-elle bénéficier des mesures prévues en cas de création d'emploi ?

Entreprises (politique en faveur des entreprises).

3096. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Guy Branger** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur l'ampleur des charges qui pèsent sur les commerçants, les artisans et les entreprises. Il lui expose qu'elles atteignent le seuil de l'intolérable et hypothèquent la réduction du chômage en décourageant l'emploi. Ainsi les charges patronales et personnelles s'établissent comme suit : I. — Charges patronales dues sur salaires (bruts) : U.R.S.S.A.F. sur salaires : 8 p. 100 ; U.R.S.S.A.F. sur salaire

plafonné : 22,75 p. 100 plus taux A.T. suivant l'entreprise pouvant atteindre 11,4 p. 100 dans le bâtiment ; A.S.S.E.D.I.C. sur salaire : 2,76 p. 100 ; fonds national de garantie : 0,25 p. 100 ; U.N.I.R.S. retraite complémentaire : 2,61 p. 100 ; taxe d'apprentissage : 0,50 p. 100 + 0,10 p. 100 ; médecine du travail : 0,30 p. 100 ; total : 37,39 p. 100 des salaires. II. — Charges personnelles ou couvertures sociales : maladie dans la limite du plafond sécurité : 3,35 p. 100 ; maladie dans la limite de cinq fois le plafond au lieu de trois fois en 1980 et quatre fois en 1981 : 11,50 p. 100 ; vieillesse dans la limite du plafond sécurité sociale : 12,80 p. 100 ; allocations familiales de 0 franc à 10 000 francs : porté à 5,50 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1982 sur revenu 1981 ; allocations familiales de 10 001 francs à plafond sécurité sociale : 9 p. 100. Il lui demande de préciser les mesures envisagées pour inverser le mouvement sous lequel croissent les entreprises.

*Professions d'activités sociales
(éducateurs spécialisés et maîtres d'éducation).*

8097. — 18 janvier 1982. — **M. Maurice Ligot** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des éducateurs spécialisés, en formation. En effet, le système de quota retenu pour rémunérer les éducateurs en formation pénalise plus de la moitié d'entre eux, dans la mesure où les étudiants sans rémunération professionnelle se voient attribuer une bourse d'Etat d'un montant de 310 francs par an. En conséquence, il lui demande de bien vouloir prendre en considération ce problème afin qu'une révision du montant de la bourse d'Etat des éducateurs en formation intervienne pour supprimer cette inégalité et pour leur permettre de poursuivre leur formation dans des conditions décentes.

Impôts et taxes (taxe d'apprentissage).

8098. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la répartition, au titre de la taxe d'apprentissage, des fonds versés par les entreprises. D'après certains articles parus dans la presse, une réforme serait à l'étude visant à créer des organismes départementaux, associant l'Etat et partenaires sociaux, chargés de la gestion de ces fonds, considérant ces sommes perçues comme des fonds publics. Il lui demande quelles sont ses intentions pour l'avenir en ce qui concerne la collecte et la distribution de cette taxe d'apprentissage actuellement versée par les entreprises aux établissements de formation de leur choix.

Déchets et produits de la récupération (huiles).

8099. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre de l'industrie** de bien vouloir lui faire connaître : 1^o la quantité d'huiles usagées qui a été retraitée depuis la mise en place de la réglementation concernant la récupération et l'élimination de ces huiles ; 2^o le nombre d'entreprises de raffinage opérationnelles en France actuellement ; 3^o s'il estime que cette opération nécessaire pour l'environnement et l'économie peut être développée, et par quels moyens.

Postes et télécommunications (télégraphes).

8100. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** attire l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur l'acheminement des télégrammes expédiés en fin de semaine ou un jour férié. Il lui demande si, dans ce cas-là, le délai est le même que pour une expédition un jour normal de semaine et si, dans le cas contraire, il n'y a pas lieu de prévoir un service spécial assurant l'acheminement des plus urgents les dimanches et jours fériés.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

8101. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la scolarisation des enfants malentendants. Il lui demande quelles mesures seront prises pour l'enseignement préscolaire et élémentaire de ces jeunes handicapés et si une aide psychopédagogique ne pourrait pas être attribuée à certaines écoles par le recrutement d'orthophonistes.

Femmes (congé de maternité).

8102. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** demande à **Mme le ministre de la solidarité nationale** de bien vouloir lui préciser dans quel délai est prévue l'application du projet de congé de maternité porté de quatre à six semaines et dont doivent bénéficier les agricultrices.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

8103. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** attire l'attention de **M. le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives** sur la situation des handicapés désireux accéder à la fonction publique. Il lui cite l'exemple d'une jeune personne, atteinte de polyomyélite durant son adolescence, et à qui il reste un léger handicap à une jambe, qui s'est vu refuser l'accès à un concours de catégorie C de fonctionnaires, pour ce motif. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de revoir les conditions d'accès à ces concours, en particulier sur les questionnaires médicaux.

Produits chimiques et parachimiques (entreprises).

8104. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre délégué chargé du budget** si les modalités d'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisables, tel que Pechiney-Ugine-Kuhlmann, ne vont pas pénaliser les petits porteurs d'actions qui avaient investi dans ces entreprises pour bénéficier de la loi Monory. Il souhaiterait connaître pour ces cas-là quelles dispositions seront prises.

Fleurs, graines et autres (commerce extérieur).

8105. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur** de bien vouloir lui communiquer les résultats de la balance commerciale en ce qui concerne l'exportation et l'importation de fleurs et de graines, et ce pour les trois dernières années connues.

Impôt sur le revenu (revenus mobiliers).

8106. — 18 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre délégué chargé du budget** de bien vouloir lui préciser ses intentions en matière de fiscalité sur le budget de fonctionnement des associations à but non lucratif. La taxation des intérêts perçus sur livret bancaire pénalisant le développement de ces associations, il souhaiterait connaître les mesures fiscales prévues dans ce domaine.

Équipement ménager (commerce).

8107. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la réglementation existant aux U.S.A. sur les dangers de certains récipients ménagers culinaires émaillés. Il lui demande si la France partage l'opinion des Etats-Unis sur les risques de l'utilisation de ces récipients, et si elle envisage à son tour de réglementer l'usage des ustensiles de ce type, et dans quel délai.

Communautés européennes (examens, concours et diplômes).

8108. — 18 janvier 1982. — Dans le cadre des dispositions européennes, les diplômes de médecin, d'infirmier responsable de soins généraux, de dentiste et de vétérinaire font l'objet de reconnaissance mutuelle entre les Etats membres. **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de la santé** pourquoi cette reconnaissance des diplômes n'a pas été étendue à l'ensemble des auxiliaires médicaux, et notamment aux kinésithérapeutes et aux pharmaciens. Il souhaiterait connaître la position française à cet égard, et si le Gouvernement agira pour une extension des dispositions en cause.

Communautés européennes (électricité et gaz).

8109. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** appelle l'attention de **M. le ministre délégué chargé de l'énergie** sur la décision communautaire de consulter les pays limitrophes à l'intérieur de la Communauté, en cas d'implantation de centrales électriques près des frontières des Etats membres. Il lui demande quelles sont les centrales françaises entrant dans le cadre de ces dispositions, si des consultations ont déjà été organisées, avec quels résultats, s'il a été tenu compte des avis qui se sont manifestés, et enfin quels projets de centrales seront visés à l'avenir par ces mesures.

Commerce extérieur (Hongrie).

8110. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, si une étude a été réalisée par ses services au sujet de l'évolution du commerce extérieur de la Hongrie. Il souhaiterait, le cas échéant, en connaître les résultats, et savoir quelles orientations la France entend adopter en ce qui concerne les relations commerciales avec ce pays, et en particulier si le Gouvernement envisage un accord de commerce et de coopération.

Handicapés (allocations et ressources).

8111. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Bonnet** rappelle à **Mme le ministre de la solidarité nationale** qu'en vertu des dispositions de l'article 2 du décret n° 78-325 du 15 mars 1978, le droit à l'allocation aux adultes handicapés est réexaminé le premier jour du mois suivant la modification de la situation familiale, lorsque le nombre d'enfants à charge a diminué. Il lui fait observer que l'application de ces dispositions peut avoir pour effet de réduire brutalement et dans des proportions importantes le pouvoir d'achat de certains titulaires de l'allocation aux adultes handicapés, surtout lorsque celle-ci constitue leur principale ressource. Certes, les intéressés bénéficient d'un réajustement du montant de leur prestation, lorsque — comme ce sera le cas au 1^{er} janvier 1982 — le taux de l'allocation aux adultes handicapés vient à être majoré. Toutefois, il lui demande si, dans le cadre des réformes de la loi d'orientation du 30 juin 1975 envisagée par le Gouvernement, il ne serait pas possible — en vue de remédier aux inconvénients du système actuel — de ne procéder à la révision des droits des handicapés, dont le nombre d'enfants à charge a diminué, qu'au début d'une nouvelle période de paiement, une telle solution pouvant, au demeurant, faciliter la tâche des organismes payeurs.

Politique extérieure (Nicaragua).

8112. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Brocard** demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir lui préciser ce qu'il entend par « armes offensives » et « armes défensives » à la suite de la vente d'armes au Nicaragua, et en application d'un accord signé avec ce pays le 21 décembre 1981 ; les principales ventes portaient sur des vedettes et des hélicoptères. Pour donner crédit à cette subtile distinction entre « armes offensives » et « armes défensives », il est demandé de lui faire connaître les différentes catégories d'armes défensives qui font partie des matériels d'armement livrés au Nicaragua et les précautions prises à l'égard de ce pays pour que les armes dites défensives ne se transforment pas en armes dites offensives.

Politique extérieure (Tunisie).

8113. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Gaudin** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Rapatriés)** sur le problème des avoirs français bloqués en Tunisie depuis l'indépendance de ce pays, le 20 mars 1956. Les rapatriés ont noté avec intérêt les promesses du Gouvernement d'effacer toutes les injustices dont ils ont été victimes. Il lui demande de lui indiquer si le Gouvernement entend se donner les moyens de rendre justice à ceux qui ont dû abandonner leurs avoirs lors de leur départ forcé de ce pays.

Parlement (élections législatives : Paris).

8114. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Gaudin** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les agressions graves et répétées dont viennent d'être victimes, au cours des derniers jours, un certain nombre de personnes qui participaient à la campagne du candidat de l'opposition dans la 2^e circonscription législative de Paris. Il lui signale, en particulier, que les arguments employés aujourd'hui par les militants du candidat de la majorité (manches de pioches, bombes lacrymogènes et autres accessoires comparables) sont en opposition totale par rapport à l'image « de force tranquille » que le pouvoir socialiste s'efforce de donner de son comportement. Il constate d'autre part que l'intolérance verbale dont les dirigeants socialistes avaient fait la démonstration excellente lors du congrès de Valence trouve aujourd'hui son prolongement dans des agressions et des violences que ses dirigeants cautionnent implicitement. Dans ces conditions il lui demande : 1° s'il estime que les atteintes graves portées au débat démocratique par les auteurs de ces violences sont compatibles avec les idéaux que les socialistes affirment partager ; 2° si le souci de retarder la prise de conscience par l'opinion publique de l'échec de la politique socialiste justifie à ses yeux que la liberté d'expression soit mise en cause ; 3° s'il estime que la venue sur le terrain du premier secrétaire du parti socialiste justifie que les représentants du candidat de l'opposition soient violemment chassés ; 4° s'il n'estime pas que la responsabilité directe des agissements incriminés incombe en réalité aux dirigeants socialistes eux-mêmes qui, par leurs déclarations, notamment celles du congrès de Valence, ont appelé à l'intolérance et à la violence ; 5° si en fonction, notamment de la promesse faite par le programme socialiste de développer « des espaces nouveaux de liberté », il n'estime pas, en fin de compte, que le Gouvernement doit désavouer publiquement les atteintes aux libertés qui ont été commises et ceux qui les ont organisées.

Communes (élections municipales).

8115. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph-Henri Maujean du Cosset** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, ce qu'il faut penser des bruits faisant état d'élections municipales anticipées.

Assurances (assurance de la construction).

8116. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Proriot** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les conséquences des dispositions arrêtées par le Gouvernement au titre de la réforme de l'assurance construction, et concernant plus particulièrement les entreprises artisanales du bâtiment. En effet, parmi ces dispositions, figurait celle faisant obligation à cette catégorie d'entreprises de souscrire une police d'assurance unique par chantier, alors qu'au terme de la loi de 1973, elles sont déjà toutes assurées. C'est ainsi que, loin de diminuer le coût de l'assurance-construction, cette mesure risque, au contraire, d'en accroître la charge, tant pour les entreprises artisanales, qui réalisent couramment une multitude de chantiers de petite importance, qu'il faudrait alors déclarer auprès de différentes compagnies d'assurance imposées par les clients, que pour les maîtres d'œuvre « particuliers », jusqu'à présent non tenus de s'assurer en dommage-ouvrage, et qui seraient désormais exposés à cette nouvelle contrainte. Par ailleurs, l'annonce du passage à une gestion de l'assurance en capitalisation directement liée à la perception d'une taxe parafiscale pénaliserait une nouvelle fois ces entreprises artisanales, dont la plupart n'étaient pas assurées avant 1978 (étant leur « propre assureur »), et qui seront amenées à payer le passé des entreprises importantes, notamment celles qui ont maintenant disparu. Il souhaiterait savoir si ces dispositions, proposées par **M. Spinetta**, ne peuvent être corrigées en tenant précisément compte de la spécificité des entreprises artisanales du bâtiment.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

8117. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Proriot** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur les difficultés rencontrées par les aides familiaux agricoles à l'égard de leur assujettissement à la T. V. A. En effet, l'aide familial peut disposer, au titre de la préinstallation, d'une activité hors sol, qu'il gère personnellement sous réserve toutefois d'utiliser le compte bancaire de son père. Lorsque le père n'est pas assujéti à la T. V. A., le fils ne peut légalement s'y assujettir pour sa propre activité, qui se trouve ainsi exposée à de graves problèmes de fonctionnement et de développement. Les conditions d'une bonne installation de l'aide familial peuvent ainsi se trouver compromises. Il demande si les règles imposant cette similitude de régime fiscal du père, chef de l'exploitation et de son fils, aide familial, ne peuvent être réexaminées précisément dans le but d'aider au mieux à l'installation du futur jeune agriculteur.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8118. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Proriot** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la grave inégalité frappant les personnes déficientes auditives, dont le taux de remboursement des prothèses s'avère être extrêmement réduit. Le coût d'acquisition de ces appareils, restant particulièrement élevé, constitue un obstacle certain pour l'insertion de ces personnes, jeunes ou âgées, dans la vie sociale, compte tenu de leur niveau de ressources. Il souhaiterait connaître ses intentions visant à améliorer les conditions de ce remboursement.

Formation professionnelle et promotion sociale (participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue).

8119. — 18 janvier 1982. — **M. Maurice Sergheraert** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les sommes versées par un employeur dans le cadre de la formation professionnelle continue, en application des conventions passées avec un organisme formateur, doivent faire l'objet d'une déclaration sur l'imprimé DAS/2, en conformité avec les dispositions de l'article 240 du C. G. I.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

8120. — 18 janvier 1982. — **M. Maurice Sergheraert** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un artisan coiffeur est en droit d'imputer sur la T. V. A. due au titre de ses opérations imposables, celle grevant l'achat d'un poste de radio et d'une chaîne haute fidélité, appareils installés à l'intention de sa clientèle sur les lieux de vente et ayant fait l'objet d'une déclaration spéciale à la S. A. C. E. M.

Impôt sur le revenu (contrôle et contentieux).

8121. — 18 janvier 1982. — **M. Maurice Sergheraert** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, par application des dispositions de l'article 39 B du C.G.I., une entreprise n'est pas fondée à demander la déduction extra-comptable d'un amortissement pour un élément d'actif dont le prix a été comptabilisé à tort en charges et réintégré par le service dans les bénéfices imposables. Il a été toutefois admis que cette sanction ne serait applicable que dans le cas où la déduction était manifestement abusive (doc. adm. 4 D 153-7). Il lui demande si cette tolérance est maintenue et, dans l'affirmative, de bien vouloir lui indiquer, de manière exhaustive, les cas où l'administration fiscale entend faire application stricte des dispositions susindiquées du code général des impôts.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

8122. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Frêche** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des chargés de conférences au sein de l'université. L'appellation « chargé de conférences » créée par décret du 2 mars 1978 pour les seules disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion s'applique sur la double proposition des universités concernées et du C.C.S.U. à des maîtres assistants de première classe, docteurs d'Etat, qui assurent des fonctions d'enseignement magistral. Les charges de conférences sont cependant juridiquement maintenues dans un statut de maîtres assistants ne leur conférant même pas l'accès aux échelles lettres et les soumet à un double service par rapport aux autres enseignements magistraux. Connaissant le rôle essentiel que jouent les charges de conférences, tant au plan pédagogique qu'administratif, il me paraît normal d'étudier la possibilité de leur intégration dans le corps des professeurs. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour remédier à cette situation.

Publicité (réglementation).

8123. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Rigal** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement** sur une nouvelle forme de publicité dite « affichage dynamique ». Des camions, carrossés spécialement, promènent en convoi de grandes affiches ou des mannequins de cire dans certaines grandes villes ou stationnent à certains endroits choisis judicieusement. Ce procédé mobile de publicité va à l'encontre des dispositions de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 sur la publicité et les enseignes. Il lui demande d'envisager rapidement une très stricte réglementation de cette forme de publicité qui gaspille l'énergie, gêne la circulation et permet de défigurer impunément les sites urbains les plus prestigieux et contrevient ainsi à la volonté du législateur.

Publicité (réglementation).

8124. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Rigal** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur une nouvelle forme de publicité dite « affichage dynamique ». Des camions, carrossés spécialement, promènent en convoi de grandes affiches ou des mannequins de cire dans certaines grandes villes ou stationnent à certains endroits choisis judicieusement. Il lui demande d'envisager rapidement en liaison avec les services de l'environnement une très stricte réglementation de ce type de circulation à des fins publicitaires qui gaspille l'énergie, gêne la circulation et permet de défigurer impunément les sites urbains les plus prestigieux et contrevient ainsi à la volonté du législateur.

Produits agricoles et alimentaires (betteraves : Bourgogne).

8125. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Santa Cruz** demande à **Mme le ministre de l'agriculture** de lui indiquer le volume de sucre des quotas A, B et C qui ont été attribués à la région Centre-Est à la suite de la mise en œuvre, au 1^{er} juillet 1981, du nouveau règlement sucrier communautaire. Il attire son attention sur la situation des producteurs de betterave à sucre de cette région. En effet, les agriculteurs ont été incités en 1978 à s'orienter vers cette production et ont créé, pour traiter les betteraves à sucre, une usine de surpressage et de déshydratation gérée par la société d'intérêt collectif agricole Sécopulpe de Bourgogne. Cette installation suppose une accroissement des contingents précédents de l'ordre de 100 000 quintaux de sucre pour fonctionner dans des conditions satisfaisantes de rentabilité.

Calamités et catastrophes (calamités agricoles : Jura).

8126. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Santa Cruz** demande à **Mme le ministre de l'agriculture** de lui indiquer les aides susceptibles d'être accordées au titre des calamités agricoles aux exploitants jurassiens victimes de la prolifération de rongeurs de race « campagnols ». Il souligne que les éleveurs du second plateau du Jura et, en particulier, de la région de Nceroy ont vu leur récolte de foin diminuer dans des proportions comprises entre 25 p. 100 et 50 p. 100, ce qui contraint ces agriculteurs de zones d'hivernage long à acheter du foin ou des aliments de substitution. Dans la perspective de l'extension ou du déplacement de cette prolifération de rongeurs qui endommagent ou diminuent la valeur nutritive de l'herbe et du foin, il lui demande d'ordonner des recherches en vue de déboucher sur la mise au point de méthodes efficaces de lutte contre ces ennemis des cultures.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : successions et libéralités).

8127. — 18 janvier 1982. — **M. Emile Bizet** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, qu'en octobre 1980, à son décès, **Mme X...** a laissé à son frère héritier, **M. Y...**, la nue-propriété d'une terre et ferme d'un peu plus de 10 hectares. A l'époque héritier, en nue-propriété, **M. Y...** n'ayant aucune possibilité de payer les droits de mutation par décès a demandé, en sa qualité de nu-propriétaire, le paiement différé des droits jusqu'à la réunion de l'usufruit à la nue-propriété avec dispense du paiement des intérêts. En conséquence, les droits à acquitter au jour du décès de l'usufruitier s'élevèrent à environ 250 000 francs. Aujourd'hui, **M. Y...** désire faire donation-partage à ses deux enfants de ses biens en y incluant la terre et ferme reçues dans la succession de sa sœur, **Mme X...**, mais en bénéficiant toujours du paiement différé des droits au décès de l'usufruitier. Cette demande est justifiée par le fait que le fils de **M. Y...**, futur donataire, est actuellement locataire de la terre et ferme reçues par son père en nue-propriété. Pour faire des investissements indispensables, il désire que cette terre et ferme lui soient attribuées en nue-propriété dans une donation-partage et ceci pour éviter toutes difficultés futures avec ses cohéritiers, et notamment des difficultés financières. Il lui demande si, dans la situation qu'il vient de lui exposer, le maintien du paiement différé des droits de mutation par décès peut être accordé.

Elevage (pores).

8128. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Charles Cavallé** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le problème de l'interprétation des décrets n° 81-93 et 81-112 de février 1981 relatifs aux prises en charge d'intérêts de certains prêts consentis aux éleveurs de pores. Il cite le cas d'un jeune agriculteur qui a contracté un prêt spécial élevage le 28 juillet 1979, avec comme date de première échéance le 15 juillet 1980. Celui-ci a, le 22 mai 1980, signé un avenant au contrat de prêt initial reportant la première date d'échéance au 15 mai 1981. Il n'a donc effectué aucun versement en 1980 et n'a pu, en conséquence, bénéficier de la prise en charge des intérêts échus au 15 juillet 1980. Au-delà de ce cas particulier, il lui demande comment ont été traitées les situations des bénéficiaires de reports d'annuités.

Ordre public (attentats).

8129. — 18 janvier 1982. — **M. Gabriel Kasperoff** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, de lui indiquer la date à laquelle il compte tirer les conclusions des études entreprises par ses services en vue d'une réforme du régime de réparation des dommages matériels résultant d'attentats par explosifs dont l'étude est entreprise par les services administratifs concernés. En effet, il est nécessaire que le vide juridique actuel soit comblé dans les plus brefs délais aussi bien dans l'intérêt des futures victimes que dans celui des anciennes. Il lui demande également s'il ne serait pas opportun, afin d'accélérer la procédure, que le Gouvernement accepte d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la proposition de loi n° 597 de **M. Pierre Bas** dont les dispositions répondent aux deux objectifs que le Gouvernement s'assigne : d'une part « assurer une équitable indemnisation dans l'avenir » et d'autre part « prendre en compte la situation des victimes du vide juridique actuel » (50, n° 45, A.N. [Q.] du 28 décembre 1981).

Accidents du travail et maladies professionnelles (responsabilité en cas de faute).

8130. — 18 janvier 1982. — **M. Gabriel Kasperoff** rappelle à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que les chefs d'entreprises du secteur des métiers, auxquels s'applique dans toute sa plénitude l'article L. 468 du code de la sécurité sociale — qui fait

jouer les principes de la « faute inexcusable » — ne peuvent s'assurer pour les dommages qui les touchent personnellement et, par là-même, contre les risques d'accident du travail, et que la loi du 8 décembre 1976 n'a fait que renforcer cette impossibilité. Dans ces conditions, et alors même qu'ils accomplissent tous les efforts en matière de prévention des accidents, les artisans sont — au plan de leur propre garantie contre le sinistre grave que constitue l'accident du travail — traités différemment des patrons de grandes entreprises. Il lui demande s'il ne serait pas opportun d'entreprendre la révision des textes de la loi du 6 décembre 1976, et de l'article L. 468 du code de sécurité sociale qui excluent en pratique, les artisans de la garantie contre les accidents de travail qui peuvent les atteindre, afin d'établir, en la matière, une égalité de traitement entre les chefs d'entreprises, quelle que soit la dimension de celle-ci.

Administration (rapports avec les administrés).

8131. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre de la justice** que le droit des associations d'Alsace-Lorraine est régi par : 1° le code civil local ; 2° la loi d'empire du 19 avril 1908 ; 3° l'ordonnance du 22 avril 1908 pour l'application de la loi d'empire. Ces trois textes ont été traduits en français dans plusieurs ouvrages. Toutefois, pour chacun d'entre eux, il souhaiterait connaître les références exactes de la traduction officielle en français et du décret ou de la disposition législative conférant son caractère officiel à chacune de ces traductions. Par ailleurs, dans les textes précités, certaines amendes sont libellées en marks et il souhaiterait savoir en vertu de quels textes officiels les amendes correspondantes sont calculées en francs.

Administration (rapports avec les administrés).

8132. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre de la justice** qu'en réponse à la question écrite n° 4656, il lui a indiqué que la version française des dispositions de droit local applicables dans les départements d'Alsace-Lorraine figuraient dans certains documents et notamment « dans l'ouvrage de Gilbert Struss, ancien avocat à la cour d'appel de Colmar, intitulé *Les lois locales*, commentées par l'auteur ». A ce sujet, il lui rappelle qu'il évoquait l'existence d'une traduction officielle et que l'ouvrage auquel il est fait référence n'a vraisemblablement aucun caractère officiel. De même, en ce qui concerne l'ouvrage intitulé *Organisation politique et administrative et législation de l'Alsace-Lorraine*, auquel **M. le ministre** fait également référence, il souhaiterait savoir si un acte législatif ou réglementaire lui a conféré un caractère officiel. Toujours dans le même ordre d'idées, la réponse ministérielle fait allusion à un code des communes propre à l'Alsace-Lorraine qui aurait été élaboré par la préfecture de la Moselle. Il souhaiterait, dans ce domaine également, savoir si ce document, bien qu'émanant d'une autorité administrative, a une valeur législative ou réglementaire. Enfin, dans le cas où un ou plusieurs des documents visés par la réponse ministérielle n'aurait pas été reconnu comme juridiquement substitué de plein droit à la version allemande des textes, il lui renouvelle sa question afin de savoir si celui-ci n'estime par opportun qu'une traduction officielle soit juridiquement substituée à la version allemande des différents textes applicables en Alsace-Lorraine.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

8133. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Médecin** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les inquiétudes ressenties par les médecins exerçant en centre hospitalier, en ce qui concerne une modification de leur statut. Les intéressés s'alarment de ce que celle-ci soit susceptible d'intervenir sans négociation et considèrent, à juste titre, que toute atteinte portée de cette façon à leur statut serait une rupture de contrat, sinon juridique, du moins morale. Par ailleurs, des aménagements apparaissent hautement souhaitables dans les domaines suivants : couverture sociale, problème des gardes et astreintes pour une amélioration du temps de travail, financement de la formation continue. Il lui demande de bien vouloir lui préciser sa position sur les conditions dans lesquelles il envisage de procéder à la réforme du statut des médecins hospitaliers et sur la suite qu'il entend réserver à leurs légitimes revendications.

Urbanisme (lotissements).

8134. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre Sauvalgo** demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** de bien vouloir lui indiquer si, en matière d'allotissement tout au moins, les règles édictées par l'article L. 315-3 du code de l'urbanisme (ancien article 38 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967)

sont susceptibles de pouvoir être écartées au bénéfice de dispositions contractuelles d'un caractère plus souple et qui figurent déjà au cahier des charges d'un lotissement approuvé par arrêté préfectoral. Il lui demande plus précisément de le renseigner sur le fait de savoir si une personne, propriétaire de plusieurs lots dans un lotissement dont le cahier des charges stipule que « l'allotissement de tout lot pourra être autorisé par les propriétaires des lots contigus dans les conditions fixées à l'article 38 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967 », peut valablement demander à l'autorité administrative de prononcer la modification des documents du lotissement, dans le sens de l'allotissement des lots dont elle est propriétaire, avec l'accord des propriétaires des lots contigus aux siens seulement. Dans l'affirmative il lui demande également de bien vouloir lui faire savoir si le projet d'allotissement dont il s'agit doit faire l'objet d'un accord unanime de la part des propriétaires des lots contigus ou si l'accord des deux tiers des propriétaires desdits lots détenant ensemble les trois quarts au moins de leur superficie ou celui des trois quarts des ces propriétaires détenant ensemble les deux tiers au moins de la même superficie suffisent à solliciter la modification des documents du lotissement par l'autorité administrative.

Accidents du travail et maladies professionnelles (champ d'application de la garantie).

8135. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre Sauvalgo** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la situation des personnes qui se sont vues contraintes de mettre un terme à leur activité professionnelle en raison d'une affection qui, pour être pourtant directement liée à l'exercice de cette activité, n'avait pas encore fait l'objet au moment de ladite interruption d'une inscription au tableau des maladies professionnelles. Il lui demande notamment de bien vouloir lui indiquer dans quelles conditions ces personnes seraient susceptibles de solliciter valablement le bénéfice des prestations prévues en la matière dans le cas où l'affection qui les a amenées à suspendre définitivement leur activité se verrait ultérieurement et après plusieurs années parfois reconnaître le caractère d'une maladie professionnelle.

Intérieur : ministère (personnel).

8136. — 18 janvier 1982. — **M. Robert-André Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la future situation des personnels des préfectures, lorsque la loi relative à la décentralisation sera mise en œuvre. Il apparaît bien que la mise à disposition des agents concernés, position d'ailleurs non prévue par le statut général des fonctionnaires, n'est pas susceptible de garantir les droits des intéressés, qu'il s'agisse notamment des modalités de notation, de l'avancement et des perspectives de mutation. Le détachement est, par contre, statutaire et, seule, cette position permettra aux agents du cadre national des préfectures de pouvoir conserver intégralement leurs droits. Il lui demande en conséquence de bien vouloir, le moment venu, utiliser cette dernière procédure à l'égard des fonctionnaires concernés.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : mutations à titre onéreux).

8137. — 18 janvier 1982. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur les problèmes liés à l'exonération partielle des droits d'enregistrement (T.V.A.) en matière de transfert des terrains destinés à la construction. Il lui expose que la jurisprudence retient la date de délivrance du certificat de conformité comme date limite de maintien du droit d'exonération, soit un délai de quatre ans qui peut être prolongé. Pour tant des cas de force majeure comme par exemple la hausse permanente du coût de la construction et de ses à-côtés, ou la perte de l'emploi peuvent entraîner un désengagement financier qui a pour conséquence de retarder la réalisation de toutes les finitions. Au regard de ces situations particulières, le certificat de conformité subit alors quelque retard. Il lui demande s'il ne serait pas plus opportun, afin de venir en aide à un plus grand nombre d'accédants à la propriété, de prendre comme référence la date d'occupation des lieux puisque les locaux sont généralement habitables avant l'achèvement des petits travaux de finition. Cette proposition aurait l'avantage de la logique, étant entendu que si l'immeuble est habité, on peut présumer que l'obligation de construire est remplie. Il lui demande alors s'il envisage de modifier en conséquence la législation et la réglementation en vigueur pour répondre à cette suggestion.

*Droits d'enregistrement et de timbre
(enregistrement : mutations à titre onéreux).*

8138. — 18 janvier 1982. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les problèmes liés à l'exonération partielle des droits d'enregistrement (T.V.A.) en matière de transfert des terrains destinés à la construction. Il lui expose que la jurisprudence retient la date de délivrance du certificat de conformité comme date limite de maintien du droit d'exonération, soit un délai de quatre ans qui peut être prolongé. Pourtant, des cas de force majeure comme par exemple la hausse permanente du coût de la construction et de ses accès ou la perte de l'emploi peuvent entraîner un désengagement financier qui a pour conséquence de retarder la réalisation de toutes les finitions. Au regard de ces situations particulières, le certificat de conformité subit alors quelque retard. Il lui demande s'il ne serait pas plus opportun, afin de venir en aide à un plus grand nombre d'acquéreurs à la propriété, de prendre comme référence la date d'occupation des lieux puisque les locaux sont généralement habitables avant l'achèvement des petits travaux de finition. Cette proposition aurait l'avantage de la logique, étant entendu que si l'immeuble est habité, on peut présumer que l'obligation de construire est remplie. Il lui demande alors s'il envisage de modifier en conséquence la législation et la réglementation en vigueur pour répondre à cette suggestion.

Communes (finances locales).

8139. — 18 janvier 1982. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les pouvoirs d'un maire en matière de concours des forces de police. Il lui expose que lors d'une manifestation sportive dont la fréquentation laissait entrevoir une circulation exceptionnelle justifiant la mise en place d'agents chargés de l'acheminement du trafic, le maire d'une ville avait, en vertu de ses pouvoirs de police, demandé la présence d'un service d'ordre de la part du commissariat de police. Il lui demande alors si la commune en question doit prendre à sa charge le montant des vacations à percevoir par les fonctionnaires de police dont le concours a été requis, ou si cette prise en charge, s'agissant d'une manifestation exceptionnelle, n'incombe pas à l'Etat.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

8140. — 18 janvier 1982. — **M. Marc Lauriol** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il ne serait pas opportun et urgent de mener à son terme l'évolution du statut des maîtres-assistants, particulièrement ceux des disciplines juridiques, économiques et de gestion, en procédant notamment à l'intégration des maîtres-assistants, chargés de conférences, dans le corps des professeurs d'université. Institués par le décret du 2 mai 1978, les maîtres-assistants chargés de conférences assurent des fonctions d'enseignement magistral, ont maintes responsabilités de direction et d'animation de publications scientifiques de haut niveau, et assument les plus hautes fonctions universitaires en qualité de directeur d'U.E.R. ou de président d'université. Alors qu'ils exercent les fonctions de professeurs « de fait », leur intégration ne serait donc que la reconnaissance de la réalité de leurs fonctions et de leur qualification.

S. N. C. F. (régime de retraite).

8141. — 18 janvier 1982. — **M. Lucien Richard** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le taux de pension de réversion actuellement en vigueur dans le régime spécial de la caisse de retraite S.N.C.F. Il lui expose que lors du décès du retraité, les charges du conjoint survivant n'étant pas pour autant réduites de moitié, celui-ci se trouve en raison du plafonnement du taux de réversion à 50 p. 100 confronté brusquement à des problèmes financiers considérables. Lui rappelant que le secrétaire d'Etat aux personnes âgées a annoncé, le 10 novembre 1981, que le taux de réversion passerait dès le 1^{er} juillet 1982 de 50 p. 100 à 52 p. 100 dans le régime général et les régimes alignés, ainsi que la déclaration du 26 mars 1981 dans laquelle **M. François Mitterrand** estimait indispensable de porter ce taux à 60 p. 100, il lui demande si le Gouvernement ne juge pas nécessaire d'étendre le bénéfice de la mesure prévue au 1^{er} juillet 1982 aux régimes spéciaux, et en particulier à celui de la caisse de retraite S.N.C.F.

Impôts et taxes (taxes parafiscales).

8142. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** s'étonne auprès de **M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie**, de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 460 (publiée au *Journal officiel* n° 21 du 20 juillet 1981) relative à la non-réévaluation de la taxe parafiscale sur les granulats, et il lui en renouvelle donc les termes.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8143. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** s'étonne auprès de **M. le ministre de la santé** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 232 (publiée au *Journal officiel* n° 23 du 13 juillet 1981) relative à la situation financière des laboratoires hospitaliers, et il lui en renouvelle donc les termes.

Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions).

8144. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 236 (publiée au *Journal officiel* n° 23 du 13 juillet 1981) relative à l'attribution de la retraite anticipée, à l'âge de soixante ans, sans minoration, aux Alsaciens-Lorrains rétroactifs et insumis aux ordonnances valides d'incorporation dans l'armée allemande. Il lui en renouvelle donc les termes.

Agriculture (aides et prêts).

8145. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** s'étonne auprès de **Mme le ministre de l'agriculture** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 135 (publiée au *Journal officiel* n° 23 du 13 juillet 1981) relative à la répartition par région des crédits débloqués par la commission du comité économique européen au titre de la première tranche 1980 du F.E.O.G.A. Orientation. Il lui en renouvelle donc les termes.

Commerce et artisanat (formation professionnelle et promotion sociale).

8146. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** s'étonne auprès de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 136 (publiée au *Journal officiel* n° 23 du 13 juillet 1981) relative à la formation continue en ce qui concerne les artisans et les salariés. Il lui en renouvelle donc les termes.

Sécurité sociale (cotisations).

8147. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** s'étonne auprès de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 140 (publiée au *Journal officiel* n° 23 du 13 juillet 1981) relative à l'alignement des cotisations acquittées, au titre de l'assurance maladie, par les anciens commerçants, artisans et anciens salariés qui relèvent des caisses de retraites des non-salariés sur celles acquittées par les assurés du régime général de sécurité sociale. Il lui en renouvelle donc les termes.

Transports routiers (politique des transports routiers).

8148. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** s'étonne auprès de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 242 (publiée au *Journal officiel* n° 23 du 13 juillet 1981) relative à la situation des transporteurs routiers, et il lui en renouvelle donc les termes.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8149. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 151 (publiée au *Journal officiel* n° 23 du 13 juillet 1981) relative aux personnes âgées hospitalisées pour une durée dépassant deux mois, et il lui renouvelle donc les termes.

Associations et mouvements (moyens financiers).

8150. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 137 (publiée au *Journal officiel* n° 23 du 13 juillet 1981) relative à la situation des associations gestionnaires de services d'intérêt public, et il lui en renouvelle donc les termes.

Handicapés (politique en faveur des handicapés).

8151. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 14 (publiée au *Journal officiel* n° 22 du 6 juillet 1981) relative à l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés, et il lui en renouvelle donc les termes.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

8152. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre délégué chargé du budget**, de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 53 (publiée au *Journal officiel* n° 22 du 6 juillet 1981) relative à la T.V.A. applicable aux voitures automobiles, et il lui en renouvelle donc les termes.

Assurance vieillesse : généralités (implications des pensions).

8153. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 55 (publiée au *Journal officiel* n° 22 du 6 juillet 1981) relative à l'augmentation de l'allocation dite « majoration pour conjoint à charge », et il lui en renouvelle donc les termes.

Déchets et produits de la récupération (huiles).

8154. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Foyer** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de l'énergie**, sur la situation des ramasseurs agréés d'huiles usagées. Inquiets quant à l'avenir de leur profession du fait de la mauvaise application de la réglementation existante, les ramasseurs agréés d'huiles usagées dont l'utilité de leur collecte n'est plus à démontrer, hésitent à réaliser les investissements nécessaires à leur activité. Il conviendrait de rasurer cette profession. A cette fin, il lui demande si toutes les mesures ont été prises pour veiller à la stricte application de la réglementation en vigueur.

Pétrole et produits raffinés (taxe intérieure sur les produits pétroliers).

8155. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** fait part à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les clubs de la ligue Loire-Océan, de la Fédération française de voile, réunis en assemblée générale le dimanche 6 décembre 1981, ont exprimé leurs inquiétudes au sujet de la circulaire de la direction générale des douanes qui a précisé aux dirigeants que le contingent de carburant dédouané qui leur était attribué pour assurer la sécurité de leurs activités nautiques serait réduit de 50 p. 100 en 1982 et supprimé en 1983. L'assemblée générale a attiré l'attention des pouvoirs publics sur l'augmentation des charges que cette mesure entraînera pour les clubs qui accroissent actuellement les mesures de prévention en matière de sécurité et qui ne pourraient plus répondre aux exigences de surveillance que très souvent, les municipalités leur demandent de jouer auprès des estivants, même si cette action vient en appont de celle des organismes officiels chargés de la sécurité des plages et plans d'eau. Il transmet cette motion à **M. le ministre de l'économie et des finances**, et lui demande quelle suite il compte y apporter.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

8156. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur l'émotion causée dans le monde de l'artisanat par certaines émissions de télévision. Spécialement celle du 28 décembre 1981, au journal de 20 heures de T.F.1. A l'occasion d'un reportage sur l'artisanat les maîtres d'apprentissage étaient présentés comme des exploités sans scrupules. Des expressions encore plus dures ont été utilisées. Il lui demande ce qu'il compte faire pour éviter que ne se

renouvellent de tels incidents, qui ne correspondent certainement pas à sa pensée. Il serait désastreux qu'au moment où tout doit être mis en œuvre pour favoriser l'emploi, le discredit soit jeté sur une catégorie sociale professionnelle qui représente une source d'emplois importante, une assurance de formation qualifiée et aussi un facteur irremplaçable de qualité de la vie.

Circulation routière (stationnement).

8157. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Rigaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'article R. 37-1 du code de la route sur le stationnement gênant qui prévoit un certain nombre de cas considérés comme « gênant la circulation » grâce à une liste en deux parties, à savoir : 1° une énumération en sept paragraphes (trois, lignes continues, ponts, boucles d'incendie, etc.); 2° les dispositions différentes « prises par l'autorité investie du pouvoir de police » (préfet, maire) sous forme d'arrêtés dûment signalés. Il lui demande si cette liste est limitative en vertu du principe « tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché », article 5 du préambule de la Constitution, et dans la négative, qui peut allonger cette liste, dans quelles conditions et comment l'automobiliste peut imaginer qu'il est en infraction alors qu'il stationne sans le sentiment de gêner, en respectant scrupuleusement tous les cas prévus à l'article R. 37-1 ainsi que les panneaux de signalisation.

S. N. C. F. (service train-auto).

8158. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur l'importance du développement de la location des automobiles. A cet égard, la Société nationale des chemins de fer français dispose d'un service auto au bénéfice des voyageurs. Serait-il possible de savoir si, dans les gares situées sur le territoire métropolitain, des guichets sont ouverts au seul bénéfice de l'agence de location de la Société nationale des chemins de fer français, ou au bénéfice d'autres compagnies et dans ce cas seul lesquelles.

Justice (tribunaux de commerce).

8159. — 18 janvier 1982. — **M. Raymond Marcellin** demande à **M. le ministre de la justice** s'il envisage d'introduire des magistrats professionnels dans les juridictions commerciales et dans l'affirmative, s'il ne craint pas de défaire ainsi une juridiction dont l'actuelle organisation garantit l'impartialité et la compétence.

Baux (baux d'habitation).

8160. — 18 janvier 1982. — **M. Raymond Marcellin** fait observer à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** les inconvénients des dispositions qui prévoient le maintien dans les lieux des locataires et les nouveaux rapports locatifs (la cogestion avec les associations de locataires) qui se traduisent par la diminution de la rentabilité des appartements (elle oscille actuellement aux alentours de 4 p. 100). Les propriétaires n'auront plus les moyens nécessaires pour financer les travaux d'entretien et d'amélioration des appartements, ce qui pénalisera aussi les locataires. Il lui demande par quelles mesures il entend remédier à cette situation.

Logement (amélioration de l'habitat : Bretagne).

8161. — 18 janvier 1982. — **M. Raymond Marcellin** demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** quel effort financier le F.A.U. fera en 1982 dans les zones rurales de la Bretagne centrale qui ont préparé un programme de revitalisation. D'autre part, quelles ressources nouvelles il a l'intention de décentraliser au niveau de la région et du département, en ce qui concerne l'urbanisme et le logement.

Entreprises (petites et moyennes entreprises).

8162. — 18 janvier 1982. — **M. Philippe Mestre** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la dégradation des délais de règlement « client-fournisseur » et l'importance de plus en plus grande que prend ce crédit interentreprises. La fragilisation du bilan, inconvénient majeur de ce type de crédit sur l'économie d'une entreprise, est plus particulièrement sensible dans les petites et moyennes entreprises. Il lui demande s'il envisage pas de faire procéder à une étude approfondie de ce problème et d'organiser un large débat sur le crédit interentreprises.

Lait et produits laitiers (lait : Poitou).

8163. — 18 janvier 1982. — **M. Philippe Mestre** expose à **Mme le ministre de l'agriculture** que l'élevage caprin a connu depuis quelques années, dans tout le Poitou, un développement de valeur économique importante. C'est ainsi qu'en Vendée, de nombreux élevages de 150 à 200 chèvres se sont constitués dans des conditions de technicité susceptibles d'assurer une rentabilité satisfaisante. Mais la stagnation et même la dégradation du prix du lait de chèvre compromet les efforts accomplis avec l'aide des techniciens agricoles. Il lui demande si, pour cette production agricole indépendante des décisions communautaires, elle n'envisage pas de prendre les dispositions de nature à redresser la situation catastrophique des éleveurs caprins.

Edition, imprimerie et presse (journaux et périodiques).

8164. — 18 janvier 1982. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **M. le ministre de la communication** sur l'aggravation des conditions de publication et de diffusion de la presse périodique qui voit son avenir menacé, les difficultés nouvellement créées devant porter atteinte à la liberté d'information et d'expression par le moyen de la presse écrite. En effet, les aides aux lecteurs ont été réduites dans d'importantes proportions, d'une part, par l'augmentation des tarifs postaux de plus de 27 p. 100, et également par celle du taux de T. V. A. porté à 4 p. 100 par la loi de finances pour 1982. Il lui demande quelles mesures il peut prendre pour limiter les effets de ces augmentations et sauvegarder pour les lecteurs le pluralisme des moyens d'expression et d'information par la presse écrite, qui risque d'être compromis dans un proche avenir.

Edition, imprimerie et presse (journaux et périodiques).

8165. — 18 janvier 1982. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur l'aggravation des conditions de publication et de diffusion de la presse périodique qui voit son avenir menacé, ces difficultés nouvellement créées devant porter atteinte à la liberté d'information et d'expression par le moyen de la presse écrite. En effet, les aides aux lecteurs ont été réduites dans d'importantes proportions, d'une part, par l'augmentation des tarifs postaux de plus de 27 p. 100, et également par celle du taux de T. V. A. porté à 4 p. 100 par la loi de finances pour 1982. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour limiter les effets de ces augmentations et sauvegarder pour les lecteurs le pluralisme des moyens d'expression et d'information par la presse écrite, qui risque d'être gravement compromis dans un proche avenir.

Urbanisme (permis de construire).

8166. — 18 janvier 1982. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les graves inquiétudes des fabricants et constructeurs de chalets devant les difficultés accrues d'obtention de permis de construire sur l'ensemble du territoire, sous des prétextes souvent très discutables. Une grave menace pèse donc sur l'avenir de cette industrie alors que le bois est une matière première abondante sur le sol français, qui ne nécessite aucune dépense d'énergie et dont l'utilisation est elle-même source d'économie d'énergie. Il lui demande quelles sont ses intentions à ce sujet, et quelles dispositions peuvent être prises pour éviter la disparition de cette profession créatrice d'emplois, et qui connaît par ailleurs une demande sans cesse croissante de la clientèle.

Urbanisme (permis de construire).

8167. — 18 janvier 1982. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur les graves inquiétudes des fabricants et constructeurs de chalets devant les difficultés accrues d'obtention de permis de construire sur l'ensemble du territoire, sous des prétextes souvent très discutables. Une grave menace pèse donc sur l'avenir de cette industrie alors que le bois est une matière première abondante sur le sol français, qui ne nécessite aucune dépense d'énergie et dont l'utilisation est elle-même source d'économie d'énergie. Il lui demande quelles sont ses intentions à ce sujet et quelles dispositions peuvent être prises pour éviter la disparition de cette profession créatrice d'emplois, et qui connaît par ailleurs une demande sans cesse croissante de la clientèle.

Service national (dispense de service actif).

8168. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautier** rappelle à **M. le ministre de la défense** qu'avec plusieurs autres parlementaires il l'a interrogé sur la situation des jeunes gens créateurs d'entreprises au regard de leurs obligations militaires (voir notamment question écrite n° 3089, *Journal officiel A.N.* du 28 septembre 1981, réponse parue au *Journal officiel A.N.* n° 37 du 25 octobre 1981) et qu'il a été répondu par la négative à la question de savoir si une dispense de service national pourrait être accordée à ces jeunes, sous certaines conditions. Il constate d'ailleurs que le texte de cette réponse ne présente guère de « changement » par rapport à celles qu'avaient faites son prédécesseur au ministère de la défense à d'autres députés. Or il apparaît clairement que les dispositions de la loi n° 76-617 du 9 juillet 1976 ne tiennent pas compte des réalités nouvelles. De plus en plus nombreux sont les jeunes qui font preuve d'initiative et de courage en lançant leur propre entreprise. Une interruption d'une année de leur activité est ressentie par eux comme une catastrophe, au moment où par ailleurs, et à juste titre, les pouvoirs publics intensifient leur lutte pour l'emploi. Un assouplissement de la législation, qui autoriserait les commissions régionales de dispense à examiner les situations de ce type, ne conduirait pas pour autant à des abus, puisque en tout état de cause les jeunes concernés devraient apporter la preuve de leur activité et des risques graves que leur départ au service ferait peser sur cette dernière. Il se permet donc de lui demander avec insistance de bien vouloir reconsidérer sa position sur ce point et de proposer, le cas échéant, au Parlement une modification en ce sens de la loi n° 76-617.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Paris).

8169. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautier** demande à **M. le ministre de la culture** de bien vouloir lui indiquer s'il confirme ou non l'information parue dans *Le Figaro* du 8 janvier 1982 selon laquelle un haut-relief ornant l'un des deux frontons de l'hôtel du ministère de la marine, place de la Concorde à Paris, aurait été déposé, remplacé par une copie, puis concassé et envoyé à la déchèterie publique. Si cette information est exacte, il lui demande quelles mesures il entend prendre à l'égard des auteurs d'un acte aussi inqualifiable.

Assurances (assurance automobile).

8170. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la souscription d'une assurance est obligatoire pour tout propriétaire d'un véhicule automobile. Or, outre le fait que le coût d'une telle assurance augmente dans de fortes proportions chaque année, les pratiques adoptées par les compagnies d'assurances à l'égard de leurs clients placent de plus en plus souvent ces derniers dans des situations injustes, voire inacceptables. Ainsi la règle du « bonus-malus » telle qu'elle fonctionne actuellement s'applique presque toujours au détriment des bons conducteurs. A cet égard, la disproportion qui existe entre les clauses d'application du « bonus » et celles du « malus » est considérée à juste titre par les usagers comme parfaitement inique. Par ailleurs il est de plus en plus fréquent qu'à la suite d'un ou deux accidents, même sans gravité, occasionnés ou subis par leurs clients, les assureurs résilient le contrat qui les lie. On en arrive ainsi à ce que des automobilistes aient les plus grandes difficultés à trouver un assureur. C'est pourquoi il lui demande s'il n'est pas du devoir des pouvoirs publics, à partir du moment où l'assurance automobile est obligatoire, de veiller à ce que les assureurs n'abusent pas de leur position de force et à ce que soient mieux préservés les droits de leurs clients. Il souhaite savoir en particulier s'il entre dans ses intentions d'intervenir dans le réexamen des règles de fixation des clauses de bonus-malus.

Avortement (statistiques).

8171. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautier** demande à **M. le ministre de la santé** de bien vouloir lui faire connaître l'évolution, si possible année par année, du nombre d'interruptions volontaires de grossesse en France depuis la mise en application de la loi du 17 janvier 1975.

Consommation (Institut national de la consommation).

8172. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautier** demande à **Mme le ministre de la consommation** de bien vouloir préciser ses intentions quant au devenir de l'Institut national de la consommation, à ses finalités, à son organisation et à ses moyens. Il souhaite notamment savoir quel rôle sera imparté à l'I.N.C. à l'égard des organisations de consommateurs.

Divorce (droit de garde et de visite).

8173. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautier** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir lui faire connaître le nombre des enfants concernés par les procédures de divorce de leurs parents depuis 1975, ainsi que le nombre de ceux dont la garde est confiée au père et de ceux dont la garde est confiée à la mère.

Divorce (législation).

8174. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Sautier** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir lui faire connaître : 1° le nombre de divorces prononcés depuis la mise en application de la réforme de 1975 ; 2° leur répartition suivant les différentes catégories prévues par ladite loi (consentement mutuel, etc.) ; 3° la proportion d'hommes et de femmes ayant demandé le divorce ; 4° la répartition de ces derniers par classes d'âge. Il souhaite également connaître les observations que ces statistiques appellent de sa part.

Racisme (antisémitisme).

8175. — 18 janvier 1982. — **M. Philippe Bassinet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conséquences jamais réparées du *numerus clausus* imposé aux étudiants juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce *numerus clausus* se traduit par l'exclusion des universités. Au-delà des graves et généraux préjudices de guerre, cela a entraîné un dommage spécifique en compromettant durablement de nombreuses carrières d'enseignants. En conséquence, il lui demande quelles sont ses intentions dans ce domaine et quelles initiatives il compte prendre.

Edition, imprimerie et presse (personnel).

8176. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Billon** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir lui indiquer ses intentions quant à une éventuelle réforme du statut professionnel des journalistes. Notamment il lui demande s'il entend insérer dans la législation actuelle des dispositions organisant un droit au secret professionnel.

Produits chimiques et parachimiques (entreprises).

8177. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Bois** fait part à **M. le ministre du travail** de l'inquiétude des salariés du groupe nationalisé C. D. F. Chimie devant la remise en cause de leurs avantages par la direction générale. Celle-ci s'apprête, en effet, à détourner de leur but initial les mesures gouvernementales prévues en matière d'emploi et de réduction du temps de travail. Si la possibilité d'un départ à la retraite est effectivement envisagée pour les travailleurs dès l'âge de cinquante-cinq ans, par contre aucune embauche n'est prévue et des réductions d'effectifs sont annoncées. D'autre part, la direction a exigé la prise des congés payés pour la fin de l'année 1981 et fait planer la menace du chômage technique au cas où cette solution n'aboutirait pas, l'opposition des salariés et de leurs représentants étant très vive. En conséquence, il lui demande si l'attitude de cette entreprise à capitaux publics est compatible avec les orientations nouvelles de la politique gouvernementale et s'il envisage des actions précises afin de rassurer un monde du travail inquiet et légitimement impatient.

*Habillement, cuirs et textiles
(emploi et activité : Nord-Pas-de-Calais).*

8178. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Bois** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, sur les difficultés que rencontrent les entreprises du secteur textile et habillement de la région Nord-Pas-de-Calais, face à une concurrence internationale particulièrement agressive et déloyale. Les conditions déséquilibrées et inéquitables dans lesquelles s'effectuent les importations ont en effet provoqué, ces dernières années, la disparition de milliers d'emplois et ce, malgré le remarquable effort d'adaptation et de modernisation accompli par l'industrie du textile et de l'habillement. Cette dégradation de l'emploi affectant une région déjà fortement touchée dans d'autres secteurs économiques, il lui demande de faire connaître les mesures de sauvegarde qu'il envisage de prendre afin de relancer l'industrie du textile et de l'habillement dans le Nord-Pas-de-Calais.

*Tabacs et allumettes
(Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes).*

8179. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Bois** attire l'attention de **M. le ministre délégué chargé du budget** sur les difficultés que rencontrent les débiteurs de tabacs face à la grande distribution et sur les moyens de défense mis en œuvre par leur confédération.

Celle-ci a en effet créé une société commerciale, Spécial Tabac Diffusion, chargé de passer des marchés nationaux avec des fabricants, dans le but de permettre à ses adhérents d'acheter moins cher et de devenir compétitifs dans le domaine des prix. Or, pour atteindre cet objectif, il serait souhaitable d'élargir l'action du S. E. I. T. A. en lui confiant un rôle de prestataire de services, grâce auquel le plus petit débitant de tabacs pourrait être livré en articles divers, à des prix les plus bas possibles et quelle que soit la quantité commandée. Cette participation du S. E. I. T. A. appelle une autorisation gouvernementale, il lui demande de bien vouloir faire connaître sa décision à ce sujet.

Economie : ministère (services extérieurs : Aude).

8180. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Cambolive** attire l'attention de **Mme le ministre de la consommation** sur les inquiétudes des agents de la direction de la concurrence et de la consommation du département de l'Aude. Ils constatent en effet, que les mesures prises depuis quatre mois ne constituent pas un moyen efficace pour obtenir un ralentissement sensible de l'évolution du coût de la vie. Ils souhaitent donc que des mesures plus appropriées soient prises pour défendre l'intérêt des consommateurs. Ces mesures, qui ne peuvent être que réglementaires, devraient concerner tous les stades de la production à la distribution et être adaptées à chaque situation. Elles devraient être le résultat, d'une part, d'études préalables, secteur par secteur, destinées à connaître les niveaux de prix pratiqués, leurs évolutions, et, d'autre part, de concertations qui seront instaurées à tous les niveaux entre professionnels, consommateurs et organisations syndicales. Ces mesures nécessiteraient enfin des moyens en matériel et en personnel renforcés. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître son avis sur les propositions de ces agents.

Bois et forêts (emploi et activité).

8181. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Cambolive** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les difficultés que connaissent les scieries pyrénéennes face aux importations massives de bois « étrangers ». En effet, ces scieries, dans une situation déjà fort critique, vont connaître des moments encore plus difficiles si elles doivent aligner leurs prix sur les bois canadiens. Les conséquences immédiates sur l'économie de l'arrière-pays seront désastreuses, à savoir la fermeture d'établissements dans les zones rurales défavorisées où toutes les stratégies sont déployées pour maintenir l'emploi. L'importation des bois étrangers, et, en particulier, des bois canadiens, devrait être limitée à la satisfaction des besoins complémentaires et exceptionnels. Ces produits, tout comme les autres produits agricoles, devraient être taxés afin qu'ils ne déréglent pas les marchés intérieurs et permettent au bois du pays de redevenir compétitif. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître son avis sur ces propositions.

Postes et télécommunications (courrier).

8182. — 18 janvier 1982. — **M. Robert Chapuis** expose à **Mme le ministre de la solidarité nationale** qu'un vœu fréquemment exprimé par les salariés concerne l'affranchissement de la correspondance adressée aux organismes de couverture sociale. Leur souhait est de bénéficier, dans leurs rapports avec ces derniers, d'une franchise postale comparable à celle actuellement reconnue pour le courrier avec la sécurité sociale. En conséquence, il lui demande dans quelle mesure une telle requête peut être satisfaite et si des mesures sont étudiées pour étendre le bénéfice de la franchise postale à la correspondance avec les organismes sociaux autres que la sécurité sociale.

Impôt sur les sociétés (détermination du bénéfice imposable).

8183. — 18 janvier 1982. — **M. Robert Chapuis** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, que, dans le cadre d'accords passés avec les organisations syndicales, certaines entreprises ont mis en place depuis plusieurs années un système de « prétraite » applicable à des catégories d'agents ayant travaillé dans des conditions particulièrement contraignantes ou pénibles pendant une durée assez longue. Ce système, obligatoire pour les catégories de personnel concernées, leur permet de percevoir entre la date de leur départ à la prétraite et celle où ils atteignent l'âge normal de la retraite, une allocation versée par l'entreprise et soumise aux cotisations sociales. Sur le plan économique, le coût des services rendus par ces catégories de personnel comprend les charges de prétraite (indemnités et charges sociales) dont le paiement est différé. Sur le plan juridique, les engagements souscrits ouvrent, en faveur des intéressés, un droit certain aux prestations de prétraite, ce droit n'étant annulé que si les agents quittent l'entreprise ou décèdent avant l'âge de leur prétraite, cette condition

résolutoire ne se réalisant qu'assez rarement comme le démontrent les statistiques sur ce sujet. Soucieuses de respecter les règles comptables d'indépendance des exercices et de sincérité des comptes, les entreprises sont donc conduites à inclure dans les prix de revient de leurs fabrications actuelles, sous forme de provision, les charges de préretraite calculées en fonction des droits acquis, exercées par exercice, par les travailleurs intéressés. Ces charges sont constatées au niveau de la comptabilité générale par une dotation au compte de provision pour « retraites anticipées » qui est débité le moment venu des versements opérés au titre des charges de préretraite. Il appelle son attention sur le fait que les entreprises en cause appliquent une politique conforme aux orientations gouvernementales, puisqu'elles sont en mesure d'opérer les recrutements nécessaires au remplacement des agents qui partent en préretraite, intervenant ainsi de manière utile sur le marché du travail. Elles y seraient bien davantage encore incitées si elles étaient assurées de la déductibilité fiscale des provisions ainsi constituées. Cette mesure pourrait trouver place à côté d'autres dispositions qui ont été prises par le Gouvernement dans la mise en œuvre des contrats de solidarité. Une telle proposition de l'administration serait d'ailleurs justifiée par le caractère ferme des engagements des entreprises concernées et le caractère probable et même quasiment certain des charges provisionnées, fondé sur des statistiques incontestables. Il lui demande de préciser les conditions dans lesquelles pourrait s'effectuer la déductibilité de telles provisions et de confirmer le bien-fondé des calculs opérés.

*Retraites complémentaires
(établissements d'hospitalisation, de soins et de cure).*

8184. — 18 janvier 1982. — **M. Albert Chaubard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur le fait que les praticiens hospitaliers sont les seuls à subir, dans le régime de retraite complémentaire Ircevec, une majoration de 34 p. 100 dans la prise en compte de leurs salaires, en vue de leur retraite, sans que l'administration ait jamais fourni de ce fait une explication claire.

Copropriété syndicale.

8185. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Collomb** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur une source de conflit au sein de certains copropriétés. En effet, il arrive qu'un administrateur d'immeubles soit, à la fois, copropriétaire détenant la majorité ou une minorité de blocage des millièmes de répartition et syndic de la copropriété. Cette situation amène le syndic à approuver lui-même ses comptes et sa gestion, à renouveler son mandat à voter l'élection du conseil syndical... Il souhaite connaître à une solution est actuellement à l'étude pour pallier cette anomalie.

Enseignement secondaire (fonctionnement).

8186. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Collomb** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des agents de service affectés aux établissements scolaires du second degré. Cette situation difficile s'aggrave encore dans les établissements qui pratiquent la formation permanente. En effet, leur nombre est proportionnel au nombre d'élèves de l'établissement considéré. Cette base de calcul présente l'inconvénient de ne pas tenir compte : 1° de la superficie de l'établissement. Or, il est évident que les agents ont plus de travail dans un établissement plus vaste ou dont les locaux sont disséminés sur une plus grande étendue, voire implantés sur des espaces verts ; 2° de la nature de l'établissement. Ainsi, les lycées, techniques qui disposent d'ateliers nécessitent un travail de nettoyage et de rangement très important. Il conviendrait donc, pour le calcul du nombre des agents de service affectés à un établissement, de tenir compte de ces différents facteurs.

Education physique et sportive (enseignement).

8187. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Hugues Colonna** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les centres d'éducation physique spécialisés. Il lui demande s'il ne convient pas de procéder à une enquête auprès des municipalités qui avaient consenti des efforts d'équipement importants et assuré le fonctionnement des C.E.P.S. supprimés par le plan de relance de 1978. Cette enquête aurait pour but de leur demander si elles désirent la réouverture de ces centres à la rentrée 1982-1983 et le nombre de postes d'enseignants nécessaires à leur fonctionnement.

Education physique et sportive (enseignement).

8188. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Hugues Colonna** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il ne convient pas d'encourager la mixité des cours d'éducation physique et sportive dans les établissements scolaires. Cela ajouterait au bénéfice psychologique

et social déjà important de la mixité dans les classes l'apport déterminant de la relation que les activités physiques et sportives sont seules à générer et tendrait, d'autre part, à réduire les schémas sexistes encore véhiculés par le système sportif.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages : Corse).

8189. — 13 janvier 1982. — **M. Jean-Hugues Colonna** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il ne pense pas indispensable d'apporter officiellement tous éclaircissements au sujet d'un stage de formation continue en archéologie qui s'est déroulé en Corse, du 1^{er} janvier 1980 au 20 juin 1980 et du 3 novembre 1980 au 24 mai 1981. Stage intéressant quinze demandeurs d'emploi du niveau Deug et dont le but annoncé visait la formation de cadres pour le tourisme insulaire et la sensibilisation de la jeunesse au patrimoine de la Corse. Les signataires en étaient l'ex-recteur de l'académie, l'ex-président de l'université de Corte, le délégué régional à la formation professionnelle, le responsable de la formation continue en Corse. L'enseignement étant confié au responsable de la section d'archéologie. Or : aucun diplôme ne vint sanctionner la fin du stage comme cela avait été annoncé aux participants qui, à défaut, reçurent une « attestation de participation » ; aucun emploi ne fut proposé aux stagiaires qui se demandent s'ils n'ont pas servi de prétexte à la mise en œuvre d'une opération qui ne fut pour eux qu'une tromperie. Parlant du principe que l'utilisation des deniers publics confiés à l'université dans le cadre de la formation continue doit aboutir, sinon à l'obtention d'un emploi programmé et annoncé, du moins à celle du diplôme qui en permet l'accès, il lui demande de lui faire connaître : les mobiles véritables et l'ordonnateur de cette initiative ; le coût total du stage, rémunération des stagiaires et du responsable pédagogique notamment, de même que les recours auxquels pourraient prétendre les stagiaires que cette expérience inciterait à conclure qu'ils n'auraient été que des alibis. S'il ne pense pas enfin que l'enveloppe budgétaire accordée aurait trouvé meilleur usage dans une plus large autorisation de stages destinés à la formation professionnelle des jeunes assurée à Corte et dont le nombre de places s'avère très insuffisant.

Education physique et sportive (personnel).

8190. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Brune** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des professeurs adjoints de l'éducation physique et sportive. En effet, l'indice de traitement de cette catégorie de personnel n'est pas encore aligné sur celui de leurs collègues dans les autres disciplines alors même que nous souhaitons la réhabilitation de l'éducation physique au sein du système scolaire. Dans cette même perspective, l'intégration des professeurs adjoints dans le corps des enseignants certifiés et l'arrêt de leur recrutement au profit d'un recrutement unique de professeurs certifiés s'avère nécessaire. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre afin que le statut des enseignants de l'éducation physique soit réhabilité.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(centres de convalescence et de cure).*

8191. — 18 janvier 1982. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur le fait que des thermes nationaux « fonctionnant toute l'année sous la tutelle du ministère de la santé » comportent des premières et des secondes classes. En conséquence, il lui demande si cette situation lui apparaît normale et conforme aux principes démocratiques qui doivent régir la politique de la santé et ce qu'il envisage de faire pour y remédier.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(centres hospitaliers : Nord-Pas-de-Calais).*

8192. — 18 janvier 1982. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la situation du secteur médical dans le Nord-Pas-de-Calais. Cette région atteint le plus haut taux de mortalité infantile : 13,9 pour 1 000 habitants alors que la moyenne nationale est de 10,6 pour 1 000 habitants. De même en est-il pour les moyens matériels qui sont les plus bas de France : 5,4 lits d'hospitalisation pour 1 000 habitants alors que la moyenne nationale est de 8,6 lits pour 1 000 habitants. Quant aux moyens humains, notamment en ce qui concerne les enseignants, Lille, deuxième faculté de France par le nombre d'étudiants autorisés, n'occupe plus que la septième place dans le rapport enseignants-étudiants. En conséquence, il lui demande s'il entend développer les moyens du centre hospitalier urbain de Lille et s'il envisage l'implantation d'un autre centre hospitalier dans la région Nord-Pas-de-Calais.

Professions et activités sociales (assistants de service social).

8193. — 18 janvier 1982. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la place des assistantes sociales dans le système scolaire. Ces dernières, désireuses de poursuivre leur travail au sein des équipes éducatives au même titre que les infirmières, demandent leur rattachement à l'éducation nationale. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour développer le service social et de santé à l'intérieur de l'éducation nationale.

Français (Français de l'étranger).

8194. — 18 janvier 1982. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre des relations extérieures** sur le système d'imposition des enseignants français au Maroc. N'évoluant pas suivant l'inflation et ne prenant que très peu en compte les éléments familiaux par la non-existence de parts, ce système pénalise ces fonctionnaires. De plus, il les oblige à présenter, sans autorisation écrite de l'administration, des pièces comptables confidentielles. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Enseignement secondaire (enseignement technique et professionnel).

8195. — 18 janvier 1982. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés pédagogiques rencontrées dans les lycées d'enseignement professionnel. Conscients de la nécessité de promouvoir véritablement au sein de l'éducation nationale une politique novatrice de formation professionnelle, les enseignants des lycées d'enseignement professionnel souhaitent que les mêmes efforts soient faits pour les aspects culturels que pour les aspects professionnels de leur formation et qu'ils bénéficient des mêmes moyens que les établissements d'enseignement général. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Armes et munitions (réglementation de la détention et de la vente).

8196. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Faugaret** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur le trop grand laxisme de la réglementation des armes qui favorise délinquance et criminalité. Déjà, par question écrite n° 33135 du 7 juillet 1980 il avait demandé que l'acquisition et la détention d'armes à feu et de munitions soit soumise à autorisation préfectorale préalable. Il avait été répondu que l'obligation faite au vendeur de déclarer toute transaction, avec mention de l'identité de l'acheteur, pour les 5^e et 7^e catégories, constituait un contrôle suffisant. A l'évidence, la multiplication des cas d'agressions et d'accidents entraînés indirectement par le libre commerce des fusils et carabines, infirme la position des tenants du libéralisme en la matière. Aussi, estime-t-il nécessaire de renouveler sa précédente requête de retour aux dispositions du décret n° 76-523 du 11 juin 1976 et de son extension aux armes à feu de toutes catégories, y compris celles à percussion annulaire.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

8197. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Florian** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le caractère choquant de certaines situations faites aux instituteurs par les communes actuellement tenues de mettre à leur disposition un logement en nature, ou à défaut, de leur verser une indemnité représentative de logement. Dénonçant le caractère désuet des dispositions très anciennes qui régissent la matière, selon lesquelles les logements mis à la disposition des instituteurs doivent être « convenables » et répondre à certaines caractéristiques tenant essentiellement au nombre de pièces, il souligne que les conditions auxquelles doivent ainsi satisfaire les logements sont loin de correspondre aux normes d'équipement et de confort minima actuellement définies en matière d'habitat qui devraient pourtant être considérées de nos jours comme le minimum admissible. De fait, il lui cite le cas d'une commune qui offre successivement aux instituteurs un logement particulièrement inconfortable, de sorte que ceux-ci, ne pouvant décemment l'accepter, se voient privés, du fait de leur refus, du droit à l'indemnité pécuniaire compensatrice, la commune s'estimant alors déliée de toute obligation de logement à leur égard. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour qu'il soit notamment mis fin à de telles pratiques.

Matériel électrique et électronique (entreprises : Finistère).

8198. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Gourmelon** interroge **M. le ministre de l'industrie** sur l'avenir du centre électronique de Brest. Depuis sa fusion avec Thomson (1969) le C. E. B., classé en « centre de production » ne peut exploiter toutes ses capacités techniques, humaines et spatiales au service du développement économique de la région brestoise et plus particulièrement des activités maritimes (ou « essentiellement axé sur les activités maritimes »). La vie maritime brestoise, riche en chercheurs, ingénieurs, universitaires, techniciens et ouvriers, ne possède que très peu ou pas de cellules d'études et pas du tout de pouvoir de décision. Le C. E. B. peut contribuer à faire de Brest un pôle de développement économique à la condition qu'il ne reste pas en corps étranger à la région brestoise, qu'il modifie ses activités pour les orienter vers le domaine maritime, qu'il dispose des pouvoirs de décision commerciaux et d'études susceptibles d'entraîner autour d'eux une industrialisation. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il entend prendre pour permettre cette évolution dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique visant à « supprimer les cloisonnements entre les activités de recherches, d'industrialisation et de commercialisation ».

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

8199. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Guyard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'inégalité paradoxale de la situation de famille des instituteurs et institutrices par rapport au calcul du montant de l'indemnité compensatrice de logement. Deux exemples peuvent illustrer les effets des textes actuels : un instituteur et une institutrice concubins notoire peuvent percevoir chacun l'indemnité compensatrice même s'ils exercent dans la même commune, mais un instituteur ou une institutrice vivant en concubinage notoire, avec un concubin ou une concubine n'ayant pas de droit statutaire à logement ne peut percevoir la majoration d'un quart au titre de chef de famille ; un instituteur ou une institutrice marié dont le conjoint a des revenus élevés perçoit une indemnité compensatrice majorée d'un quart par rapport à l'indemnité compensatrice due à un instituteur ou une institutrice célibataire, veuf ou veuve sans enfant, divorcé ou divorcée sans enfant. Il lui demande en conséquence s'il ne pourrait être envisagé une révision des notions de première catégorie et de deuxième catégorie dans la détermination du montant de l'indemnité compensatrice des logements due aux instituteurs et institutrices auxquels la commune ne peut fournir de logement.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres de conseils et de soins).

8200. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Guyard** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le coût administratif des centres de santé. En effet, trois causes principales expliquent la différence entre recettes et dépenses dans les centres de santé : le financement des actions de prévention, l'abattement imposé sur le coût des actes et dont la suppression a été annoncée, enfin le travail administratif requis par les caisses d'assurance maladie. Il lui demande si, au moment où d'une part la couverture sociale a été généralisée et où, d'autre part, les caisses primaires ont simplifié leur contrôle pour l'ouverture des droits, il ne serait pas possible de proposer un allègement des formalités administratives dont doivent s'acquitter les centres de santé.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

8201. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Guyard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'absence de pertinence du critère de distance entre les limites communales pour déterminer le versement ou non à chacun des conjoints de l'indemnité compensatrice de logement lorsqu'un instituteur et une institutrice sont mariés. En effet, notamment en région parisienne, deux écoles implantées dans deux communes limitrophes peuvent se trouver plus éloignées en temps que deux écoles situées sur un axe de liaison direct et implantées dans deux communes dont les frontières sont distantes de 2,5 km. Il lui demande s'il ne pourrait envisager une révision du critère de cumul de l'indemnité compensatrice de logement entre un instituteur et une institutrice mariés.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

8202. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Guyard** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de lui préciser, au regard du droit au logement, la situation des instituteurs rattachés à titre définitif à une école et chargés d'effectuer des déplacements à l'intérieur d'une zone d'intervention limitée.

Enseignement secondaire (éducation spécialisée).

8203. — 18 janvier 1982. — **M. Robert Le Foll** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème de l'exonération des frais de pension au bénéfice des élèves des écoles nationales de perfectionnement. En effet, les modes de calcul de cette exonération sont beaucoup trop faibles, notamment lorsque les élèves accueillis sont issus de milieux sociaux défavorisés ou rejetants. Actuellement, aucune exonération n'est accordée pour un quotient familial annuel de 6 990 francs et plus, ce qui, pour une famille de quatre personnes, représente un volume de ressources de 28 000 francs par an, correspondant à un salaire mensuel de 2 330 francs. Dans ce cas, le placement d'un enfant à l'E. N. P. décidé par la commission du second degré, donc en dehors d'un volontariat initial de la famille, revient à 367,20 francs par mois. Une exonération totale n'est accordée qu'au cas où la famille fait état d'un quotient familial de moins de 2 590 francs, ce qui correspond à un revenu annuel par quatre personnes de 11 360 francs, soit un salaire mensuel inférieur à 1 000 francs. Cette situation est d'autant plus étonnante que le même enfant, placé dans un établissement à prix de journée, du fait de hasard des orientations, ne représente aucune charge pour sa famille, quels qu'en soient les revenus, et voit ses transports hebdomadaires pris en charge, ce qui n'est pas le cas à l'E. N. P. de Chantigny (Seine-et-Marne). En conséquence, dans un établissement recrutant dans un milieu social défavorisé, les impayés sont nombreux, les poursuites inutiles et gênantes et les retraits des adolescents par leur famille dès la seizième année fréquents. Il lui demande de lui faire part de son point de vue sur ce grave problème et des mesures qui peuvent être envisagées pour y remédier.

Communes (finances locales).

8204. — 18 janvier 1982. — **M. Guy Lengagne** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les conditions de répartition de la dotation particulière réservée aux communes centres d'unité urbaine dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement. Cette dotation n'est accordée à la commune centre que si la population de l'unité urbaine à laquelle elle appartient représente au moins 10 p. 100 de la population du département et que si par rapport à l'année précédente, la dotation globale de fonctionnement de la commune centre a évolué moins favorablement que la dotation globale de fonctionnement versée à l'ensemble des communes. Il résulte de la première condition requise que les communes situées dans un département à forte densité de population comme le Pas-de-Calais sont désavantagées par rapport aux localités incluses dans un département peu peuplé. C'est ainsi que Boulogne-sur-Mer, ville de près de 50 000 habitants, centre d'une agglomération très dense de plus de 120 000 habitants, se trouve écartée du bénéfice de la dotation particulière. Elle doit pourtant assumer la charge d'équipements collectifs de toute nature dont l'importance est fonction des besoins que provoque l'existence d'utilisateurs extérieurs et ceci dans une mesure d'autant plus grande qu'aucune solution de continuité n'existe d'une commune à l'autre et que l'agglomération forme réellement une unité qui dépasse largement le double de sa population. Si l'on compare son cas à celui d'une commune de même importance qui, bien qu'incluse dans une agglomération de plus faible population, peut bénéficier de la dotation particulière parce que située dans un département à faible densité, on constate à l'évidence qu'un régime plus favorable est réservé dans ce cas à la collectivité qui logiquement supporte le moins de charges en tant que commune centre. Il est d'ailleurs à signaler que l'importance du rôle de la commune centre que constitue Boulogne-sur-Mer est encore accrue par l'éloignement du chef-lieu du département, Arras, situé à l'autre extrémité, soit près de 120 km, et que la zone littorale avec notamment les arrondissements de Boulogne, Montreuil et Calais pourrait très bien constituer à elle seule un département qui serait déjà d'une certaine importance relativement à bien d'autres. Il lui demande en conséquence, avec insistance, que soit revu ce point particulier de la dotation globale de fonctionnement.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

8205. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Méhès** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur la situation des hommes qui ayant effectué le nombre requis d'années de service, et ayant élevé seuls trois enfants au moins, souhaitent accéder à la retraite anticipée. Leur serait-il possible au même titre que les femmes qui se trouvent dans la même situation de pouvoir en bénéficier. Il semble qu'une telle mesure en libérant des postes, s'intégrerait dans le contexte actuel de la campagne pour l'emploi. En conséquence, il lui demande s'il serait possible d'envisager une telle possibilité.

Impôts locaux (taxes foncières).

8206. — 18 janvier 1982. — **M. Malvy** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à exonérer les collectivités locales de l'impôt foncier qu'elles acquittent envers elles-mêmes dès lors qu'elles aménagent des lotissements d'habitations ou lotissements industriels, et ce tant qu'elles demeurent propriétaires. Il fait remarquer que les collectivités locales cherchent par tous les moyens à réduire le coût de ces terrains, soit dans une perspective de développement économique, soit dans l'intention de faciliter la construction sociale ou l'accession à la propriété, et qu'il apparaît, dans ces conditions, inopportun de grever les communes d'un impôt qu'elles versent à elles-mêmes ou aux départements. Il lui demande s'il envisage de rechercher, avec le ministre du budget, une réforme du système en vigueur.

Transports aériens (compagnies).

8207. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Mellick** fait observer à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, que les journaux reflétant les opinions politiques de l'opposition sont mis à la disposition des passagers de la Compagnie nationale Air France en quantité nettement supérieure, environ cinq pour un, à celle des autres journaux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'une information pluraliste soit mise à la disposition des passagers des compagnies nationales.

Agriculture : ministère (personnel).

8208. — 18 janvier 1982. — **M. François Mortelette** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation des salariés contractuels en poste à l'office national des forêts. La loi créant l'office national des forêts a conféré à ces personnels la qualité de fonctionnaires, pour autant naturellement qu'ils soient recrutés sous l'empire du statut général des fonctionnaires. A sa mise en place, le 1^{er} janvier 1966, l'établissement s'est vu affecter une partie des personnels alors en service dans l'ancienne administration des eaux et forêts. Cependant, l'insuffisance numérique des effectifs se conjuguant avec le développement d'activités conventionnelles a entraîné l'office national des forêts à recruter toutes sortes de personnels non titulaires payés sur différents chapitres budgétaires. 330 contractuels sont à ce jour employés à l'office national des forêts ; ce chiffre est à rapprocher des 1 300 titulaires et ne tient pas compte des autres non-titulaires recrutés temporairement pour pallier les vacances momentanées des fonctionnaires. Ces contractuels se répartissent ainsi par catégorie (au 31 décembre 1980) : A : 10, B : 31 et C : 289. Or, la directive générale de l'établissement objecte une contrainte de nature juridique : la loi créant l'office national des forêts (n° 64-1278 du 23 décembre 1964) a prévu la possibilité pour l'établissement de recruter des personnels temporaires, contractuels, etc., les conditions de ces recrutements devant être fixées par décret en Conseil d'Etat (paragraphe 4 de l'art. 1^{er}). Or, le texte réglementaire n'est jamais paru. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'elle envisage de prendre pour remédier à cet état de fait et pour aboutir à une titularisation de ces personnels.

Electricité et gaz (centrales de l'E.D.F. : Pays de la Loire).

8209. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Naté** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de l'énergie**, sur les faits suivants : lors de la séance du 7 octobre 1981, les députés ont approuvé la déclaration gouvernementale fixant la politique énergétique pour 1982 et 1983. Celle-ci déterminait la construction de six tranches électronucléaires et pour cela lançait la consultation sur plusieurs sites dont celui du Pellerin. Dans sa réunion du 25 novembre, le conseil des ministres décidait la construction des six tranches acceptées par le Parlement, à savoir : Cattenom-3, Chinon-B-4, Chooz-B-1, Golfech-1, Nogent-2 et Penly-1. Il se trouve qu'aujourd'hui, des travaux comparatifs pour déterminer un site en Basse-Loire vont être menés par E.D.F. au Pellerin et au Carnet. Constatant que la construction d'une centrale électronucléaire en Basse-Loire vaudrait en surnombre par rapport au contingent fixé par le vote du Parlement, il lui demande : 1° si le nouveau site éventuel de la Basse-Loire peut être inclus dans la décision parlementaire du 7 octobre 1981 concernant le programme 1982-1983 ; 2° si, dans le cas contraire, le Parlement sera consulté pour le programme des années postérieures à 1983.

Anciens combattants et victimes de guerre (carte du combattant).

8210. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des rescapés du Fort de Montluc, à Lyon. Il lui demande d'étudier la possibilité de leur attribuer la carte de combattants ou d'internés.

Personnes âgées (politique en faveur des personnes âgées).

8211. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Polgnant** attire l'attention de **M. le ministre du temps libre** sur la situation des universités du troisième âge. Pour le Finistère c'est plus de cinq cents personnes âgées qui fréquentent les programmes de formation continue fixés en concertation avec l'université de Bretagne occidentale. Le financement de ce programme et de l'association est assuré par des subventions des mairies et du conseil général ainsi que par des cotisations d'adhérents, aucune participation financière n'est assurée par l'Etat. En conséquence, il lui demande de l'informer sur les intentions et les projets du ministère du temps libre à propos des universités du troisième âge.

Assurance invalidité-décès (capital décès).

8212. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Jack Queyranne** attire l'attention de **M. le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives** sur l'article 104 de l'instruction générale du 1^{er} août 1956, prise en application du décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946, instituant le capital décès au profit des ascendants de fonctionnaire décédé sans laisser ni conjoint ni enfant. Ce texte exige des père et mère du *de jure* qu'ils aient été à la charge de leur enfant au moment où le décès intervient. Or, en vertu du code de sécurité sociale, les ascendants d'un salarié affilié au régime général n'ont pas à justifier de leur situation financière et bénéficient du capital décès quels que soient leurs revenus. Considérant que cette inégalité de traitement n'est pas justifiée et contribue à la disparité des situations juridiques, il lui demande s'il ne serait pas opportun de modifier l'instruction du 1^{er} août 1956 afin que les conditions d'attribution du capital décès qu'elle contient soient identiques à celles du régime général de sécurité sociale.

Logement (allocations de logement).

8213. — 18 janvier 1982. — **M. Noël Ravassard** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur le décret n° 72-526 du 29 juin 1972 relatif à l'allocation logement. Ce décret stipule que « ... le logement mis à la disposition d'un requérant par un de ses ascendants ou de ses descendants n'ouvre pas droit au bénéfice de l'allocation... » (art. 1^{er}). Si l'on peut admettre qu'en général les personnes dans ce cas bénéficient de conditions de logement favorables, se pose néanmoins le problème des personnes retraitées dont les revenus les autoriseraient à percevoir l'allocation logement. En conséquence, il lui demande quelle mesure pourrait être envisagée pour que des personnes aux revenus modestes ne soient pas pénalisées.

Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions).

8214. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Sarre** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la disparité des réglementations concernant la validation des périodes de service militaire dans le calcul des droits à pension de retraite. Ces disparités concernent aussi bien les différents régimes de sécurité sociale que les régimes de retraite complémentaire. Il lui demande s'il est envisagé de mettre un terme à ces inégalités et de recommander l'adoption de règles homogènes pour la validation de ces périodes.

Professions et activités sociales (puéricultrices).

8215. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la situation faite aux puéricultrices diplômées d'Etat dans leurs conditions générales de travail. Considérant l'importance de cette fonction dans l'éducation de l'enfant dès sa naissance et jusqu'à la sortie de l'âge maternel (même en milieu scolaire), il demande à **Mme le ministre** quelles sont les mesures étudiées pour intégrer la puériculture au système éducatif. Il lui demande par ailleurs quelles sont les solutions réelles apportées au problème de la formation continue pour cette catégorie de personnel, les conditions d'intégration, le cas échéant, au cadre A de l'administration, et les règles de remboursement des frais réels professionnels.

Tourisme et loisirs (centres de vacances et de loisirs).

8216. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **Mme le ministre de la jeunesse et des sports** sur la situation des bases de plein air et de loisirs, en particulier celle, dans les Yvelines, de la boucle de Moisson. Le syndicat intercommunal de gestion est composé de communes rurales qui ne pourront pas prendre en charge le déficit de gestion ; celui-ci étant incompatible avec leurs possibilités de financement. Dans le cas où le syndicat intercommunal serait laissé seul dans cette gestion, il risque de prendre des mesures financières qui seraient contraires à la politique d'ouverture et de démocratie que souhaite le Gouvernement pour ces bases (droits d'entrée élevés, locations de matériel trop chères, etc.). Le conseil de la région d'Ile-de-France s'est penché début décembre sur ce problème de la participation de la région au fonctionnement de ces bases et s'est donné un an pour trouver des solutions propres pour aider les petites communes rurales qui, par l'intermédiaire d'un syndicat sont amenées à gérer un équipement à fonction régionale. Il lui demande quelles sont les mesures qu'elle compte prendre au niveau de l'Etat pour redéfinir une politique générale concernant les bases de plein air et de loisirs dans le domaine tant de l'amortissement des équipements que de leur entretien et de leur gestion.

Enseignement (personnel).

8217. — 18 janvier 1982. — **Mme Odile Sicard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les besoins et la place des personnels techniques, ouvriers et de service, d'intendance, d'administration, de santé scolaire et universitaire, qui ont été particulièrement frappés par la politique scolaire de l'ancienne majorité. Le budget 1982 comporte la création d'un nombre de postes qui tranche très favorablement avec les budgets précédents mais qui, malheureusement, ne permet pas encore de faire face aux besoins réels recensés. Aussi, elle l'interroge sur les moyens nouveaux qu'il pourrait créer dans ces catégories de personnels, notamment pour permettre la réduction effective de deux heures de la durée hebdomadaire du travail dans la fonction publique, sans surcharge de travail, favorisant ainsi la création d'emplois nouveaux s'inscrivant dans la lutte contre le chômage, objectif prioritaire du Gouvernement et de la majorité.

Education physique et sportive (personnel).

8218. — 18 janvier 1982. — **Mme Odile Sicard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'intégration des assistants de jeunesse et d'éducation populaire. Actuellement sur des postes de maîtres auxiliaires, ces personnels demandent leur intégration dans le corps des conseillers techniques et pédagogiques d'éducation populaire. Des postes de C.T.P. ont été créés au cours du dernier semestre 1981, d'autres seront créés en janvier 1982 sur lesquels il était possible d'intégrer la totalité des A.J.E.P. En conséquence, il lui demande dans quelle mesure les personnels A.J.E.P. pourraient être intégrés avec un statut C.T.P.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (établissements : Isère).

8219. — 18 janvier 1982. — **Mme Odile Sicard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème des remplacements d'enseignants dans les disciplines scientifiques de l'université de Grenoble-I. Un certain nombre de postes y sont en effet inoccupés par leurs titulaires qui se trouvent en coopération, en détachement au C.N.R.S. ou chargés de fonctions électives. Le conseil de cette université a donc estimé que « la meilleure solution pour résoudre les problèmes posés par les emplois temporairement vacants consiste en la création d'emplois de titulaires en surnombre dans chaque discipline. Le nombre des emplois correspondrait à la moyenne du nombre des emplois temporairement vacants de la discipline au cours des dernières années. En conséquence de quoi, un nombre équivalent d'emplois temporairement vacants ne seraient pas utilisés ». En conséquence, elle lui demande s'il compte répondre à cette demande en utilisant le contingent de postes d'assistants créés au budget pour 1982. L'absence de réponse favorable à cette demande d'emplois en surnombre risquerait d'induire le développement du recours à des vacataires qui, pour le même travail que les assistants délégués, et avec des problèmes de titularisation encore plus difficiles à résoudre, perçoivent une rémunération deux à trois fois moindre, ou bien à n'engager exclusivement que des étrangers, puisqu'il s'agirait d'un contrat à durée limitée, ce qui créerait une discrimination choquante vis-à-vis des jeunes Français, alors que la préoccupation essentielle doit être l'intérêt scientifique et pédagogique sans distinction de nationalité.

Hôtellerie et restauration (réglementation).

8220. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Tavernier** appelle l'attention de **M. le ministre du temps libre** sur la nécessité de réviser l'arrêté du 16 septembre 1974 portant normes de classement des hôtels, relais et motels de tourisme. En effet, il lui signale que l'obligation d'installer des postes téléphoniques dans chaque chambre constitue un obstacle sérieux au classement d'un certain nombre d'hôtels de tourisme de petite capacité, type « hôtel familial » de moins de quinze chambres. Il souligne en effet que ces établissements ont des difficultés à assumer la dépense correspondante à l'installation de postes téléphoniques partout et à la rémunération d'un standardiste alors même que leur capacité d'accueil n'est utilisée totalement que trois ou quatre mois par an lors des vacances d'été. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre afin que la réglementation en vigueur tienne compte de cas particuliers tels que soulignés ci-dessus.

Prestations familiales (allocations familiales).

8221. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le fait que, lorsqu'à partir de vingt ans un enfant poursuit des études et reste à ce titre à la charge entière de ses parents, ces derniers ne bénéficient plus des allocations familiales. Il lui demande quelle mesure pourrait être prise en liaison avec le ministère de l'éducation nationale pour que, sous une forme adaptée, une aide demeure consentie aux étudiants ou familles d'étudiants placés dans les conditions précitées.

Urbanisme (permis de construire).

8222. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Worms** attire l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur l'article R. 422-2 du décret n° 77-752 relatif aux permis de construire. En effet, l'article R. 422-2 qui établit les exemptions de demandes de permis de construire limitant notamment ces exemptions aux installations techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'énergie électrique et en particulier aux postes de transformation dont la surface au sol est inférieure à six mètres carrés. Or cette limitation de surface, qui ne repose sur aucun fondement technique, trouble gravement la concurrence entre les différents fabricants de transformateurs et conduit l'électricité de France à privilégier, contre son gré, l'achat d'un matériel d'un coût plus élevé et d'une fiabilité moindre. Aussi, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de revenir sur cette limitation de surface au sol, qui pourrait, le cas échéant, être étendue à douze mètres carrés.

Protection civile (sapeurs-pompiers).

8223. — 18 janvier 1982. — **M. Gustave Ansart** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les conditions de nominations en grade de capitaine des lieutenants sapeurs-pompiers professionnels issus du concours d'officiers sur épreuves. En effet, depuis 1977, pour atteindre le grade de capitaine, les lieutenants sapeurs-pompiers âgés de plus de quarante et un ans et comptant quatre années de service effectif en qualité de lieutenant doivent subir avec succès les épreuves écrites et orales d'un concours dont le niveau correspond à celui des ingénieurs des collectivités locales. Il est évident que les activités journalières comme les charges inhérentes à leur fonction ne permettent pas aux lieutenants professionnels de préparer un concours d'un tel niveau d'autant que le stage préparatoire de trois semaines au centre national d'instruction qui, avant 1977, les préparait a été supprimé. C'est pourquoi on assiste à une constante diminution du nombre des candidatures des lieutenants issus du concours d'officiers sur épreuves au concours de capitaine. Légitimement inquiets pour leur promotion et leur avancement, ces lieutenants sapeurs-pompiers professionnels, dont l'expérience et l'efficacité acquises au cours de nombreuses années de service, font des propositions très précises et notamment que leur admission au grade de capitaine se fasse sur épreuves professionnelles, après propositions des directeurs des services départementaux d'incendie et de secours et inscription sur liste d'aptitude professionnelle, épreuves qui pourraient comporter : 1° la rédaction d'une note de synthèse se rapportant à un sujet de portée générale ; 2° du droit administratif et pratique du service ; 3° au choix du candidat, une épreuve sur l'une des matières suivantes : topographie, hydraulique, administration, législation, matériels incendie, secours, sauvetage ; 4° une conversation de dix minutes avec les membres du jury sur un thème d'ordre général se rapportant à la profession ; 5° Une note attribuée par le jury à chaque can-

didat au vu de son dossier pour ses aptitudes professionnelles et les services rendus. Il lui demande : 1° s'il compte prendre en considération ces propositions ; 2° les mesures qu'il entend prendre pour que l'accès au grade de capitaine des sapeurs-pompiers professionnels soit plus équitable.

Travail : ministère (services extérieurs : Nord).

8224. — 18 janvier 1982. — **M. Gustave Ansart** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur le cas de sept agents vacataires de la direction départementale du travail et de l'emploi à Lille, qui, recrutés il y a quelques années (vacataires Barre) à raison de 120 heures par mois (salaire actuel de 1 300 francs à 1 900 francs par mois) et employés de façon permanente, n'ont pas bénéficié de la prime dite « des bas salaires » qui a été allouée aux agents de la fonction publique, prime dégressive suivant les indices de rémunération. En conséquence : 1° il lui demande s'il n'entend pas réparer ce qui apparaît à l'ensemble du personnel de la direction départementale du travail comme une injustice ; 2° régulariser par une titularisation rapide la situation de ces sept agents.

Travail : ministère (services extérieurs : Nord).

8225. — 18 janvier 1982. — **M. Gustave Ansart** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le cas de sept agents vacataires de la direction départementale du travail et de l'emploi à Lille, qui, recrutés il y a quelques années (vacataires Barre) à raison de 120 heures par mois (salaire actuel de 1 300 francs à 1 900 francs par mois) et employés de façon permanente, n'ont pas bénéficié de la prime dite « des bas salaires » qui a été allouée aux agents de la fonction publique, prime dégressive suivant les indices de rémunération. En conséquence : 1° il lui demande si elle n'entend pas réparer ce qui apparaît à l'ensemble du personnel de la direction départementale du travail comme une injustice ; 2° régulariser par une titularisation rapide la situation de ces sept agents.

Travail : ministère (services extérieurs : Nord).

8226. — 18 janvier 1982. — **M. Gustave Ansart** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le cas de sept agents vacataires de la direction départementale du travail et de l'emploi à Lille, qui, recrutés il y a quelques années (vacataires Barre) à raison de 120 heures par mois (salaire actuel de 1 300 francs à 1 900 francs par mois) et employés de façon permanente, n'ont pas bénéficié de la prime dite « des bas salaires » qui a été allouée aux agents de la fonction publique, prime dégressive suivant les indices de rémunération. En conséquence : 1° il lui demande s'il n'entend pas réparer ce qui apparaît à l'ensemble du personnel de la direction départementale du travail comme une injustice ; 2° régulariser par une titularisation rapide la situation de ces sept agents.

Etrangers (Algériens).

8227. — 18 janvier 1982. — **M. François Aensel** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur le vide juridique que comporte le code de la nationalité en ce qui concerne les jeunes Algériens nés après 1963. En effet, selon l'article 23 du code de la nationalité française, les jeunes Algériens nés après 1963 de parents nés avant 1962 sont Français d'office. Ils sont par exemple soumis à l'obligation du service national en France. Mais ils sont également Algériens d'office et soumis à l'obligation du service national en Algérie. Il lui demande pour quelles raisons les jeunes Algériens ne peuvent bénéficier du droit commun (possibilité de déclaration dans l'année de la majorité) et quelles mesures il compte prendre pour régulariser cette aberration du code de la nationalité.

Agriculture : ministère (services extérieurs : Hérault).

8228. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Balmigère** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur l'absence à Béziers (arrondissement de 230 770 habitants) d'inspecteurs des lois sociales en agriculture. Il lui expose que cet arrondissement, à très forte prépondérance viticole, compte plusieurs milliers d'ouvriers agricoles et des centaines d'employeurs, soit la majorité des actifs salariés et patrons du secteur agricole dans le département. Or l'inspection des lois sociales agricoles a tous ses services concentrés à Montpellier. Il lui demande si elle compte, comme le souhaitent le syndicat des ouvriers agricoles C.G.T. du Biterrois et l'union locale C.G.T. de Béziers, créer dans cette ville l'antenne de l'inspection des lois sociales agricoles ce qui améliorerait considérablement les services rendus.

Sécurité sociale (U.R.S.S.A.F. : Hérault).

8229. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Balmigère** expose à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que les bureaux biterrois de l'U.R.S.S.A.F. gèrent et contrôlent environ 19 000 comptes grâce à l'activité de seulement cinq contrôleurs. Ce qui conduit à ne contrôler, sous le délai de cinq ans au-delà duquel aucun recours n'est possible, environ la moitié des cotisants. Ainsi sont permises des fraudes bien plus importantes que si tous les établissements cotisants étaient régulièrement contrôlés. Cette situation contribue pour sa part à l'existence du déficit de certains régimes de protection sociale. Il lui demande si elle envisage, comme le souhaite l'union locale C.G.T. de Béziers, le renforcement des effectifs de contrôleurs U.R.S.S.A.F. dans cette ville.

(Travail : ministère (services extérieurs : Hérault)).

8230. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Balmigère** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'insuffisance criante des effectifs des services de l'inspection du travail dans l'arrondissement de Béziers. En effet, un inspecteur et deux contrôleurs se partagent la tâche. Or, à sa connaissance, il existe environ 10 000 employeurs dans la circonscription en cause, ce qui se traduit par un chiffre approximatif de 2 000 dossiers instruits dans l'année. Ils concernent sur une large étendue territoriale une écrasante majorité de petites entreprises avec une activité estivale très fortement marquée. Il lui demande donc s'il compte dans le cadre de l'augmentation des effectifs prévus au plan national, répondre à la demande de l'union locale C.G.T. de Béziers qui souhaite le doublement immédiat des effectifs de l'inspection du travail.

Electricité et gaz (E. D. F. et G. D. F. : Hérault).

8231. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Balmigère**, attire toute l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire** sur un grave projet d'Electricité de France ayant déjà notifié le 23 décembre 1979 une question écrite à **M. le ministre de l'Industrie** (n° 24222). En effet, il a été rendu public en août 1981 que E.D.F.-G.D.F. poursuivant son objectif de déplacement de son centre Béziers-Montpellier vers Montpellier, avait acheté un terrain dans cette ville. La mise en œuvre de ce plan ferait perdre aux Biterrois 254 postes d'agents E.D.F. et plusieurs centaines d'emplois induits dans le bâtiment travaux publics, les administrations, le commerce et les services. Une estimation rapide permet de penser que deux milliards de centimes disparaîtraient de l'économie biterroise. Il lui demande d'arrêter immédiatement l'opération de transfert et de faire étudier l'expansion des activités E.D.F. (production thermique ou hydraulique, transport, administration).

S.N.C.F. (tarifs voyageurs).

8232. — 18 janvier 1982. — **M. Guy Ducloné** informe **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, que le 7 juillet 1980, il questionnait son prédécesseur sur la carte vermeil que les personnes âgées peuvent utiliser, à condition d'acquiescer 44 francs par an et par personne. A la remarque faite à propos de l'inégalité existant par rapport aux avantages que la S.N.C.F. accorde aux familles, couples ou groupes qui bénéficient d'une carte délivrée gratuitement, il avait été répondu que la S.N.C.F. ne pouvait renoncer à percevoir le prix de la carte vermeil car elle permet à son bénéficiaire de voyager isolément et que son prix modique en amortit rapidement l'achat. Cet argument a certes son aspect financier, mais il souligne une différence entre les personnes âgées et d'autres catégories de voyageurs. Aussi il lui demande s'il entend soumettre cette question à la S.N.C.F. Au cas où la carte vermeil ne pourrait être délivrée gratuitement, immédiatement, une mesure transitoire pourrait être envisagée, à l'égard des retraités les plus modestes, en établissant pour une durée de cinq années, à son coût actuel.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

8233. — 18 janvier 1982. — **M. André Duroméas** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur un problème rencontré par certains salariés en matière d'impôt sur le revenu. Le versement de primes exceptionnelles, telles que les primes de fin de carrière, ou les primes de licenciement, provoque un accroissement parfois important des revenus de l'année en cours. Il s'ensuit une imposition sur le revenu sans commune mesure avec celle des années ordinaires. L'impôt ampute ainsi largement la prime pourtant généralement délivrée parce que les intéressés

sont sur le point de connaître des diminutions de ressources. C'est le cas au départ en retraite ou bien lors d'un licenciement. Il lui demande donc, s'il ne serait pas équitable d'accorder aux contribuables concernés la possibilité d'étaler sur plusieurs années l'imputation de ces revenus exceptionnels, de façon, d'une part, à limiter la charge fiscale et, d'autre part, à éviter le passage dans des tranches plus lourdement taxées.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : mutations à titre onéreux).

8234. — 18 janvier 1982. — **M. Edmond Garcin** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, le cas suivant qui lui a été soumis : aux termes d'un acte authentique, M. A. a établi l'état descriptif de division en deux lots d'une parcelle de terrain lui appartenant. Chacun des deux lots comprend le droit de construire une maison dans une partie déterminée de ce terrain (autrement dit le droit à la jouissance exclusive de cette partie de terrain) et les 50 100 indivis du même terrain et des parties communes. Aux termes de deux actes authentiques du même jour, M. A. a vendu dans l'un à M. B. le lot numéro 1 de cet état descriptif de division et dans l'autre à M. C. le lot numéro 2. Chacun de ces ventes a eu lieu moyennant un prix de 75 000 francs payé comptant et chaque acquéreur a pris l'engagement de construire une maison d'habitation sur la partie de terrain dont le droit à la jouissance exclusive est attachée au lot vendu et a demandé l'assujettissement à la T.V.A. Le dépôt de chacun de ces actes a été refusé par le conservateur des hypothèques au motif que, s'agissant de la vente d'une quote-part indivise du sol donnant droit d'édifier des constructions comprises dans des lots déterminés dans l'état descriptif de division, avec engagement de construire, il y avait lieu de faire une déclaration estimative pour la construction et de déposer une provision complémentaire pour la perception de la T.P.F. au taux de 0,60 p. 100 sur la valeur de la construction. Il lui demande si une telle exigence est fondée et, si oui, sur quels textes.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : mutations à titre onéreux).

8235. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Hage** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la question suivante : sur le fondement des articles 1583 et 1589 du code civil la promesse synallagmatique de vente est, en principe, assujettie aux droits proportionnels de mutation. L'article 1583 assimile en effet la promesse à la vente et l'article 1589 fait résulter la perfection de cette dernière du simple accord des parties sur la chose et sur le prix. Le droit proportionnel n'est cependant pas immédiatement perçu lorsque la promesse est affectée d'une condition suspensive. Or les articles 1583 et 1589 ne sont pas d'ordre public et il est donc possible aux parties, non seulement de suspendre la vente à une condition, non seulement d'affecter le transfert de propriété d'un terme, mais bien plus radicalement de subordonner sa réalisation à une intervention de la volonté, celle-ci pouvant toutefois émaner alors d'une seule des parties sans qu'il soit donc besoin d'une nouvelle rencontre des volontés. Dans cette hypothèse, chacune des parties peut soit prendre acte de la défaillance du partenaire et renoncer à la réalisation de la vente, soit en poursuivre l'exécution sans constater la défaillance par un procès verbal de carence et obtenir une décision jurisprudentielle tenant lieu d'acte authentique de vente. Cette subordination de la réalisation de la vente à une manifestation de volonté affecte la promesse d'une fragilité bien plus radicale que la condition. Elle en fait une simple étape dans la formation du contrat de vente (V. J.C.P. 81, éd. N. p. 337 à 340). Il semble donc qu'une telle promesse, le plus souvent sous seing privé, et ne pouvant de ce fait être présentée à la formalité de la publicité foncière doit pouvoir, d'une part, être soumise à l'enregistrement et, d'autre part, l'être au tarif des actes innommés.

Emploi et activité (fonds national de l'emploi).

8236. — 18 janvier 1982. — **M. George Hage** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur certaines conséquences néfastes de l'application de la circulaire D.E. n° 54-80 du 28 novembre 1930 signée conjointement par le ministère du budget et le ministère du travail au sujet des conventions d'allocations spéciales du fonds national de l'emploi (F.N.E.) en faveur des licenciés pour motif économique après cinquante-six ans deux mois. Les indemnités aux allocataires du F.N.E. se font suivant les mêmes conditions que pour les demandeurs d'emploi : il faut être inscrit six mois pour prétendre à leur augmentation. Cela désavantage les travailleurs concernés qui partent en pré-retraite après le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année, date

de la revalorisation du niveau de ressources garanti et qui doivent attendre dans certains cas onze mois avant que leur indemnisation soit ajustée à la hausse des prix, ce qui aboutit en fait à une baisse de près de 15 p. 100 de leur pouvoir d'achat compte tenu du rythme actuel de l'inflation. Il lui demande s'il n'est pas opportun de réviser les modalités de cette circulaire.

*Emploi et activité
(fonds national de l'emploi).*

8237. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Hage** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur certaines conséquences néfastes de l'application de la circulaire D.E. n° 54-80 du 28 novembre 1980 signée conjointement par le ministère du budget et le ministère du travail au sujet des conventions d'allocation spéciales du Fonds national de l'emploi (F.N.E.) en faveur des licenciés pour motif économique après cinquante-six ans et deux mois. Les indemnités aux allocataires du F.N.E. se font suivant les mêmes conditions que pour les demandeurs d'emploi : il faut être inscrit six mois pour prétendre à leur augmentation. Cela désavantage les travailleurs concernés qui partent en préretraite après le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année, date de la revalorisation du niveau de ressources garanti et qui doivent attendre dans certains cas onze mois avant que leur indemnisation soit ajustée à la hausse des prix, ce qui aboutit en fait à une baisse de près de 15 p. 100 de leur pouvoir d'achat compte tenu du rythme actuel de l'inflation. Il lui demande s'il n'est pas opportun de réviser les modalités de cette circulaire.

Sports (moto).

8238. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Hage** s'étonne auprès de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 2773 parue au *Journal officiel* du 21 septembre 1981, relative à une conséquence néfaste de la réglementation de mars 1980 qui a institué de nouveaux permis de conduire moto. Il lui en renouvelle donc les termes.

Postes : ministère (personnel).

8239. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Jarosz** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la situation des conducteurs de travaux du service des lignes P. T. T. Ces agents, depuis près de dix ans, se heurtent à un problème d'avancement de carrière. Jusqu'à présent, il n'existe pour eux qu'un seul niveau dans le cadre B. Alors que les personnels de même grade, dans les autres secteurs P. T. T., bénéficient de certains avancements de carrière, les conducteurs de travaux des lignes n'ont qu'un seul débouché qui est déjà saturé : celui d'inspecteur technique. Par ailleurs, par le manque d'avancement de carrière, certains partent en retraite avant d'atteindre le dernier indice de la catégorie et prolongent leur travail au-delà de l'âge de la retraite. Les conducteurs de travaux revendiquent donc, à juste titre, un déroulement de carrière à trois niveaux : premier niveau : indice 270 à 474 en vingt-deux ans au lieu de vingt-cinq ans (50 p. 100 de conducteurs); deuxième niveau : indice 324 à 533 en dix-sept ans par tableau d'avancement (30 p. 100 de conducteurs); troisième niveau : indice 359 à 579 en dix-huit ans par concours interne et tableau d'avancement. En conséquence, il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour que les conducteurs de travaux des lignes P. T. T. puissent obtenir un réel avancement de carrière; quelles solutions il préconise pour que toutes les catégories d'agents des P. T. T. bénéficient d'avantages de carrière similaires.

Banques et établissements financiers (crédit agricole).

8240. — 18 janvier 1982. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le vœu émis le 31 décembre 1981 par les membres du conseil d'administration de la caisse locale du Crédit agricole mutuel de Montluçon (Allier) relatif au mode de renouvellement des administrateurs de la caisse régionale bourbonnaise du Crédit agricole mutuel. Les administrateurs de la caisse locale de Montluçon, après avoir rappelé que le Crédit agricole est né du syndicalisme et du mutualisme, s'étonnent du système anti-démocratique d'élection des administrateurs de caisses régionales. Ils constatent que les quinze administrateurs de la caisse régionale sont élus seulement par les vingt et un présidents de caisses locales et que rien n'oblige à une répartition géographique ni à une consultation des conseils d'administration des caisses locales. Dans ces conditions, ils pensent qu'un tel scrutin ne peut que bénéficier aux administrateurs sortants ou à ceux qu'ils veulent proposer. Le vœu de la caisse locale de Montluçon demande que soit envisagée des réformes du mode d'élection des conseils d'administration des

caisses régionales, et notamment que chaque caisse locale ait son représentant. Il lui demande ce qu'elle pense d'une telle suggestion, et en général si elle n'estime pas devoir proposer une réforme du mode d'élection des organismes dirigeants du Crédit agricole mutuel afin d'empêcher la cooptation largement pratiquée et faire avancer les principes démocratiques dans ce grand organisme de crédit.

Elevage (ovins).

8241. — 18 janvier 1982. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les difficultés que rencontre aujourd'hui l'élevage ovin français. Depuis la mise en place de la nouvelle organisation communautaire du marché de la viande ovine, et malgré les améliorations obtenues à l'époque sous la pression professionnelle qui en ont différé les effets, une détérioration accélérée des prix et du revenu des éleveurs s'est produite. Les prix des ovins à la production n'ont depuis 1975 augmenté que de 34 p. 100 alors que ceux de l'ensemble des productions agricoles ont augmenté de 65 p. 100 et ceux des produits industriels nécessaires aux exploitations de 72 p. 100. Alors que notre déficit en viande ovine ne cesse de croître, notre production nationale, sous l'effet de cette situation, a régressé en 1981. Compte tenu de l'importance économique et sociale de notre élevage ovin, notamment dans les régions de montagne et défavorisées, où il contribue largement à réduire les déséquilibres régionaux et à maintenir une activité agricole indispensable, il lui demande quelles dispositions elle compte prendre pour : 1° permettre aux éleveurs de moutons de bénéficier pleinement des mesures décidées lors de la dernière conférence annuelle afin de compenser au mieux les effets sur leur revenu de l'insuffisance des prix de soutien de la viande ovine de la dernière campagne; 2° permettre aux éleveurs signataires de contrats d'élevage dans le cadre de l'organisation économique de percevoir les primes forfaitaires pour leurs livraisons de janvier et février 1981 et de bénéficier d'une augmentation rétroactive de tous les forfaits de 0,50 franc par kilogramme; 3° relever pour les ovins le taux de l'indemnité « I.S.M. Montagne sèche »; 4° agir pour une modification du règlement ovin européen qui permette que soit sauvegardés les intérêts de la France et de ses éleveurs de moutons.

Cours d'eau (aménagement et protection).

8242. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Legrand** demande à **M. le ministre de l'environnement** ce qu'il pense de la proposition de classer officiellement comme bien national l'ensemble des cours d'eau de notre pays.

Femmes (congé de maternité).

8243. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Legrand** demande à **Mme le ministre de la solidarité nationale** si elle n'envisage pas l'aménagement du travail pour la femme enceinte. Un récent rapport de l'inspection générale des affaires sociales souligne le report du risque maternité sur l'assurance maladie. C'est ainsi que les insuffisances du régime de maternité sont compensées par des recours à l'arrêt de travail. Il serait donc plus normal d'allonger le congé de maternité. Outre le bien-fondé de cette demande, les possibilités s'expliquent par les constatations suivantes : depuis 1975, le nombre de congés indemnisés a baissé de 30 millions pour des raisons variées, guérisons plus rapides, réduction de la durée d'hospitalisation, chômage direct ou indirect du nombre d'actifs, précarité de l'emploi qui amène les salariés à renoncer à l'arrêt de travail auquel ils pourraient prétendre. En outre, un salarié sur deux prend sa retraite avant soixante-cinq ans, de bon gré ou de force. Les filières de cessation anticipée de la vie active sont multiples. Il lui demande donc si elle n'envisage pas, dès l'année 1982, d'allonger le congé de maternité.

Postes : ministère (personnel).

8244. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur le problème soulevé par les inspecteurs vérificateurs principaux et vérificateurs de la distribution et de l'acheminement. Si ceux-ci estiment que la progression du niveau de leurs fonctions et de leurs responsabilités résultent des attributions nouvelles est effectivement reconnue par l'administration, ils s'inquiètent, en revanche, des possibilités de reclassement qui leur sont offertes puisque seule la création du grade d'inspecteur de la distribution et de l'acheminement leur permet un débouché d'ailleurs réduit. C'est pourquoi, compte tenu de la proposition de transformation des emplois de vérificateur en inspecteur et de vérificateur principal en inspecteur central, il lui demande quelles dispositions pourraient être envisagées pour cette catégorie de personnel.

Enseignement (examens, concours et diplômes).

8245. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème soulevé par la réglementation existante en matière d'examens puiliés. Celle-ci rappelle en effet que « toute composition remise à l'issue d'une épreuve est, à partir de ce moment, à la disposition exclusive de l'administration ». Aucune communication au public des copies d'examens n'est donc, de ce fait, possible. Il lui demande quelles dispositions pourraient être prises afin de parvenir à un assouplissement souhaité de la réglementation dans ce domaine.

Drogue (lutte et prévention).

8246. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème posé par l'utilisation, particulièrement en milieu scolaire, des colles inhalées sous forme de fumée ou de vapeur. En effet, cette utilisation des colles que l'on trouve en vente libre correspond aujourd'hui à un nouveau développement de la toxicomanie chez les jeunes. C'est pourquoi, signalant cette situation, il lui demande quelles dispositions pourraient être envisagées, notamment en ce qui concerne la possibilité d'acquisition de ces produits par les jeunes d'âge scolaire.

Drogue (lutte et prévention).

8247. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur le problème actuellement posé par le développement de l'utilisation des colles inhalées sous forme de fumée ou de vapeur, particulièrement chez les jeunes. En effet, cette utilisation correspond aujourd'hui à un développement de la toxicomanie facilitée par la possibilité d'acquies ces produits en vente libre sur le marché. Compte tenu des problèmes posés par le développement de ces pratiques, il lui demande quelles dispositions pourraient être envisagées particulièrement en ce qui concerne l'accès des colles concernées aux mineurs.

Enseignement (personnel).

8248. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Mazoin** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des instituteurs de l'enseignement public qui, appelés à exercer le métier d'enseignant en Algérie de 1956 à 1962, ont connu depuis leur rapatriement des situations diverses au sein de l'éducation nationale et dont les fonctions n'ont jamais été définies. Il lui demande d'ouvrir des négociations avec les organisations syndicales représentatives des instituteurs afin de mettre un terme à la diversité et à la précarité de leurs fonctions actuelles, de prévoir les modalités de leur intégration dans un nouveau corps et d'un réaménagement de leur carrière comportant un reclassement et une revalorisation indiciaire à tous les échelons.

Politique extérieure (Cuba).

8249. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** informe **M. le ministre des relations extérieures** que l'ancien Gouvernement avait abrogé unilatéralement l'accord franco-cubain autorisant le séjour des Français à Cuba sans visa. A l'heure du changement et de fraternité entre les peuples et vu l'absence de consul cubain dans les départements d'outre-mer antillo-guyanais, il lui demande, pour faciliter les relations, notamment les voyages touristiques vers Cuba et les échanges culturels et sportifs, s'il n'envisage pas de rétablir cet accord.

Politique extérieure (Cuba).

8250. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, que les liaisons aériennes sont interdites à ce jour entre les départements antillo-guyanais et Cuba. Cette interdiction qui porte atteinte au droit des hommes à circuler librement dans la région est devenue insupportable et paralyse particulièrement les échanges culturels et sportifs. Il lui demande s'il n'envisage pas d'autoriser la compagnie cubaine Cubana De Aviacion à faire escale dans les départements antillo-guyanais.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages).

8251. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** informe **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, des discriminations qui existent aux Antilles entre cadres métropolitains et cadres antillais au niveau des facilités de formation et de promotion.

Ainsi, un cadre métropolitain nommé aux Antilles perçoit près de trois fois plus pour aller aux Antilles que pour aller à Bordeaux, tandis qu'un Antillais qui va à Paris pour sa carrière touche ce qu'un Bordelais perçoit pour aller à Paris. Il lui demande quelles sont les mesures urgentes qu'il entend prendre pour placer dans la même situation cadres métropolitains et cadres antillais à poste égal, au regard des avantages de formation et de promotion.

Départements et territoires d'outre-mer (Antilles - Guyane : transports aériens).

8252. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, qu'à Air France, en Guadeloupe, il y a deux structures : la direction générale pour les Caraïbes et la représentation régionale en Guadeloupe. Ces deux directions sont tenues par une vingtaine de cadres métropolitains alors que depuis vingt ans les quelques cadres antillais recrutés ne l'ont été qu'aux postes d'exécution. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour que des cadres antillais soient aux commandes d'Air France en Guadeloupe et puissent participer aux discussions importantes relatives à la politique d'Air France aux Antilles.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : affaires culturelles).

8253. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre de la culture** que l'ancien Gouvernement, dans une entreprise de récupération culturelle, a cédé en Guadeloupe l'implantation d'un centre d'action culturelle avec des moyens importants. Il lui demande quelles sont ses intentions vis-à-vis de ce centre d'action culturelle et s'il est vrai qu'il a englouti 500 000 francs en vingt-quatre heures (plus que le budget du Conseil guadeloupéen de la jeunesse) dans la réalisation d'une soirée théâtrale à Basse-Terre.

Transports aériens (tarifs).

8254. — 18 janvier 1982. — **Ernest Moutoussamy** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports** sur le fait que les fonctionnaires de l'Etat en services dans les D. O. M. jusqu'en décembre 1981 pouvaient bénéficier au cours de leur carrière de plusieurs voyages en France. Arrivés à l'âge de la retraite, ces fonctionnaires qui ont des enfants ou des petits-enfants résidant en métropole, ne peuvent plus facilement effectuer le voyage en raison du coût élevé des transports aériens. Il lui demande, s'il entend réserver une suite favorable à la requête de l'association des retraités de la Guadeloupe souhaitant une réduction du prix du transport.

Machines-outils (entreprises : Yonne).

8255. — 18 janvier 1982. — **M. Vincent Porelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation des travailleurs de l'Entreprise Guilliet, à Auxerre (Yonne). Cette entreprise, spécialisée dans les fabrications suivantes : outillage de presse à bois, machines à bois, massicot-papier, etc, envisage de procéder à 117 licenciements, dont 66 départs en préretraite à cinquante-cinq ans, auxquels s'ajouterait une centaine de reclassements avec déqualification et réduction des rémunérations. Ce plan, qui fait suite à une précédente restructuration intervenue en 1979 et qui s'était traduite par 60 licenciements a été repoussé par les organisations syndicales C. G. T., C. G. T.-F. O. et C. G. C. de l'entreprise. Il lui demande les dispositions qu'il envisage afin d'associer l'entreprise Guilliet au plan machine-outil, ce qui permettrait d'éviter les réductions d'emplois au moment où la lutte contre le chômage a été déclarée prioritaire par le Gouvernement.

Communes (conseillers municipaux).

8256. — 18 janvier 1982. — **M. Théo Vial-Messat** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les difficultés qu'a rencontrées un fonctionnaire de l'administration des P. T. T. dans l'exercice de son mandat municipal. Ce fonctionnaire est commissaire titulaire de la commission communale des impôts et a dû, pour pouvoir participer aux travaux de cette commission demander des jours de congés. Il lui demande dans quelles mesures l'administration peut refuser à un fonctionnaire titulaire d'un mandat de commission communale des autorisations d'absences pour assister aux réunions lorsqu'il produit les pièces justificatives à l'appui.

Enseignement secondaire (établissements : Aisne).

8257. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Balligand** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conséquences qu'entraîne le fait que le syndicat de fonctionnement du C. E. S. de Vervins est maintenant amené à régler les frais de surveillance scolaire, correspondant aux interclasses d'origine. L'important (ces dépenses étaient jusqu'alors supportées par la D. E. E.). Il apparaît en effet qu'à partir du 1^{er} janvier 1982, le syndicat (par voie de conséquence, les communes) devra obligatoirement faire l'avance des fonds, ce qui représente une très lourde charge pour la collectivité. Il lui demande de bien vouloir confirmer l'exactitude de ce procédé et d'examiner avec bienveillance la possibilité d'y remédier.

Enseignement supérieur et post-baccalauréat (Collège de France).

8258. — 18 janvier 1982. — **M. Raoul Bayou** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème des vacataires, en particulier au Collège de France, qui sont soumis au décret du 28 mars 1977, n° 77369. Ce décret oblige à congédier tous les six mois les personnels vacataires, ceci avec tous les inconvénients pour les personnes et le travail. En attendant que la situation des personnels vacataires soit réexaminée, il lui demande de bien vouloir apporter une dérogation au présent décret lorsque la fonction est permanente et que les possibilités budgétaires existent.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

8259. — 18 janvier 1982. — **M. André Bellon** demande à **M. le ministre de la défense** s'il prévoit d'intégrer l'indemnité de sujétion dans le calcul des pensions de retraite des personnels de gendarmerie. Une mesure analogue a été prise récemment pour les personnels de police. La gendarmerie étant au service de la nation, et accomplissant en particulier dans les régions défavorisées, une mission essentielle et irremplaçable de maintien de l'ordre et de la sécurité des citoyens, une telle mesure serait de saine justice.

Charbon charbonnières : Alpes-de-Haute-Provence).

8260. — 18 janvier 1982. — **M. André Bellon** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les réserves charbonnières de la région de Manosque-Saint-Maime. Sans préjuger de la décision finale, il insiste sur l'importance et l'urgence d'une évaluation sérieuse et approfondie de ces réserves dans un but éventuel de réutilisation. Il souhaite savoir quels moyens et dans quel délai le ministre de l'industrie envisage d'effectuer cette évaluation.

Postes : ministère (personnel).

8261. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Berson** appelle l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la situation professionnelle de 684 vérificateurs de la distribution postale et de l'acheminement. En effet, depuis 1976 et 1977, 120 emplois d'inspecteurs de la distribution et de l'acheminement ont été accordés par examen professionnel. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître s'il est prévu le reclassement total du corps des vérificateurs, d'une part, et les mesures de reclassement catégoriel prévues dans le cadre budgétaire des transformations d'emplois, d'autre part.

Etrangers (étudiants).

8262. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Berson** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la situation des étudiants iraniens séjournant en France. En effet, depuis que l'ambassade d'Iran à Paris ne renouvelle plus les passeports de tous ces ressortissants étudiants, les services de police se montrent particulièrement réticents pour prolonger leur titre de séjour. Ces étudiants iraniens, souvent opposants au régime de leur pays et ne recevant donc plus aucune aide financière de leur famille, ne peuvent retourner, sans risque, dans leur pays. Ne souhaitant pas le statut de réfugiés politiques, ce qui exigerait de leur part l'abandon de toute activité politique, ces étudiants vont bientôt se trouver en situation irrégulière vis-à-vis de l'administration française. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Prestations familiales (conditions d'attribution).

8263. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les difficultés des veuves ayant la charge de grands enfants. L'interruption des allocations familiales et de l'allocation orphelin après le vingtième anniversaire pose des problèmes insolubles lorsque les enfants concernés poursuivent leurs études. Il lui demande quelle solution pourrait être apportée à cette situation qui crée une véritable discrimination sociale au regard de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

8264. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le problème du cumul des droits propres et des droits dérivés en matière de retraite pour les conjoints survivants. Il y a en ce domaine de nombreuses injustices, notamment pour les ressortissants des régimes obligatoires de non salariés non agricoles. Par ailleurs, les Gouvernements précédents avaient fait un certain nombre de promesses quant à l'acceptation en deux étapes d'un cumul intégral. Dans la mesure où ces engagements n'ont pas été tenus, il lui demande quelles sont ses intentions quant à une reconnaissance progressive de ce droit au cumul par relèvement du plafond en vigueur.

Assurance vieillesse : généralités (assurance veuvage).

8265. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les difficultés matérielles qu'éprouvent les jeunes veuves dans les premiers mois suivant le décès de leur conjoint. En effet, depuis qu'a été instituée l'assurance veuvage, les caisses d'allocations familiales sont contraintes d'attendre la décision de la caisse vieillesse concernée pour déterminer les droits des intéressés en matière d'allocations de parents isolés. C'est la démonstration de l'erreur du Gouvernement précédent qui, ne voulant pas faire de l'assurance veuvage une allocation gérée par les caisses d'allocations familiales, en a effroyablement compliqué l'application. Dans la mesure où cette solution a pour effet dans un premier temps d'aggraver les difficultés des intéressées, il lui demande si elle ne pourrait pas accepter de rechercher une solution meilleure qui pourrait éventuellement consister en un reversement aux caisses d'allocations familiales des cotisations encaissées par les caisses vieillesse pour cette assurance veuvage, à charge pour les premières de gérer cette assurance nouvelle.

Handicapés (assistance d'une tierce personne).

8266. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les difficultés particulières qui sont celles des conjoints survivants lorsqu'au moment de leur veuvage ils ont encore la charge d'un jeune enfant handicapé. Les droits de couverture sociale étant suspendus un an après le décès du conjoint, les personnes dans ce cas, faute de pouvoir être reconnues comme tierce personne de leur enfant handicapé en raison de l'âge de ce dernier, sont contraintes de rechercher un travail dans les pires conditions. Outre leurs difficultés morales et matérielles, elles sont souvent dans l'obligation de recourir à un placement de l'enfant en cause dans des conditions très coûteuses. Il lui demande quelle solution elle envisage d'apporter à des situations aussi dignes d'intérêt, l'abaissement de l'âge ouvrant droit à l'obtention d'une tierce personne pouvant être une voie pour le cas de jeunes handicapés appartenant à une famille monoparentale.

Fonctionnaires et agents publics (recrutement).

8267. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur les préoccupations des demandeurs d'emploi ayant dépassé un certain âge et constatant dans les annonces publiées par voie de presse, de concours ou de recrutements sur titres émanant de services publics de l'Etat, départementaux ou communaux, la mention de limites d'âge que les candidats ne peuvent dépasser. Ils ressentent amèrement cette impossibilité dans laquelle ils se trouvent de postuler à des emplois correspondant pourtant à leurs compétences. Il est certain que dans le contexte économique et social actuel, les travailleurs confrontés à ce type de situations sont de plus en plus nombreux et il est navrant de constater que le secteur public continue à donner un bien mauvais exemple aux employeurs privés par une pratique contraire aux besoins et à la dignité des personnes en cause. Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir s'il n'estime pas devoir favoriser la suppression de toute limite d'âge pour les candidats à des emplois dans le secteur public.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (cadre des pensions).

8268. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Marie Bockel** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la position actuelle du ministère en ce qui concerne l'application du principe de l'adaptation automatique des pensions aux soldes d'activité avec pour conséquence l'assimilation des officiers en retraite des grades de sous-lieutenant, lieutenant et commandant aux grades qui leur seraient attribués automatiquement s'ils étaient en activité de service. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte entreprendre pour remédier à cette situation.

Communes (personnel).

8265. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Marie Bockel** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation** sur le problème de la réduction du temps de travail pour le personnel communal. Une municipalité a décidé l'application de trente-neuf heures par semaine (15 juillet 1981). Pour le personnel à temps complet pas de problème. Mais une partie du personnel travaille à temps partiel, selon des horaires fixes; il s'agit essentiellement des agents spécialisés des écoles maternelles (trente-deux heures par semaine). Il faut souligner que ce sont, en outre, de très bas salaires. Le conseil municipal a pris une délibération afin de leur appliquer une augmentation proportionnelle de salaire par esprit de justice et d'égalité entre les agents municipaux. Le percepteur refuse de payer la différence en invoquant une réponse du ministre du 23 mars 1981 parue au *Journal officiel* le 18 mai 1981 (les fonctionnaires communaux ne peuvent bénéficier d'avantages supérieurs à ceux des fonctionnaires de l'Etat). En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Communes (personnel).

8270. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Marie Bockel** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur le problème de la réduction du temps de travail pour le personnel communal. Une municipalité a décidé l'application de trente-neuf heures par semaine (15 juillet 1981). Pour le personnel à temps complet pas de problème. Mais une partie du personnel travaille à temps partiel, selon des horaires fixes; il s'agit essentiellement des agents spécialisés des écoles maternelles (trente-deux heures par semaine). Il faut souligner que ce sont, en outre, de très bas salaires. Le conseil municipal a pris une délibération afin de leur appliquer une augmentation proportionnelle de salaire par esprit de justice et d'égalité entre les agents municipaux. Le percepteur refuse de payer la différence en invoquant une réponse du ministre du 23 mars 1981 parue au *Journal officiel* le 18 mai 1981 (les fonctionnaires communaux ne peuvent bénéficier d'avantages supérieurs à ceux des fonctionnaires de l'Etat). En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

8271. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Michel Boucheron (Charente)** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur le problème des S. A. M. U. Il note que les services d'aide médicale d'urgence connaissent plusieurs difficultés de fonctionnement dues à leur statut. Il souhaite que le statut national des S. A. M. U. soit le plus rapidement possible promulgué. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Postes et télécommunications (téléphone).

8272. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Michel Boucheron (Charente)** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la situation des centres 15. Il rappelle que les centres 15 ne sont pas encore mis en œuvre. Il souhaite connaître la politique qui sera définie pour ces centres afin d'en promouvoir le plus grand nombre possible. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Droits d'enregistrement et de timbre (taxes sur les véhicules à moteur).

8273. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Dollo** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la situation des V. R. P. qui ont acquis une voiture en leasing et ne bénéficient pas de l'exonération de la vignette comme leurs collègues propriétaires de leur véhicule. L'article 304 (7°) de l'annexe II au code général des Impôts subordonne le bénéfice de l'exonération de taxe différentielle sur les véhicules à moteur prévue en faveur des voya-

geurs, représentants de commerce et placiers à la condition notamment que le véhicule leur appartienne. Dès lors qu'en cas de crédit-bail la société de location demeure propriétaire du véhicule tant que l'option ouverte au locataire n'est pas levée, les voyageurs, représentants de commerce et placiers qui detiennent un véhicule en vertu d'un contrat de crédit-bail ne peuvent être exonérés de la vignette. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable de modifier cet article de telle sorte que les V. R. P. ayant acheté une voiture en leasing puisse être exonérés de la vignette.

Radio (fusion et télévision (monopole de l'Etat)).

8274. — 18 janvier 1982. — **M. René Drouin** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur l'autorisation faite à une société de télévision étrangère (Télé Luxembourg) d'émettre des émissions privées, avec de la publicité, à partir d'un émetteur situé en territoire français et avec des moyens du service public T. D. F., financé par la redevance. Ce service rendu pour plusieurs mois à Télé-Luxembourg est consécutif à la destruction l'été dernier par un accident aérien de son émetteur de Lutzing. La conséquence de ce service rendu entraîne malheureusement l'arrêt pur et simple des émissions première chaîne 819 lignes, noir et blanc, sur une quarantaine de récepteurs desservant une population de plusieurs centaines de téléspectateurs. En conséquence, il lui demande de lui faire savoir si cette autorisation ne porte pas atteinte au principe du monopole de la diffusion auquel la République est attaché.

Sécurité sociale (cotisations).

8275. — 18 janvier 1982. — **M. Roger Duroure** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur certaines difficultés rencontrées par les petits artisans relevant du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés. En effet, l'intransigeance de certaines caisses d'assurance maladie quant aux dates de règlement des cotisations est telle qu'un seul jour de retard dans le versement de ces cotisations peut entraîner une perte des droits, une majoration de retard de 10 p. 100 sur la totalité des cotisations et l'obligation de payer la totalité du semestre d'avance. En conséquence, il lui demande s'il n'est pas possible, notamment pour les petits artisans, d'adopter des règles de versement des cotisations plus souples et plus adaptées.

Divorce (droit de garde et de visite).

8276. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Fleury** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la situation de nombreuses Françaises ayant épousé, en France, un étranger, et qui divorcent ultérieurement. Lorsque les tribunaux français accordent la garde des enfants à la mère, le père réussit quelquefois à regagner son pays d'origine en procédant à un véritable enlèvement d'enfants, contre lequel la mère est pratiquement désarmée. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour éviter ces situations regrettables et faire respecter la loi.

Emploi et activité (pacte national pour l'emploi).

8277. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Fleury** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le champ d'application restrictif des mesures de recrutement sous contrat emploi-formation. En effet, la circulaire D. E. n° 57 exclut du bénéfice des dispositions du plan Avenir jeunes les chambres de métiers, cependant susceptibles d'engager du personnel sous cette formule, facilitant la formation professionnelle et l'insertion dans le monde du travail. En conséquence, il lui demande s'il entend proposer une extension de ces mesures visant à encourager l'embauche.

Retrocités complémentaires (agents non titulaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics).

8278. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Fleury** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur le fait que les présidents de syndicats de communes, de districts, de S. I. V. O. M., ne bénéficient pas de la loi n° 72-1204 du 23 décembre 1972 prévoyant la retraite des maires et maires adjoints, des présidents et vice-présidents des communautés urbaines. Il apparaît anormal que les catégories d'administrateurs ci-dessus soient ainsi exclues de cet avantage, alors que la nature de ces fonctions n'est pas réellement différente de celle des administrateurs concernés par la loi. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

8279. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Florian** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la fonctionnement des Cotorep (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel). Il est possible de constater que : les handicapés sont rarement convoqués devant les Cotorep, ce qui est contraire à la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées et ne permet pas d'avoir connaissance de leurs véritables aspirations ; de nombreux dossiers relevant de la compétence des deux sections sont soumis à un examen séparé qui complique inutilement la procédure et nuit à la recherche des solutions les meilleures ; certains dossiers sont soumis à la Cotorep pour des raisons purement administratives ou conjoncturelles (notamment en matière de placement) et ne concernant pas des personnes véritablement handicapées au sens de la loi d'orientation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre sur ces différents points afin de permettre aux Cotorep de rechercher des solutions plus complètes et plus efficaces à la situation des handicapés.

Assurances (assurance de la construction).

8280. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Fourre** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur le problème posé aux collectivités locales par la garantie accordée aux sociétés de construction. Les villes nouvelles se trouvent confrontées, dans un laps de temps relativement court, à d'importantes demandes de garantie et encourent de gros risques. Il lui demande donc s'il envisage de créer un fonds commun de garantie dont le financement pourrait être alimenté dans un premier temps par les sociétés d'H.L.M. auxquelles les emprunts sont affectés et qui, par le système de la garantie d'emprunts, n'ont pas à faire face à des frais d'hypothèques, à concurrence de ce montant.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8281. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Gabarrou** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les difficultés que rencontrent les assurés sociaux pour obtenir le remboursement quasi intégral des appareillages. Ainsi, les parents d'un jeune handicapé, reconnu invalide à 75 p. 100 pour des troubles auditifs, n'ont obtenu de leur caisse de sécurité sociale que la somme de 1 200 francs en remboursement d'une prothèse auditive en stéréophonie à transistor s'élevant à 5 965 francs. Il lui demande si des dispositions particulières ne vont pas être prises pour relever le plafond du taux de remboursement des divers appareillages.

Assurance vieillesse : généralités (fonds national de solidarité).

8282. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Gabarrou** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur un cas pour lequel il lui paraît y avoir carence dans la législation de la protection sociale. Il s'agit d'une personne invalide qui a des revenus à peine supérieurs au plafond annuel au-dessus duquel une personne seule ne peut prétendre à bénéficier de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Cette personne ne vit pas en ménage, sans qu'il le plafond des ressources serait majoré, mais elle a une enfant à charge, et ses besoins financiers sont aussi importants, si ce n'est plus, qu'un ménage sans enfant. Les prestations familiales ne sont pas normalement comptées dans le calcul des ressources pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du F.N.S. ; pourtant, dans ce cas précis, on pourrait croire que l'allocation d'orphelin et l'allocation de logement que cette personne reçoit lui assurent un niveau de vie décent, mais, si l'on fait l'estimation de ses ressources annuelles totales, elles se situent seulement aux environs de 28 000 francs. Cela est encore bien loin de la somme considérée comme le revenu minimum vital d'un ménage. Il lui demande quelles dispositions elle envisage de prendre pour améliorer la réglementation qui permettrait à une personne invalide vivant avec un enfant à charge de percevoir une garantie de ressources au moins égale à celle d'un ménage.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8283. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Gabarrou** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les difficultés que rencontrent les assurés de la sécurité sociale pour obtenir le remboursement des prothèses dentaires. Pour plus de précision, il cite le cas d'une jeune fille âgée aujourd'hui de dix-neuf ans, victime d'une infirmité buccale la privant d'un certain nombre de dents. Après avoir subi six opérations chirurgicales remboursées à 100 p. 100 et se croyant arrivée au bout de ses peines, elle se voit obligée aujourd'hui de faire supporter à ses parents la somme

de 10 800 francs pour l'appareil que refuse de prendre en charge la caisse de sécurité sociale du Tarn, prétextant qu'il ne s'agit pas de dents délabrées. Ses dents n'ayant jamais poussé, l'argument reste faible. Dans ces circonstances, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette anomalie et dans quels délais.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (collectivités locales : calcul des pensions).

8284. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Gabarrou** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la situation des agents féminins des collectivités locales ayant élevé plusieurs enfants et ayant moins de vingt-cinq ans d'ancienneté au moment de leur retraite. Le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 fait bénéficier les agents féminins de un an de bonification par enfant, sous réserve qu'ils aient été élevés pendant neuf ans au moins au cours de leur minorité, mais cette bonification ne s'applique qu'aux agents radiés des cadres après le décret n° 77-797 du 29 juin 1977, avec une ancienneté inférieure à vingt-cinq ans et dont le minimum est calculé à 4 p. 100 du traitement de base au point 100. Bien que la loi de finances rectificative du 29 décembre 1975 n° 75-1442 ait ajouté, concernant le calcul du minimum, 4 p. 100 par année de service et bonification, il est regrettable de voir que l'effet rétroactif du décret du 29 juin 1977 n'est pas appliqué aux agents féminins déjà à la retraite avec une ancienneté de moins de vingt-cinq ans alors qu'il s'agit, dans la plupart, des cas les plus défavorisés. Il lui demande donc s'il ne serait pas envisageable de faire appliquer le décret n° 77-797 du 29 juin 1977 avec effet rétroactif pour tous les agents féminins déjà à la retraite.

Communes (maires et adjoints).

8285. — 18 janvier 1982. — **M. Kléber Hays** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les recours possibles d'un maire pour faire appliquer une décision de justice. En vertu de l'article L. 480-2 (7° et 8° alinéas) du code de l'urbanisme : « Le maire peut prendre toutes mesures de coercition nécessaires pour assurer l'application immédiate de la décision ou de son arrêté, en procédant notamment à la saisie des matériaux approvisionnés ou du matériel de chantier. La saisie et, s'il y a lieu, l'apposition des scellés sont effectuées par l'un des agents visés à l'article L. 480-1 qui dresse procès-verbal ». Quelle méthode doit suivre un maire : dans le cas où une ou plusieurs maisons (cas d'un groupe d'habitations) sont construites en infraction flagrante au code de l'urbanisme (défaut de permis de construire), en infraction à un arrêté du maire d'arrêt immédiat des travaux, en infraction à une décision du tribunal administratif confirmant la validité de l'arrêté du maire ; pour appliquer les alinéas 7 et 8 de l'article 480-2 du code de l'urbanisme. De plus, a-t-il dans ce cas-là la possibilité (si l'effectif de police de la commune est faible ou inexistant) de faire appel à la force publique (gendarmerie) ou à un auxiliaire de justice (huissier). En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage prendre pour remédier à cette situation.

Handicapés (allocations et ressources).

8286. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Houteer** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les revendications des veuves civiles chefs de famille confrontées à un handicap pour leurs enfants. La législation ne tenant pas suffisamment compte de leurs difficultés à assurer la vie matérielle du foyer, elles souhaitent : 1° le dédoublement de l'allocation d'étude spéciale et son attribution à toutes les femmes seules ayant effectivement la charge d'un enfant handicapé, quel que soit le taux du handicap ; 2° la diversification des compléments de l'A.E.S. afin de pallier les surcoûts des handicaps graves ou complexes. Il lui demande si des mesures seront prises dans le sens des revendications ainsi exprimées.

Commerce et artisanat (employés).

8287. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Houteer** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les problèmes et inquiétudes des salariés dits « Temps partiel du commerce ». En effet, pour la grande majorité d'entre eux, ce régime d'horaires multiples, flexibles, complémentaires, déterminés toujours au bon vouloir de l'employeur, n'est pas un choix mais une contrainte de la part des directions. En fait, leur aspiration, c'est de pouvoir travailler à temps complet. C'est pourquoi ils souhaitent, d'une part, que les textes sur le temps partiel soient modifiés afin d'en limiter les effets, d'autre part, que des dérogations soient accordées à leur profession pour que, dans le cadre des contrats de solidarité ou de

pré-retraite, priorité soit donnée aux temps partiels de l'entreprise qui désirent travailler à temps complet. Il lui demande, en conséquence, si des dispositions seront prises pour apporter satisfaction à cette catégorie de salariés.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8288. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Huyghues des Etages** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le fait suivant. Une Française séjournant en République fédérale d'Allemagne, perd connaissance et est transportée dans cet état en milieu hospitalier par hélicoptère. Rentrée en France, après amélioration de son état, elle se voit réclamer les frais de son transport en hélicoptère. Sa caisse de maladie de la sécurité sociale refuse de prendre en charge ses frais. Or, cette personne n'a pas les moyens de payer. Peut-on la rendre responsable de l'organisation sanitaire d'un pays étranger qui n'est pas forcément aux mêmes normes que celles en cours en France. Il lui demande ce qu'il pense de cette situation et ce qu'il espère faire pour y remédier.

Handicapés (allocations et ressources).

8289. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Huyghues des Etages** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le fait suivant : lorsque des enfants bénéficiant de l'allocation d'éducation spéciale retournent dans leur famille pour des vacances dont la durée est inférieure à trente jours (par exemple ; Noël et Pâques), l'allocation d'éducation spéciale continue à être versée au centre où est placé l'enfant. Si les familles sont dans le besoin, elles peuvent être contraintes à ne pas prendre leurs enfants, et de toutes les façons, elles sont pénalisées, ce qui implique indirectement un refus de prendre en charge ses responsabilités. Il lui demande ce qu'elle pense faire en regard de cette situation.

Justice (aide judiciaire).

8290. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Huyghues des Etages** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le fait suivant : un homme n'a pas pu introduire une action en Cour de Cassation, car il n'a pas obtenu l'aide judiciaire. Cet homme, marié, chef de famille et père de trois enfants, se trouve être non imposable. Ses revenus propres sont : d'une part, 4760 F par trimestre, y compris 640 F du fonds national de solidarité ; d'autre part, 2231 F par mois se décomposant ainsi : allocations familiales, allocation de logement, allocation d'adulte handicapé et complément familial. En conséquence il lui demande ce qu'il pense faire pour remédier à cette situation.

Enseignement (constructions scolaires).

8291. — 18 janvier 1982. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'organisation des commissions de sécurité chargées de permettre l'ouverture d'un établissement scolaire. Compte tenu de l'importance de cette commission et de la sensibilisation des parents d'élèves, elle lui demande s'il serait possible d'envisager que soient présentes aux travaux de la commission, outre les représentants des administrations et de la municipalité, les associations de parents d'élèves représentées dans l'établissement concerné.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

8292. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Labazée** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que lors des négociations de 1968, les professeurs adjoints avaient « obtenu » leur alignement sur les chargés d'enseignement des autres disciplines au moment de faire valoir leur droit à la retraite et bénéficier d'une pension de 75 p. 100 du traitement. Or, malgré ces engagements, cet alignement ne s'est jamais traduit que par le versement en fin d'année d'une indemnité compensatrice non intégrée dans le salaire. Devant ces pénalisations dont sont l'objet les C. E. de l'E. P. S., il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces professeurs retrouvent leur parité avec les autres catégories d'enseignants.

Commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat).

8293. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Lareng** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat**, les mesures qu'il compte prendre pour les petits commerçants afin d'améliorer leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail qui n'ont cessé de se dégrader

ces dernières années. Ces petits commerçants demandent, en particulier, la façon dont ils pourraient compenser les facilités de paiements dont disposent les grandes surfaces et qui leur sont, à eux, matériellement interdites. Dans le régime des assurances maladies, les petits commerçants ne pourraient-ils pas bénéficier de l'indemnité journalière ? Pourquoi leur est-il proposé des régimes complémentaires d'assurance maladie de travailleurs indépendants à des taux de cotisations variant du simple au double d'une région à l'autre.

Logement (H. L. M. : Haute-Garonne).

8294. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Lareng** demande à **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** les mesures qu'il compte prendre pour pallier l'état défectueux, dans lequel sont progressivement tombés les quartiers d'Empalot des H. L. M. à Toulouse : bâtiments non entretenus, routes interbâtiments détériorées, trottoirs non nivelés, bordures dégradées et dangereuses, absence de règles élémentaires d'hygiène dans les sous-sols emplies d'eau et infestés par les rats. Des terrains de jeux pour les enfants sont encore à construire.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : calcul des pensions).

8295. — 18 janvier 1982. — **M. André Lotte** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale**, sur la situation de certains mineurs des houillères reconvertis au regard de leurs droits à la retraite. En effet, alors que dans les années 1970 un large appel à la reconversion a été fait auprès des mineurs, leurs droits à la retraite versés à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines ne peuvent à l'heure actuelle être transférés à un autre régime de retraite. Cette situation concerne de nombreux mineurs qui ont accepté la reconversion et sont ainsi pénalisés en ce qui concerne leur retraite. En conséquence, il lui demande quelle mesure elle compte prendre pour que les versements effectués à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines puissent être valorisés et transférés à un autre régime de retraite.

Assurance vieillesse : régime général (calcul des pensions).

8296. — 18 janvier 1982. — **M. Guy Malandain** demande à **Mme le ministre de la solidarité nationale** si elle n'estime pas devoir prendre des dispositions pour autoriser le reversement au régime général de la sécurité sociale des cotisations d'assurance vieillesse afférentes aux services effectués par certains anciens agents des administrations publiques qui, ayant omis de demander en temps utile le rétablissement dans leurs droits en matière de retraite, ont quitté le service de l'Etat sans avoir acquis, des droits à une pension avant l'entrée en vigueur du décret n° 50-133 du 20 janvier 1950. En effet, il apparaît que les anciens fonctionnaires et les militaires, en particulier qui n'ont pas demandé dans les délais impartis le remboursement des retenues pour pension effectuées sur leur traitement ou solde sont injustement pénalisés. Il lui demande donc si des mesures à effet rétroactif en faveur de ceux-ci, prises en accord avec le ministre de la fonction publique et des réformes administratives, ne semblent pas devoir s'imposer.

Sociétés civiles et commerciales (personnel de direction).

8297. — 18 janvier 1982. — **M. Philippe Marchand** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la disposition de l'alinéa 2 de l'article 93 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales qui précise que « le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction ». Cette disposition ne permet pas aux chefs d'entreprise de faire participer autant qu'ils pourraient le souhaiter les salariés à la direction de la société, notamment dans les entreprises familiales. Il lui demande s'il envisage dans le cadre d'une réforme du droit des sociétés de supprimer cette limitation.

Sociétés civiles et commerciales (régime juridique).

8298. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Michel** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les règlements d'administration publique prévus par l'article 81 du décret n° 72-669 du 13 juillet 1972 qui doivent fixer les conditions dans lesquelles les personnes physiques exerçant la profession d'avocat peuvent constituer, avec des personnes physiques exerçant d'autres professions libérales, des sociétés régies par l'article 2 de la loi n° 66-879 du

29 novembre 1966. En effet, ces règlements n'ont toujours pas été publiés alors que la création de sociétés civiles interprofessionnelles présenterait de nombreux avantages, tant pour les professionnels (facilités d'obtention de crédits d'installation et d'investissement; gains de productivité; création et développement de la clientèle grâce aux spécialisations complémentaires) que pour les usagers du droit et les justiciables puisque ces structures traitent dans le sens d'une amélioration du service rendu. Enfin, la création de cabinets de groupe pluridisciplinaires permettrait d'accroître les possibilités de stages pour les jeunes diplômés et faciliterait la création d'emplois salariés. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser l'état d'avancement des travaux pour la mise au point définitive de ces règlements d'administration publique, les préalables à résoudre pour débloquer la situation et le calendrier prévisoire de publication desdits règlements.

Professions et activités paramédicales (laboratoires d'analyses de biologie médicale).

8299. — 18 janvier 1982. — **M. Marcel Mocœur** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur le décret n° 80-887 du 3 décembre 1980, remplaçant l'arrêté du 5 mars 1975, cassé par le Conseil d'Etat pour vice de forme et qui exclut de la compétence des pharmaciens biologistes les prélèvements de frottis de dépistage cytologique du cancer du col de l'utérus. En effet, l'application de cette nouvelle réglementation est rendue problématique, compte tenu de la demande des patients. De plus, le prélèvement bactériologique autorisé et le prélèvement cytologique réservé ne sont pas dissociables. Ils sont souvent prescrits simultanément et ils font l'objet d'une procédure identique en matière de prélèvement, leur interprétation est complémentaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le décret en question, injuste dans son fondement et difficilement applicable dans les faits, soit modifié ou abrogé.

Sécurité sociale (bénéficiaires).

8300. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Moulinet** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le fonctionnement du régime de protection sociale institué par la loi n° 75-1348 du 31 décembre 1975 pour la protection des artistes et des auteurs, ainsi que sur l'article 10 du décret n° 77-221 du 8 mars 1977, pris en application de cette législation. Ce dernier précise, en effet : « Pour l'ouverture du droit aux prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès, les personnes mentionnées à l'article premier du présent décret sont réputées remplir les conditions de durée de travail requises par l'article premier du décret susvisé du 30 avril 1968 si, au cours de l'année civile précédant le fait générateur du droit aux prestations, elles justifient avoir retiré de leur activité artistique des ressources au moins égales à 1 200 fois la valeur horaire moyenne du S.M.I.C. pour l'année considérée. » Ce décret précise, de plus, que les personnes qui ne répondent pas à cette condition peuvent, néanmoins, compte tenu de leurs titres et de leur qualité d'artiste professionnel, avoir droit aux dites prestations sur décision prise par la caisse dont elles dépendent, cette dernière demandant son avis à une commission professionnelle. Cette commission est donc appelée à jouer un rôle prépondérant dans l'examen des dossiers qui sont traités au niveau de la Maison des artistes. Or, le député a eu connaissance de plusieurs cas où des peintres et sculpteurs professionnels exerçant leur profession depuis plusieurs dizaines d'années ont été prévenus, par simple courrier émanant de leur caisse primaire, qu'ils étaient radiés de la sécurité sociale, sans que la commission professionnelle les ait convoqués et entendus. Cette commission ne comprend aucun administrateur représentant des salariés, mais uniquement des fonctionnaires en dehors de quelques représentants des syndicats d'artistes. Il n'est donc pas possible de laisser un tel pouvoir (décider du maintien ou du retrait de la sécurité sociale) à une commission technocratique jugeant sur dossier, cela au moment où la garantie de la sécurité sociale vient d'être assurée à tous les chômeurs privés d'allocation. Les artistes peintres et sculpteurs qui ne peuvent, de par leur statut, s'inscrire à l'A. N. P. E., ne peuvent être plus maltraités que les salariés inscrits à l'A. N. P. E. et ayant dépassé le délai d'indemnisation. Il lui demande donc, dans l'optique de la solidarité nationale qu'elle poursuit, de revoir les termes du décret ci-dessus mentionné en changeant et la composition et les méthodes de travail de la commission professionnelle, afin que les artistes professionnels soient couverts par la sécurité sociale. En attendant cette réforme, il lui demande que tous les artistes dont la professionnalité est reconnue par la Maison des artistes soient garantis par la sécurité sociale, même si la commission professionnelle avait donné un avis défavorable.

Police privée (entreprises).

8301. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Richard** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les événements qui se sont produits le 23 décembre 1981 à Paris, au « forum des halles » et qui mettent en cause le personnel d'une société privée de surveillance et de gardiennage. En effet la multiplication de ce type d'entreprise, la multiplication des incidents, parfois violents, imputés à leur personnel, montrent la nécessité de réglementer cette profession afin qu'elle offre des garanties de sécurité publique plus réelles qu'aujourd'hui. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réglementer cette profession en développement et notamment en contrôler l'accès et rendre obligatoire un minimum de formation pour ceux qui l'exercent.

Engrais et amendements (emploi et activité : Haute-Vienne).

8302. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Rodet** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur l'approvisionnement en scories du département de la Haute-Vienne. Dans cette région où les sols sont très acides, la dotation en scories revêt une grande importance. Les scories sont très demandées car elles apportent non seulement l'acide phosphorique au sol mais également des adjuvants de chaux ayant un grand pouvoir amendant. Or, depuis 1974, les approvisionnements ont été constamment en réduction (pour mémoire, près de 9 700 tonnes attribuées à la Copar pour 1974-1975, pour 1980-1981, moins de 7 000 tonnes). Compte tenu de ces éléments, il lui demande les mesures qu'elle compte prendre pour permettre à nouveau un amendement convenable des terres cultivables de notre région, permettant des dosages d'acide phosphorique à des taux plus en rapport avec la situation des sols.

Handicapés (réinscription professionnelle et promotion sociale).

8303. — 18 janvier 1982. — **M. Roger Rouquette** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des enfants handicapés à l'écriture lors du passage des examens, et dont le handicap n'est pas reconnu au niveau de la notation. De ce fait, ils se trouvent pénalisés par rapport à la majorité des autres élèves. Il lui demande si des mesures sont envisagées afin de permettre qu'il soit tenu compte de leur handicap dans la notation afin d'établir une égalité des chances entre ces élèves et les autres.

Chômage : indemnisation (allocation de base).

8304. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Sapin** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les difficultés rencontrées par les jeunes gens à la recherche d'un emploi qui ne peuvent percevoir les allocations de base car le diplôme présenté n'est pas agréé. C'est le cas, notamment, lorsque les études ont été suivies dans une école privée non reconnue par l'Etat. Il lui demande si des mesures vont être prises afin d'étendre l'octroi des allocations de base à ces demandeurs d'emploi.

Logement (allocations de logement).

8305. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Sapin** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur l'immuabilité du plafonnement servant de base au calcul de l'allocation logement en cas d'accès à la propriété. Ce plafond est fixé à l'entrée dans les lieux ou la date d'achèvement des travaux si celui-ci est postérieure à l'entrée dans les lieux. Par contre, pour l'A. P. L., en cas d'accès à la propriété, le calcul n'est pas le même, le plafond étant modifié tous les ans par décret. Il lui demande s'il ne serait pas opportun de modifier de la même façon le plafond de l'allocation logement.

Logement (prêts).

8306. — 18 janvier 1982. — **M. Guy Vadepted** appelle l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur la situation préoccupante des accédants à la propriété qui éprouvent des difficultés croissantes pour réaliser cette accession à la propriété, compte tenu de la hausse constante des taux d'intérêts des prêts P. A. P. A la veille d'une nouvelle augmentation des taux annoncée au 1^{er} janvier 1982, il lui demande de lui préciser s'il n'envisage pas de faciliter rapidement, comme le propose le Plan intermédiaire, des mesures nouvelles tendant à favoriser l'accès à la propriété par l'abaissement des mensualités de remboursement durant les premières années.

Jeunes (associations de jeunesse et d'éducation).

8307. — 18 janvier 1982. — **M. Hervé Vocillot** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur un point de la circulaire du 25 août 1981, relative à l'aide à la création d'emploi d'initiative locale. Il est dit dans cette circulaire que « l'aide de l'Etat n'est pas cumulable avec les autres aides directes de l'Etat à la création d'emploi ». En conséquence, il lui demande si cette aide pour une création d'emploi d'initiative locale peut être cumulable avec un financement reçu du ministère de la solidarité pour un poste Fonjep, financement qui n'est pas à proprement parler une aide directe de l'Etat à la création d'emploi. En effet, ces postes sont déjà attribués depuis plusieurs années pour aider les associations d'éducation populaire à financer leur poste d'animateur.

Anciens combattants et victimes de guerre (politique en faveur des anciens combattants et victimes de guerre.)

8308. — 18 janvier 1982. — **M. André Durr** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants** sur la composition du Comité de la fondation, organisme chargé par ses soins d'indemniser les incorporés de force, et qui ne comprend en son sein aucun membre de l'Union nationale des combattants-Union nationale des combattants d'Afrique du Nord alsacienne, alors que cette association d'anciens combattants est la plus représentative d'Alsace et regroupe 20 000 membres, dont 65 p. 100 sont d'anciens incorporés de force. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas équitable d'accorder à cette association au moins un siège au sein du Comité de la fondation.

Fonctionnaires et agents publics (rémunérations).

8309. — 18 janvier 1982. — **M. André Durr** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur les conditions d'application des articles 28 et 29 du décret n° 66-619 du 10 août 1966 concernant le remboursement des frais de déplacement des personnels civils de l'Etat, dispositions qui s'appliquent notamment aux enquêteurs assermentés de la sécurité sociale en matière d'accidents du travail. Tout d'abord, la révision du montant des indemnités kilométriques n'a lieu qu'une fois par an, et cela malgré les augmentations répétées du prix de l'essence tout au long de l'année. D'autre part, les modalités d'attribution de ces indemnités tiennent compte du nombre de kilomètres parcourus et partagés en tranches : jusqu'à 2 000 kilomètres ; de 2 001 à 10 000 kilomètres ; au-delà de 10 000 kilomètres. Très curieusement, les indemnités perçues au titre de cette dernière tranche sont d'un montant inférieur à ceux s'appliquant aux tranches précédentes, alors que le contraire eût semblé plus normal. Enfin, la combinaison des deux éléments (détermination annuelle des indemnités et application de celles-ci suivant la tranche correspondant au nombre de kilomètres parcourus) fait que, pendant les 2 000 premiers kilomètres parcourus à compter de la fixation du nouveau montant, celui-ci est inférieur au montant de l'indemnité perçue au titre de la deuxième tranche, avant la réévaluation de son taux. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas particulièrement opportun qu'intervienne un aménagement des dispositions rappelées ci-dessus, afin qu'elles relèvent plus de la logique et qu'elles tiennent compte de la réalité des choses.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

8310. — 18 janvier 1982. — **M. André Durr** attire tout particulièrement l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la bonification, dans la limite de cinq ans, accordée aux professeurs d'enseignement technique au titre du stage professionnel exigé. Il lui demande si une bonification analogue ne pourrait être accordée à tous les maîtres de l'enseignement public, recrutés avant 1960, bonification permettant la prise en compte pour le calcul de la pension de retraite des services effectués dans l'enseignement privé. Cette bonification dont la limite pourrait être fixée à cinq ans, comme pour les professeurs de l'enseignement technique, serait attribuée moyennant le versement de retenues rétroactives calculées sur le traitement initial du fonctionnaire titulaire. Une telle disposition permettrait à des enseignants, peu nombreux d'ailleurs, d'atteindre à l'âge de soixante ans les trente-sept annuités et demie leur permettant de bénéficier d'une retraite complète.

Formation professionnelle et promotion sociale (politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale).

8311. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Faletta** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la possibilité qu'ont les jeunes gens quittant l'armée après cinq ans de service, de bénéficier d'un stage de formation de six mois rémunéré. Toutefois, cet avantage

n'est accordé que si le stage est effectué sous l'égide de l'association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.). Or, ces stages de l'A.F.P.A. sont très demandés et leur accès ne peut être souvent obtenu qu'après plusieurs mois d'attente, pendant lesquels les candidats ayant quitté l'armée sont sans emploi et n'ont comme ressources que leurs indemnités de chômage. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas équitable de prévoir également l'accès à des stages rémunérés lorsque ceux-ci sont organisés par des établissements privés. Une telle mesure supprimerait la discrimination actuelle et donnerait son plein effet à la formation professionnelle à laquelle l'armée s'engage à contribuer, à l'issue de la période de cinq ans effectuée sous les drapeaux.

Enseignement (personnel).

8312. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est exact que les assistants étrangers de langues vivantes, nommés le 1^{er} octobre 1981 dans des établissements français aient vu leur traitement brut ramené de 4 175 francs à 3 070 francs mensuels par un arrêté pris fin octobre. Une telle diminution de salaire au moment où l'apprentissage linguistique direct avec des enseignants dont ce serait la langue maternelle est vivement souhaité, ne manque pas d'étonner. Il souhaiterait connaître la nature exacte des mesures prises et leur finalité. Il voudrait également connaître les mesures envisagées par le ministère pour intensifier les échanges linguistiques d'étudiants chargés d'enseignement dans nos établissements secondaires et originaires des pays de la C.E.E.

Enseignement secondaire (éducation spécialisée).

8313. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des sections d'éducation spécialisée prévues par la circulaire du 27 décembre 1967. Celle-ci précisait, dans son paragraphe VII, que le personnel d'enseignement professionnel serait composé de trois professeurs techniques ou quatre quand un accueil supplémentaire ou des modalités particulières de fonctionnement l'exigeront. Or ce quatrième poste est fréquemment réclamé comme par exemple dans sa circonscription par le C.E.S. F-Mauriac de Wittenheim, et ce jusqu'à maintenant sans résultat. Il souhaiterait que lui soit fourni le bilan de ce quatrième poste de S.E.S. tant au niveau national qu'à celui du département du Haut-Rhin. Il voudrait connaître le nombre de postes créés à la rentrée 1981, prévus pour la rentrée 1982 et les dispositions prises à cet effet.

Enseignement préscolaire et élémentaire (fonctionnement).

8314. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'insuffisance des moyens affectés au remplacement des instituteurs absents. Il lui rappelle qu'aux termes de la circulaire n° 79-397 du 15 novembre 1979, un des objectifs prioritaires des inspecteurs d'académie doit être le renforcement de la capacité de remplacement des personnels indisponibles et des directeurs déchargés de classes. Compte tenu des diverses mesures sociales permettant notamment l'allongement du congé de maternité, il lui demande que les moyens budgétaires nécessaires soient dégagés afin d'assurer un meilleur fonctionnement du service public d'éducation, celui-ci passant obligatoirement par la permanence de maîtres dans les classes. Il lui demande de lui faire connaître l'action qu'il envisage de mener pour mettre fin à la situation particulièrement préjudiciable résultant du non-remplacement des maîtres.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères.)

8315. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la situation des salariés demandant à bénéficier de la retraite anticipée et qui touchent à cet effet une prime de départ destinée à favoriser ce type de décision. Du fait des majorations exceptionnelles dues au titre de l'impôt 1981 et 1982, une grande part de cette prime est absorbée par l'impôt, ce qui risque d'en annuler l'effet incitatif. Au moment où le Gouvernement souhaite voir se rajouter le personnel d'encadrement des entreprises, il serait équitable qu'il prenne des mesures prévenant les inconvénients qu'il vient de lui présenter. Il souhaiterait connaître les mesures envisagées sur cette question.

Douanes (droits de douanes).

8316. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissingier** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur une nouvelle contrainte qui frappe nos entreprises importatrices-exportatrices depuis le 1^{er} janvier 1982 à la suite de la suppression quasi générale des crédits de droits, procédure accordée par l'administration des

douanes aux opérateurs du commerce international. Ceux-ci ont été avisés début décembre par les receveurs principaux régionaux de la suppression pure et simple de la procédure des crédits de droits à compter du 1^{er} janvier 1982. Il résulte de ces dispositions de nouvelles gênes au niveau de la trésorerie d'entreprises importatrices, qui sont souvent par ailleurs des exportateurs confirmés. Il semble qu'une certaine sélectivité dans l'application des nouvelles dispositions restrictives devrait être retenue. En effet, l'importateur dont le crédit est encadré par la banque et qui ne bénéficie plus du crédit de droits devra soit obtenir un crédit complémentaire auprès de son organisme financier pour financer les droits et taxes à l'importation, soit limiter ses achats en fonction des disponibilités de sa trésorerie propre. Celle-ci, dans la mesure où elle est limitée, risque d'obliger l'importateur à réduire son activité. Cette situation est particulièrement préjudiciable à l'Alsace, région française qui est la première exportatrice par habitant mais qui constitue aussi une plate-forme de redistribution des produits importés vers le reste de la France. Il lui demande de prendre des dispositions permettant de pallier les difficultés qu'il vient de lui signaler.

Agriculture (exploitants agricoles).

8317. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Louis Gosdoff** attire l'attention de **Mme le ministre de l'Agriculture** sur la contradiction qui apparaît entre deux dispositions législatives actuellement applicables au conjoint d'un exploitant agricole exerçant une activité séparée. Cette contradiction résulte du fait que certains articles de la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 sont entrés en vigueur dès la parution de la loi alors que l'application des autres est subordonnée à la publication des schémas directeurs départementaux des structures agricoles; dans ce dernier cas, les anciens textes sont restés en vigueur. C'est ainsi que s'applique déjà l'article 23 selon lequel « pour bénéficier des droits et avantages que la loi confère à l'exploitant agricole, le conjoint qui exploite un fonds agricole séparé doit apporter la preuve de l'exercice effectif de cette activité séparée ». Par contre, en attendant la publication des schémas directeurs, les anciennes dispositions relatives au contrôle des structures restent applicables, l'article 188-7 notamment, dont une phrase, introduite dans cet article par la loi n° 69-1245 du 31 décembre 1968 prévoit que « la mise en demeure peut aussi être adressée au conjoint de l'intéressé, lorsque la preuve est apportée par l'administration que les deux époux exercent une activité conjointe ». Il lui demande de bien vouloir lui faire savoir si, tant que durera la période transitoire, c'est toujours à l'administration de faire la preuve de l'activité conjointe ou si c'est à l'intéressé qu'incombe la charge de la preuve de l'exercice effectif de l'activité séparée.

Enseignement supérieur et post-secondaire (personnel).

8318. — 18 janvier 1982. — **M. Yves Lancien** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les enseignants des universités, U.E.R. juridiques et économiques, portant la dénomination de chargés de conférences. Choisis parmi les maîtres assistants de première classe, après un examen de leur dossier par un C.S.C.U. ne pouvant proposer qu'un nombre de candidats limité, assez souvent anciens, chargés de cours des facultés de droit et fréquemment âgés de cinquante ans ou davantage, ils publient des travaux de recherche et, plus encore, assurent à tous les niveaux des enseignements magistraux en tous points semblables à ceux des professeurs. Il lui demande si, dès lors, il ne conviendrait pas de consacrer en droit ce qui existe en fait, c'est-à-dire d'intégrer les chargés de conférences en qualité de professeurs (de troisième ou même de seconde classe).

Electricité et gaz (distribution de l'électricité : Yvelines).

8319. — 18 janvier 1982. — **M. Marc Lauriol** expose à **M. le ministre de l'industrie** que, le dimanche 10 janvier, à partir de 19 heures, soixante-dix communes du département des Yvelines se sont trouvées privées de courant électrique. Dans la plupart d'entre elles, la panne s'est prolongée jusqu'aux premières heures du 12 janvier. Le 12 janvier après-midi, certains secteurs étaient encore privés de courant. En Normandie, l'interruption du courant a atteint une ampleur et une durée encore plus grandes. En conséquence, il lui demande : 1° comment la rupture du service public de la desserte électrique a pu atteindre une telle envergure et une telle durée, malgré le dévouement du personnel de l'E.D.F. auquel il faut rendre hommage, étant observé que les phénomènes de givrage particulièrement sévères durant cette période n'avaient rien d'imprévisible, la conjonction d'une hygrométrie importante et d'une chute de température (au demeurant très modérée) ayant de nombreux précédents. Il lui demande également, à ce sujet, quelles mesures sont envisagées pour que de

tels préjudices subis par les populations ne se reproduisent pas ; 2° dans quelles conditions et pour quelles raisons les municipalités n'ont reçu aucune information et se sont même trouvées dans l'impossibilité absolue de joindre les services de l'E.D.F. pendant plus de vingt-quatre heures, alors que les populations, très légitimement, s'adressaient à elles, notamment pour savoir quelle conduite tenir à l'égard de malades, handicapés, personnes âgées, etc. A un moment où on annonce une augmentation de la responsabilité des communes, cette attitude de l'un des plus grands services de l'Etat est, pour le moins, étrange et demande explication.

Participation des travailleurs (actionariat).

8320. — 18 janvier 1982. — **M. Robert-André Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les dispositions de la loi n° 80-834 du 24 octobre 1980 créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales. Il lui fait observer que les termes de cette loi ne permettent pas d'inclure les salariés des groupements d'intérêt économique (G.I.E.) dans le bénéfice de l'attribution gratuite, ce qui constitue manifestement une anomalie dont les effets sont particulièrement inéquitables. Pour remédier à cette lacune, il lui demande si le Gouvernement envisage de modifier, sur ce point, les mesures prévues par la loi précitée.

Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Haut-Rhin).

8321. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'industrie** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 524 (publiée au *Journal officiel* n° 25 du 27 juillet 1981) relative à la situation de l'industrie textile, notamment du groupe industriel Cernay S.A. implanté à Wittenheim (Haut-Rhin). Il lui en renouvelle donc les termes.

Handicapés (appareillage).

8322. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 525 (publiée au *Journal officiel* n° 25 du 27 juillet 1981) relative à l'appareillage des handicapés et il lui en renouvelle donc les termes.

Sécurité sociale (cotisations).

8323. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 672 (publiée au *Journal officiel* n° 25 du 27 juillet 1981) relative au régime de sécurité sociale des fonctionnaires et militaires retraités résidant à l'étranger. Il lui en renouvelle donc les termes.

Formation professionnelle et promotion sociale (établissements : Haut-Rhin).

8324. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre du travail** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 675 (publiée au *Journal officiel* n° 25 du 27 juillet 1981) relative aux stages organisés par l'A.F.P.A. de Mulhouse au cours de l'année 1980, et il lui en renouvelle donc les termes.

Commerce et artisanat (politique en faveur du commerce et de l'artisanat : Haut-Rhin).

8325. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 677 (publiée au *Journal officiel* n° 25 du 27 juillet 1981) relative à la somme attribuée au département du Haut-Rhin au titre de la mission permanente pour le commerce et l'artisanat pour 1981. Il lui en renouvelle donc les termes.

Travail (travail à temps partiel).

8326. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissinger** s'étonne auprès de **M. le ministre du travail** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 723 (publiée au *Journal officiel* n° 25 du 27 juillet 1981) relative aux actions menées et aux résultats obtenus dans le domaine du travail à temps partiel pour les années 1979 et 1980 dans les secteurs public et privé. Il lui en renouvelle donc les termes.

Femmes (emploi)

8327. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre de la formation professionnelle** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 725 (publiée au *Journal officiel*, n° 25, du 27 juillet 1981) relative à l'action menée au titre des pactes pour l'emploi en faveur de certaines catégories de femmes. Il lui en renouvelle donc les termes.

Chômage : indemnisation (allocations).

8328. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre du travail** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 981 (publiée au *Journal officiel*, n° 26, du 3 août 1981) relative aux conditions d'obtention de l'allocation chômage pour les jeunes ne disposant d'aucune formation professionnelle et ayant atteint l'âge de seize ans sans être en apprentissage. Il lui en renouvelle donc les termes.

Animaux (naturalisation).

8329. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 1843 (publiée au *Journal officiel*, n° 29, du 31 août 1981) relative à la situation des taxidermistes professionnels pratiquant la naturalisation des animaux. Il lui en renouvelle donc les termes.

Crimes, délits et contraventions (sécurité des biens et des personnes).

8330. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre de la justice** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 1844 (publiée au *Journal officiel*, n° 29, du 31 août 1981) relative à la remise en liberté de près de 10 000 détenus, conséquence de la grâce présidentielle et du vote de la loi d'amnistie. Il lui en renouvelle donc les termes.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

8331. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, de n'avoir pas obtenu une réponse à sa question écrite n° 2429 (publiée au *Journal officiel*, n° 31, du 14 septembre 1981) relative au plafonnement à 50 000 francs de l'abattement de 30 p. 100 pour frais professionnels des voyageurs, représentants de commerce et placiers. Il lui en renouvelle donc les termes.

Sécurité sociale (prestations en espèces).

8332. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 2430 (publiée au *Journal officiel*, n° 31, du 14 septembre 1981) relative à la revalorisation des prestations contributives des assurés sociaux. Il lui en renouvelle donc les termes.

Produits chimiques et paracétiniques (emploi et activité : Alsace).

8333. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire**, de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 2796 (publiée au *Journal officiel*, n° 681 (publiée au *Journal officiel*, n° 25, du 27 juillet 1981), rappelée sous le n° 2134 (*Journal officiel*, n° 31, du 14 septembre 1981), relative aux perspectives de l'emploi dans la région frontalière de Bâle-Mulhouse. Il lui en renouvelle donc les termes.

Sécurité sociale (cotisations).

8334. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 2796 (publiée au *Journal officiel*, n° 32, du 21 septembre 1981) relative aux conditions d'exonération des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales pour les travailleurs indépendants. Il lui en renouvelle donc les termes.

Impôt sur le revenu (paiement).

8335. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 3567 (publiée au *Journal officiel*, n° 35 du 12 octobre 1981) relative à la mensualisation des impôts. Il lui en renouvelle donc les termes.

Circulation routière (sécurité).

8336. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 3568 (publiée au *Journal officiel*, n° 35 du 12 octobre 1981) relative à la nécessité d'une politique de prévention accrue en matière de sécurité routière. Il lui en renouvelle donc les termes.

Circulation routière (sécurité).

8337. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 3569 (publiée au *Journal officiel*, n° 35 du 12 octobre 1981) relative à l'obligation du port du casque pour les usagers des deux-roues à moteur lent de type Véloscoix. Il lui en renouvelle donc les termes.

Logement (amélioration de l'habitat).

8338. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 3572 (publiée au *Journal officiel*, n° 35 du 12 octobre 1981) relative au versement des subventions majorées de 30 p. 100 par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. Il lui en renouvelle donc les termes.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8339. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 4018 (publiée au *Journal officiel*, n° 36 du 19 octobre 1981) relative à la situation des personnes âgées hospitalisées pour des séjours de longue durée. Il lui en renouvelle donc les termes.

Santé publique (politique de la santé).

8340. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre de la santé** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 4019 (publiée au *Journal officiel*, n° 36 du 19 octobre 1981) relative à la nécessité de développer la prévention en matière de santé bucco-dentaire. Il lui en renouvelle donc les termes.

Pharmacie (produits pharmaceutiques).

8341. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre de la santé** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 4020 (publiée au *Journal officiel*, n° 36 du 19 octobre 1981) relative aux infractions à l'arrêté du 8 décembre 1943 fixant la liste des produits qui peuvent être vendus en pharmacie. Il lui en renouvelle donc les termes.

Edition, imprimerie et presse (livres).

8342. — 18 janvier 1982. — **M. Antoine Gissing** s'étonne auprès de **M. le ministre des relations extérieures** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 2431 (publiée au *Journal officiel*, n° 31 du 14 septembre 1981) relative à l'avenir de l'encyclopédie internationale des sciences et des techniques. Il lui en renouvelle donc les termes.

Radiodiffusion et télévision (monopole de l'Etat).

8343. — 18 janvier 1982. — **M. Gilbert Gantier** demande à **M. le ministre de la communication** s'il peut indiquer la date à laquelle seront publiés les décrets d'application de la loi n° 81-994 du 9 novembre 1981 portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion et dans quel délai la commission prévue à l'article 3-3 de ce texte pourra instruire les demandes qui lui auront été présentées.

S.N.C.F. (général).

8344. — 18 janvier 1982. — Dans le cadre des projets concernant le réseau S.N.C.F. **M. Xavier Hunault** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, de bien vouloir envisager la réouverture de la ligne S.N.C.F. voyageurs Châteaubriant-Segré-Château-Gontier-Sablé-Le Mans vers Paris. Si cette ligne a été transférée sur route pour des considérations financières voici quelques années, il lui apparaît indispensable de réexaminer ce dossier au titre de la politique d'aménagement du territoire essentiellement constituée par la revitalisation de l'espace rural. A ce titre, la réouverture de cette ligne favoriserait le maintien et le développement des petits centres, tels que Châteaubriant, Segré, Château-Gontier, Saillé dont la vocation s'inscrit dans la politique de décentralisation. De surcroît, la réouverture de la ligne S.N.C.F. voyageurs Châteaubriant-Segré-Château-Gontier-Sablé-Le Mans assurerait le desservement du nord du département de Loire-Atlantique et permettrait à cette région de retrouver une liaison ferrée voyageurs directe vers Paris.

Voirie (routes) : Pays de la Loire.

8345. — 18 janvier 1982. — **M. Xavier Hunault** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur le ralentissement de l'activité des travaux publics dans la région des Pays de la Loire et dans le nord du département de Loire-Atlantique en particulier et sur les licenciements qui en résultent dans une situation générale de l'emploi déjà dégradée. Il lui demande de faire débloquer d'urgence des crédits pour la réfection des routes nationales 171 et 775 dont l'état d'entretien nécessite la réalisation de travaux dans les meilleurs délais. De plus, ces mesures procureraient du travail aux entreprises de travaux publics et permettraient de maintenir les emplois.

Coutumes (personnel).

8346. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Badet** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la prime de technicité attribuée pour travaux neufs. Actuellement, seuls les ingénieurs, les architectes, les techniciens des services des collectivités locales, lorsqu'ils élaborent en partie ou en totalité un projet de travaux neufs et lorsqu'ils assument la direction des travaux, contre-pendants, peuvent percevoir cette prime. Or, dans de nombreuses communes, petites ou moyennes, l'avant-projet et le suivi de ces travaux sont le plus souvent assurés par le chef d'atelier, le chef des travaux, le contremaître principal ou le surveillant de travaux. Bien que ces techniciens exécutent des travaux donnant droit à la prime de technicité, ils ne peuvent en bénéficier, compte tenu des textes en vigueur. C'est pourquoi il lui demande s'il ne conviendrait pas de supprimer cette clause restrictive et laisser le maire et son conseil municipal libres de répartir cette prime aux techniciens participant à l'élaboration et au suivi des travaux neufs.

Chômage : indemnisation (allocations).

8347. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Badet** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des salariés de plus de cinquante-cinq ans licenciés pour motifs économiques et qui, au regard des nouvelles mesures gouvernementales, notamment des contrats de solidarité, se sentent marginalisés. Il lui demande si des mesures particulières sont prévues en leur faveur ou si, justifiant des annuités ou d'un temps d'activités suffisant, ils pourront faire valoir leur droit à une retraite anticipée.

Chômage : indemnisation (allocations).

8348. — 18 janvier 1982. — **M. Claude Bartolone** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des jeunes qui, au sortir de leurs études, se retrouvent sans emploi et s'inscrivent à l'A.N.P.E. Un certain nombre d'entre eux, et notamment les bacheliers, ne peuvent en effet prétendre percevoir des allocations de chômage avant six mois. Il se trouve ainsi que les jeunes qui préfèrent tenter de rentrer dans la vie active plutôt que de poursuivre des études, ainsi que ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas rester à la charge de leurs parents, se trouvent pénalisés en ne pouvant prétendre à des allocations dont ils ont pourtant souvent particulièrement besoin pendant cette période de six mois, difficilement évitable, avant de trouver un premier emploi. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation injuste, car pénalisant ceux qui ne peuvent effectuer de longues études et ceux qui veulent ou doivent tenter de rentrer dans la vie active.

Enseignement secondaire (programmes).

8349. — 18 janvier 1982. — **M. Claude Bartolone** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le contenu des programmes d'éducation musicale pour les classes de quatrième et de troisième. L'importance des thèmes isolés, culture auditive, répertoire vocal, histoire de la musique du XVIII^e au XX^e siècle inscrits dans les instructions pédagogiques et leur niveau d'étude de tonalités en majeur et mineur, de modes anciens, de mesures 3/8, 9/8, 12/8, dictées musicales, exercices d'intonation à plusieurs voix etc.), totalement inadapté au niveau de maturité des élèves, ne peut que provoquer une désaffection regrettable des élèves vis-à-vis de la musique. On rappellera que les pédiatres, lors de leur congrès de Toulouse, en juillet dernier, ont constaté que cette inadéquation entre le niveau d'enseignement et de maturité des élèves était un des principaux responsables de l'échec scolaire, et que seulement 20 p. 100 des élèves retireraient de l'école tous les bénéfices qu'ils pourraient en attendre. En conséquence, il lui demande s'il ne pense pas qu'il conviendrait de modifier ces programmes afin que ceux-ci soient mieux adaptés au niveau des élèves afin de développer comme il se doit l'intérêt de ces derniers pour la musique.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

8350. — 18 janvier 1982. — **M. Claude Bartolone** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conditions de travail des internes des hôpitaux. Le code du travail stipule que « dans les établissements ou dans les professions mentionnées à l'article L. 200-1, ainsi que dans les établissements artisanaux et coopératifs ou dans leurs dépendances, et dans les établissements publics hospitaliers et les hôpitaux psychiatriques, la durée du travail effectif des salariés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder quarante heures par semaine ». Or, si les conditions de travail des diverses catégories du personnel hospitalier public sont strictement réglementées par décret, celles des internes dépendent pour une grande part des règlements intérieurs des différents établissements ce qui fait que de nombreux internes effectuent actuellement de soixante à quatre-vingt heures de travail hebdomadaire, voire davantage, et ce avec des gardes, obligatoires et non rémunérées jusqu'à concurrence de quatre par mois, ne faisant pas l'objet d'une récupération, par plus que le travail du week-end. Par ailleurs, les femmes enceintes ne bénéficient d'aucun aménagement du travail de nuit avant leur congé de maternité. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation anormale et fortement préjudiciable à la qualité du service public, du fait de l'état de fatigue résultant de ces conditions de travail.

Produits chimiques et parachimiques (entreprises).

8351. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Bois** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation salariale des personnels du groupe nationalisé C.D.F. Chimie, et lui fait part de leurs inquiétudes en ce domaine. En effet, par rapport à l'indice I.N.S.E.E., le pouvoir d'achat de ces salariés vient d'accuser au 1^{er} novembre 1981 une baisse de 3,1 p. 100 alors qu'en 1980, il avait déjà subi un recul de 2 p. 100. Plutôt qu'une majoration de salaire en pourcentage, les salariés et leurs représentants souhaiteraient une augmentation d'une somme fixe, correspondant à l'augmentation de l'indice I.N.S.E.E. du salaire moyen de l'entreprise. L'attribution de cette somme à tout salarié, quel que soit son coefficient, aurait pour effet de réduire l'échelle des salaires en pourcentage, sans léser les bas salaires pour lesquels le maintien du pouvoir d'achat doit être absolument garanti. Les propositions des travailleurs de C.D.F. Chimie se heurtant aux réticences de la direction générale, il lui demande de faire connaître les mesures envisagées afin que soit établie une politique salariale en rapport avec les nouvelles orientations gouvernementales.

Produits chimiques et parachimiques (entreprises) : Pas-de-Calais.

8352. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Bois** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les obstacles que rencontrent les salariés de l'Entreprise Huiles, goudrons et dérivés de Vendin-Loison, notamment en matière d'emploi. La direction de cette société, filiale du groupe nationalisé C.D.F. Chimie, a, en effet, l'intention de recourir aux services de personnels intérimaires, alors que la situation permettrait une embauche directe. Au moment où les pouvoirs publics en appellent à tous pour gagner la bataille de l'emploi, cette pratique apparaît d'autant plus regrettable de la part d'une entreprise à capitaux publics qui se devrait de montrer l'exemple en mettant fin, dans la mesure du possible, à toutes les formes de précarité du travail. En conséquence, il lui demande de bien vouloir faire connaître les mesures immédiates qui peuvent être prises afin de sanctionner le recours abusif à la main-d'œuvre temporaire.

Voie (routes).

8353. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Cassaing** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur le déplorable état de la route nationale 121 dans le département de la Corrèze, reliant Brive à Argentat et longue d'environ quarante kilomètres. De nombreux maires de localités traversées, ainsi que la chambre de commerce et d'industrie de Brive, s'inquiètent de l'état de cette voie nationale qui laisse la région traversée pratiquement enclavée si l'on tient compte de l'effort porté par ailleurs. A ce jour, aucune perspective d'aménagement n'est retenue, le conseil régional du Limousin, ayant, au cours de sa réunion du 26 juin 1981, porté son effort sur les voies nationales 145, 21, 147 et 141 dans les départements de la Haute-Vienne et de la Creuse. Il lui demande quelles perspectives d'aménagement de la route nationale 121 nécessaires au désenclavement de la Corrèze vers le Cantal, peuvent être retenues pour les années à venir.

Agriculture : ministère (services extérieurs).

8354. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Duprat** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur l'insuffisance des effectifs de certaines catégories d'agents de la D.D.A. En effet, si pour les postes déclarés vacants, des concours sont ouverts à l'échelon national, quelle que soit la catégorie à pourvoir, dans la plupart des cas les agents en congé de longue durée (maladie ou maternité) ne sont pas remplacés et leur absence est ressentie localement comme une entrave à la bonne marche des services. En conséquence, il lui demande si elle envisage la création de postes à l'échelon local, dans le cadre de la loi portant sur les libertés des communes, départements et régions, en fonction des besoins que les D.D.A. pourraient répertorier.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

8355. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Duprat** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le nombre et la diversité des actes, fournitures ou séjours hospitaliers soumis à la formalité de l'autorisation préalable. En effet, la multiplicité des textes réglementaires régissant cette matière, l'hétérogénéité des règles applicables selon la nature des actes, des fournitures ou des séjours hospitaliers sont source de nombreuses confusions pour les assurés sociaux entraînant à leur tour des différends avec les organismes sociaux. En conséquence, il lui demande s'il est possible d'envisager une unification des dispositions.

Enseignement (continues scolaires).

8356. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre Garmendia** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les conséquences de l'application des dispositions en matière d'hygiène alimentaire dans les établissements publics universitaires et scolaires. En effet, alors que dans sa mise à jour du 11 décembre 1974 le *Journal officiel* rappelle les circulaires de 1968 et 1969 et du 18 novembre 1974 précisant que la viande de cheval sera proscrite des menus dans la restauration collective universitaire et scolaire car elle paraît être beaucoup plus facilement que les autres denrées animales un hôte possible de germes du genre salmonellas, un arrêté du 15 mai 1974 indique lui, que les viandes de boucheries des espèces bovines, ovines, caprines, porcines, équines, asines et leurs croisements peuvent être utilisées seules dans la préparation des viandes hachées à la demande. Compte tenu du fait qu'une certaine contradiction semble apparaître, il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait bon que soient revues les dispositions d'hygiène alimentaire en matière de viande hachée sans exclusivité pour celles de cheval et cela, dans l'esprit et conformément à la lettre des arrêtés du 15 mai 1974.

Enseignement agricole (personnel).

8357. — 18 janvier 1982. — **Mme Françoise Gaspard** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les modalités de titularisation de certains agents contractuels dans les établissements publics d'enseignement agricole. Par un décret du 21 août 1981, il a été décidé de recruter 129 ouvriers professionnels de troisième catégorie pour ces établissements. Aux termes de ce décret, les agents contractuels recrutés antérieurement au 23 août 1976 sont susceptibles de propositions de titularisation. Dans ce cas, l'attribution d'une indemnité compensatrice de perte éventuelle de salaire, due à la titularisation, n'est pas prévue. Par contre, le décret n.° 81-1010 du 4 novembre 1981, relatif à la création d'un corps d'agents de service des établissements publics d'enseignement agricole prévoit, en cas de titularisation d'un agent contractuel dans ce corps, l'octroi d'une indemnité différentielle compensant une perte de salaire. L'agent en bénéficiera tant qu'il n'aura pas retrouvé

l'indice détenu dans son précédent emploi d'agent contractuel. Elle lui demande donc si une disposition similaire pourrait être prise pour les agents titularisés en tant qu'ouvriers professionnels, dans le cadre du décret du 21 août 1981 et qui ont subi une perte de salaire suite à leur titularisation.

Participation des travailleurs (participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises).

8358. — 18 janvier 1982. — **Mme Françoise Gaspard** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conditions pour un travailleur de négocier ou d'exiger ses droits résultant du régime obligatoire de participation des travailleurs aux fruits de l'expansion dans les entreprises de plus de cent salariés (art. L. 442-1 et suivants du code du travail), avant le délai réglementaire de cinq ans. Actuellement, cinq cas sont retenus pour que ces droits soient négociables ou exigibles avant l'expiration du délai de cinq ans : mariage de l'intéressé ; licenciement ; mise à la retraite ; invalidité du bénéficiaire ou de son conjoint ; décès du bénéficiaire ou de son conjoint. Elle lui demande donc si cette mesure pourrait être étendue aux salariés démissionnaires pour création d'entreprise, afin de leur apporter des ressources supplémentaires pour la réalisation de leur projet.

Travail (durée du travail).

8359. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Gallet** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conditions d'application des dispositions récentes concernant la réduction du temps de travail de quarante heures à trente-neuf heures. En effet, de nombreuses institutions se prévalant chacune des nombreux décrets pris en application de la loi du 21 juin 1936 sur les quarante heures, divisent l'heure de travail supprimée sur chacun des jours ouvrables de la semaine. Certaines vont même jusqu'à réduire les horaires de 5 minutes le matin et de 7 minutes le soir. Une telle application constitue un détournement de notre volonté réformatrice et choque les intéressés qui, de ce fait, ne ressentent aucun changement notable de leur état. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir prendre, le plus rapidement possible, les dispositions réglementaires qui s'imposent afin qu'un héritage réglementaire ne puisse plus servir d'entrave au présent.

Enseignement (pré primaire et élémentaire (personnel)).

8360. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Gouzes** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait qu'il semble que toutes les réformes de l'école primaire butent sur le problème de la formation des instituteurs qui sont formés à partir d'une absence globale de conception de l'éducation. L'approche disciplinaire et spécialisée actuelle de la formation semble en effet produire des instituteurs de plus en plus savants et de moins en moins formés à une appréhension globale et humaine des problèmes d'éducation des enfants. Il lui demande s'il ne serait pas plus judicieux de compléter les disciplines enseignées à l'école normale par la psychopédagogie et pour cela s'il ne serait pas possible de reconnaître comme licence d'enseignement celles des sciences de l'éducation en psychologie ou en sociologie. Cette reconnaissance permettrait à de nombreux licenciés spécialisés dans les sciences humaines ayant compétence pédagogique d'enseigner dans les écoles normales. A défaut de pouvoir dans l'immédiat obtenir cette « validité de plein droit » pour ce type de licence, ne serait-il pas possible d'obtenir un certain nombre d'équivalences permettant ainsi d'améliorer la fonction des maîtres des écoles primaires et par là-même l'enseignement distribué aux enfants des écoles primaires.

Enseignement (secondaire (centres de documentation et d'information)).

8361. — 18 janvier 1982. — **M. Léo Gréard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'absence de centres de documentation et d'information dans un certain nombre de collèges, plus particulièrement en milieu rural, et de lycées d'enseignement professionnel. L'expérience récente a montré l'intérêt que présente le renforcement du potentiel pédagogique par ces centres. Aussi, il lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre dans ce domaine.

Enseignement (secondaire (personnel)).

8362. — 18 janvier 1982. — **M. Léo Gréard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'absence de statut de personnels responsables des centres de documentation et d'information des établissements d'enseignement secondaire et professionnel. Actuellement placés dans la catégorie des adjoints

d'enseigner non chargés d'enseignement, ils n'ont aucune possibilité de promotion dans leurs fonctions. Aussi il lui demande si un statut spécifique qui, par ailleurs, tienne compte des situations diverses des personnels en place est envisagé ou en cours d'étude.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

8363. — 18 janvier 1982. — M. Léo Grézard appelle l'attention de M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, sur la situation des « diabétiques insulino-dépendants ». S'ils sont environ 100 000 en France, tous âges confondus, ils sont seulement 4 200 âgés de moins de quinze ans. Les progrès de leur prise en charge médicale, diététique et psychologique permettent de leur assurer des conditions de vie très proches de la normale, dont le prolongement est l'insertion dans la vie active et non l'assistance. Cependant, des restrictions considérables à l'emploi demeurent, notamment dans l'accès à la fonction publique et dans les collectivités locales, malgré certains exemples, tel celui de l'assistance publique à Paris depuis 1967. S'il est normal de ne pas leur confier de « postes à risques » pour eux et pour leur entourage, est-il envisagé, et sous quelle forme, de leur offrir des possibilités d'emploi dans l'administration, sachant que le nombre annuel total de ces demandeurs potentiels est de moins de 400 personnes.

Enseignement secondaire (personnel).

8364. — 18 janvier 1982. — M. Jacques Guyard attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les difficultés rencontrées par les administrations des différents rectorats de la région parisienne, et particulièrement celui de Versailles, pour recruter des enseignants dans plusieurs spécialités technologiques. Ces difficultés sont dues, notamment, au fait que certaines activités professionnelles (électronique, plomberie, etc.) sont encore peu touchées par le chômage. Aussi, les salaires offerts par l'éducation nationale aux maîtres auxiliaires débutants, sont, de très loin, inférieurs à ceux pratiqués dans le privé et ne sont donc pas attractifs, et ce d'autant que la fonction est très précaire; le jeune enseignant n'étant pas assuré de voir sa délégation rectorale être reconduite l'année suivante si un professeur stagiaire est nommé sur son poste. De plus, lorsqu'un professionnel, inscrit à l'A. N. P. E., est sollicité, à titre exceptionnel n'ayant pas les diplômes requis, B. P. minimum, pour occuper un poste vacant, il hésite très souvent à entrer en fonctions, non seulement à cause de son manque d'expérience pédagogique, mais aussi parce que les émoluments proposés sont toujours inférieurs à l'ensemble des indemnités qu'il perçoit par ailleurs. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour revaloriser les conditions des maîtres travaillant dans l'enseignement technique, afin que dès le premier jour de la rentrée scolaire de septembre 1982 tous les postes des enseignants technologiques soient effectivement attribués.

Communes (personnel).

8365. — 18 janvier 1982. — M. Jacques Guyard attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, sur le décalage existant entre l'ampleur des risques encourus par les régisseurs communaux et la modicité de l'indemnité perçue par ceux-ci. En effet, contrairement au principe largement appliqué dans notre droit selon lequel l'employeur est responsable des actes de son préposé, le régisseur communal est responsable pécuniairement en cas de faute ou d'erreur involontaire dans la tenue de sa régie, sans que son employeur — la collectivité locale — puisse se substituer à lui. En contrepartie, l'indemnité perçue et partiellement amputée du fait de la nécessité d'un cautionnement, ne présente qu'un caractère symbolique. En conséquence, il lui demande dans quel sens il envisage de réformer le statut des régisseurs communaux.

Transports routiers (personnel).

8366. — 18 janvier 1982. — M. Gérard Haesebroeck attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre des transports, sur le problème de la réduction de la durée du travail dans les transports routiers. Dans ce secteur d'activité, la durée hebdomadaire du travail est très élevée, puisqu'elle est actuellement en moyenne de soixante-deux heures trente. Des négociations ont eu lieu dernièrement entre les organisations patronales et syndicales, mais se sont soldées par un échec. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il entend promouvoir pour faire aboutir les légitimes revendications des travailleurs des transports routiers, et notamment, s'il n'estime pas souhaitable de modifier le décret en date du 9 novembre 1949 relatif aux contrôles.

Transports routiers (transports scolaires).

8367. — 18 janvier 1982. — M. Roger Lassale attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'utilisation des véhicules de transport scolaire subventionnés à l'achat, sur le budget des dépenses en capital du ministère de l'éducation nationale (arrêté du 11 décembre 1974, circulaire d'application n° 75-162 du 28 avril 1975). D'après cette circulaire, l'utilisation est limitée au transport d'élèves. Dans le cadre du développement des mouvements associatifs socio-culturels, des transports collectifs, d'une meilleure qualité de vie en milieu rural. En conséquence, il lui demande d'élargir l'utilisation de ces véhicules au bénéfice des enfants et adultes pour des déplacements facilitant des activités sociales et/ou culturelles.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

8368. — 18 janvier 1982. — M. Roger Lassale attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des collectivités locales, organisatrices de circuits spéciaux de transport scolaire, qui exploitent elles-mêmes, ou des circuits (décret n° 73-462 du 4 mai 1973). Ces collectivités échangent des véhicules neufs ou d'occasion au prix « toutes taxes comprises », puis récupèrent la taxe à la valeur ajoutée dans les années suivantes. D'une part, ce principe conduit les collectivités locales à contracter des emprunts plus importants pour assurer le financement T. T. C., alors que le prix payé à terme ne sera que le prix hors taxes; d'autre part, le remboursement de la T. V. A. s'effectue en section investissement, ce qui ne permet pas une totale liberté de réutilisation de ces fonds. En conséquence, il lui demande si ces achats de véhicules, dont l'utilisation et l'exploitation sont définies précédemment, ne pourraient être payés hors taxes.

Postes et télécommunications (télécommunications : Bretagne).

8369. — 18 janvier 1982. — M. Gilbert Le Bris attire l'attention de M. le ministre des P. T. T. sur le fait que depuis le 1^{er} janvier 1982 toutes les émissions sur la gamme « chalutier » (1 600 kC/O à 4 500 kC/O) se font en bandes latérales uniques (A3J). Les vacances du Conquet Radio ainsi que toutes les stations côtières travaillent bien sûr de cette façon. Or, il s'avère que pour les femmes de marins du quartier de Concarneau, comme tous les quartiers écoutant les vacances pêche, la réception est inaudible sur leur récepteur non équipé pour recevoir la « B. L. U. ». Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre afin de permettre une information des familles de marins sur la situation des navires en mer et, en attendant de telles initiatives, il lui demande s'il ne lui apparaît pas opportun que la répétition des vacances pêche des stations côtières soit émise en A311 (ancien mode d'émission) pendant le laps de temps nécessaire.

Enseignement secondaire (personnel).

8370. — 18 janvier 1982. — M. Gilbert Le Bris appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements d'enseignement secondaire. Fonctionnaires de la catégorie C, classés parmi les catégories les plus basses (groupe III), ceux-ci effectuent des tâches qui, eu égard à l'évolution rapide du contenu des programmes d'enseignement scientifique, requièrent des compétences professionnelles aussi variées qu'approfondies. Il lui demande donc s'il n'envisage pas un reclassement de ces personnels dans la nouvelle grille indiciaire des salaires.

Transports routiers (transports scolaires).

8371. — 18 janvier 1982. — M. Gilbert Le Bris attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre des transports, sur l'ouverture des services spéciaux de transport d'élèves au public. S'agissant de l'application de la circulaire n° 79-120 du 12 décembre 1979, il lui demande quel contenu juridique recouvrent les termes d'« organisateur », d'une part, et de « communes rurales », d'autre part, inclus dans ce texte.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

8372. — 18 janvier 1982. — M. Guy Lengagne expose à M. le ministre délégué, chargé du budget, la situation, au regard de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, d'un veuf vivant maritalement depuis deux ans, avec une mère de deux enfants ayant été abandonnée par son mari il y a quatre ans. Celle-ci a obtenu, par jugement, une séparation de corps et une pension alimentaire, mais le divorce n'est pas encore prononcé. Cette dernière se trouve sans emploi, ne perçoit aucune allocation de chômage et n'a pour toutes ressources que la pension alimentaire de 1 000 francs par

mois que lui verse très irrégulièrement son mari. Son compagnon, un veuf, subvient donc aux besoins de tous. Il a d'ailleurs dû louer un F3 pour les loger décentement. Or, en raison de l'existence d'une pension alimentaire au profit des enfants, ceux-ci n'ont pu être considérés comme étant à sa charge dans la déclaration de ses revenus augmentés de ladite pension alimentaire. Il est donc considéré comme une personne seule malgré les charges auxquelles il fait face. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas possible, dans de semblables cas — et dans des conditions de quotient familial à déterminer — d'autoriser la prise en charge dans la déclaration des revenus de celui qui les héberge, en y incluant la pension alimentaire perçue par la mère, notamment lorsque celle-ci se trouve sans travail.

E) enseignement (fonctionnement).

8373. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Moulinet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème des absences des maîtres du primaire et du secondaire. Certes, cet absentéisme ne dépasse pas ici, pour l'ensemble des personnels enseignants, la moyenne nationale; cependant, il s'inquiète du préjudice qui pourrait être porté à de nombreux élèves. Aussi, il lui demande s'il ne pourrait pas être mis à la disposition de chaque inspecteur d'académie un contingent d'instituteurs et de professeurs de grades divers qui, mis en réserve, seraient spécialement affectés à cette tâche de remplacement. Ces derniers seraient formés expressément à cette fin car il n'est pas évident, pour un maître étranger à une classe, de remplacer, surtout temporairement, un de ses collègues absents; et pourraient bénéficier d'indemnités de déplacement, voire d'aménagements horaires pour remplir cette mission.

Enseignement (fonctionnement).

8374. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Moulinet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'organisation présente des réunions et conférences pédagogiques. Sans remettre en cause leur existence, leur bien-fondé et leur utilité, il s'inquiète cependant des conditions dans lesquelles sont accueillis les élèves dont les maîtres sont absents. Ainsi, les directeurs doivent demander à d'autres enseignants de leur école d'assurer l'accueil et la garde des enfants, ce qui, par leur surcharge intolérable, transforme les classes en banales garderies. Ils doivent parfois renvoyer les élèves dans leur foyer, après en avoir fait une demande écrite préalable aux familles et ce, bien que cette pratique soit interdite par les textes ou demander seulement aux parents, par l'intermédiaire des enfants, de garder ces derniers à la maison ce qui est une pratique hypocrite à laquelle nombre de ces directeurs se refusent de recourir. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre, tant sur le plan des textes réglementaires que sur celui de la mise à disposition de personnels formés à cet effet, pour remédier à cette carence.

Temps libre: ministère (structures administratives).

8375. — 18 janvier 1982. — **Mme Véronique Neiertz** attire l'attention de **M. le ministre du temps libre** sur l'affectation abusive des conseillers techniques détachés auprès des fédérations sportives à des tâches étrangères à leur mission de préparation des équipes et de formation des cadres techniques. De nombreuses fédérations permettent en effet aux cadres payés par le ministère de la jeunesse et des sports d'utiliser leurs compétences et leur titre pour entraîner un seul club. Cette pratique est critiquable dans la mesure où elle empêche les conseillers techniques de se consacrer totalement à la mise en place d'un projet pédagogique concernant l'ensemble des clubs du secteur géographique qui leur est attribué par le ministère et par la fédération auprès de laquelle ils sont détachés. Elle lui demande quelles mesures elle compte prendre pour remédier à cette situation.

Enseignement secondaire établissements: Isère.

8376. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation actuelle au L.E.P. de Roussillon (Isère). Cet établissement compte un effectif de 431 élèves et est administré par le proviseur du lycée de Roussillon. Le conseil d'établissement a récemment renouvelé sa demande pour qu'un poste de proviseur soit créé au L.E.P. de Roussillon. En conséquence, il lui demande de prendre toutes les mesures nécessaires pour que, dans le cadre de la politique de défense de l'emploi et du développement de l'enseignement professionnel, un poste de professeur puisse être créé au L.E.P. de Roussillon à la rentrée scolaire 1982-1983.

Professions et activités médicales (médecine scolaire).

8377. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'opportunité de recréation au sein de son ministère d'un service social et d'un service médical qui prennent en compte les besoins des élèves à tous les niveaux du système éducatif. Il lui rappelle l'importance que peut avoir aux côtés des enseignants la présence de personnel social et médical spécialisé qui participe au soin de l'équipe éducative à la lutte contre l'échec scolaire, à la réduction des inégalités et à la bonne insertion des élèves handicapés susceptibles d'être accueillis en milieu scolaire normal. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que cette réunification des services scolaires et médicaux puisse être prochainement réalisée.

Industrie: ministère (personnel).

8378. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation des ingénieurs T.P.E. mines. Les moyens réservés aux services des mines pour les missions qui leur incombent sont insuffisants. Le statut des ingénieurs T.P.E. mines ne semble plus correspondre aux besoins actuels. C'est ainsi qu'à quarante-trois ans, par exemple, un ingénieur T.P.E. mines n'a plus rien à espérer en fait de progression de carrière. Enfin, en ce qui concerne la retraite: un certain nombre d'ingénieurs T.P.E. mines ont dû, pour être nommés dans l'administration, effectuer un certain nombre d'années dans les exploitations minières. Ces ingénieurs T.P.E. mines souhaiteraient la prise en compte de ces années obligatoires de services miniers dans le décompte des années nécessaires pour bénéficier de la retraite de fonctionnaire. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour répondre à ces diverses revendications présentées par les ingénieurs T.P.E. mines.

Assurance vieillesse: régime des fonctionnaires civils et militaires (niveau des pensions).

8379. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur la non-prise en compte des services accomplis dans la Résistance pour le calcul des droits à la retraite lorsqu'il y a prescription. En conséquence, il lui demande si l'administration envisage de lever les prescriptions établies.

Famille politique familiale.

8380. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la multiplicité et la complexité des problèmes qui assaillent les familles. Il lui demande de bien vouloir envisager le dépôt d'une loi-cadre de politique familiale globale et l'institution d'une conférence annuelle avec le Gouvernement réunissant l'U.N.A.F. et les représentants des mouvements familiaux à buts généraux.

Assurances (legislation).

8381. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la pratique du ski scolaire dans le cadre du tiers-temps pédagogique. Cette activité est financée par des collectivités locales ou des associations (Sous des écoles, amicales laïques, etc.). Il lui demande si les risques encourus par les élèves sont couverts par l'éducation nationale ou s'il leur faut souscrire une assurance individuelle.

Enseignement (fonctionnement): Rhône-Alpes.

8382. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les besoins urgents de créations de poste d'agent de service dans plusieurs établissements scolaires de l'académie de Grenoble, notamment au collège de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs (Isère). La dotation prévue pour 1982 en personnel de service paraît nettement insuffisante compte tenu des besoins répertoriés dans l'académie. En conséquence, il lui demande de bien vouloir envisager d'accorder à l'académie de Grenoble une dotation supplémentaire en personnel de service pour 1982.

Enseignement (constructions scolaires).

8383. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Oehler** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème posé par le recours aux « procédés industrialisés » dans le domaine de la construction scolaire. Des dizaines d'établissements ont été cons-

truits dans la dernière décennie, principalement par des entreprises d'importance nationale. Les coûts ont été réduits de par la standardisation et la pratique de remises exceptionnelles. Il s'ensuit que ces édifices sont souvent mal intégrés aux sites et que nombre d'entre eux présentent aujourd'hui d'importants défauts d'étanchéité, posant ainsi aux collectivités locales de graves problèmes d'entretien. Or, par circulaire n° 81-135 du 1^{er} septembre 1981 parue au *Mouleur des travaux publics* du 19 octobre 1981, les communes sont de nouveau incitées à recourir aux systèmes de construction par composants industrialisés. Dans le cadre général de la politique de décentralisation mise en place par le Gouvernement, que compte-t-il faire pour mieux adapter les constructions scolaires à l'environnement géographique et aux conditions climatiques locales ; faire jouer la libre concurrence permettant entre autres de confier à des entreprises reconnues à l'échelon régional l'étude et la réalisation des constructions. Ne pense-t-il pas que la formule qui consisterait à confier ce type de travaux à des entreprises agréées régionales aurait le mérite : de faciliter le suivi des opérations et l'entretien ultérieur des constructions scolaires ; de garantir des emplois locaux.

Assurance vieillesse : généralités (paiement des pensions).

8384. — 18 janvier 1982. — **Mme Jacqueline Osselin** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la difficulté que rencontrent les retraités, notamment ceux du Nord, qui ne pourront pas encore être mensualisés à partir du 1^{er} janvier 1982. Ne serait-il pas possible, en attendant l'extension prévue de ces mesures à tous les départements, d'avancer le règlement de la retraite à mi-trimestre sans attendre l'échéance trimestrielle. Ce serait déjà un premier geste en leur faveur.

Temps libre : ministère (structures administratives).

8385. — 18 janvier 1982. — **Mme Jacqueline Osselin** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les transferts de personnels administratifs effectués des services du temps libre à ceux de l'éducation nationale sans qu'il y ait eu jusqu'à présent la moindre création de poste en compensation. Cette situation, alors que les tâches confiées aux services du temps libre, de la jeunesse et des sports sont en net accroissement, est d'autant plus préjudiciable dans une région comme le Nord-Pas-de-Calais déjà notablement sous-administrée dans maints secteurs. Aussi, elle demande si des mesures sont envisagées à plus ou moins court terme pour remédier à cet état de fait.

Temps libre : ministère (structures administratives).

8386. — 18 janvier 1982. — **Mme Jacqueline Osselin** attire l'attention de **M. le ministre du temps libre** sur les transferts de personnel administratif effectués des services du temps libre à ceux de l'éducation nationale sans qu'il y ait eu jusqu'à présent la moindre création de poste en compensation. Cette situation, alors que les tâches confiées aux services du temps libre, de la jeunesse et des sports sont en net accroissement, est d'autant plus préjudiciable dans une région comme le Nord-Pas-de-Calais déjà notablement sous-administrée dans maints secteurs. Aussi, elle demande si des mesures sont envisagées à plus ou moins court terme pour remédier à cet état de fait.

Pharmacie (officines).

8387. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Pinard** demande à **M. le ministre de la santé** s'il ne juge pas opportun de proposer la modification des textes existants art. 2570 et 571 du code de la santé publique afin qu'à l'occasion des demandes d'ouverture ou de transfert des officines pharmaceutiques les collectivités locales concernées soient consultées.

Pharmacie (personnel d'officines).

8388. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Pinard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les difficultés que rencontrent les préparateurs en pharmacie pour recevoir une formation permanente qui apparaît cependant particulièrement nécessaire dans une profession en pleine mutation. En effet les personnels concernés travaillent rarement dans des officines groupant plus de dix salariés et de ce fait ne sont pas couverts par les textes en vigueur relatifs au financement et à l'organisation de la formation continue. Compte tenu de l'utilité indéniable d'un tel type de formation pour ces personnels il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de permettre aux préparateurs en pharmacie de bénéficier d'une véritable formation permanente.

Professions et activités médicales (médecine scolaire).

8389. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le rôle important et nécessaire des infirmières, assistantes de service social, secrétaires médico-sociales au sein du monde scolaire. Les personnels du service social et de santé scolaire souhaitent prendre leur place dans la construction d'une nouvelle politique de santé et d'action sociale spécialisée qu'ils ne peuvent réaliser que regroupés dans une mission éducative au ministère de l'éducation nationale. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour développer le service social et de santé dans le monde scolaire et pour associer les divers intervenants à la définition de cette nouvelle politique.

Elections et référendums (légalisation).

8390. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la nécessité de revoir les modalités d'impression prévues par le code électoral concernant en particulier les « déclarations » des candidats lors des différentes élections nationales ou locales. En effet, le décret n° 72-1251 du 29 décembre 1972 fixe des normes valables pour des rotatives typo 297 millimètres de haut par exemple, alors que les rotatives offset permettent seulement un format réduit à 285 millimètres. Lors des dernières élections, il semble que c'est ce dernier format qui a été utilisé par la plupart des candidats, de nombreuses imprimeries étant aujourd'hui équipées en offset. Il s'avère que, dans l'avenir, l'essentiel de la production écrite des candidats passera par du matériel offset. Il lui demande donc les mesures qu'il compte prendre pour éviter toute ambiguïté dans ce domaine et actualiser le code électoral en fonction des impératifs du procédé offset.

Décorations (Légion d'honneur et médaille militaire).

8391. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **M. le ministre des anciens combattants** sur les délais trop longs dans l'obtention pour les anciens combattants de la guerre 1914-1918 des médailles militaires et de la légion d'honneur que beaucoup d'entre eux méritent depuis longtemps. Le nombre des anciens combattants diminue considérablement et il y a une injustice évidente de voir des dossiers attendre des années alors que notre pays a une dette depuis plus de soixante ans envers ces soldats de la première génération du feu. Il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour accélérer les procédures d'obtention de ces distinctions et décorations envers ces anciens combattants de la guerre de 1914-1918 qui symbolisent cette volonté de résistance et de courage qui fait honneur à notre pays.

Edition, imprimerie et presse (emploi et activité).

8392. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur le nombre de plus en plus important de travaux d'imprimerie réalisés à l'étranger, que ce soit au niveau de la composition, de la photogravure ou de l'impression, par des éditeurs français et qui sont ensuite distribués et vendus dans notre pays. Cette part de travaux réalisée à l'étranger est un manque à gagner important pour les entreprises du secteur de l'imprimerie qui se débattent depuis des années dans de nombreuses difficultés. Il lui demande de lui fournir des données chiffrées sur l'importance de ce phénomène et de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la situation ainsi créée.

Consommation (information et protection des consommateurs).

8393. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **Mme le ministre de la consommation** sur la nécessité, pour les consommateurs, de participer aux grands choix de société et donc aux choix de politique alimentaire. Dans ce domaine les scientifiques n'ont pas de positions homogènes, certains considérant comme inéluctable la mise en œuvre d'un modèle d'alimentation pour l'an 2000, d'autres estimant qu'il n'y a pas à « fixer » les hypothèses sur l'évolution des besoins alimentaires de demain. Quoi qu'il en soit, les consommateurs doivent pouvoir participer aux choix concernant l'agro-alimentaire. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour associer les mouvements de consommateurs à la recherche dans ce domaine afin que ceux-ci ne soient pas comme trop souvent placés devant le fait accompli.

Postes et télécommunications (téléphone : Yvelines).

8394. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur le fait qu'il n'existe, dans le département des Yvelines qu'un seul centre de renseignements téléphoniques (C.R.T.) à Versailles. Un projet était prévu sur Mantes-la-Jolie d'un deuxième centre. Il a été abandonné suite aux directives d'austérité données pour le budget de 1981. Les abonnés de ce secteur sont actuellement mécontents et le personnel des P. T. T. en subit les conséquences. Ce projet peut être repris. Il permettra de décharger le C.R.T. de Versailles, de créer des emplois à Mantes-la-Jolie, de mieux servir les abonnés, de favoriser la diversification des tâches dans les deux C.R.T., de permettre au personnel de déterminer son service (mixte ou brigade) en fonction de ses besoins et possibilités. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour réactiver le projet d'un centre de renseignements téléphoniques tel qu'il a été conçu sur Mantes-la-Jolie.

Justice (tribunaux de grande instance : Yvelines).

8395. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Schreiner** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation toute particulière de la région ouest du département des Yvelines. Ce département a une population qui approche un million cinq cent mille personnes. Il n'existe qu'un seul tribunal de grande instance, celui de Versailles, qui est encombré de multiples affaires empêchant que la justice soit rendue dans des délais raisonnables. L'installation d'un tribunal de grande instance à Mantes-la-Jolie serait hautement souhaitable, car elle permettrait de rapprocher singulièrement la justice des justiciables et abrégerait les délais de déplacements qui sont fort longs. Il note que **M. le maire** et le conseil municipal de Mantes-la-Jolie ont respectivement saisi le ministre de la justice, les 11 et 27 juin 1981, pour que la création de ce tribunal soit mise à l'étude rapidement. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir faire effectuer une étude afin de connaître le nombre de procès relevant de cette instance et dont l'origine se situe dans l'arrondissement de Mantes et dans l'ouest et le sud-ouest du département des Yvelines, ainsi que sur les délais actuels pour rendre la justice. Il fait observer que des conditions matérielles favorables et opportunes permettraient la création rapide de la juridiction qu'il demande. C'est pourquoi il lui demande la création d'un tribunal de grande instance à Mantes-la-Jolie.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : mer et littoral).

8396. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, qu'il existe dans les départements d'outre-mer une zone littorale de 81,20 mètres de large, appelée zone des cinquante pas géométriques, relevant du domaine privé de l'Etat. Cette bande littorale, source de conflits et de spéculations, a fait l'objet de plusieurs décrets et circulaires (décret du 30 juin 1955, décret du 25 août 1979, circulaire ministérielle du 26 février 1974, etc.). S'il existe actuellement plus de 3 600 occupants sans titre de propriété sur cette zone et pour lesquels il faut trouver une solution juste, il est inadmissible que des sociétés immobilières puissent y réaliser des profits colossaux par le biais de lotissements résidentiels. Il lui demande de lui fournir une étude détaillée de l'occupation de cette zone de Pointe-à-Pitre à Moule en passant par Gosier, Sainte-Anne, Saint-François et de lui indiquer la procédure qui a conduit à la mise en place de la zone résidentielle du lagon, du lotissement de Belle-Allée et des autres occupations.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : mer et littoral).

8397. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre de la mer** qu'il existe dans les départements d'outre-mer une zone littorale de 81,20 mètres de large, appelée zone des cinquante pas géométriques, relevant du domaine privé de l'Etat. Cette bande littorale, source de conflits et de spéculations, a fait l'objet de plusieurs décrets et circulaires (décret du 30 juin 1955, décret du 25 août 1979, circulaire ministérielle du 26 février 1974, etc.). S'il existe actuellement plus de 3 600 occupants sans titre de propriété sur cette zone et pour lesquels il faut trouver une solution juste, il est inadmissible que des sociétés immobilières puissent y réaliser des profits colossaux par le biais de lotissements résidentiels. Il lui demande de lui fournir une étude détaillée de l'occupation de cette zone de Pointe-à-Pitre à Moule en passant par Gosier, Sainte-Anne, Saint-François et de lui indiquer la procédure qui a conduit à la mise en place de la zone résidentielle du lagon, du lotissement de Belle-Allée et des autres occupations.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : mer et littoral).

8398. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)**, qu'il existe dans les départements d'outre-mer une zone littorale de 81,20 mètres de large, appelée zone des cinquante pas géométriques, relevant du domaine privé de l'Etat. Cette bande littorale source de conflits et de spéculations a fait l'objet de plusieurs décrets et circulaires (décret du 30 juin 1955, décret du 25 août 1979, circulaire ministérielle du 26 février 1974, etc.). S'il existe actuellement plus de 3 600 occupants sans titre de propriété sur cette zone et pour lesquels il faut trouver une solution juste, il est inadmissible que des sociétés immobilières puissent y réaliser des profits colossaux par le biais de lotissements résidentiels. Il lui demande de lui fournir une étude détaillée de l'occupation de cette zone de Pointe-à-Pitre à Moule en passant par Gosier, Sainte-Anne, Saint-François et de lui indiquer la procédure qui a conduit à la mise en place de la zone résidentielle du lagon, du lotissement de Belle-Allée et des autres occupations.

Etangers (Haïtiens).

8399. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le Premier ministre** que, depuis près d'un quart de siècle, le peuple haïtien subit une terrible dictature. Des milliers de prisonniers politiques croupissent dans les geôles, sans jugement et souvent torturés. Par tous les moyens, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants tentent de fuir l'enfer de cette dictature. Et c'est le drame des *Boat People* dans la mer des Caraïbes. En raison des liens historiques qui unissent la France à Haïti et sachant que les citoyens français peuvent circuler librement en Haïti, il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder ce même droit de circulation aux Haïtiens sur le territoire de la France.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : enseignement).

8400. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les programmes et les livres en usage dans le département de la Guadeloupe au niveau de l'enseignement du français et des sciences humaines ne répondent pas à la réalité et n'ouvrent pas l'esprit sur la vie. Bien plus, leur contenu est fort aliénant et aboutit à la dépersonnalisation de l'enfant guadeloupéen qui devient un être artificiel. Il lui demande s'il n'envisage pas la création d'un centre pédagogique régional et la mise en place d'une structure de recherche et de réflexion chargée d'élaborer de nouveaux programmes répondant aux besoins des jeunes et de l'école nouvelle.

Emploi et activité (Guadeloupe : produits agricoles et alimentaires).

8401. — 18 janvier 1982. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)**, que pour sauver l'industrie sucrière en Guadeloupe et assurer le maintien en activité de l'usine de Beaufort, il a été signé, le 31 octobre 1981, un protocole d'accord prévoyant entre autre la mise en place d'une société d'économie mixte avant le 31 juillet 1982. Selon le calendrier retenu dans l'accord, le comité d'entreprise de Beaufort, le conseil général et les autres parties devaient se rencontrer au cours du mois de novembre 1981 pour préparer la constitution de la S. E. M. Or, à ce jour, rien n'a été décidé, malgré les interventions du comité d'entreprise et de certains conseillers généraux. Il le prie de l'informer des causes de ce retard et lui demande ce qu'il compte faire pour assurer le respect des termes du protocole d'accord.

Radioréception et télévision (programmes).

8402. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Henri Maujoui** du Gasset expose à **M. le ministre de la formation professionnelle** que l'information télévisée a présenté récemment un reportage sur l'artisanat particulièrement odieux, surtout en ce qui concerne la formation professionnelle. Ces professionnels sont d'autant plus légitimement indignés qu'en période de crise leurs entreprises continuent à créer des emplois. Il lui demande quelle est sa pensée sur cette question.

*Radiodiffusion et télévision
(chaînes de télévision et stations de radio).*

8403. — 18 janvier 1982. — **M. Emile Bizet** appelle l'attention de **M. le ministre de la communication** sur les suggestions figurant dans le rapport intitulé « Pour une réforme de l'audiovisuel », présenté par M. Pierre Moinot. Parmi les mesures préconisées en matière de télévision régionale, figure une nouvelle répartition des centres de production qui seraient au nombre de neuf. Dans cette perspective, la Basse-Normandie serait rattachée au centre de Rennes et la Haute-Normandie à celui de Paris. Il apparaît bien qu'un tel partage porterait un coup mortel à l'identité culturelle de la Normandie. Il lui demande de bien vouloir tenir compte lorsque les conclusions de ce rapport seront appelées à être utilisées pour l'élaboration d'un texte portant réforme de l'audiovisuel, les graves conséquences qu'aurait, pour l'unité de la Normandie, le démantèlement de la télévision régionale évoqué ci-dessus.

Assurances (assurance de la construction).

8404. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Inchauspé** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les réactions des artisans et des chefs de petites entreprises du bâtiment au sujet des décisions gouvernementales relatives à la réforme de l'assurance construction. Les intéressés sont conscients de l'utilité de la mise en place d'un organisme pour la prévention des désordres dans la construction, qui pourra également se consacrer à la promotion de la qualité dans ce secteur d'activité. Par contre, ils émettent des réserves sur l'instauration d'une police unique par chantier, alors que toutes les entreprises sont déjà obligatoirement couvertes par une assurance aux termes de la loi du 4 janvier 1978. Alors que cette mesure est motivée par une diminution attendue du coût de l'assurance, la juxtaposition de cette nouvelle police et de l'assurance déjà souscrite risque au contraire de majorer les frais. Il apparaît en effet peu réaliste d'envisager que les entreprises artisanales pourront remplacer leur police annuelle par une couverture appliquée à chaque chantier, ces entreprises réalisant couramment un grand nombre de chantiers de petite importance qui devront être déclarés auprès des différentes compagnies d'assurance imposées par les maîtres d'œuvre. D'ailleurs, les « particuliers » maîtres d'œuvre, non tenus de s'assurer en dommage-ouvrage, refuseront probablement une telle contrainte. Par ailleurs, si le passage à une gestion de l'assurance en capitalisation est une chose souhaitable, il paraît par contre inopportun que cette réforme soit liée à la perception d'une taxe parafiscale, laquelle conduira les entreprises artisanales, dont la plupart n'étaient pas assurées avant 1978 du fait qu'elles étaient leurs « propres assureurs », à devoir prendre en compte le passé des entreprises importantes — notamment celles qui ont maintenant disparu. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position au sujet des remarques exposées ci-dessus.

Assurance vieillesse : généralités (régime de rattachement).

8405. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Inchauspé** appelle l'attention de **M. le ministre de la solidarité nationale** sur la situation, au regard de leurs droits à la retraite, d'une certaine catégorie d'agents des tramways, autobus et trolleybus, licenciés de leurs emplois. Les personnels des transports urbains peuvent en effet relever de deux régimes de retraite différents : s'ils ont été embauchés postérieurement au 1^{er} octobre 1954, ils sont affiliés au régime général de la sécurité sociale et au régime de retraite complémentaire (C.A.R.C.E.P.T.); s'ils ont été embauchés antérieurement à cette date, ils restent obligatoirement affiliés à la caisse autonome mutuelle de retraites (C.A.M.R.). Lorsqu'ils sont licenciés, les agents appartenant à la première catégorie bénéficient des accords intervenus entre les organisations patronales et les syndicats, et la période pendant laquelle ils ont été sans emploi est, de ce fait, validée comme temps d'assurance. Par contre, les agents de la deuxième catégorie ne peuvent prétendre qu'à une pension calculée sur le seul temps effectif d'activité. Il lui demande si elle n'estime pas particulièrement opportun de faire cesser une telle discrimination qui lèse manifestement les agents embauchés avant le 1^{er} octobre 1954.

Arts et spectacles (musique).

8406. — 18 janvier 1982. — **M. Robert-André Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture** sur l'agrément des chorales par son ministère. Le budget dont dispose la commission nationale du chant choral ne lui permet d'agréer que trois ou quatre chorales par an, ce qui est insignifiant si l'on considère le nombre important des chorales de bon niveau qui postulent chaque année cet agrément. Il lui fait observer que de nombreux responsables de chorales conçoivent plus cet agrément comme une reconnaissance de qualité

que comme une aide financière. Il leur apparaît souhaitable que seul ce critère de qualité conditionne le nombre de chorales agréées annuellement et que la subvention ne vienne que de surcroît, cette dernière étant liée au budget dont dispose le ministère de la culture. Certes, cette aide financière est appréciable pour la plupart des chorales mais le label de qualité reconnu par le ministère l'est davantage encore puisqu'il offre des possibilités non négligeables de concerts emmenant d'organismes professionnels (festivals, centres culturels, etc.) qui sont autant de supports financiers indirects. Il lui fait, par ailleurs, observer qu'il serait intéressant de porter à la connaissance des candidats non retenus les critiques qui permettraient à la chorale et à son chef de porter leurs efforts sur les points faibles constatés par la commission. Il lui demande si, compte tenu des remarques qui précèdent, il envisage la réforme qui s'impose dans le processus d'agrément des chorales, lequel doit demeurer national.

Circulation routière (sécurité).

8407. — 18 janvier 1982. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, que de très nombreuses victimes d'accidents d'automobiles meurent, parce que, blessées sur des routes hors agglomération, elles ne peuvent recevoir des soins à temps. Jusqu'ici la délégation à la sécurité routière a estimé suffisant le système des bornes téléphoniques sur le réseau routier, mais pour certains services officiels, comme l'I.R.T. et de nombreuses associations d'automobilistes et compagnies d'assurances, il serait nécessaire de prévoir un système d'alerte et de localisation automatique pour les automobilistes en détresse. Le rapport de l'I.R.T. estime même qu'il serait possible d'épargner 774 vies humaines par an. Il existe actuellement plusieurs procédés permettant à l'automobiliste d'avoir dans sa voiture un système d'alerte individuel et de localisation automatique. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour vulgariser un tel dispositif.

Agriculture (plans de développement).

8408. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Marie Daillet** demande à **Mme le ministre de l'agriculture** pourquoi, en Basse-Normandie, les plans de développement paraissent réservés aux seules productions animales. Il existe cependant, en petit nombre, des unités qui méritent également d'être aidées, comme telle exploitation sur la production de cidre bouché, jus de pommes et calvados. Un plan de développement permettrait à l'agriculteur de financer de nouvelles plantations et d'agrandir ses installations de transformation.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

8409. — 18 janvier 1982. — **M. Francis Geng** fait observer à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une nouvelle augmentation du prix des carburants vient d'intervenir paradoxalement au moment où plusieurs pays producteurs annoncent une réduction du prix de vente du pétrole brut. Le pourcentage des taxes prélevées sur les carburants augmentent d'autre part lui aussi de 51 à 53,2 p. 100 dans le prix du litre de supercarburant. Il lui fait part de l'extrême irritation des automobilistes auxquels une nouvelle charge vient d'être infligée contrairement aux promesses faites par la majorité qui, lors des dernières élections législatives, assurait que l'Etat ne devait pas s'enrichir des hausses du brut par le biais de la fiscalité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cessent de telles pratiques et que soient répercutées dans le prix des carburants les baisses du pétrole brut comme cela vient d'être fait dans au moins deux pays européens limitrophes de la France et s'il ne pense pas que ces hausses incessantes ont des répercussions graves sur l'industrie automobile qui traverse déjà une période difficile.

Politique extérieure (Algérie).

8410. — 18 janvier 1982. — **M. Francis Geng** rappelle à **M. le ministre délégué, chargé de l'énergie**, que selon les informations fournies à l'issue du conseil des ministres le 2 décembre 1981, un accord a été conclu avec l'Algérie aboutissant à une curieuse fixation de prix du gaz que ce pays doit livrer à la France au cours des prochaines années. Selon certaines indications cet accord prévoirait en effet le versement à l'Algérie, en plus du prix payé par Gaz de France, d'une redevance destinée à alimenter un fonds d'investissement. Il lui fait remarquer que cette clause est contraire, à sa connaissance, à toutes les règles jusqu'ici observées dans les relations économiques internationales. S'il pense qu'il est bon et nécessaire qu'une aide soit apportée aux pays en voie de développement, cette aide doit être appropriée et ne pas perturber ni fausser les mécanismes fondamentaux des règles d'échanges commerciaux et des lois de l'offre et de la demande, donc du marché. Il lui fait également remarquer qu'elle constitue un précédent

dangereux dont pourraient se prévaloir tous les pays qui fournissent à la France des matières premières ou des produits énergétiques. Il lui demande, en conséquence, de lui faire savoir si ces informations sont exactes et, au cas où elles le seraient, de lui donner des précisions sur l'accord conclu avec l'Algérie et, en particulier, de lui indiquer quelle est la nature de cette redevance, comment elle sera financée et, au cas où elle serait à la charge du budget de l'Etat, donc du contribuable, sur quel chapitre budgétaire son montant serait imputé.

Emploi et activité (politique de l'emploi : Rhône).

8411. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Mayoud** fait part à **M. le Premier ministre** de la stupéfaction causée dans le Nord-Ouest du département du Rhône par l'information faisant état du déclassement hors des « zones primables » des cantons de Tarare, Amplepuis et Thizy. L'absence totale de concertation met les élus et la population devant le fait accompli. Il dénonce une mesure qui supprime le bénéfice des primes de développement régional à ces trois cantons alors qu'il réclamait au contraire depuis plusieurs années, l'extension du classement aux cantons de Saint-Laurent-de-Chamoussey et de Lamure-sur-Azergues. La région est, en effet, confrontée de longue date à la crise du textile : voilage à Tarare, confection à Amplepuis, fabrication de couvertures à Marnand, etc. L'emploi y a été durement touché et la disparition des aides à l'embauche et à l'investissement que sont les P.D.R. va mettre en cause la délicate reconversion en cours et les implantations d'industries nouvelles. Ainsi le classement en zones primables constitue le principal argument de promotion de la région dans la campagne nationale menée actuellement par la chambre de commerce et d'industrie de Tarare. Dans le même temps, le désenclavement routier marque le pas, en particulier la modernisation de la R.N. 7 entre Tarare et Roanne. Cette mesure brutale et hâtive est d'autant plus odieuse qu'elle ne peut relever que d'un calcul politique discriminatoire. Il lui demande : que la D.A.T.A.R. envoie un représentant auprès des élus et des responsables économiques et syndicaux. Il leur sera aisé de prouver le mal-fondé d'une initiative qui illustre à sa manière l'idée que se fait le Gouvernement de la décentralisation : de lui fournir une estimation sur la situation de l'emploi dans le Nord-Ouest du département du Rhône.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : successions et libéralités).

8412. — 18 janvier 1982. — **M. André Audinot** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, que la plupart des testaments contiennent des legs faits à des personnes diverses. Ils ont donc pour effet juridique de diviser la succession du testateur. Cependant, ces actes sont presque toujours enregistrés au droit fixe édicté par l'article 848 du code général des impôts, qui est rédigé en termes très généraux. C'est ainsi, par exemple, qu'un testament par lequel un testateur sans postérité ou n'ayant qu'un enfant a distribué sa fortune à ses héritiers conjoint, enfant unique, frères, neveux, etc., est désigné sous la dénomination du testament ordinaire et enregistré au droit fixe. Par contre, si le testateur laisse à sa mort plusieurs descendants directs, son testament est désigné sous la dénomination de testament-partage. Bien qu'aucune exception ne soit prévue par l'article 848 susvisé, le droit fixe est alors remplacé par un droit proportionnel beaucoup plus élevé. De toute évidence, cette disparité de traitement constitue une grave injustice. Il lui demande s'il est disposé à admettre que le coût de la formalité de l'enregistrement ne doit pas être considérablement augmenté quand les héritiers du testateur comprennent plusieurs enfants de ce dernier au lieu d'en comprendre un seul ou de ne pas en comprendre du tout.

Edition, imprimerie et presse (entreprises).

8413. — 18 janvier 1982. — **M. Gustave Ansart** fait part à **M. le ministre de l'industrie** de l'inquiétude du personnel du groupe Danel, concernant le rachat éventuel de cette entreprise par un groupe nord-américain. La Société L.P.F. Danel est le leader français de l'impression en continu des documents administratifs et commerciaux destinés au traitement informatique. Après une période de difficultés, la société mère a réalisé en 1980 un bénéfice net de 14 millions de francs. Elle est par ailleurs détenue par « Gaz et Eaux », filiale de l'I.D.I. La cession éventuelle à un groupe américain rendrait cette activité totalement dépendante de décisions étrangères car le groupe Moore est déjà fortement implanté en France. Il lui demande quelles recommandations il compte donner à l'I.D.I. pour qu'une solution française, garantissant l'avenir, soit trouvée pour cette entreprise en parfaite santé.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

8414. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Marie Alaize** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les conséquences découlant de l'application de l'article 15 de la loi d'orientation agricole de juillet 1980. Le paragraphe V de cet article 15 dispose que : « Bénéficiaire d'une exonération totale de cotisations à l'assurance maladie des exploitants agricoles (A.M.E.X.A.), les titulaires de la retraite vieillesse agricole et les titulaires de la retraite forfaitaire accordée en vertu de l'article 1122-1 du présent code, percevant l'allocation supplémentaire prévue au livre IX du code de la sécurité sociale, lorsqu'ils ont cessé toute activité professionnelle ou exploitent moins de trois hectares, sous réserve des coefficients d'équivalence prévus à l'article 138-4 du présent code. » En d'autres termes, sitôt qu'ils possèdent plus de trois hectares de terrain en surface corrigée, les titulaires du Fonds national de solidarité, réputés pourtant sans ressources suffisantes par leur simple éligibilité au secours de ce Fonds, se voient assujettir à des cotisations, lourdes pour eux et qui viennent amputer des ressources déjà très modiques. Et cela au motif qu'il faut les amener à abandonner leurs terres au profit de jeunes agriculteurs en recherche de sol d'installation. Or l'Ardèche, comme beaucoup d'autres départements ruraux de montagne et de petites exploitations familiales, se caractérise par le grand nombre de ces propriétés à la rentabilité insuffisante pour permettre, même par regroupement quand c'est possible, à un jeune de s'y installer et d'y vivre de sa seule activité agricole. Dès lors, l'assujettissement de vieux agriculteurs au paiement de cotisations sociales apparaît comme inefficace au plan de l'intention qui a présidé à l'inscription de l'article 15, et comme inutilement vexatoire pour des personnes enracinées, dont on devrait se réjouir qu'elles se maintiennent sur un sol le plus souvent ingrat.

En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas plus judicieux de supprimer cette cotisation, ou, au moins, d'en modifier sérieusement les bases. Et si, donc, elle compte y porter réforme, à l'occasion de la nouvelle proposition de loi d'orientation agricole en cours de discussion et de préparation.

Agriculture (structures agricoles).

8415. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Badet** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la recrudescence des ventes aux enchères de biens agricoles. Ce mode de vente a pour effet d'entraîner la spéculation foncière et l'insécurité du fermier et contribue à l'endettement des agriculteurs ou à leur élimination. Ces ventes critiquables deviennent franchement insupportables pour les agriculteurs lorsqu'elles ont lieu à l'initiative des domaines. Aussi, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour mettre fin à ces pratiques et favoriser la vente amiable aux S.A.F.E.R.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

8416. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Bardin** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le problème des agriculteurs qui, ayant travaillé pendant de longues années dans l'exploitation familiale, n'ont cotisé aux assurances sociales qu'à partir du 1^{er} juillet 1952. Ces travailleurs, âgés actuellement de soixante-cinq ans et plus, n'ont souvent cotisé que pendant une vingtaine d'années, et en conséquence ne perçoivent qu'une faible retraite. En conséquence, il lui demande de lui indiquer les mesures qui pourraient être prises afin d'assurer à ces anciens agriculteurs un revenu décent.

Enseignement secondaire (éducation spécialisée).

8417. — 18 janvier 1982. — **M. Claude Bartoloné** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la non-intégration officielle d'heures d'éducation physique dans l'emploi du temps des élèves de section d'éducation spécialisée. Compte tenu des problèmes personnels auxquels ces élèves sont souvent confrontés, des difficultés qu'ils rencontrent pour s'intégrer au système éducatif et des besoins de détente qui en découlent, l'éducation physique semblerait pourtant leur être nécessaire et contribuerait certainement à leur équilibre. La solution de secours actuellement retenue et qui consiste, dans quelques cas exceptionnels, à utiliser l'excédent d'heures d'éducation physique de l'établissement dont dépend la S.E.S., ne peut être satisfaisante. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Professions et activités médicales (médecine scolaire).

8418. — 18 janvier 1982. — **M. Philippe Bassinet** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la situation des personnels de service social et de santé scolaire. Ceux-ci dépendent actuellement de son ministère. Pourtant ils exercent leurs fonctions dans le

cadre scolaire. Ils aspirent également à s'intégrer toujours plus dans l'équipe éducative et à ce que leurs rôles soient enfin reconnus. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de proposer, en collaboration avec M. le ministre de l'éducation nationale, le rattachement de ces personnels au ministère de l'éducation nationale et quelles initiatives il compte prendre pour aller dans ce sens.

Professions et activités médicales (médecine scolaire).

8419. — 18 janvier 1982. — **M. Philippe Bassinet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des personnels du service social et de santé scolaire. Ceux-ci dépendent actuellement du ministère de la santé. Pourtant ils exercent leurs fonctions dans le cadre scolaire. Ils aspirent également à s'intégrer toujours plus dans l'équipe éducative et à ce que leurs rôles soient ainsi reconnus. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de proposer à M. le ministre de la santé le rattachement de ces personnels au ministère de l'éducation nationale et de prendre les mesures appropriées.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

8420. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Claude Bateux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés d'exercice rencontrées par les suppléants éventuels. Ces derniers, appelés à travailler dans de nombreuses localités parfois éloignées de leur domicile ne bénéficient d'aucune indemnité compensatoire de transport et de séjour, malgré un salaire peu élevé. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation qui présente un caractère d'urgence.

Verre (entreprises).

8421. — 18 janvier 1982. — **M. Umberto Battist** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation créée par la vente à un groupe étranger de la Société B.S.A. Verre plat. Lors de la réunion du comité central d'entreprise qui s'est tenue à Paris le 21 décembre, le directeur général de B.S.A., filiale de B.S.N. Gervais-Danone, a annoncé la vente de sa société à P.P.G. (Pittsburgh Plate Glass), premier producteur mondial de verre plat. Cette décision, qui fait suite à la vente par B.S.N. Gervais-Danone de ses unités allemandes de verre plat au groupe anglais Pilkington et de ses unités du Bénélux au groupe japonais Asahi (Mitsubishi), achève le démantèlement de ce qui était encore, il y a trois ans, l'un des tout premiers groupes verriers européens. Il lui demande quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à accepter cette cession ; quelles sont les garanties qu'il a obtenues en matière de maintien de l'emploi et des revenus dans les entreprises concernées ; quelles contreparties éventuelles le Gouvernement a-t-il obtenues de B.S.N. Gervais-Danone en matière de développement d'une politique industrielle française ; plus précisément, Boussais S.A. étant filiale de B.S.N. par Mécaniver, société de droit belge, le produit de la vente, versé en Belgique, sera-t-il utilisé pour des investissements en France.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

8422. — 18 janvier 1982. — **M. Guy Bèche** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur le problème posé à de nombreuses familles par les charges qu'elles ont à supporter lorsque leurs enfants désirent poursuivre des études supérieures : logement de l'étudiant et frais d'études élevés dans les grandes écoles. Le fait de travailler à deux fait parfois atteindre un plafond de ressources qui interdit les bourses et les chambres en cité universitaire ou attribuées par le C.R.O.U.S. Il lui demande s'il ne serait pas possible, pour ces familles, d'envisager de déduire sur la déclaration de revenus, tout ou partie des frais de logement et de scolarité de l'étudiant à la charge de ses parents.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

8423. — 18 janvier 1982. — **M. Guy Bèche** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur le problème posé par les tarifs S.N.C.F. appliqués aux étudiants. L'étudiant, en effet, ne bénéficie de tarifs réduits qu'en prenant une carte d'abonnement mensuel, intéressant pour des courtes distances, mais très onéreux lorsqu'il s'agit de longs trajets. Il lui demande s'il ne serait pas possible de permettre aux étudiants de bénéficier de demi-tarifs sur la ligne directe le reliant de son domicile à son école, sur des billets de simple aller-retour à la demande.

Justice (conseils de prud'hommes).

8424. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Bernard** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le délai exigé par les juridictions prud'homales pour le règlement des dossiers dont elles ont à traiter. Ce délai qui provient essentiellement de la surcharge de cas à examiner par les conseils de prud'hommes, n'est pas sans occasionner de graves difficultés aux salariés intéressés, si l'origine du conflit est d'ordre financier. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte adopter afin de remédier à cette situation.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (professions et activités paramédicales).

8425. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Bernard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la situation des élèves infirmiers. En effet, ceux-ci ne perçoivent qu'une indemnité très variable, en fonction de l'établissement hospitalier dans lequel se déroule leur stage. Pour une majorité d'entre eux, ils sont donc à la charge de leurs parents. D'autre part, le droit de réunion dans les locaux scolaires leur est refusé par certaines directions locales. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer d'une part s'il envisage de doter les élèves infirmiers d'un statut de travailleurs en formation, d'autre part s'il n'estime pas nécessaire d'attirer l'attention des directrices et directeurs d'école sur la liberté de réunion dont doivent bénéficier les élèves à l'intérieur des locaux scolaires.

Assurance maladie maternité (prestations).

8426. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Bernard** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le cas des personnes qui travaillent moins de 200 heures par trimestre et qui, de ce fait, ne peuvent bénéficier des indemnités journalières en cas de maladie, ni même du remboursement des frais médicaux. Cette situation aboutit à des injustices flagrantes auxquelles il conviendrait de remédier ne serait-ce que par l'action de prestations qui seraient accordées au prorata du nombre d'heures effectuées. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître son opinion sur ce sujet, qui concerne plusieurs milliers de personnes.

Assurance invalidité décès (capital décès).

8427. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Besson** demande à **Mme le ministre de la solidarité nationale** si, dans le cas du décès d'un artisan, le capital décès ne pourrait pas être versé aux héritiers en dernier recours. Ce problème s'est posé lors du décès d'un artisan célibataire qui n'avait aucun ayant droit cité dans la liste de référence et dont c'est le frère qui a fait face aux charges des obsèques et qui n'a pu prétendre au remboursement de ces frais.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (artisans : assurance veuvage).

8428. — 18 janvier 1982. — **M. Louis Besson** demande à **Mme le ministre de la solidarité nationale** quand est susceptible de paraître le décret qui permettra que soit possible l'attribution d'une allocation veuvage aux conjoints d'artisans âgés de moins de cinquante-cinq ans ayant eu un enfant et qui remplissent certaines conditions de ressources comme elle existe dans le régime des salariés.

Logement (accession à la propriété).

8429. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Michel Boucheron** appelle l'attention de **M. le ministre du logement et de l'urbanisme** sur les conséquences de la loi du 10 juillet 1965. Il note que la loi du 10 juillet 1965 relative aux possibilités d'acquisition d'I.L.M. locatifs impose deux conditions préalables : le logement doit avoir été construit depuis plus de dix ans, d'une part, et le locataire, candidat à l'acquisition, doit avoir joui du logement pendant plus de cinq ans, d'autre part. Il précise qu'il serait important de reviser la présente loi afin de raccourcir les délais d'acquisition pour les pavillons individuels. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Postes et télécommunications (courrier).

8430. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Brune** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur les tarifs postaux appliqués à la presse des associations. En effet, les tarifs en vigueur actuellement, constituent une charge financière particulièrement lourde pour les petites

associations et le caractère excessif de ces tarifs s'apparente pour certaines d'entre elles à une atteinte au droit de l'information. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre afin que les charges financières que représentent les tarifs postaux n'étouffent pas la liberté de cette presse.

Assurance vieillesse : généralités (colcul des pensions).

8431. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Brune** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la nature des périodes prises en considération en vue de l'ouverture du droit à la retraite. En effet, l'article L. 342 du code de la sécurité sociale, en visant expressément l'assuré social, exclut de manière tacite la validation des périodes au cours desquelles l'immatriculation a été différée pour cause de longue maladie, ou n'a pas été effectuée à une date où elle n'était pas encore obligatoire (cas des étudiants). En conséquence, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour que la condition d'immatriculation préalable à toute validation soit assouplie.

Assurance vieillesse : généralités (majorations des pensions).

8432. — 18 janvier 1982. — **M. Alain Brune** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les conditions d'octroi de majoration pour l'assistance d'une tierce personne. En effet, les demandes de tierce personne sont très souvent refusées, car les conditions d'octroi de majoration sont telles que la plupart des demandeurs ne peuvent les remplir. Contrairement à l'aide sociale, la réglementation actuelle ne permet pas de moduler cet octroi en fonction de l'état d'invalidité des demandeurs. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour modifier cette réglementation dont la rigidité rend son application inéquitable.

Formation professionnelle et promotion sociale (personnel).

8433. — 18 janvier 1982. — **M. Albert Chaubard**, appelle l'attention de **M. le ministre de la formation professionnelle** sur le problème de la formation et des diplômes des enseignants de langues vivantes par méthodes audiovisuelles exerçant actuellement la formation continue par ces méthodes.

Enseignement (personnel).

8434. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Hugues Colonna** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale**, sur le problème de la valorisation des services antérieurs à la titularisation d'un membre du personnel de l'éducation nationale. Actuellement, les services antérieurs à la titularisation ne peuvent être validés que sur demande. L'intéressé doit constituer deux dossiers : l'un, de validation pour la retraite ; l'autre, de validation pour le reclassement. Sa demande de validation pour la retraite peut être déposée à n'importe quel moment de la carrière, mais le montant des retenues rétroactives est minimisé si la demande est faite dans le délai de un an à compter de la date de réception de la titularisation (le montant des retenues étant calculé sur l'indice de l'échelon à la date de la demande). Ne pourrait-on pas, en même temps que son arrêté de titularisation, fournir à l'intéressé un imprimé l'invitant à fournir la nomenclature des établissements où il a exercé et ce, sans restriction d'âge. Il appartiendrait alors aux services ministériels de se mettre en rapport avec ses établissements qui fourniraient les données essentielles pour le reclassement et pour la retraite. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour simplifier, dans le sens indiqué ci-dessus, les démarches en question.

Assurance vieillesse : généralités (montant des pensions).

8435. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Derosier** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le fait que, compte tenu de la dévaluation du Franc français et de sa répercussion sur les taux de change, certains retraités frontaliers habitant à l'étranger ont vu leur pension de retraite diminuer et ont, de ce fait, perdu une partie de leur pouvoir d'achat. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin de compenser cette perte.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (collectivités locales : calcul des pensions).

8436. — 18 janvier 1982. — **M. Bernard Derosier** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la situation de certains agents des collectivités locales qui souhaitent prendre leur retraite. Ces agents se trouvent placés dans une situation particulière puisqu'ils sont obligés de travailler

jusqu'à l'âge de soixante ans alors que s'ils ont commencé à travailler dès dix-huit ans, leur retraite au taux plein est acquise dès cinquante-cinq ans et cinq mois. D'autre part, les agents qui sont entrés dans l'administration entre seize et dix-huit ans ne peuvent obtenir la validation des services avant la titularisation à partir de dix-huit ans. Il lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre pour permettre, à ceux qui le désirent, de partir à la retraite après trente-sept annuités et demie de travail.

Formation professionnelle et promotion sociale (personnel).

8437. — 18 janvier 1982. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la rémunération des enseignants qui interviennent dans les cours de promotion sociale (G.R.E.T.A.) dispensés dans les lycées. En effet, ces enseignants sont rémunérés en heures supplémentaires, et il lui demande s'il ne serait pas possible que ces heures soient intégrées dans la service public d'enseignement.

Assurance vieillesse : régime général (calcul des pensions).

8438. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Florian** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation des travailleurs manuels. La loi du 30 décembre 1975 les autorise à faire valoir leurs droits à la retraite dès l'âge de soixante ans. Mais, la définition très restrictive du terme « travailleur manuel » a pour conséquence d'écarter un grand nombre d'entre eux des avantages de cette disposition. Ainsi, un peintre en bâtiment, ayant travaillé quarante ans, pourrait se voir opposer un refus à sa demande de retraite si son entreprise ne cotise pas en « intempéries », car il ne serait pas, dans ce cas, considéré comme un travailleur manuel. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Educution : ministère (personnel).

8439. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Florian** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des conseillers pédagogiques adjoints aux inspecteurs départementaux de l'éducation nationale. En effet, leur indemnité pour sujétions spéciales, instituée par le décret n° 66-542 du 20 juillet 1966, est toujours au taux annuel de 1800 francs depuis 1971. D'autre part, leurs frais de déplacement ne tiennent pas compte des dépenses réellement engagées et l'indemnité kilométrique n'est pas systématiquement réévaluée en fonction de la variation des prix (produits pétroliers, assurances et réparations). En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation.

Postes et télécommunications (courrier).

8440. — 18 janvier 1982. — **M. Roland Florian** appelle l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la circulaire que reçoivent systématiquement les bénéficiaires d'un permis de construire, par laquelle l'administration des P.T.T. donne des consignes quant à l'équipement en boîtes aux lettres de leur future habitation. Celle-ci doit être conforme aux normes françaises NF D-27404 (pour installation intérieure) ou NF D-27405 (pour installation extérieure). La serrure de cette boîte devra appartenir à l'une des séries agréées par l'administration des P.T.T. Elle devra également être implantée en limite de propriété et en bordure de la voie ouverte à la circulation publique. Les dimensions intérieures minimales de cette boîte devront être de 260 x 260 x 340 millimètres. Cette recommandation ayant un caractère d'obligation, il lui demande s'il n'estime pas que cette mesure est contraignante pour les usagers tenus d'acquiescer cet équipement coûteux (350 francs minimum) chez des fabricants spécialisés et s'il ne serait pas souhaitable que cette astreinte figure dans les conditions d'obtention du permis de construire.

Assurances (assurance vie).

8441. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre Forgues** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les anomalies constatées dans le fonctionnement du système d'assurance vie dont bénéficient les titulaires d'un prêt H.L.M. à la construction frappés d'invalidité permanente. Il relève que le bénéficiaire de cette assurance est réservé aux invalides classés en troisième catégorie. Or, les invalides de deuxième catégorie, définitivement incapables d'assurer leur revenu par leur travail et réduits pour vivre à leur pension d'invalidité dont l'allocation de base est la même que celle des invalides de troisième catégorie, ne sont, pas plus que ces derniers, en mesure de faire face au remboursement de leur dette, ce qui risque de déclencher la procédure statutaire d'expul-

sion du logement, construit souvent au prix de lourds sacrifices. Il considère comme injuste et irrationnelle l'application d'une règle, fondée sur un critère purement médical, du reste fort rigoureux, alors que seul devrait être retenu le critère des ressources, et susceptible d'entraîner des conséquences humaines dramatiques. Il demande que soit recherchée, dans les meilleurs délais, la solution à la fois logique et équitable d'un problème qui affecte des catégories sociales particulièrement défavorisées et dignes d'intérêt.

Enseignement secondaire (centres de documentation et d'information).

8442. — 18 janvier 1982. — **Mme Martine Frachon** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des centres de documentation et d'information des établissements scolaires du second degré. Elle lui demande quelles mesures il entend prendre, et dans quels délais, pour la création des 3 520 C.D.I. encore nécessaires pour couvrir l'ensemble des besoins. Elle souhaiterait connaître si un statut des documentalistes bibliothécaires est envisagé, de même qu'une formation spécifique et permanente pour ce personnel.

Communes (personnel).

8443. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Gourmelon** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la situation des hommes divorcés ayant des enfants à leur charge et dont la candidature à un emploi communal ne peut être prise en considération du fait du dépassement de la limite d'âge. En conséquence, il lui demande si, dans un souci d'équité, il lui serait possible d'envisager d'étendre aux intéressés le bénéfice de la loi n° 79-569 du 7 juillet 1979 portant suppression des limites d'âge d'accès aux emplois publics pour certaines catégories de femmes.

Coiffure (coiffeurs).

8444. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Gourmelon** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur l'obligation qui est faite aux postulants désireux d'ouvrir un salon de coiffure de détenir un brevet mixte. C'est ainsi qu'un ouvrier titulaire du C.A.P. coiffure homme et ayant plusieurs années de pratique professionnelle ne peut, alors qu'il est victime d'un licenciement, espérer s'installer comme artisan. Il lui demande si, en de telles circonstances, la réglementation ne peut être assouplie.

Administration et régimes pénitentiaires (personnel).

8445. — 18 janvier 1982. — **M. Joseph Gourmelon** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation des moniteurs de sport de l'administration pénitentiaire. Cette fonction est actuellement assurée par des surveillants ayant subi avec succès le stage de formation sportive organisé par l'administration. Ces personnels, s'ils veulent avoir un déroulement de carrière normal, doivent renoncer à cette activité dont l'intérêt pour les détenus est évident. En conséquence, il lui demande si, dans le but d'assurer une continuité dans cette fonction et en marquer le caractère éducatif, il n'envisage pas de donner un statut particulier à cette catégorie de personnel.

Agriculture (structures agricoles).

8446. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Gouzes** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation des personnels des S.A.F.E.R. et plus particulièrement sur celui de la S.A.F.E.R. de la moyenne Garonne (S.O.G.A.F.) couvrant la zone de Tarn-et-Garonne et de Lot-et-Garonne. En effet cette S.A.F.E.R., qui est une société anonyme de droit privé, emploie une centaine de personnes et risque de se trouver, du fait même de l'inscription prévue dans les limites de la région, dans l'obligation de disparaître. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour reclasser ce personnel et pour lui permettre de continuer à assumer sa tâche sur les lieux mêmes où il travaille et habite aujourd'hui.

Recherche scientifique et technique (établissements).

8447. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Guyard** demande à **M. le ministre de la défense** quelles mesures il compte prendre pour permettre au centre d'essais en vol (Brétigny, Istres, Cazaux) d'assurer ses fonctions. Le C.E.V. compte 2 300 personnels civils dont 1 250 à Brétigny qui doivent actuellement effectuer quarante et une heures.

Faute de recrutement depuis près de dix ans, le plan de charge de ces personnels est déjà très lourd, et impose fréquemment des heures supplémentaires. La réduction à trente-neuf heures de la durée du travail hebdomadaire suppose plus de cent créations de poste supplémentaires, que ne prévoit semble-t-il pas le budget de 1982. Par ailleurs, la présence d'assez nombreux personnels de plus de cinquante-cinq ans permettrait la mise en œuvre d'un plan de dégageant des cadres créateurs d'emplois. Ces mesures ne préjugent pas du développement souhaitable de la force de travail du C.E.V. pour faire face aux tâches de recherche scientifique et de certification des nouveaux engins et matériels français.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

8448. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Guyard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des personnels techniques titulaires de l'enseignement supérieur. Ce corps d'environ 4 000 fonctionnaires est divisé en quatre catégories, et se trouve en extinction, au profit d'un corps de contractuels. Cette situation bloque toute possibilité de promotion, alors que de nombreux agents remplissent les conditions pour passer dans la catégorie supérieure. Ne pourrait-on organiser une promotion en cascade dans ce corps en substituant aux 200 créations de poste d'agents de service prévus au budget de 1982 l'équivalent budgétaire en postes de techniciens principaux et en autorisant, par modification des textes statutaires de 1959, la promotion d'agents de service à aides de laboratoire afin de retrouver en fin de chaîne les 200 postes d'agents de service.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

8449. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Guyard** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur l'absence de grille indiciaire de référence pour les praticiens des centres municipaux de santé (médecins généralistes ou spécialistes, chirurgiens-dentistes, kinésithérapeutes, etc.). Les comparaisons avec les médecins directeurs de bureau d'hygiène ou les praticiens hospitaliers ne peuvent à l'évidence fournir de bases utilisables. Par ailleurs, le Gouvernement s'est déclaré favorable au développement pluraliste des modes d'exercice de la médecine. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de créer un emploi communal pour chacune des différentes catégories de praticiens susceptibles d'exercer dans les centres de santé.

Communes (finances locales).

8450. — 18 janvier 1982. — **M. Jacques Guyard** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur l'absence de réévaluation depuis plusieurs années du coût maximum, actuellement de 1 000 francs, d'une acquisition pouvant être imputée sur le budget de fonctionnement d'une collectivité locale. Or, du fait de l'inflation, certaines acquisitions, bien que d'un coût unitaire supérieur à 1 000 francs, ne sauraient être considérées réellement comme de l'investissement; en outre, la fixation d'un plafond aussi bas crée des contraintes abusives pour le fonctionnement de certains équipements. Il lui demande s'il envisage de proposer une augmentation du montant maximum d'un achat pouvant être imputé sur le budget « Fonctionnement d'une commune ».

Handicapés (politique en faveur des handicapés).

8451. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Houteer** rappelle à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que, dans le cadre de l'année internationale des personnes handicapées, les associations s'intéressant à leurs problèmes ont, conformément au thème « pleine participation et égalité », établi des constats et émis des propositions. Il lui demande quelle suite elle entend réserver à celles qui lui paraissent déterminantes : revalorisation substantielle de l'allocation d'adulte handicapé en vue d'être alignée au niveau du S.M.I.C., cela afin d'assurer au handicapé une réelle autonomie économique; l'attribution de l'A.A.H. dès dix-huit ans; la réévaluation de l'allocation compensatrice pour permettre le financement d'un nombre d'heures suffisant de tierce personne; la possibilité d'intégration dans le monde du travail à la sortie des C.A.T. en tenant compte de la valeur au travail du handicapé et non suivant une réglementation autoritaire fixant un pourcentage du S.M.I.C. en rémunération.

Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel).

8452. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Houteer** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les difficultés parfois très graves des personnes handicapées au moment de la détermination de leur invalidité. Il lui demande de tout mettre

en œuvre pour : réduire les délais d'examen des dossiers soit à la Commission d'étude spéciale (C.D.E.S.), soit à la Cotorep, les handicapés sans ressources étant dans l'impossibilité de se suffire à eux-mêmes jusqu'au versement des allocations; promouvoir des « soutiens de vie » par la multiplicité de structures d'accueil temporaire, avec possibilité d'hébergement définitif lorsque le handicapé se retrouve seul.

Tourisme et loisirs (personnel).

8453. — 18 janvier 1982. — **M. Gérard Houteer** appelle l'attention de **Mme le ministre délégué, chargé de la jeunesse et des sports**, sur les revendications des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active : organismes de formation de cadres de centres de vacances et de loisirs, ils réclament des décisions politiques permettant un développement des actions en faveur des vacances des enfants et adolescents, des aides aux familles, organisateurs, formateurs. Mais leur revendication essentielle, qu'ils tentent de faire aboutir depuis de longues années, est la prise en charge des frais d'enseignement de leurs sessions de formation par l'Etat, ce qui permettrait de ne laisser à la charge des stagiaires que les frais d'hébergement et de déplacement. Or, la subvention nationale de fonctionnement aux associations et la prise en charge de la journée stagiaire pour les stages de formation animateurs n'augmenteraient que de 10 p. 100 en 1982. De ce fait, ils craignent de ne pouvoir atteindre leurs objectifs. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer si les C.E.M.E.A. peuvent espérer dans un proche avenir un relèvement de la subvention nationale et des prises en charge à la journée stagiaire bien au-delà des 10 p. 100 envisagés.

Enseignement (personnel).

8454. — 18 janvier 1982. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des instituteurs de l'enseignement public. L'intégration dans un nouveau corps devrait permettre de résoudre définitivement le problème des instituteurs de l'ex-plan de scolarisation de l'Algérie. Après les mesures de revalorisation obtenues, elle lui demande s'il est envisagé d'ouvrir une concertation avec les organisations syndicales représentatives pour permettre un règlement global du problème.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

8455. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Pierre Kuchelida** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur l'extension des mesures d'intégration dans le calcul de la retraite des indemnités de risque aux gendarmes. Des mesures récentes prévoient l'intégration dans le calcul de la retraite des personnels actifs de police de l'indemnité de sujétion spéciale de police. Aucune décision d'extension de cette intégration n'est prévue pour les gendarmes. Il convient, par souci de justice que ces mesures soient appliquées de droit aux personnels de la gendarmerie qui ont toujours été au service de la nation. En conséquence, il lui demande s'il est dans ses intentions de solliciter auprès de **M. le ministre du budget**, une extension de ces mesures d'intégration des indemnités de risque pour le personnel de gendarmerie.

Assurance maladie maternité (prestations en espèces).

8456. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Laborde** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la situation difficile des jeunes qui effectuent des stages pratiques en entreprise et qui ne perçoivent que des indemnités journalières très faibles lorsqu'ils sont obligés d'interrompre leur travail pour des raisons de santé. Il lui demande s'il ne serait pas possible de revaloriser ces indemnités pour que ces jeunes travailleurs puissent disposer de ressources plus décentes quand une maladie ou un accident les immobilise.

Calamités et catastrophes (pluies et inondations : Gironde).

8457. — 18 janvier 1982. — **M. Pierre Lagorce** appelle à nouveau l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les conséquences désastreuses de la tornade des 8 et 9 mai 1981, qui a sérieusement touché un certain nombre de communes de la région de La Réole-Langon. Maintenant que les récoltes sont rentrées, l'ampleur du sinistre peut être pleinement estimée. C'est ainsi, par exemple, que dans la commune de Casseuil, alors que le rendement moyen de vin à l'hectare a été de 41,41 hectolitres en 1978, 58,63 hectolitres en 1979, et 43 hectolitres en 1980, soit un rendement moyen pour

les trois années de 47,48 hectolitres à l'hectare, les déclarations de récolte pour 1981 font ressortir un rendement moyen officiel de 5,55 hectolitres seulement à l'hectare. Il lui demande quelles mesures exceptionnelles d'urgence elle entend prendre pour remédier à la situation dramatique dans laquelle se trouvent les nombreux agriculteurs sinistrés de cette région particulièrement éprouvée.

Circulation routière (sécurité).

8458. — 18 janvier 1982. — **M. Robert Malgras** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur l'urgence d'une campagne officielle de sensibilisation sur la sécurité routière. La France est l'un des pays où le nombre d'accidentés de la route par million d'habitants est le plus élevé. Une campagne de sensibilisation de l'opinion publique aurait le mérite de susciter une prise de conscience individuelle, mais aussi collective des méfaits du non-respect du code de la route. En conséquence, il lui demande si une telle campagne est envisagée prochainement et cela avant toute autre mesure nouvelle qui, pour être efficace, présenterait certainement des aspects draconiens.

Transports routiers (transports scolaires).

8459. — 18 janvier 1982. — **M. François Massot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des élèves internes des établissements d'enseignement secondaire, au regard du remboursement des frais de transport. En effet, en vertu d'une circulaire ministérielle du 3 août 1983, seuls les élèves qui se rendent journalièrement en classe (externes, demi-pensionnaires) peuvent prétendre au remboursement des frais de transport. Or, dans les départements et de l'éloignement des établissements d'enseignement, certaines familles sont contraintes de placer leurs enfants en internat, et donc de supporter en sus du prix de la pension, la charge des frais de transport. S'agissant le plus souvent de familles établies dans des zones défavorisées, il lui demande si la création d'une allocation forfaitaire spéciale, destinée dans des cas déterminés, à couvrir les frais de transport des élèves internes, pourrait être envisagée.

Impôt sur les sociétés (champ d'application).

8460. — 18 janvier 1982. — **M. Marcel Mocœur** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur le problème fiscal posé par l'Agence d'aménagement et de conseils aux collectivités locales du Limousin. Cette agence, créée en février 1981, a pour objet, dans le cadre des contrats de pays et de l'aide régionale consentie par l'E.P.R. du Limousin aux petites villes, d'apporter un conseil technique ou financier dans les domaines de l'aménagement et de l'urbanisme. Son statut est celui des associations, loi 1901, sans but lucratif, soumise à la T.V.A. réelle. Son financement est assuré par des crédits d'études provenant de l'Etat (direction de l'urbanisme et des paysages) et de la région. Elle est administrée conjointement par l'administration et les élus régionaux. L'agence étant soumise à la T.V.A., les services fiscaux considèrent que la trésorerie dégagée en fin d'année est un bénéfice, bénéfice passible d'impôt, comme pour les sociétés, au taux de 50 p. 100. Or, le montant des crédits d'études alloués à l'agence qui représente, en quelque sorte, son chiffre d'affaires, est entièrement réinvesti en frais de fonctionnement (salaire du personnel, déplacements, etc.). Cependant, ce réinvestissement ne s'effectue pas dans le cadre d'une année fiscale et pour une raison évidente. L'annualité du budget région-Etat implique que l'agence dispose d'une avance de trésorerie en fin d'année afin de palier le retard d'engagements de crédits de ses deux commanditaires pour l'année suivante. Il lui demande quelles mesures peuvent être prises pour exonérer ces agences de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Taxis (voitures de petite remise).

8461. — 18 janvier 1982. — **M. François Mortelette** demande à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, l'interprétation qu'il convient de donner aux dispositions spéciales applicables aux véhicules automobiles dits de « petite remise » (décret n° 75-225 du 2 mars 1975). Ces véhicules qui répondent aux normes exigées pour le transport de personnes, doivent être exonérés de la vignette auto. Par ailleurs, ces véhicules qui font usage de taxi dans nos communes rurales pourraient-ils bénéficier de la détaxation des carburants.

Assurance vieillesse : généralités (pointement des pensions).

8462. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le désir quasi unanime des retraités de percevoir leur pension vieillesse chaque mois. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour que le paiement mensuel des pensions vieillesse soit rapidement mis en œuvre.

Logement (amélioration de l'habitat).

8463. — 18 janvier 1982. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre de l'urbanisme et du logement** sur l'amélioration du logement des personnes âgées dans le cadre de la politique de réhabilitation de l'habitat ancien. La politique de réhabilitation mise en place est certainement nécessaire et permettra de faire évoluer dans un sens positif des quartiers ou des ensembles de villages qui sont en cours de dégradation et risquent d'être bientôt irrécupérables. Cependant, cette politique qui risque de favoriser le réinvestissement de certains quartiers par des ménages moyens ou relativement aisés peut aussi accroître l'écart entre les conditions de logement des personnes âgées les plus modestes par rapport au reste de la population. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre parallèlement à la politique d'amélioration de l'habitat menée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat pour mettre en place des actions permettant, par des interventions limitées, de remédier à l'inconfort des logements des personnes les plus démunies, en particulier les personnes âgées.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

8464. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Perrier** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur la discrimination qui frappe certains fonctionnaires en matière de décompte des services effectués ouvrant droit à la retraite dont l'exemple peut être tiré de la situation de certains professeurs d'enseignement général de collège. En effet, pour les fonctionnaires de la catégorie A, la retraite ne peut être octroyée avant soixante ans, cinquante-cinq ans pour la catégorie B. Mais le code des pensions civiles (art. L. 24, alinéa 1) précise que les fonctionnaires de la catégorie A qui ont effectué au moins quinze ans de services actifs, comme instituteurs par exemple, peuvent prendre leur retraite à cinquante-cinq ans si à cet âge, ils appartiennent au corps d'une autre catégorie, ce qui est précisément le cas des P. E. G. C. enseignants issus de la catégorie B. érigés en nouveau corps de la catégorie A par le décret n° 69-493 du 30 mai 1969. Or, ni les années de service militaire ni les années passées en tant que remplaçant ne peuvent être prises en compte comme services actifs, ce qui pénalise doublement les P. E. G. C. non normaliens, qui se sont acquittés de leurs obligations militaires. Aussi, partant de cet exemple, que l'on peut retrouver dans d'autres corps de la fonction publique, il lui demande s'il n'entend pas remédier à cette situation qui apparaît comme une injustice et qui permettrait par ailleurs, de libérer un certain nombre d'emplois.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

8465. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Perrier** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la discrimination qui frappe certains professeurs d'enseignements général de collège, en matière de décompte des services effectués ouvrant droit à la retraite. En effet, pour les fonctionnaires de la catégorie A, la retraite ne peut être octroyée avant soixante ans, cinquante-cinq ans pour la catégorie B. Mais le code des pensions civiles (art. L. 24, alinéa 1) précise que les fonctionnaires de la catégorie A qui ont effectué au moins quinze ans de services actifs, comme instituteurs par exemple, peuvent prendre leur retraite à cinquante-cinq ans, si à cet âge ils appartiennent au corps d'une autre catégorie, ce qui est précisément le cas des P. E. G. C., enseignants issus de la catégorie B. érigés en nouveau corps de la catégorie A par le décret n° 69-493 du 30 mai 1969. Or, les années effectuées en tant qu'instituteur remplaçant, quatre ans jusqu'en 1961, trois ans par la suite, ne peuvent être prises en compte comme services actifs, ce qui pénalise les P. E. G. C. non normaliens. Il lui demande s'il n'entend pas remédier à cette situation qui apparaît comme une injustice et égaliser pour ce corps la prise en compte de toutes les années d'enseignement.

Accidents du travail et maladies professionnelles (champ d'application de la garantie).

8466. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Peuziat** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la circulaire n° 2 du 4 août 1981 relative à l'exercice du droit de grève dans les établissements visés par l'article L. 792 du code de la santé publique. La circulaire

indique : « Dans ces conditions, aucune retenue de salaire ne peut être opposable aux agents hospitaliers participant à un mouvement revendicatif, y compris à caractère gréviste ». Ainsi, dans l'exercice de son droit de grève, l'agent peut être appelé à quitter son service, voire l'établissement. En conséquence, il lui demande de préciser quelle est la responsabilité encourue par l'établissement en cas d'accident ou d'incident qui surviendrait à un de ses agents absent du service d'affectation pour motif de débrayage.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

8467. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Peuziat** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la circulaire n° 2 du 4 août 1981 relative à l'exercice du droit de grève dans les établissements visés par l'article L. 792 du code de la santé publique. Dans cette circulaire, le service minimum est défini comme « devant assurer la sécurité et les soins indispensables aux pensionnaires et aux hospitalisés ». Il lui demande de préciser si cette définition du service minimum apporte une restriction par rapport à la précédente définition contenue dans la circulaire du 26 mai 1967 qui faisait état de la sécurité physique des personnes, de la continuité des soins et des services hôteliers et de la conservation des installations et du matériel.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

8468. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Peuziat** attire l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la circulaire n° 1 du 4 août 1981 relative aux relations de travail et à l'exercice des droits syndicaux. Cette circulaire précise : « Dans les administrations hospitalières comprenant plusieurs établissements distincts, les dispenses de service définies ci-dessus sont attribuées pour chacun de ces établissements compte tenu de l'effectif existant dans chacun d'eux ». La notion « d'établissement distinct » pose des problèmes d'interprétation. En conséquence, il lui demande de préciser si, par « établissement distinct », il faut considérer qu'il s'agit d'établissement annexe ayant à sa tête un agent de corps des personnels de direction dans le sens défini par le décret n° 69-662 du 13 juin 1969.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (pensions des veuves et des orphelins).

8469. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Jack Queyranne** attire l'attention de **M. le ministre des anciens combattants** sur l'article 43-T-II, chapitre I^{er} du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Ce texte permet aux veuves de blessés de guerre, pensionnés à plus de 85 p. 100 de percevoir une pension de réversion quelle que soit la cause du décès du « de cujus ». Or, la rédaction de cet article est telle que les femmes blessées lors de la guerre de 1939-1945 et pensionnées à ce titre ne peuvent transmettre à leur conjoint survivant le même droit. Cette inégalité de traitement ne se justifie pas dans la mesure où le handicap physique du blessé de guerre ou de la blessée a hypothéqué de la même manière la vie du foyer. Elle est en outre choquante puisqu'elle revient à estimer différemment une blessure de guerre suivant qu'elle a été subie par un homme ou une femme. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rendre justice à cette catégorie de citoyennes dont l'âge nécessiterait d'intervenir rapidement.

Sociétés civiles et commerciales (personnel de direction).

8470. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Jack Queyranne** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur l'article 93 de la loi du 24 juillet 1966 autorisant un salarié à exercer un mandat social dès lors qu'il a une ancienneté de deux ans dans la société considérée et reconnaissant en cas de fusion l'antériorité du contrat de travail de l'intéressé. Il résulte de ce texte qu'un salarié ayant acquis deux ans d'ancienneté dans une société d'un groupe avant d'être muté dans une seconde société ne peut prétendre à une nomination de directeur général ou d'administrateur avant l'expiration d'un nouveau délai de deux ans, sauf à devoir renoncer à toute affiliation aux Assedic, c'est-à-dire à sa qualité de salarié. Or, au regard du droit du travail et en application de l'article L. 122-12, les modifications survenant dans la situation juridique d'une entreprise, laissent subsister les contrats en cours quelle que soit la transformation structurelle intervenue. Il lui demande par conséquent s'il n'y aurait pas lieu d'aligner sur ce point précis le droit des sociétés et la législation sociale.

Taxe sur la valeur ajoutée (taxe).

8471. — 18 janvier 1982. — **M. Jean-Jack Querry** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la conséquence de la nouvelle interprétation de l'article 279-B du code général des impôts, instruction 3 C.2.81 du 15 juin 1981 concernant le taux réduit de T. V. A. pour les prestations relatives à la fourniture et à l'évacuation de l'eau. Cette disposition entraîne une augmentation du coût de l'entretien des réseaux d'eau qui incombe au copropriétaire ou au locataire et elle risque de mettre certaines entreprises de services en difficulté en réduisant les marchés possibles de 10 p. 100 puisqu'ils sont plafonnés. Il lui demande si, compte tenu des augmentations importantes des charges locatives non maîtrisables, cette interprétation ne peut être revue dans un sens plus favorable au consommateur et au locataire de loyer social.

Publicité (réglementation).

8472. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Quilès** appelle l'attention de **Mme le ministre de la consommation** sur un exemple de gaspillage : les prospectus publicitaires. On assiste en effet depuis plusieurs années au développement de la distribution de publicités dans les boîtes aux lettres des particuliers. Il lui demande de quelle façon elle envisage de remédier à cette situation.

Professions et activités sociales (assistantes maternelles).

8473. — 18 janvier 1982. — **M. Paul Quilès** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la situation des assistantes maternelles employées dans les crèches familiales à statut public. Les conditions de rémunération et de couverture sociale de ce personnel paraissent en effet insuffisantes : faiblesse des indemnités (228,63 francs par mois par enfant, 4,78 francs par jour en cas de maladie, 10,95 francs par jour en cas de maternité), niveau très bas de la pension vieillesse (un an de travail donne lieu à un seul trimestre de cotisations par enfant), aucune indemnité en cas de maladie ou d'hospitalisation de l'enfant gardé. Il lui demande ce qu'elle entend faire pour remédier à cette situation.

Sécurité sociale (cotisations).

8474. — 18 janvier 1982. — **M. Armande Renault** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la difficulté qu'entraîne, pour de petites entreprises, la réglementation en matière de règlement des frais de restauration des salariés par l'employeur. Ne sont pas intégrés dans les rémunérations les sommes versées directement aux restaurateurs par l'employeur en règlement des repas servis au personnel et pris en charge totalement. Ces avantages en « nature » modifient l'assiette de calcul des cotisations de sécurité sociale. Si cette somme est par contre versée à l'employé, elle est intégrée dans sa rémunération, car considérée comme un avantage en espèce, dont il aurait la libre disposition. Le règlement direct des repas aux restaurateurs n'est pas toujours envisageable, notamment dans le cas d'équipes travaillant sur des chantiers mobiles, ce qui pénalise certaines entreprises en élargissant, artificiellement, l'assiette de leurs cotisations sociales. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable de remédier, dans toute la mesure du possible, à cette situation.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

8475. — 18 janvier 1982. — **M. Jean Rigai** expose à **M. le ministre de la défense** la différence de situation entre les gendarmes et les policiers dépendant du ministère de l'intérieur, en matière de prime de sujétion spéciale. L'intégration à la solde de base accordée aux policiers semblerait pouvoir également l'être pour les gendarmes et leur permettre ainsi de pouvoir bénéficier d'une retraite supérieure. Il lui demande de lui exposer les mesures qu'il compte prendre pour accorder cette revendication qui va dans le sens de la politique sociale souhaitée par le gouvernement.

Banques et établissements financiers (épargne-logement).

8476. — 13 janvier 1982. — **M. Michel Sapin** appelle l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur les nouvelles conditions d'attribution des prêts d'épargne-logement définies dans le *Bulletin officiel* des P.T.T. 302 SF 56. Lora de la phase ultime du prêt, la limite d'endettement de l'emprunteur tient désormais compte des charges de remboursement des autres prêts sollicités. Cette innovation touche

les personnes qui, de bonne foi, viennent de souscrire un plan, croyant bénéficier des conditions de prêts initiales et moins restrictives. Alors que la relance de l'industrie du bâtiment et la promotion de l'accession à la propriété constituent deux axes importants de la politique gouvernementale, une telle mesure risque d'entraver certaines initiatives des contractants d'un plan épargne-logement. En conséquence, il lui demande si des mesures transitoires sont ou seront prévues en faveur des personnes qui sont encore dans la phase épargne de leur plan et seraient astreintes au nouveau régime lors de la phase prêts.

Déchets et produits de la réglementation (huiles).

8477. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Sapin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation des ramasseurs agréés d'huiles usagées. Malgré la publication du décret n° 79-981 le 23 novembre 1979, la réglementation, notamment l'établissement d'un système de ramassage au niveau national, ne semble pas appliquée. Ce retard apparaît doublement dommageable, au titre de la lutte pour l'emploi et au titre de la défense de l'environnement. Il lui demande si des mesures nouvelles sont envisagées pour rendre effective la réglementation sur le ramassage des huiles usagées.

Déchets et produits de la récupération (huiles).

8478. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Sapin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement** sur la situation des ramasseurs agréés d'huiles usagées. Malgré la publication du décret n° 79-981 le 23 novembre 1979, la réglementation, notamment l'établissement d'un système de ramassage au niveau national, ne semble pas appliquée. Ce retard apparaît doublement dommageable, au titre de la lutte pour l'emploi et au titre de la défense de l'environnement. Il lui demande si des mesures nouvelles sont envisagées pour rendre effective la réglementation sur le ramassage des huiles usagées.

Professions et activités paramédicales (laboratoires d'analyses de biologie médicale).

8479. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Sapin** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la situation des pharmaciens biologistes qui, en vertu du décret n° 80-987 du 3 décembre 1980, n'ont plus la possibilité d'effectuer des prélèvements vaginaux en vue du dépistage cytologique du cancer du col de l'utérus. Prêlevement bactériologiques et prélèvements cytologiques étant deux opérations indissociables, il lui demande s'il ne lui paraît pas judicieux de revenir à la réglementation précédente autorisant l'opération conjointe.

Professions et activités médicales (sages-femmes).

8480. — 18 janvier 1982. — **M. Michel Sapin** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé** sur les difficultés rencontrées par les sages-femmes. Elles souhaiteraient que soit modifiée en leur faveur leur représentation au conseil de l'ordre et réaffirmé leur statut médical à compétence limitée.

Police privée (entreprises).

8481. — 18 janvier 1982. — **M. Georges Sarre** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les sociétés de surveillance après les tragiques événements survenus récemment à Paris, au Forum des Halles, condamnant les agissements scandaleux de vigiles employés par une société de gardiennage. Dans une société de droit, la protection des biens et des personnes, les missions de prévention, de surveillance et plus largement de sécurité relèvent de la police. C'est une question de principe. Or, il y a la règle et la réalité des faits. Malgré les efforts accomplis par votre Gouvernement et cela dans des délais très courts, la police ne semble pas en mesure de se substituer aux nombreuses sociétés de gardiennage dans l'accomplissement de tâches précises fixées par des particuliers, des banques ou des entrepreneurs. Dans l'attente d'une solution plus conforme à une bonne organisation des pouvoirs, il lui demande qu'une réglementation claire soit arrêtée et qu'elle définisse les conditions du recrutement des personnels et le fonctionnement de ces sociétés. Devant le vide juridique actuel, il propose que toute société de gardiennage sollicite une autorisation préfectorale avant d'exercer toute activité. Il en va de la démocratie.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

AGRICULTURE

Produits agricoles et alimentaires (sucre : Alsace).

178. — 13 juillet 1981. — **M. André Durr** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le problème de l'insuffisance de quota de production sucre attribué à la région Alsace. L'attribution supplémentaire de 2500 tonnes envisagée par le précédent gouvernement ne répondait de loin pas au besoin des professionnels. Ces derniers estiment qu'une solution permettant aux unités de faible dimension et géographiquement excentrées de se développer davantage devrait être retenue afin de leur permettre de subsister. La répartition envisagée précédemment peut apparaître contestable car elle prévoyait dans la première catégorie des bénéficiaires des suppléments de quotas très importants pour des usines disposant déjà de droit de production considérablement supérieurs aux petites unités. En conséquence, il lui demande s'il ne lui apparaîtrait pas plus juste de réserver dans les 30 000 tonnes disponibles en provenance des D.O.M., aux usines excentrées de faible capacité, une quote-part plus élevée que celle envisagée jusqu'à présent qui n'était que de 10 000 tonnes.

Réponse. — Le règlement « sucre » n° 1785 81 du 30 juin 1981 a prévu le gel des quotas de base des entreprises sucrières; toutefois, la France a la possibilité d'affecter aux sucreries de la métropole une fraction des quotas inutilisés dans les D.O.M. représentant 30 000 tonnes. Celles-ci doivent faire l'objet d'une répartition entre ces usines. Le faible tonnage dont on pouvait ainsi disposer a exclu, *a priori*, une attribution à l'ensemble des usines qui aurait abouti à un éparpillement rendant l'opération économiquement peu valable. Les critères retenus pour l'attribution de ces quotas ont été notamment de deux ordres : le dynamisme des entreprises apprécié au vu de l'augmentation de leur production au cours des cinq dernières campagnes; la situation spécifique des usines excentrées telle que la sucrerie d'Erstein dont il était opportun d'accroître les quotas de base afin de maintenir la culture betteravière locale. Je crois avoir ainsi répondu à l'intérêt général de l'industrie sucrière tout en comprenant bien que la faiblesse des tonnages attribués ne peut répondre pleinement à tous les vœux.

Produits agricoles et alimentaires (céréales).

877. — 3 août 1981. — **M. Vincent Ansquer** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les difficultés rencontrées par les entreprises du négoce des grains, du fait notamment de l'augmentation des tonnages collectés; de l'encadrement du crédit; de l'augmentation considérable des taux bancaires; de l'impact en matière de coût financier créé par la distorsion entre les taux pratiqués par le crédit agricole et les autres banques. Les professionnels concernés, qui sont soucieux du respect des règles du paiement comptant des produits livrés par les producteurs, sont inquiets, alors que, dans le même temps, subsistent les différenciations de taux pratiqués par le crédit agricole et les autres banques. Il est certain que, si cette situation devait se prolonger, toute rentabilité serait supprimée et les entreprises verraient leur existence menacée. Le négoce des grains, engrais et produits agricoles a les mêmes obligations que les coopératives à l'égard de ses clients, et ceux-ci restent très attachés au libre choix de leurs produits collecteurs de céréales et distributeurs d'engrais. Il en est de même pour les autres produits venant de la culture: oléagineux, paille et fourrage, légumes secs, etc. Par ailleurs, la taxe professionnelle pèse d'un poids particulièrement élevé sur la trésorerie des entreprises. Il lui demande en conséquence de bien vouloir, en liaison avec les autres ministres intéressés, prendre en considération les problèmes auxquels ce secteur de l'activité agricole est confronté et promouvoir les mesures destinées à leur apporter une solution.

Réponse. — Les entreprises de négoce des grains s'estiment en effet désavantagées par rapport aux coopératives, du fait notamment de la différence des taux d'intérêts pratiqués par le Crédit agricole pour le financement du stockage de céréales et de la différence de traitement existant en matière de taxe professionnelle. L'on doit tout d'abord remarquer qu'il ne peut être reproché à une institution d'essence mutualiste d'offrir à ses sociétaires des conditions de prêt plus favorables que celles qu'elle consent aux usagers, elles-mêmes étant plus avantageuses que les conditions ordinaires du marché. Par ailleurs les coopératives, sur l'activité desquelles pèsent certains handicaps résultant notamment de la primauté qu'y revêtent statutairement les intérêts des agriculteurs sociétaires, sont moins bien armées pour la commercialisation que les entreprises du négoce dont l'activité ne connaît pas de telles

entraves. L'écart entre les taux pratiqués par le Crédit agricole à l'égard de ces deux catégories d'emprunteurs, qui est actuellement de 1,5 point ne paraît donc pas excéder les limites d'une concurrence normale. Quant aux difficultés imputées à l'encadrement du crédit, elles sont certes regrettables mais résultent de l'inévitable impératif de la politique économique d'ensemble visant à maîtriser la croissance de la masse monétaire pour lutter contre l'inflation. Les pouvoirs publics sont donc contraints de fixer pour l'ensemble des établissements de crédit une limite à la progression de leurs encours. S'agissant de la taxe professionnelle, les coopératives bénéficient d'une réduction de moitié de leurs bases d'imposition pour tenir compte, comme en matière d'impôt sur les sociétés, de leur situation et de leur statut particulier. Leur activité constitue, en effet, dans une large mesure, un prolongement de l'activité de leurs adhérents qui sont eux-mêmes exonérés de taxe professionnelle. En outre, comme il est indiqué ci-dessus, leurs conditions de fonctionnement ainsi que leurs obligations vis-à-vis de leurs adhérents ne permettent pas de les assimiler purement et simplement au secteur privé proprement dit. Le législateur a d'ailleurs récemment confirmé le régime particulier des coopératives agricoles en matière de taxe professionnelle. L'article 16 de la loi du 10 janvier 1980 a maintenu, en effet, la réduction de moitié des bases de la taxe professionnelle dans l'hypothèse où elle serait, à l'avenir, assise sur la valeur ajoutée.

Calamités et catastrophes (pluies et inondations : Gironde).

1107. — 3 août 1981. — **M. Pierre Lagorce** expose à **Mme le ministre de l'agriculture** que les 8 et 9 mai dernier, une tornade d'une violence inouïe — « un orage multicellulaire » selon les techniciens de la météorologie — ravageait sept cantons du Sud et du Sud-Est de la Gironde provoquant des dégâts considérables évalués jusque-là à 90 millions de francs. Soixante-dix communes étaient déclarées sinistrées, dont plusieurs à plus de 100 p. cent, puisque les cultures pérennes, vignes et arbres fruitiers, étaient rendues improductives pour au moins deux années. La solidarité départementale ainsi que la solidarité régionale ont aussitôt joué, et des crédits exceptionnels ont été dérogés par le conseil général de la Gironde et la commission permanente du conseil régional d'Aquitaine pour apporter une première aide d'urgence aux sinistrés. Mais les agriculteurs concernés, appuyés par leurs élus et par les représentants de l'administration, demandent instamment que joue aussi en leur faveur, et de façon la plus urgente étant donné la saison, la solidarité nationale. Celle-ci pourrait notamment s'exercer de la façon suivante: 1° prise en charge par l'Etat des cotisations sociales dues au titre de l'année 1981, et ceci au prorata des dommages subis; 2° prise en charge des annuités échues ou à échoir en 1981 selon les mêmes règles du prorata; 3° exonération d'impôt au titre de l'exercice 1981; 4° octroi d'une aide complémentaire pour ceux qui ont tout perdu; 5° bénéfice des aides attribuées aux chômeurs pour les ouvriers permanents et temporaires des exploitations agricoles et des coopératives; 6° indemnisation pour les dégâts aux bâtiments d'exploitation, en particulier aux serres, châssis et tunnels d'hiver, ainsi qu'aux infrastructures de l'environnement agricole; 7° prise de dispositions particulières pour les fermiers qui ne pourront pas honorer leurs engagements de fermage; 8° enfin, abrogation des dispositions réglementaires sur les calamités datant de 1979 et mise en place d'un véritable fonds de garantie. Il lui demande si elle ne pourrait pas se pencher prioritairement sur ce qui peut être considéré comme une calamité de caractère national de façon à faire bénéficier les agriculteurs si cruellement éprouvés, et principalement les jeunes déjà très endettés, d'une aide spécifique de l'Etat en cette circonstance exceptionnelle.

Réponse. — La grêle constitue un risque assurable et, dans ces conditions, le fonds national de garantie contre les calamités agricoles ne peut intervenir pour l'indemnisation des agriculteurs qui en sont victimes. Ceux-ci sont indemnisés par les organismes d'assurances dans les conditions prévues par leur contrat. Toutefois, les pertes de fonds (dégâts aux sols, fonds arrachés, etc.) peuvent faire l'objet d'une indemnisation du fonds de garantie. Il en est de même pour les pertes de production, susceptibles d'apparaître au cours des années à venir, du fait des meurtrissures causées aux plantations par la grêle. Ces catégories de dommages n'entrent pas, en effet, dans le champ des risques assurables. Les exploitants concernés pourront toutefois solliciter l'octroi des prêts spéciaux « calamités » du Crédit agricole et des dégrèvements fiscaux prévus par les articles 64 et 1398 du code général des impôts. Les conditions dans lesquelles les cotisations des exploitants agricoles doivent être payées étant d'ordre public, il n'est pas possible d'y déroger en autorisant une prise en charge partielle ou totale par l'Etat des cotisations des exploitants girondins, alors même que la solidarité nationale s'exerce déjà pleinement à l'égard des agriculteurs de ce département. Il est rappelé, en effet, que les cotisations demandées en 1981 ne financeront les prestations servies aux intéressés qu'à concurrence de 12,87 p. 100, contre 17 p. 100 en moyenne nationale, et, donc, que la collectivité nationale a dû fournir un effort très important dans ce département. Dans ces conditions,

Il ne paraît pas possible d'aller au-delà, d'autant que la solution des difficultés rencontrées en 1981 par les exploitants girondins à la suite des intempéries ressort davantage de l'octroi d'aides économiques appropriées que de l'utilisation du régime de protection sociale des intéressés à une fin qui, en tout état de cause, ne paraît pas tout à fait conforme à sa vocation propre. Il est cependant précisé que des instructions seront données à la caisse de mutualité sociale agricole pour qu'elle accueille favorablement les demandes de remise des majorations de retard, appliquées aux cotisations versées hors délais, lorsqu'elles seront formulées par des agriculteurs sinistrés. L'octroi des allocations de chômage partiel intervient aux termes d'une procédure à caractère départemental définie par l'article 5351-18 du code du travail. La décision de principe appartient au préfet sur proposition du directeur départemental du travail et de l'emploi. Ces allocations ne peuvent être versées qu'en cas d'intempéries exceptionnelles revêtant le caractère d'un sinistre et sont attribuées dans la limite de contingents annuels d'heures indemnisables fixés par arrêté ministériel. Eventuellement, les salariés peuvent également percevoir des indemnités conventionnelles de chômage partiel. Le souhait de modification de la réglementation relative au régime de garantie contre les calamités agricoles rejoint un certain nombre de préoccupations du Gouvernement en matière d'amélioration de la protection des agriculteurs contre les calamités. Toutefois, les modifications qu'il suppose, notamment dans le domaine du financement, nécessitent une étude approfondie et une large consultation.

Mutualité sociale agricole (prestations familiales).

1495. — 10 août 1981. — **M. Jean Foyer** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la distorsion créée entre les producteurs qui effectuent eux-mêmes le stockage, le conditionnement et la commercialisation, d'une part, et ceux qui confient ces opérations à des coopératives ou à des S.I.C.A., d'autre part, au regard des règles de cotisation aux allocations familiales. Alors que les premiers supportent seulement une cotisation calculée sur le revenu cadastral de leur exploitation, les seconds, soumis à cette cotisation, alors que par hypothèse, ils emploient un personnel moins nombreux, supportent en outre indirectement les cotisations, assises sur les salaires, que doit la coopérative ou la S.I.C.A. à raison des effectifs qu'elle emploie. La distorsion est particulièrement importante dans le secteur des fruits et légumes, gros employeurs de main-d'œuvre. Elle se traduit par des frais supplémentaires au kilo pour la coopérative, nuit par conséquent à sa compétitivité et elle est propre à détourner de la coopération si nécessaire cependant. Des palliatifs existent dans certains départements sous la forme d'abattements partiels accordés par la caisse départementale de M.S.A. Ils sont tout à fait insuffisants. Il lui demande si le Gouvernement ne pourrait pas appliquer aux coopératives et aux S. I. C. A. les règles d'assiette appliquées aux producteurs indépendants.

Mutualité sociale agricole (prestations familiales).

1866. — 10 août 1981. — **M. Lucien Dutard** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la pénalisation que représente, pour les associés coopérateurs des coopératives de stockage, de conditionnement et de vente de fruits et légumes, le mode de calcul des cotisations d'allocations familiales par rapport aux producteurs indépendants et aux sociétés civiles agricoles. En effet, le producteur expéditeur ou la société civile agricole, qui dispose de frigos et de chaînes de conditionnement, produit, récolte, stocke, conditionne et vend son produit. Il emploie du personnel pour lequel il paie des charges d'allocations familiales proportionnelles au revenu cadastral de l'exploitation, quel que soit le nombre de personnel employé. Par contre, les plus petits producteurs, regroupés au sein d'une coopérative pour pouvoir stocker, conditionner et vendre leurs produits, paient au niveau de leurs exploitations des charges d'allocations familiales proportionnelles à leur revenu cadastral et au niveau de leur coopérative ; ils paient en plus des charges d'allocations familiales proportionnelles aux salaires versés à leurs employés au sein de la coopérative. De ce fait, les producteurs regroupés en coopérative se voient obligés de payer 8 à 9 p. 100 de charges sociales supplémentaires que ne supportent pas les gros agriculteurs qui stockent, conditionnent et vendent eux-mêmes leur production. Il s'ensuit donc des distorsions importantes dont sont victimes les petits coopérateurs qui peuvent être amenés à supporter des coûts supplémentaires qui, pour l'emballage d'un kilo de pommes par exemple, peuvent aller jusqu'à 20 p. 100. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas indispensable de rétablir l'égalité de concurrence entre les agriculteurs indépendants, les sociétés civiles agricoles et les agriculteurs regroupés au sein de leur coopérative en supprimant pour ces derniers le paiement des charges d'allocations familiales à la coopérative, ces charges étant déjà payées par chaque adhérent sur son exploitation proportionnellement à son revenu cadastral.

Mutualité sociale agricole (prestations familiales).

1957. — 31 août 1981. — **M. Emile Jourdan** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le handicap que représente pour les producteurs de fruits et légumes groupés en coopérative la double cotisation « allocations familiales » payée par les associés coopérateurs. Cette distorsion augmente de 8 à 9 p. 100 les charges sociales des coopérateurs ce qui contrarie les efforts d'organisation des producteurs. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour abroger les dispositions créant cette différence avec les producteurs non coopérateurs.

Prestations familiales (cotisations).

2137. — 7 septembre 1981. — **M. Christian Leurisergues** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur une injustice qui semble exister entre les producteurs indépendants et les producteurs rassemblés dans le cadre d'une coopérative ou d'une S.I.C.A., dans le secteur des fruits et légumes. Il s'agit du paiement des charges relatives aux allocations familiales. Les producteurs indépendants, qui effectuent eux-mêmes les opérations de stockage, de conditionnement et de commercialisation, paient ces charges en fonction du revenu cadastral, quel que soit le nombre de salariés employés pour ces travaux. Les producteurs affiliés à une coopérative paient les mêmes charges en fonction du revenu cadastral et doivent cotiser une seconde fois dans le cadre de la coopérative qui emploie des salariés. En conséquence, pour deux exploitations équivalentes, deux producteurs paieront des charges différentes pour les allocations familiales et ce au détriment de l'exploitant coopérateur. Il lui demande quelles mesures pourraient être envisagées afin de remédier à cette situation.

Prestations familiales (cotisations).

2595. — 21 septembre 1981. — **M. Jean-Michel Baylet** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le problème de la double cotisation « allocations familiales » payée par les associés coopérateurs. En effet, un coopérateur paie, d'une part, les cotisations d'allocations familiales qui concernent sa propre exploitation et qui sont proportionnelles au revenu cadastral, et d'autre part, les cotisations d'allocations familiales proportionnelles aux salaires versés afférentes à sa coopérative soit un surcroît de 8 à 9 p. 100 de charges supplémentaires pour un exploitant coopérateur. Or les coopératives, notamment de fruits et légumes, qui emploient un grand nombre de salariés dans des régions qui n'offrent pas toujours d'autres emplois, sont ainsi pénalisées, bien que, annuellement et de façon aléatoire, elles parviennent parfois à négocier avec les caisses départementales de mutualité sociale agricole. Il lui demande donc quelles mesures définitives elle entend prendre pour favoriser le rôle d'employeur des coopératives.

Mutualité sociale agricole (prestations familiales).

3653. — 12 octobre 1981. — **M. Edmond Alphandery** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur l'injustice que constitue le mode de calcul des cotisations d'allocations familiales des exploitants agricoles pour les petits producteurs de fruits et légumes. L'assiette de ces cotisations repose en effet sur le revenu cadastral et ne tient pas compte du nombre de salariés employés sur l'exploitation. A revenu cadastral égal, le petit exploitant, qui doit s'associer à une coopérative pour écouler ses produits, acquitte la même cotisation d'allocations familiales au titre de son activité d'exploitant agricole que le producteur indépendant, bien qu'il emploie moins de salariés que ce dernier, et il sera en outre assujéti à une cotisation proportionnelle aux salaires versés par la coopérative. Il lui demande quelles sont les solutions envisagées pour mettre fin à une réglementation qui suscite un sentiment d'injustice chez les exploitants coopérateurs contrairement aux objectifs de la loi d'orientation du 4 juillet 1980.

Mutualité sociale agricole (prestations familiales).

3774. — 19 octobre 1981. — **M. Régis Perbet** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le mode de calcul des cotisations d'allocations familiales versées par les exploitants agricoles, qui pénalise injustement les petits exploitants associés au sein d'une coopérative. Les cotisations afférentes à l'exploitation agricole, assises sur le revenu cadastral, ne tiennent en effet pas compte des salaires distribués, ce qui avantage le producteur indépendant, qui, avec un nombre supérieur de salariés, prend en charge le cycle complet de la production, alors qu'à revenu cadastral égal, l'exploitant membre d'une coopérative devra acquitter la même cotisation au titre de son exploitation, doublée d'une cotisation proportionnelle aux salaires versés par la coopérative. En lui signalant cet obstacle au développement du secteur coopératif

agricole, pourtant mis au rang des objectifs essentiels de la politique agricole dans la loi d'orientation du 4 juillet 1980, il lui demande quelles sont les solutions envisagées par ses services dans le cadre de la réforme du financement de la sécurité sociale.

Mutualité sociale agricole (prestations familiales).

4653. — 2 novembre 1981. — **M. Pierre Godefroy** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation des coopératives agricoles, principalement celles du secteur des fruits et légumes, en ce qui concerne les modalités de leur assujettissement au paiement des cotisations d'allocations familiales. Il doit être noté que deux producteurs travaillant sur des exploitations identiques, pratiquant les mêmes cultures de fruits et de légumes, avec le même revenu cadastral, ont des charges sociales très différentes, selon qu'ils restent indépendants ou s'associent avec d'autres dans une entreprise coopérative (ou S.I.C.A.). Le coopérateur, souvent petit ou moyen exploitant, n'a pas un tonnage suffisant ni la capacité financière pour commercialiser seul ses produits. C'est pourquoi il se groupe avec d'autres pour stocker, conditionner et vendre sa production. Les charges sociales qu'il doit acquitter sont représentées : au niveau de son exploitation, par le paiement de cotisations de sécurité sociale proportionnellement aux salaires versés et de cotisations d'allocations familiales proportionnellement au revenu cadastral de l'exploitation (donc identiques aux cotisations du producteur indépendant, alors qu'il emploie moins de personnel) ; au niveau de la coopérative, et pour sa part de personnel y travaillant, par le paiement de cotisations de sécurité sociale proportionnellement aux salaires versés et de cotisations d'allocations familiales également proportionnellement aux salaires versés. C'est donc à un double paiement de ces allocations familiales que le coopérateur est soumis par rapport à l'exploitant indépendant. Les abattements partiels obtenus auprès de certaines caisses départementales de mutualité sociale agricole ne représentent que des palliatifs qui sont de plus en plus aléatoires et susceptibles d'être remis en cause. C'est pourquoi il lui demande que des dispositions soient prises afin que soient supprimées les distorsions existantes, qui alourdissent les charges des coopératives et se répercutent sur les prix de leurs produits.

Mutualité sociale agricole (prestations familiales).

4726. — 2 novembre 1981. — **M. Jean-Claude Cassaing** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la discrimination qui semble exister entre les producteurs indépendants et les producteurs rassemblés dans le cadre d'une coopérative ou S.I.C.A. dans le secteur des fruits et légumes ; cette discrimination concerne le paiement des charges sociales relatives aux allocations familiales. Les producteurs indépendants qui effectuent eux-mêmes les opérations de stockage, de conditionnement et de commercialisation paient les charges en fonction du revenu cadastral quel que soit le nombre de salariés employés pour ces travaux. Les producteurs adhérents à une coopérative, souvent petits et moyens exploitants, n'ayant donc ni la capacité financière ni le tonnage suffisant pour effectuer eux-mêmes ces opérations, paient les mêmes charges basées sur le revenu cadastral, mais également une seconde cotisation dans le cadre de la coopérative qui emploie des salariés. Cette situation crée une injustice de fait au détriment du petit producteur coopérateur. Il lui demande quelles sont les mesures qui pourraient être envisagées afin de remédier à cette situation.

Réponse. — Le problème posé par les cotisations dues au titre des prestations familiales dans le régime agricole est d'une grande complexité. En effet, les exploitants agricoles paient une cotisation unique pour eux-mêmes et leurs salariés en fonction du revenu cadastral de leur exploitation qu'ils aient ou non des salariés. Les coopératives pour leur part, acquittent une cotisation pour les prestations familiales fondée sur l'assiette des salaires versés. Les exploitants agricoles qui commercialisent leur production par l'intermédiaire d'une coopérative ne peuvent toutefois pas considérer qu'ils sont doublement taxés car il convient de remarquer que l'exploitant qui assure lui-même la commercialisation de sa production supporte des charges nettement plus fortes que l'exploitant qui en confie la commercialisation à une coopérative. On doit donc considérer que celle-ci apporte une plus-value, notamment par l'action de ses salariés, et il est logique que cette valeur ajoutée fasse l'objet d'un prélèvement social. Dans ces conditions, il n'apparaît pas que le régime des cotisations de prestations familiales agricoles soit un facteur significatif de distorsion de concurrence. Il n'en reste pas moins que certaines coopératives connaissent des difficultés, notamment dans le secteur des fruits et légumes ; ceci a conduit à admettre dans certains cas des exonérations, qui sont réexaminées, chaque année, en fonction de la situation du secteur considéré. Dans le cadre de l'action que le Gouvernement compte entreprendre pour favoriser le développement de la coopération, l'ensemble des problèmes devra être examiné dans la perspective d'une meilleure organisation des producteurs liés à une plus juste appréciation des conditions de la concurrence.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

1752. — 24 août 1981. — **M. Pierre Weisenhorn** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** que plusieurs dispositions législatives récentes ou imminentes modifient le régime de protection sociale applicable aux exploitants agricoles qui exercent, par ailleurs, une autre activité professionnelle salariée ou non salariée. La loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 les oblige, en principe, à payer une cotisation supplémentaire de 11,85 p. 100 de leurs revenus professionnels de non-salariés, en plus de leur cotisation A.S.E.X.A., sans prestation en retour. Ces nouvelles mesures risquent de pousser, tôt ou tard, les exploitants agricoles exerçant une activité compensatoire à choisir l'activité commerciale comme activité principale, au détriment du maintien de l'agriculture de montagne, qui n'est plus viable. Cela signifie le retour en friche des pâturages et la fin de la politique agricole de la montagne. Outre les problèmes humains qu'entraîne l'exode rural, se posent ceux de l'entretien d'un espace ouvert et vert dans le massif vosgien. Cet espace est primordial pour le maintien d'une présence humaine et la continuité de l'activité agricole et touristique dans les Hautes Vosges. Plusieurs textes d'orientation recommandant la mise en œuvre d'activités de compensation pour assurer le maintien de l'agriculture de montagne. Le schéma d'orientation et d'aménagement du massif vosgien et surtout la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 recommandent l'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires aux situations particulières de la montagne et des zones défavorisées. « Cette politique aura notamment pour objet l'encouragement des productions agricoles de qualité, la compensation des handicaps naturels et la recherche de la complémentarité entre l'agriculture et les autres activités économiques, qui s'exprime en particulier par la pluriactivité. » Il apparaît, en conséquence, particulièrement souhaitable de définir un régime de protection sociale agricole particulier pour les double-actifs agrotouristiques de la montagne tout en assurant la parité entre les agriculteurs et les autres catégories sociales. En vue de garantir le maintien de l'activité agricole dans les fonds de vallées et les zones sommitales, qui est actuellement assuré principalement par des pluriactifs (tourisme et artisanat), **M. Pierre Weisenhorn** demande donc à **Mme le ministre de l'agriculture** de bien vouloir envisager la mise en œuvre des mesures suivantes : l'activité principale d'un pluriactif agrotouristique de montagne est toujours reconnue comme agricole, dès lors qu'il exploite au moins la surface minimum d'installation et que le cadre juridique de son activité compensatoire est familial ; l'activité accessoire se cumule à l'activité principale pour ne dépendre que du régime de protection sociale agricole. Les cotisations sociales qui seraient dues au titre d'une activité commerciale ou artisanale par le pluriactif agrotouristique de montagne seraient versées au régime agricole, avec le droit aux prestations en retour, et calculées sur une assiette qui pourrait être déterminée dans le cadre des modalités d'application des dispositions du décret n° 80-927 du 24 novembre 1980. Il sera exigé qu'un minimum de l'équivalent d'au moins un U.T.H. soit employé à temps complet sur l'exploitation agricole.

Sécurité sociale (cotisations).

2335. — 14 septembre 1981. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les difficultés rencontrées dans l'application des textes législatifs en vigueur concernant l'assujettissement des « double-actifs » au paiement des cotisations sociales. Il lui signale notamment le cas d'un exploitant agricole d'une zone de montagne de sa circonscription, exerçant partiellement des activités artisanales en milieu rural et donc inscrit normalement à la chambre des métiers. Inscrit régulièrement dès l'origine à la caisse de la mutualité sociale agricole, il se voit aujourd'hui réclamer son adhésion à la caisse autonome de prévoyance artisanale du Rhône et de régions limitrophes dans des conditions financières évidemment beaucoup plus lourdes. Reconnaissant qu'il est difficile de peser exactement et de comparer l'importance de chacune de ces activités et donc de déterminer le « régime social » qui doit l'emporter sur l'autre, il lui demande s'il n'est pas possible d'établir des critères nettement définis pour éviter ces litiges et incertitudes préjudiciables aux intéressés et même, dans les cas douteux, maintenir le bénéfice de la situation antérieurement acquise.

Réponse. — Le Gouvernement est conscient que le maintien de la pluriactivité est un facteur essentiel au développement de la vitalité économique de certaines régions, notamment rurales, et qu'elle constitue une source de revenus souvent indispensables à de nombreux agriculteurs. Au cours des dernières années, plusieurs mesures ponctuelles prises par le ministère de l'agriculture ont permis d'étendre le bénéfice d'un certain nombre de primes ou d'aides aux agriculteurs à titre secondaire, notamment en zone de montagne. Ces dispositions devront faire l'objet, cependant, d'une approche économique et fiscale plus globale en liaison avec l'ensemble des départements ministériels intéressés. En ce qui concerne plus spécialement la législation sociale applicable aux pluriactifs, il est vrai que la constitution progressive des régimes de pro-

tection sociale fondée sur des bases professionnelles créée parfois une situation complexe peu favorable à l'exercice simultané de plusieurs professions, notamment au regard de la détermination de l'activité principale et des cotisations dues, sous certaines conditions, à chacun des régimes sociaux dont relèvent les diverses activités. L'ensemble de ces questions fait l'objet d'études de la part du Gouvernement.

Fleurs, graines et arbres (emploi et activité).

1965. — 31 août 1981. — **M. Henri Bayard** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation des entreprises horticoles du département de la Loire qui représentent plus de 300 horticulteurs, pépiniéristes et paysagistes travaillant sur plus de 250 hectares. Les conditions climatiques de ce département constituent des handicaps supplémentaires aux difficultés générales de cette profession, et qui tiennent en partie aux augmentations de charges et aux problèmes du marché où la concurrence étrangère est vive. Depuis quelques semaines plusieurs entreprises ont dû déposer leur bilan et d'autres risquent d'y être contraintes avant la fin de l'année. Devant la gravité de cette situation, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour mettre en place un plan de sauvegarde et de développement d'une activité qui tient une grande place dans l'économie de la région et sur le plan national.

Fleurs, graines et arbres (emploi et activité).

1019. — 11 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** s'étonne auprès de **Mme le ministre de l'agriculture** de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 1965 du 31 août 1981 relative à la situation des horticulteurs, pépiniéristes et paysagistes du département de la Loire. Il lui en renouvelle donc les termes.

Fleurs, graines et arbres (emploi et activité).

3307. — 5 octobre 1981. — **M. Jean Giovannelli** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les applications du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979. La gravité de la situation des entreprises horticoles de l'Ouest de la France nécessite un examen rapide et attentif, compte tenu de la dégradation de leur trésorerie qui conduirait trente-six d'entre elles à « déposer leur bilan » si rien n'était fait. L'accord d'une dérogation exceptionnelle au décret n° 79-981 permettrait à ces entreprises d'utiliser l'huile usagée comme combustible et un gain notable d'économie d'énergie. En conséquence il lui demande d'intervenir pour éviter une situation dont les retombées seraient néfastes pour l'économie régionale.

Fleurs, graines et arbres (emploi et activité).

6045. — 30 novembre 1981. — **M. Edmond Alphandery** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la nécessité d'agir rapidement en faveur d'un certain nombre d'entreprises horticoles qui vivent une période particulièrement difficile qui a conduit certaines à déposer leur bilan. Lorsqu'on sait que ces activités sont concentrées dans quelques départements comme le Maine-et-Loire et qu'elles sont traditionnellement créatrices de nombreux emplois, la crise actuelle a des répercussions très graves dans certaines régions. C'est pourquoi, il lui demande de lui préciser quelles mesures elle envisage de prendre, tant au point de vue de la fiscalité que des aides financières et de trésorerie, pour permettre à cet important secteur agricole de surmonter les difficultés qu'il connaît.

Fleurs, graines et arbres (emploi et activité).

6046. — 30 novembre 1981. — **M. Edmond Alphandery** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** les difficultés que connaît actuellement le secteur de l'horticulture. En Maine-et-Loire, qui est un des départements où l'horticulture est traditionnellement une activité importante, plusieurs entreprises viennent de déposer leur bilan. Il est essentiel que les pouvoirs publics définissent une politique cohérente en faveur de ce secteur. Il lui demande si elle fait siennes les conclusions du rapport Dhinnin et quelles mesures globales elle entend promouvoir pour enrayer le mouvement actuel.

Réponse. — Il est vrai que le secteur de l'horticulture, et plus particulièrement les pépinières, connaît depuis quelques années un développement accéléré. Cette croissance était sous-tendue par une augmentation notable et soutenue de la demande. Depuis deux ans on constate cependant une cassure dans le développement de la consommation; de ce fait, de nombreuses entreprises qui avaient escompté une poursuite de la croissance pour amortir leur programme d'investissement rencontrent de graves difficultés et se trouvent condamnées, soit à sous-employer leur outil de production, soit à perturber la tenue du marché du fait d'une production excédentaire. Pour permettre aux horticulteurs de mieux affronter l'avenir, un certain nombre de mesures ont déjà été prises: il s'agit, en

premier lieu, d'améliorer l'organisation technique et économique de la filière; par l'attribution de primes d'orientation agricole pour le stockage, le conditionnement des produits horticoles et l'amélioration de la mise en marché dans le cadre d'un programme spécifique approuvé à Bruxelles; par l'adaptation des critères de reconnaissance des groupements de producteurs aux réalités horticoles; par un programme d'aide à la modernisation des serres légumières et horticoles doté de 100 millions de francs en 1981, porté à 140 millions de francs en 1982, soit 240 millions pour les deux années. D'ailleurs, en accord avec le ministère des finances, il a été demandé au F. O. R. M. A. de constituer une commission horticole où seraient définis, en concertation avec la profession, les objectifs prioritaires et les moyens à mettre en œuvre pour relancer la production de ce secteur. En outre, un groupe de travail administration-profession étudie les mesures d'accompagnement qui permettront d'obtenir que la facturation obligatoire à compter du 1^{er} janvier 1982 devienne un élément favorable pour l'organisation du marché; il s'agit, en deuxième lieu, de régulariser les importations et d'aménager la politique communautaire grâce au renforcement du contrôle qualitatif des importations, à la poursuite de la procédure de contentieux à l'égard des Pays-Bas, pour que ce pays modifie ses tarifs énergétiques, et à la présentation au conseil d'un projet de règlement communautaire sur les conditions de déclenchement de la clause de sauvegarde; en troisième lieu, des mesures d'accompagnement sont aussi prévues: dans le domaine foncier, pour favoriser l'accès à la terre des exploitants horticoles; dans le domaine social et fiscal, afin d'éliminer certaines distorsions; en matière de formation; enfin pour le développement de la recherche. Dans ce dernier domaine, une liaison institutionnelle et permanente est assurée entre l'Institut national de la recherche agronomique, l'I.N.R.A., et l'Institut technique interprofessionnel de l'horticulture, l'I.T.I.H.; d'autres organismes de recherche y seront associés, et des conventions d'expérimentation sont établies pour favoriser l'adaptation régionale des techniques. Ces mesures devraient permettre à l'horticulture, secteur à valeur ajoutée élevée et créateur d'emplois, de reconquérir le marché intérieur dans des conditions d'économie satisfaisantes. En ce qui concerne les entreprises horticoles en difficultés, elles bénéficieront des mesures prévues pour le soutien des exploitations agricoles. Des solutions sont aussi étudiées pour permettre aux grosses entreprises spécialisées qui assurent un emploi important de poursuivre leur activité.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Guadeloupe: produits agricoles et alimentaires).*

2348. — 14 septembre 1981. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** que la dernière récolte sucrière de la Guadeloupe fut catastrophique. La production de sucre est tombée à 60 000 tonnes alors que près de 150 000 tonnes de cannes n'ont pas été coupées. La réforme foncière mise en place, loin de relancer la production cannière, a précipité sa chute. De plus, la direction de la S. A. U. B. Société anonyme des usines de Beauport néglige manifestement la remise en état de l'usine, ce qui compromet gravement son fonctionnement pour la prochaine campagne sucrière. Il lui demande ce qu'elle compte faire pour réparer cette situation et rendre l'usine fonctionnelle.

Réponse. — Un protocole d'accord signé au début de l'année 1981 entre l'Etat et les entreprises sucrières de la Guadeloupe dans le cadre du programme de restructuration de l'industrie sucrière prévoyait le maintien en activité de trois usines, la Société anonyme des usines de Beauport (S. A. U. B.), la Société sucrière de la Grande-Terre (S. O. S. U. G. A. T.) et la Société Grosse-Montagne. Un programme d'investissements propre à chaque usine était prévu et devait bénéficier de l'aide de l'Etat sous forme d'une prime d'orientation agricole. A ce jour, la S. A. U. B. a réalisé les deux tiers de ses investissements et reçu de l'Etat la part de P. O. A. correspondante. Seuls les travaux d'intercampagne relatifs à la remise en état de l'usine n'ont pu être effectués par suite des problèmes financiers de l'entreprise qui a dû déposer son bilan. Cette situation qui aurait pu être préjudiciable au déroulement de la prochaine campagne sucrière en Guadeloupe doit néanmoins être normalisée par la signature récente d'un protocole d'accord qui prévoit les conditions de la poursuite de l'activité de l'usine de la S. A. U. B. Celle-ci sera confiée en location-gérance, pour la campagne 1981-1982, à la société Beauport S. A., nouvellement créée, pour être reprise à compter du 1^{er} juillet 1982 par une société d'économie mixte. C'est donc à la société Beauport S. A. qu'il appartient d'entreprendre les travaux de remise en état de l'usine avant le début de la prochaine campagne.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

2814. — 21 septembre 1981. — **M. Henri Bayard** souhaite attirer l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les difficultés actuelles des agriculteurs en ce qui concerne les cotisations sociales. Certes, il est conscient du problème posé par l'équilibre du

B. A. P. S. A. depuis plusieurs années, compte tenu de la disparité entre cotisants et retraités, ainsi que de la nécessité de fournir aux agriculteurs des prestations aussi proches que possible de celles concernant les ayants droit du régime général. Il n'en est pas moins vrai qu'en 1981 les cotisations vont subir de très fortes augmentations en raison de l'actualisation du revenu cadastral, alors que, dans le même temps, les augmentations des produits découlant des accords de Bruxelles d'avril 1981 ne semblent pas avoir été répercutées en de nombreux domaines, ce qui accroît la difficulté devant laquelle se trouvent les agriculteurs. En conséquence, il lui demande si elle n'envisage pas de moduler ces augmentations de cotisations afin de les rendre supportables.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

4159. — 26 octobre 1981. — **M. Jacques Fleury** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation particulièrement difficile des agriculteurs qui travaillent sur des exploitations dont la surface est inférieure à la S. M. I. Ces agriculteurs déjà trop âgés pour envisager des investissements pour lesquels ils ne bénéficieraient d'ailleurs d'aucune aide particulière en raison de l'exiguïté de leurs exploitations, qui ne peuvent, pour des raisons financières et juridiques (cf. régime des S. A. F. E. R.), agrandir leur exploitation, disposent de revenus généralement inférieurs au S. M. I. C. Ils supportent cependant des cotisations sociales particulièrement lourdes au regard de leurs revenus et seraient directement touchés par toute augmentation des cotisations prévues au B. A. P. S. A. C'est pourquoi il lui demande les dispositions qu'elle compte prendre pour porter remède à cette situation.

Mutualité sociale agricole (cotisations).

4617. — 2 novembre 1981. — **M. Roland Vuillaume** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le fait que les taux des cotisations applicables aux prestations sociales agricoles ne cessent d'augmenter, alors que diminue, en francs constants, le revenu net des exploitants agricoles. Il est certain que la majoration des cotisations au titre du B. A. P. S. A. ne manquera pas d'engendrer des difficultés supplémentaires dans les petites et moyennes exploitations et sera encore plus particulièrement ressentie par les jeunes agriculteurs récemment installés. Le principe de l'alignement de l'augmentation des cotisations sur l'accroissement de la masse des prestations ne tient pas compte de la distorsion du nombre des exploitants, donc des cotisants, face à une croissance constante du nombre des inactifs et du montant des prestations qui leur sont versées. Cette distorsion ne pourrait d'ailleurs qu'être amplifiée si les effectifs des exploitants actifs venaient à diminuer, déséquilibrant encore plus le rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de prestataires. Il apparaîtrait donc plus équitable que les cotisations des exploitants agricoles soient calculées sur leurs revenus. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position dans ce domaine.

Réponse. — L'amélioration du niveau des prestations sociales décidée par le Gouvernement au titre des années 1981 et 1982 bénéficiera aux exploitants agricoles comme à l'ensemble des autres catégories sociales. Il est juste que chacun participe pleinement à l'effort qui est ainsi consenti par la Nation. Pour 1982, le montant des prestations servies aux agriculteurs sera supérieur de 24 p. 100 à ce qu'il a été en 1981, la progression des cotisations à la charge de la profession se situant à 21 p. 100. Pour leur part, la subvention inscrite au budget général, le produit des taxes affectées et le remboursement des allocations du fonds national de solidarité augmentent de 23,3 p. 100 et constituent 57 p. 100 des ressources du B. A. P. S. A.; simultanément le versement du régime général au titre de la compensation démographique progresse de 26,5 p. 100 et représente 23 p. 100 du budget annexe des prestations sociales agricoles. On ne peut ainsi dire que la collectivité nationale ait ralenti son juste effort de solidarité envers les agriculteurs. Mais le Gouvernement ne sépare pas la poursuite d'une politique active de transferts sociaux de son action de soutien en faveur du revenu direct des agriculteurs et notamment de ceux qui retirent les revenus les plus modestes de leur exploitation. Tel est le sens des mesures tendant à l'allègement des coûts de production, ainsi que des modalités de répartition des aides accordées à l'issue de la conférence agricole annuelle. En ce qui concerne l'évolution des prélèvements sociaux en agriculture, l'objectif du Gouvernement est de mettre un terme aux inégalités actuelles et de rapprocher le niveau des cotisations sociales des capacités contributives réelles des assurés. Mais une telle réforme suppose au préalable que des progrès substantiels aient été accomplis dans le sens d'une connaissance suffisamment fiable des revenus individuels. Dès 1983, il s'agira de disposer d'un mécanisme simple de connaissance approchée des revenus individuels. Ce mécanisme ne pourra, cependant, être appliqué sans étapes à l'assiette des cotisations mais il permettra d'étudier l'incidence d'une prise en compte progressive de ces revenus. Pour l'année 1982, des mesures seront prises allant dans le sens, de la recherche d'une

plus grande solidarité entre les membres des professions agricoles. Ainsi, le ministère de l'agriculture étudie les modalités d'une plus grande intégration du revenu d'exploitation dans l'assiette des cotisations, du déplaçonnement partiel du barème de l'A.M.E.X.A. et d'une péréquation plus importante des cotisations complémentaires, dont le niveau demeure toutefois à déterminer.

Lait et produits laitiers (lait).

3485. — 12 octobre 1981. — **M. Pierre Gascher** expose à **Mme le ministre de l'agriculture** que les médicaments antibiotiques administrés aux vaches atteintes de maladies bénignes comme la broncho-trachéite entraînent de graves conséquences pour les producteurs de lait. En effet, le lait présentant des traces d'antibiotiques n'est plus ramassé durant une semaine au moins. Lorsqu'une partie importante de l'étable est atteinte, la perte est très préjudiciable à l'exploitant. Il lui demande : 1° s'il ne serait pas possible de prévoir une prime d'indemnisation, du même type que celle qui est accordée lors des abattages sanitaires. Cette aide pourrait éventuellement prendre la forme d'une assurance; 2° de l'informer de l'état d'avancement des recherches en vue de la transformation industrielle non alimentaire du lait jugé non consommable.

Réponse. — L'absence d'antibiotiques dans le lait consommé directement ou indirectement par les hommes ou par les animaux reste un impératif absolu tant pour des raisons de santé publique que pour des motifs économiques liés aux possibilités d'échanges avec divers pays. Ce point de vue n'est contesté, ni par les producteurs, ni par les transformateurs qui avaient reconnu le bien-fondé de mesures destinées à supprimer la livraison de laits contenant des antibiotiques par l'accord interprofessionnel du 23 juin 1977. Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1980 interdit « l'exposition, la circulation, la mise en vente de laits » contenant « des résidus bactériostatiques, antibiotiques ou antifongiques ». Il prévoit cependant que les laits contenant de tels résidus « peuvent être collectés par des entreprises pour la transformation en produits non alimentaires » et l'utilisation en caséinerie industrielle non alimentaire est aujourd'hui possible. Si les pouvoirs publics ont prévu une indemnisation dans le cas de certains abattages d'animaux de boucherie, c'est en raison de l'intervention de l'Etat dans le cadre d'actions de prophylaxie collective. Les données sont différentes en matière de traitements thérapeutiques divers et nombreux qui relèvent de l'acte médical individuel. Demeure le problème de la collecte et du transfert de ces laits impropres à la consommation qui sont, en effet, disséminés sur une vaste zone de ramassage. Dans ce cas, les mécanismes les plus appropriés semblent relever d'une action de caractère mutualiste en vue de maîtriser l'ensemble des risques inhérents à la pratique de l'élevage.

Impôts locaux (taxes foncières).

3533. — 12 octobre 1981. — **M. Dominique Duplet** expose à **Mme le ministre de l'agriculture** le problème suivant : l'article 854 du code rural stipule : « Les dépenses afférentes aux voies communales et aux chemins ruraux sont supportées par le preneur. A cet effet, il doit payer au bailleur une fraction du montant global de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties portant sur les biens pris à bail, y compris la taxe régionale. A défaut d'accord amiable entre les parties, cette fraction est fixée à un cinquième. » Il lui demande si dans le cas d'un accord amiable entre les parties, le propriétaire est fondé à réclamer au fermier l'intégralité de l'impôt foncier.

Réponse. — Le troisième alinéa de l'article 854 du code rural résultant de l'article 32 de la loi n° 75-632 du 15 juillet 1975 portant modification du statut du fermage fait que par accord amiable entre le bailleur et le preneur d'un bail rural ce dernier peut prendre à sa charge une fraction du montant global de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties portant sur les biens pris à bail selon une proportion plus élevée que celle du cinquième fixée par la loi lorsqu'il n'y a pas accord. Cet effet ne saurait toutefois autoriser le bailleur à réclamer au fermier l'intégralité de l'impôt foncier. Une telle convention serait en effet en contradiction avec le premier alinéa dudit article 854 affirmant le principe d'ordre public que l'impôt foncier est à la charge exclusive du propriétaire.

Agriculture (aides et prêts).

3677. — 12 octobre 1981. — **M. Fierre Bernard** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les problèmes rencontrés par les agriculteurs, relatifs aux aides accordées dans le cadre de la libération des terres — O. G. A. F. En effet, ces aides devaient être apportées pour cessation d'une superficie importante à des jeunes agriculteurs. Or, pour être à même de déposer un dossier de jeune agriculteur, il faut que l'acquéreur accepte de faire 200 heures

de formation et rejette, du point de vue fiscal, le forfait. Dans le cas où l'acquéreur exerce la profession d'agriculteur depuis plus de dix ans, et lorsqu'il a atteint un âge avancé — trente-cinq ans minimum — il s'institue une pénalité pour le cédant qui ne peut prétendre toucher les subventions accordées dans le cadre de l'O.G.A.F. Il lui demande si certaines dispositions ne pourraient pas être prises afin que, dans ce cas précis, les agriculteurs cessant leur activité puissent aussi bénéficier de ces aides.

Réponse. — Les agriculteurs qui libèrent leurs exploitations partiellement ou en totalité peuvent bénéficier, s'ils répondent à certaines conditions d'attribution, à une ou plusieurs aides publiques nationales : indemnité viagère de départ (I.V.D.), indemnité annuelle de départ (I.A.D.), prime d'apport structurel (P.A.S.). De même, les jeunes agriculteurs qui s'installent peuvent se voir attribuer une dotation d'installation (D.I.J.A.) s'ils répondent à des conditions précises. En ce qui concerne les jeunes demandant le bénéfice de la dotation d'installation, ils n'ont pas tous à effectuer un stage de 200 heures, car la réalisation de ce stage n'est imposée qu'à ceux qui ne justifient pas d'un diplôme de niveau satisfaisant. Il est exact que le jeune doit s'engager à s'assujettir à la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.) sur le plan fiscal. Ces dispositions générales en vigueur sur l'ensemble du territoire permettent de résoudre les problèmes de restructuration les plus fréquents. Toutefois, certaines petites régions confrontées à des situations démographiques et structurelles très particulières appellent des aides spécifiques originales sur un territoire géographiquement circonscrit et pendant un temps limité. C'est ainsi que les opérations groupées d'aménagement foncier (O.G.A.F.) consistent en actions assorties de primes adaptées aux problèmes fonciers locaux qui n'auraient pu trouver leur solution dans la réglementation générale. Dans certaines O.G.A.F., la priorité est effectivement donnée par les responsables agricoles locaux en faveur des jeunes pour les terres libérées par des agriculteurs âgés ; dans d'autres O.G.A.F., il a été estimé préférable de favoriser l'agrandissement des exploitations des agriculteurs déjà installés, de façon à leur permettre de céder à leurs successeurs une exploitation viable et bien structurée. De l'orientation de l'O.G.A.F. vers une politique d'agrandissement ou d'installation dépendent la nature et le montant des incitations versées aux agriculteurs cédants ; chaque opération qui est déterminée par les instances locales et les responsables professionnels agricoles tient compte des réalités démographiques et foncières. Le choix des auteurs de l'O.G.A.F. peut consister à renforcer les primes aux agriculteurs qui cèdent à des jeunes, et en effet, sur l'ensemble des dossiers individuels ayant donné lieu à des primes, environ un tiers a concerné des opérations bénéficiant à des jeunes. Il n'en reste pas moins que dans de nombreuses O.G.A.F. des primes sont également prévues dans le cas de cessions à des agriculteurs déjà en place et âgés de plus de trente-cinq ans. Si un cas particulier se pose dans une O.G.A.F., il conviendrait de m'en saisir, de manière qu'il soit procédé à un examen spécifique.

Enseignement agricole (personnel).

3829. — 19 octobre 1981. — **M. François Patriat** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la décision prise lors de la réunion de la commission d'étude pour les nouveaux détachements au ministère de l'agriculture, le 17 juillet 1981, concernant les affectations à des postes d'instituteurs spécialisés. Après les lois de 1971 sur l'apprentissage, 293 postes d'instituteurs spécialisés ont été transférés du ministère de l'éducation nationale au ministère de l'agriculture pour répondre aux besoins en matière de pré-apprentissage agricole. Ces enseignants étaient soit instituteurs, soit professeurs d'enseignement général de collège, souvent titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement agricole. Cette année, la commission d'étude pour les nouveaux détachements au ministère de l'agriculture n'a accepté que des instituteurs, les postes budgétaires n'existant pas pour accueillir les P.E.G.C. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation, dans l'intérêt du service, sachant que la plupart des instituteurs spécialisés, titulaires du C.A.E.A., ont été intégrés dans le corps des P.E.G.C.

Réponse. — Dans le cadre de l'application de la loi du 16 juillet 1971, le ministère de l'agriculture ayant repris en charge certaines structures de formation agricole du ministère de l'éducation nationale à bénéfice, du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} janvier 1978, du transfert de 293 emplois budgétaires d'instituteurs spécialisés, pour accueillir ceux de ces personnels titulaires du C.A.E.A., qui souhaitaient exercer des fonctions dans les classes préparatoires à l'apprentissage. La plupart de ces instituteurs spécialisés ont été intégrés dans le corps des P.E.G.C., conformément aux dispositions du décret n° 77-350 du 28 mars 1977, sans avoir changé de fonctions. Le support budgétaire correspondant à leur qualité initiale ne permettant plus de les rémunérer conformément à leur nouveau grade, ils ont été rétribués, sans exercer les fonctions, sur des emplois de

P.C.E.T.A., créés à cette intention au budget 1977, par transformation du même nombre d'emplois d'instituteurs spécialisés, soit 231. Ce chiffre a été ramené à 195 au budget 1981, les effectifs de P.E.G.C. ayant diminué par suite des départs en retraite. Une telle procédure ne peut plus être pratiquée depuis la publication du décret n° 80-616 du 31 juillet 1980, modifiant la réglementation en matière de détachement. En conséquence, les services du ministère de l'agriculture ont été conduits à refuser toutes les demandes de détachement de P.E.G.C. dans le secteur du pré-apprentissage jusqu'à l'adoption de dispositions budgétaires adaptées à la situation de ces personnels. Il faut toutefois noter que ce refus ne concernait à la rentrée scolaire 1981 que trois P.E.C.C. titulaires du C.A.E.A. ; les trente-deux autres P.E.G.C. candidats au détachement dans ces emplois ne pouvaient justifier de la possession de ce diplôme, ni d'aucune formation technique agricole. Le détachement des P.E.G.C. étant actuellement impossible, il a donc été nécessaire, dans l'intérêt du service, de ne donner suite qu'aux demandes de détachement des instituteurs dont certains, en fait, étaient titulaires du C.A.E.A. Pour l'avenir, il sera organisé avec toutes les parties intéressées, une concertation préalable à toute mesure budgétaire, afin que soit trouvée une solution adaptée à la diversité des situations en présence, et à l'intérêt du service.

Communes (finances locales).

3965. — 19 octobre 1981. — **M. Pierre Fargues** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les problèmes que connaissent les communes rurales pour réaliser leur réseau d'assainissement. Le tableau ci-dessous est significatif :

	DOTATIONS régionalisées (assainissement)	ZONE PÉRIPHÉRIQUE du parc national. Rénovation rurale (opérations assainissement)	TOTAL affecté à l'assainissement.
1977	537 500	730 000	1 267 500
1978	545 600	750 000	1 295 600
1979	1 004 160	570 000	1 574 160
1980	1 080 000	0	1 080 000
1981	514 000	0	1 453 000 dont 993 000 provenant de l'A. E. P.

Il ressort de ce tableau : 1° que la zone périphérique du parc national et la rénovation rurale se sont totalement désengagées depuis 1980 ; 2° qu'il n'est pas possible de conserver à la dotation globale un niveau équivalent (en valeur absolue) à celui de 1977. Encore, faut-il noter que le montant affecté à l'assainissement en 1981 n'a pu être maintenu à un tel niveau qu'en utilisant pour de l'assainissement des crédits délégués au titre de l'adduction d'eau potable (cela en accord avec des instructions ministérielles). Il en résulte que, malgré les moyens mis en œuvre par l'administration, il n'est pas possible de faire face aux demandes des communes en général, pas même aux demandes de celles qui, en particulier, ont besoin de ces travaux pour offrir à des activités industrielles et artisanales la possibilité de s'implanter sur leur territoire. En effet, les chefs d'entreprises désireux d'installer une unité artisanale ou industrielle s'inquiètent en premier chef des infrastructures minimales que les communes sont susceptibles de leur offrir. A ce titre, la réalisation d'un réseau d'assainissement correct est une condition *sine qua non* de l'implantation de petites entreprises en milieu rural. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à cette situation.

Réponse. — Le ministère de l'agriculture est conscient des besoins exprimés en matière d'assainissement dans les communes rurales. Une première mesure a été prise pour y répondre par l'article 101 de la loi de finances pour 1979, qui étend désormais l'utilisation des crédits du fonds national des adductions d'eau aux investissements de cette nature. Ceci a permis d'augmenter sensiblement le volume des engagements des travaux d'assainissement dans les communes rurales, dans les départements où les préfets ont accordé une priorité à ces équipements. Au sujet des équipements conditionnant l'installation des petites entreprises en milieu rural, ceux-ci peuvent bénéficier d'inscriptions dans les programmes du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural. Les dossiers correspondants sont instruits par les directeurs départementaux de l'agriculture et soumis par les préfets au comité interministériel gérant ce fonds. Il appartient donc aux collectivités de présenter leurs demandes de concours financier de l'Etat aux préfets.

Mutualité sociale agricole (accidents du travail et maladies professionnelles).

3999. — 19 octobre 1981. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la nécessité de reconnaître certaines maladies professionnelles dans les travaux agricoles. Des études menées dans différents pays ont montré la présence dans le sang d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles de produits organochlorés, soupçonnés de favoriser certains cancers. Cette intoxication, due au maniement d'herbicides que la peau finit par absorber partiellement, prend, du fait du développement des méthodes culturales, une importance croissante et il me semble donc que la pathologie agricole devrait être reconnue au même titre que la pathologie industrielle. Les pathologies liées à la fabrication des produits insecticides et anti-cryptogamiques sont reconnues comme maladies professionnelles. Il semble logique et urgent de reconnaître celles qui résultent de leur utilisation.

Réponse. — L'auteur de la question demande l'inscription aux tableaux des maladies professionnelles des affections provoquées par l'utilisation de produits phytosanitaires contenant des organochlorés, produits dont la pathologie, liée à leur fabrication, serait selon lui reconnue comme maladie professionnelle dans le régime général de sécurité sociale. Certains organochlorés peuvent en effet persister longtemps dans le sol, les tissus végétaux et les graisses. En raison des risques d'accumulation et des conséquences qui peuvent en résulter, la législation actuelle interdit l'emploi de la plupart de ces substances. Quant à celles qui sont autorisées, elles sont peu usitées et n'ont pas, jusqu'à présent, posé de problèmes, ni au cours de leur fabrication, ni au moment de leur utilisation. En conséquence, elles n'ont pas donné lieu à inscription de leur pathologie aux tableaux des maladies professionnelles, ni dans le régime général ni dans le régime agricole. Il va de soi que si des cas viennent à être signalés, les services compétents du ministère de l'agriculture seront amenés à revoir la question, en liaison avec la commission supérieure des maladies en agriculture.

Fleurs, graines et arbres (lavande).

4139. — 26 octobre 1981. — **M. André Bellon** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le fait que les essences de lavande et de lavandin sont classées dans la nomenclature européenne en produits industriels, alors qu'il s'agit de produits fabriqués par les seuls agriculteurs et mis sous cette forme dans un unique but de conservation. En conséquence, il lui demande quelles mesures entend prendre le ministère de l'agriculture pour remédier de façon urgente à cette situation qui porte un gros préjudice aux agriculteurs.

Réponse. — L'inclusion des essences de lavande et de lavandin parmi les produits agricoles faisant l'objet d'une réglementation communautaire ne semble pas pouvoir être retenue. D'une part, l'inclusion des essences dans les produits agricoles serait très difficile à obtenir; dans les différentes nomenclatures douanières existant dans le monde, les huiles essentielles relèvent du secteur des produits des industries chimiques et des industries connexes, et la création d'un cas particulier pour les essences de lavande et de lavandin semblerait difficile à expliquer, d'autre part, il semble peu probable que la France puisse obtenir la mise en place d'une réglementation communautaire qui ne bénéficierait qu'à un seul pays alors que la consommation est très généralisée, d'autant que les essences de plantes à parfum ont fait l'objet d'une consolidation au G.A.T.T. prévoyant l'exemption totale de droit de douane. Enfin, sur le plan fiscal, cette modification n'apporterait aucun avantage aux producteurs, les taux de la T.V.A. applicables aux produits agricoles transformés étant identiques à ceux applicables aux matières premières industrielles.

Enseignement agricole (fonctionnement).

4160. — 26 octobre 1981. — **M. Jacques Fleury** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation des personnels de l'enseignement public agricole en général, et du lycée du Paraquet (Somme) en particulier. Les agents de service à 90 p. 100 contractuels n'ont pas, contrairement à leurs homologues de l'éducation nationale, bénéficié des mesures de titularisation du plan Péronnel, alors que certains travaillent dans l'établissement depuis plus de vingt ans. Le refus de création des postes budgétaires en nombre suffisants par le ministère précédent, a contraint les établissements à recruter des vacataires à temps plein, enseignants payés à l'heure de cours, sans protection sociale, sans congés payés et dont la moyenne des rémunérations mensuelles n'atteint pas le S.M.I.C. Au Paraquet, ils représentent aujourd'hui près de 10 p. 100 du personnel enseignant (3 postes et demi sur 50). Le recours aux vacataires à temps plein est particulier à l'enseignement agricole, il n'existe pas à l'éducation nationale. Les non-titulaires agents

contractuels, vacataires, maîtres auxiliaires, représentent dans l'établissement près de 40 p. 100 du personnel. A l'éducation nationale, ce pourcentage est inférieur à 15 p. 100. En conséquence, il lui demande les mesures qu'elle compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Un effort tout particulier est actuellement consenti en faveur des personnels non titulaires des établissements d'enseignement technique agricole public, spécialement pour ceux des catégories les moins favorisées. Ainsi 129 agents seront prochainement intégrés dans le corps des ouvriers professionnels, et le nombre des spécialités dans lesquelles il sera possible d'envisager l'intégration d'agents supplémentaires sera étendu. A cet effet, la transformation d'une tranche de 200 emplois d'agents contractuels en emplois d'ouvriers professionnels est inscrite au budget 1982. En outre 650 agents contractuels doivent être titularisés en qualité d'agents de service. Une autre tranche de 134 emplois sera offerte aux agents rémunérés jusqu'ici sur le budget des établissements. Les services compétents se préoccupent de la situation des enseignants vacataires dont les conditions de rémunération et de protection sociale ne sont pas satisfaisantes. La normalisation de leur situation donnera lieu, dans l'application de la loi de finances pour 1982, au recrutement de cinquante d'entre eux en qualité de maîtres auxiliaires. Il s'agit de la première tranche d'une opération qui sera poursuivie au cours des exercices ultérieurs. Il appartiendra aux personnels du lycée agricole d'Amiens concernés par ces mesures de constituer un dossier dès que les notes de service en précisant les modalités auront été diffusées dans les établissements.

Electricité et gaz (distribution de l'électricité : Cantal).

4180. — 26 octobre 1981. — **M. René Souchon** signale à **Mme le ministre de l'agriculture** que l'électrification de nombreux cantons du département du Cantal présente encore de graves lacunes, qui constituent autant de freins à la modernisation et au développement de l'agriculture. Les exploitants ont notamment à souffrir de très importantes chutes de tension électrique qui les privent régulièrement des services d'équipements irremplaçables, tels que leurs machines à traire, qui ont nécessité des installations fort onéreuses. La situation est d'autant plus fâcheuse pour les intéressés que nombre d'entre eux se sont engagés dans des plans de modernisation et de développement de leurs exploitations. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures pourront être prises pour améliorer cette situation. Il souhaite savoir, en particulier, si un renforcement du programme complémentaire financé sur les ressources du fonds d'amortissement des charges d'électrification ajouté aux programmes de subventions d'Etat, permettra au Cantal d'engager les travaux les plus urgents.

Réponse. — Il est un fait que la modernisation et le développement de l'agriculture ne peuvent qu'être entravés lorsque les conditions d'alimentation en énergie électrique offertes aux agriculteurs ne sont pas suffisantes pour leur assurer une utilisation régulière et normale de leurs équipements. A cet égard le septième inventaire d'électrification rurale a permis de disposer des renseignements les plus récents sur la situation des réseaux dans chaque département en même temps qu'il a fourni les estimations des besoins de travaux de renforcement nécessaires pour arriver à la mise à niveau complète des réseaux à la fin de la période allant de 1981 à 1985. Au niveau national les estimations définitivement retenues par le groupe d'experts interministériel chargé de l'examen de cet inventaire, sont d'entre 12,5 et 14,5 milliards de francs de travaux de renforcements à réaliser, en francs du 1^{er} janvier 1981. Afin d'obtenir annuellement le rythme de travaux souhaités, le Gouvernement poursuivra les efforts entrepris ces dernières années, en proposant à la fois la reconduction du régime de l'électrification rurale et le lancement chaque année de programmes complémentaires financés par le fonds d'amortissement des charges d'électrification. Dans le cadre de ces programmes, la région Auvergne bénéficiera de crédits régionalisés en fonction d'une clé de répartition qui sera prochainement soumise à l'agrément du conseil du fonds d'amortissement des charges d'électrification. Ces mesures devraient permettre à cette région de voir s'accroître les volumes de travaux qu'elle pourra annuellement réaliser. En ce qui concerne plus particulièrement le Cantal, dont le pourcentage d'abonnés mal alimentés n'apparaît d'ailleurs pas tellement important puisqu'il était de 17,8 p. 100 au 1^{er} janvier 1980, il appartiendra à la conférence administrative régionale de tenir compte de ses demandes lors de la répartition des enveloppes régionales de crédits d'électrification rurale.

Mutualité sociale agricole (assurance maladie maternité).

4256. — 20 octobre 1981. — **M. Jean-Michel Boucheron (Charente)** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur l'amendement n° 142 à la loi portant sur diverses dispositions d'ordre économique et financier examiné par le Sénat en séance

du 19 décembre dernier. Il note que le projet d'amendement modifiant la rédaction actuelle de l'article 1106-2 du code rural a été adopté par le Sénat dans sa séance du 19 décembre dernier. L'amendement ainsi rédigé tend à faire prendre en charge, par l'assurance maladie des exploitants agricoles, les suites d'un accident survenu à un ancien assuré du régime obligatoire d'assurance maladie qui est devenu exploitant agricole. Il lui rappelle que l'article 1106-2 du code rural ne permet pas d'assurer la garantie sociale d'une personne dans ce cas particulier puisque, d'une part, elle ne relève plus du régime d'assurance maladie qui avait pris en charge son accident et que, d'autre part, le régime agricole ne prend pas en charge les suites de l'accident survenu antérieurement à l'affiliation du nouvel assuré. Il souhaite que cette disposition de modification de l'article concerné du code rural soit mise en œuvre au plus vite. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre à ce sujet.

Réponse. — En l'état actuel de la réglementation, comme l'expose l'auteur de la question, les exploitations agricoles, qui ont été victimes d'un accident alors qu'ils relevaient antérieurement d'un autre régime obligatoire de protection sociale, ne peuvent obtenir la prise en charge des soins nécessaires par les suites de ces accidents; ils ne sont, en effet, plus couverts par le régime dont ils relevaient lors de l'accident et d'autre part ni l'assurance accident des exploitants agricoles, qui ne couvre que les accidents survenus après l'adhésion audit régime, ni l'assurance maladie des exploitants, qui ne couvre que la maladie au sens strict, ne peuvent les prendre en charge. Pour mettre un terme à cette situation, un amendement, comportant la prise en charge par l'A.M.E.X.A. des soins consécutifs aux suites d'un accident survenu alors que l'assuré relevait d'un autre régime obligatoire de protection sociale, avait été inséré dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, et adopté, en première lecture, par le Sénat le 19 décembre 1980. Le changement de législature ayant rendu caduc ce projet de loi, une nouvelle disposition en ce sens, identique en ses termes à la précédente, sera présentée lors de l'examen du prochain projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Enseignement agricole (programmes).

4266. — 26 octobre 1981. — **M. Joseph Gourmelon** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'Agriculture** sur le souhait de nombreux élèves fréquentant les établissements d'enseignement agricole, publics et privés, de pouvoir bénéficier d'un enseignement de la langue régionale de leur province. Ces élèves provenant des milieux où les langues régionales sont fréquemment utilisées, l'enseignement des langues et cultures des peuples de France apparaît tout au moins aussi souhaitable que dans les établissements de l'éducation nationale. En conséquence, il lui demande les mesures qu'elle compte prendre dans ce domaine et, en particulier, si elle envisage la possibilité d'une épreuve facultative de langue régionale aux examens de l'enseignement agricole de juin 1982.

Réponse. — Le ministre de l'Agriculture attache une importance toute particulière à l'étude des langues régionales dans les établissements d'enseignement agricole. Actuellement, seuls les élèves de l'enseignement agricole préparant le baccalauréat D' « Sciences agronomiques et techniques » ont la possibilité de choisir une épreuve facultative de langue régionale à l'examen. Pour préparer cette épreuve, ils peuvent bénéficier d'un enseignement de langue régionale, dès lors que cette langue est reconnue par la réglementation et qu'un minimum de dix élèves est atteint dans les classes de seconde, de première et de terminale, conformément aux dispositions édictées par le ministre de l'éducation nationale. En revanche, lorsque les élèves sont scolarisés dans d'autres filières ou lorsque le nombre des candidats des classes préparatoires au baccalauréat D' s'avère insuffisant, il appartient au directeur de l'établissement, président de droit de l'association socio-culturelle, d'apprécier l'opportunité de la mise en place d'un enseignement de langue régionale et d'en réunir les moyens de fonctionnement. Aussi le ministre de l'Agriculture envisage-t-il de prendre des mesures tendant à favoriser le développement de l'enseignement des langues régionales. C'est ainsi que pourrait être mise en œuvre, dans les prochaines années, l'extension des dispositions applicables aux classes préparatoires au baccalauréat D' aux autres filières de l'enseignement technique agricole.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité).

4421. — 26 octobre 1981. — **M. Jean Jarosz** attire l'attention de **Mme le ministre de l'Agriculture** sur la situation de l'industrie des cuirs et peaux, dérivée de l'agriculture de consommation. Ce secteur d'activité souffre, depuis des années, essentiellement de la spéculation organisée au niveau de la matière première. En effet, la

matière première, très abondante dans notre pays, est exportée massivement (plus de 80 p. 100 de la production à l'état brut) alors que les produits finis, eux, sont importés de plus en plus abondamment. Cette pratique vient de nombreux producteurs qui se transforment, de ce fait, en importateurs, sacrifiant l'emploi pour s'assurer des profits supérieurs et bradant ainsi la vie économique régionale et nationale. Pour ne citer qu'un exemple, il est à noter que, pour l'ensemble de l'industrie des cuirs et peaux, le déficit de la balance commerciale ne cesse de s'aggraver alors que dans le même temps les exportations de matières premières s'accroissent. Cette spéculation sur la matière première qui met en péril notre industrie du cuir doit être arrêtée au plus vite, d'autant plus que nos échanges exportation-importation se font avec les mêmes pays (Italie et R. F. A. essentiellement). Sans vouloir fermer les frontières, il s'avère nécessaire pour notre pays de transformer en France nos matières premières. Il faudrait donc mettre en place une sorte d'office national du cuir, organisme chargé de collecter la matière première, d'en fixer les cours la vente étant encore basée sur les enchères, d'en assurer la conservation, la ventilation et de fixer les quotas d'importations et d'exportations. Cela suppose donc toute une réorganisation de la filière peaux tant au niveau des abattoirs qu'au niveau de la conservation et de l'industrialisation. En conséquence, il lui demande : quelles mesures elle compte prendre pour faire cesser la spéculation sur les cuirs et peaux bruts et arrêter les importations organisées par les entreprises de production; quelles solutions elle préconise pour assainir le marché des cuirs et peaux brutes, assurer le contrôle des importations et créer un office national du cuir.

Réponse. — Pour conforter l'ensemble de la « filière cuir » en France, branche de l'industrie qui emploie une main-d'œuvre importante, il apparaît nécessaire de maîtriser la matière première dont une trop grande proportion est actuellement exportée sans avoir été valorisée, alors que dans le même temps nos industries de la tannerie et de la transformation des cuirs ont recours à des cuirs importés. Pour rendre les transactions commerciales plus claires au niveau des cuirs bruts, entre les opérateurs qui disposent de peaux et les tanneurs, il faut que les échanges puissent porter sur des lots répondant à des normes de qualité bien définies. A cette fin, il convient d'encourager les initiatives des entreprises d'abattage qui s'associeraient afin de constituer des « centres de collecte », assurant le regroupement, le classement et le paiement des cuirs selon leurs qualités, puis leur prétraitement pour assurer un stockage d'attente de quelques semaines afin de constituer des lots homogènes suffisamment importants pour intéresser l'industrie d'aval. Le ministère de l'Agriculture est prêt à prendre en considération, dans un sens très favorable, au titre des aides aux investissements accordées aux industries agricoles et alimentaires, les projets qui correspondraient aux objectifs définis ci-dessus. Il s'agit là d'une première étape nécessaire, préalable à des mesures d'organisation du marché plus complètes, dont les dispositions sont à l'étude au ministère de l'Agriculture.

Elevage (abattoirs).

4508. — 2 novembre 1981. — **M. Maurice Bland** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'Agriculture** sur la nécessaire extension des règles de pesée, classement, marquage (P.C.M.) de carcasses de pores dans les abattoirs. En effet, il constate que des pores sont vendus au classement dans les abattoirs de Normandie et des pays de Loire qui ne respectent pas les règles élémentaires et nécessaires de P.C.M., telles qu'elles sont appliquées notamment en Bretagne. Ces opérations de P.C.M. doivent se faire en toute objectivité, en dehors des opérations commerciales telle la fixation du prix, et cette indépendance ne peut être acquise que par la mise en place d'un corps de peseurs classificateurs regroupés dans un organisme géré par l'interprofession elle-même. Aussi, il lui demande s'il n'est pas possible de procéder au plus vite à l'extension nationale des règles de P.C.M. dans un cadre interprofessionnel, conformément aux réglementations légales en vigueur ou à venir, avec prise en compte notamment des conditions suivantes : la pesée avec maîtrise de la bascule; la présentation de la carcasse complète (parage proscrit); le temps de ressuage après la fente (3 p. 100 de ressuage égalant cinq minutes après la fente); le classement réalisé par un organisme neutre; la remontée de l'information directement à l'éleveur par l'organisme de classement.

Réponse. — Le Gouvernement, conscient des difficultés qui accompagnent les opérations de pesée, classement et marquage des carcasses de pores dans les abattoirs, entend assainir les pratiques actuelles. Cette réflexion est incluse dans les propositions qui vont être faites au Parlement. Il incomberait à l'office chargé des viandes de contrôler ces opérations qu'il serait souhaitable de faire effectuer par des agents agréés dans le cadre notamment d'organismes interprofessionnels régionaux.

Communes (finances locales).

4568. — 2 novembre 1981. — **M. Joseph Maujoûan du Gasset** expose à **Mme le ministre de l'agriculture** le problème que pose aux communes rurales le retrait des interventions de fonds d'aménagement urbain pour les équipements publics d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat en milieu rural. Ce retrait est décidé pour des motifs budgétaires, au profit des opérations dans les grands ensembles urbains jugées prioritaires. Le milieu rural est une fois de plus pénalisé. Cette décision ignore les besoins propres au milieu rural où, selon certaines estimations, les logements restent encore trois fois plus vétustes et deux fois moins équipés en éléments de confort que les logements urbains. Il demande à **Mme le ministre**, qui a pour vocation de défendre les secteurs ruraux, d'intervenir pour une révision de cette décision ministérielle afin que soit menée une politique d'aménagement équilibrée sur l'ensemble du territoire national.

Réponse. — Les interventions du Fonds d'aménagement urbain (F.A.U.) pour les actions communales d'accompagnement sont actuellement soumise à un recentrage lié aux nouvelles priorités du Gouvernement. Compte tenu de ces orientations, une partie des actions d'accompagnement traditionnellement financées jusqu'à présent en milieu rural n'entrent plus dans le champ d'intervention du F.A.U. Elles ne sont pas exclues du milieu rural mais devront désormais correspondre à des critères sociaux tels que l'amélioration des quartiers dégradés, la lutte contre la ségrégation sociale, l'implantation de logements sociaux. Le ministère de l'agriculture a engagé des négociations avec le ministère de l'urbanisme et du logement et le ministère du Plan et de l'aménagement du territoire afin que soit préservée une prise en charge satisfaisante des actions d'accompagnement en milieu rural. Les négociations engagées dans ce cadre ont conduit principalement aux dispositions suivantes : 1° dans une phase transitoire, le financement des dossiers déjà déposés au F.A.U. mais non recevables par ce fonds au titre des nouvelles critères, sera assuré soit par le F.I.D.A.R., soit par le ministère de l'agriculture ; 2° dans l'avenir, si l'on veut poursuivre une politique d'aménagement équilibrée sur l'ensemble du territoire national, il contiendra que les collectivités locales s'engagent plus nettement — avec l'appui du ministère de l'agriculture et du F.I.D.A.R. dans le cadre d'une politique contractuelle — dans les actions d'amélioration du cadre de vie complémentaires aux opérations de réhabilitation de l'habitat privé financées par l'Etat.

Professions et activités médicales (médecine préventive).

4619. — 2 novembre 1981. — **M. Raymond Julien** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les limites des dispositions du décret n° 76-806 du 24 août 1976 et de l'arrêté du 10 août 1977 qui ont fixé les conditions d'organisation et de financement des examens de médecine préventive en milieu rural. En effet, l'article 2 exclut de ces examens de santé, réservés aux exploitants et salariés agricoles et à leur famille, les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. Or, il semble qu'étant donné la longévité actuelle et les difficultés économiques que connaissent bien des agriculteurs qui, de surcroît, continuent à cotiser à la caisse de mutualité sociale agricole, cette discrimination soit anormale. En conséquence, il lui demande s'il est dans ses intentions d'envisager la prise en charge de cette catégorie socio-professionnelle.

Réponse. — Comme le rappelle l'auteur de la question, le décret n° 76-806 du 24 août 1976, fixant les conditions d'organisation et de financement de la médecine préventive en agriculture, prévoit la prise en charge par l'assurance maladie des dépenses d'examen de santé effectués en faveur des ressortissants du régime âgés de seize à soixante-cinq ans. Il a, en effet, été considéré qu'au-delà de cet âge la plupart des affections que les examens de santé ont pour objet de prévenir ou de dépister sont constituées, connues et traitées et qu'en conséquence les dépenses correspondantes ne sauraient être considérées comme prioritaires par rapport aux besoins exprimés par les autres catégories de la population, en regard à leur efficacité et aux moyens financiers dont dispose le budget annexe des prestations sociales agricoles. Les textes actuellement en vigueur dans le régime général, qui retiennent l'âge de soixante ans comme limite à la prise en charge des examens de santé au titre des prestations légales, sont insérés par des considérations identiques. Il n'en reste pas moins que la protection de la santé des personnes âgées en milieu agricole constitue un objectif d'un intérêt certain. C'est pourquoi la mutualité sociale agricole, dans le cadre de l'action sanitaire et sociale, a décidé la mise en place d'une action « santé » visant, au-delà de la simple surveillance médicale des personnes âgées, à préserver leur autonomie de vie ; cette action s'intègre de ce fait dans le contexte plus large d'une politique gérontologique cohérente, comprenant non seulement une prévention sanitaire, mais aussi une éducation pour la santé et des actions de suites médicales et sociales.

Banques et établissements financiers (Crédit agricole : Mayenne).

4695. — 2 novembre 1981. — **M. François d'Aubert** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation actuelle des agriculteurs rencontrant des difficultés financières et qui ont constitué un dossier en vue d'obtenir une aide provenant des excédents de la caisse nationale de crédit agricole. Il souligne que les mesures d'encadrement du crédit bloquent l'attribution des crédits prévus et que les trois cents cas sélectionnés et examinés par le Crédit agricole de la Mayenne n'ont rien obtenu à ce jour. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer quelles dispositions peuvent être prises pour résorber les retards observés, et si les mesures récemment annoncées par son ministère seront à même d'y remédier.

Réponse. — Les effets de l'encadrement du crédit résultent de l'inévitable impératif d'une politique visant à maîtriser la croissance de la masse monétaire et à maintenir l'inflation dans des limites raisonnables. Les agriculteurs y sont d'ailleurs les premiers intéressés dans la mesure où la croissance des coûts de leurs consommations intermédiaires est pour une large part responsable de la baisse de leurs revenus. C'est dans le cadre de cette politique que les pouvoirs publics s'attachent à fixer pour l'ensemble des établissements de crédit une progression limitée de leurs encours de prêts. Toutefois, pour tenir compte de la spécificité des problèmes du financement de l'agriculture, le Gouvernement vient de décider une mesure de désencadrement en faveur du crédit agricole pour un montant de 650 millions de francs. Cet assouplissement devrait permettre à cet établissement de dégager les ressources nécessaires aux financements les plus urgents et notamment à ceux qui sont réalisés dans le cadre des opérations de consolidation décidées à la suite de l'affectation des excédents de la caisse nationale de crédit agricole.

Agriculture (structures agricoles : Morbihan).

4708. — 2 novembre 1981. — **M. Jean Giovannelli** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les problèmes posés par l'application du décret du 3 novembre 1969 relatif à l'exercice du droit de préemption de la Société bretonne d'aménagement foncier et d'établissement rural, à l'occasion d'adjudications volontaires. Ce décret prévoit des exceptions pour les communes ne comprenant pas de zone d'activité agricole. Pour le département du Morbihan, l'exception concerne quatorze communes, dont celle de Gourin. Or il s'avère que certaines communes concernées, dont celle-ci, sont des communes essentiellement rurales, qui devraient faire l'objet d'un contrôle par la S.B.A.F.E.R. L'exemple de la commune de Gourin, qui vois a été soumis, est révélateur, puisque cette commune, considérée comme urbaine, possède 340 exploitations agricoles. En conséquence, il lui demande quelles dispositions elle entend prendre pour régulariser cette situation afin que la S.B.A.F.E.R. puisse réellement exercer son rôle.

Réponse. — L'article 7 de la loi du 8 août 1962 modifiée, prévoit la possibilité pour la S.B.A.F.E.R., sur sa demande, de bénéficier d'un contrôle préalable sur les ventes par adjudication volontaire. Les zones où peuvent s'exercer un tel contrôle et les superficies à partir desquelles cette disposition peut jouer, sont déterminées par décret après avis motivé de la commission départementale des structures et de la chambre d'agriculture, sur proposition du préfet. Le décret de préemption de la S.B.A.F.E.R. ayant reconduit les dispositions du décret du 3 novembre 1969 relatif aux adjudications volontaires conformément aux demandes qui avaient été présentées à l'époque, arrive à expiration en mars 1982. Il sera possible à cette occasion, si la proposition en est faite conformément aux dispositions ci-dessus, d'étendre le contrôle des adjudications volontaires aux communes présentant encore de vastes zones à vocation agricole, comme cela était effectivement le cas pour la commune de Gourin qui a fait l'objet d'une mesure particulière dans le décret du 30 octobre 1981 qui permet dorénavant de contrôler les adjudications volontaires dans cette commune.

Produits agricoles et alimentaires (soja).

4761. — 9 novembre 1981. — **M. Jean-Jacques Leonetti** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les importantes implications économiques de la culture et du commerce du soja qui est particulièrement intéressant en raison de sa teneur protéinique. Il lui demande de lui faire part de l'état d'avancement de la recherche agronomique dans l'acclimatation du soja sur le territoire national métropolitain et outre-mer et quelles dispositions elle compte adopter pour assurer une compétitivité des produits français concurrents.

Réponse. — Un important effort de recherche agronomique est actuellement réalisé pour l'acclimatation du soja sur le territoire national métropolitain et outre-mer. Des recherches fondamentales

sont menées par les laboratoires de l'I.N.R.A., le laboratoire d'amélioration des plantes de l'E.N.S.A.T. de Toulouse, plusieurs laboratoires de l'université et du C.N.R.S., notamment le centre de physiologie végétale de l'université de Toulouse, et les différents services du C.E.T.I.O.M. Elles ont permis de mieux comprendre la physiologie et la pathologie du soja, et servent de base aux travaux d'amélioration variétale menés par l'I.N.R.A. et l'E.N.S.A.T. en liaison avec le G.I.E. des sélectionneurs de soja. Ce dernier, constitué dans le cadre du P.A.P. « Protéines », fait l'objet d'un soutien financier important de l'Etat, qui devrait être progressivement relayé par la profession. Les premiers résultats de ces différents efforts de sélection sont encourageants : des variétés françaises commencent à apparaître (ex : Fred et Adoc, qui marquent déjà un progrès par rapport aux variétés américaines). Par ailleurs, les relations établies par les chercheurs français avec leurs homologues chinois, ont permis d'obtenir récemment du matériel végétal fort intéressant pour l'amélioration génétique du soja, ce qui accroît les possibilités de création de variétés adaptées aux conditions nationales. Ces travaux de recherche sont étroitement complétés par différentes actions d'expérimentation menées notamment par le C.E.T.I.O.M. avec le soutien des pouvoirs publics. Cet organisme réalise de nombreux essais de variétés, des expérimentations de techniques de désherbage et apporte un appui technique aux agriculteurs pour cette culture. De même la compagnie du Bas-Rhône Languedoc conduit depuis 1977 des actions démonstratives sur le soja dans sa zone d'influence. Une expérimentation pour la production de semences de soja et de tournesol en Corse a été par ailleurs entreprise en 1980 grâce à un financement conjoint du F.I.A.T., du ministère de l'agriculture et du C.E.T.I.O.M. Le F.O.R.M.A., enfin, apporte depuis 1980 son soutien à l'expérimentation et à la culture de soja en Guyane. Le ministre de l'agriculture entend poursuivre l'effort engagé pour assurer une compétitivité maximale des plantes riches en protéines produites en métropole et outre-mer par rapport aux produits importés. Elle continuera notamment à insister auprès des Communautés européennes afin d'obtenir le niveau d'aide communautaire et les améliorations réglementaires nécessaires à la réalisation de cet objectif.

Agriculture : ministère (personnel).

4780. — 9 novembre 1981. — **M. Vincent Ansquer** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** que la loi n° 80-1056 du 23 décembre 1980 a institué des expériences de travail à temps partiel dans la fonction publique. Alors que la loi a été mise en œuvre dans plusieurs ministères, les personnels relevant du ministère de l'agriculture ne peuvent toujours pas bénéficier de ces dispositions, du fait de la non-publication de textes réglementaires à cet effet. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quand interviendra la parution des textes en cause.

Agriculture : ministère (personnel).

4881. — 9 novembre 1981. — **M. Jacques Floch** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les modalités d'application aux personnels de son ministère de la loi n° 80-1056 du 23 décembre 1980, relative au travail à temps partiel dans la fonction publique. Alors que les décrets d'application de cette loi ont déjà été publiés pour la plupart des ministères concernés, il constate en effet qu'il n'en est pas de même pour le ministère de l'agriculture. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser ses intentions en la matière.

Réponse. — Le ministre de l'agriculture informe l'honorable parlementaire que son département n'est pas pour le moment concerné par l'expérience de travail à temps partiel dont la loi n° 80-1056 autorise la réalisation dans certaines administrations seulement, mais qu'il a donné des instructions à ses services pour que cette mesure puisse être rapidement appliquée au ministère de l'agriculture, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives ayant d'ores et déjà fait connaître son accord sur le projet.

Viandes (commerce).

4782. — 9 novembre 1981. — **M. Daniel Goulet** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les conséquences de l'arrêt de l'intervention sur les carcasses bovines dans les conditions prévues par la commission de la C.E.E. à la date du 1^{er} novembre prochain. En effet, si cette mesure entraine en application à une période où, traditionnellement, la mise au marché de bovins est importante et, particulièrement, cette année où le département de l'Orne a été touché par des intempéries provoquant des baisses de stocks fourragers, il y aurait tout lieu de penser qu'elle engen-

drerait, par un déséquilibre profond de l'offre et la demande, une évolution catastrophique des cours. Il lui demande de bien vouloir intervenir afin d'obtenir la suspension immédiate de la mesure envisagée.

Réponse. — La limitation des achats d'intervention aux seuls quartiers arrière trouve sa justification dans le fait que les cours de cette catégorie de produits fléchissent toujours pendant l'hiver, alors que, au même moment, les quartiers avant se trouvent mieux valorisés par une demande active. On observe d'ailleurs, actuellement à Rungis, une augmentation de 20 p. 100 du prix des quartiers avant par rapport à leurs cours de l'an passé. Aussi, convient-il d'adopter une attitude mesurée, de façon à ne pas provoquer des augmentations de prix excessives. La suspension de l'intervention sur les carcasses entières, qui était envisagée favorablement par la majorité de nos partenaires de la Communauté économique européenne (C.E.E.), a pu être retardée jusqu'au 15 novembre, à la demande du Gouvernement français. D'autre part, à la demande de la France et afin de pallier les inconvénients d'une brusque limitation des achats d'intervention, une opération de stockage privé a été instituée au niveau communautaire ; grâce à cette mesure, 8 000 tonnes de quartiers arrière ont pu être retirées du marché. Enfin, il apparaît que les prix à la production de la viande bovine ne sont pas actuellement défavorables aux éleveurs : la moyenne nationale des cotations régionales se situe actuellement à 18 p. 100 environ au dessus de son niveau de l'année dernière à la même époque.

Enseignement privé (enseignement agricole).

4832. — 9 novembre 1981. — **M. Alain Madelin** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation alarmante des établissements d'enseignement agricole privé. Le projet de loi de finances pour 1982 prévoit seulement de reconduire les crédits de 1981. D'autre part, la dotation budgétaire de cette année n'a toujours pas été attribuée, menaçant ainsi le fonctionnement de ces établissements. En conséquence il lui demande de bien vouloir remédier rapidement à cette situation et d'honorer les engagements pris en faveur de la formation des jeunes du monde rural. Il lui rappelle également que l'enseignement privé agricole ne reçoit de l'Etat que 24 p. 100 des crédits soit quatre fois moins par élève que l'enseignement public.

Réponse. — En 1981, les crédits alloués aux établissements d'enseignement agricole privé au titre de la reconnaissance sont en progression de 18 p. 100 par rapport à ceux de 1980. Par arrêtés en date du 26 février et du 2 octobre 1981, 93 p. 100 de ces crédits ont été répartis entre les établissements. La régularisation à 100 p. 100 est actuellement en cours. En ce qui concerne l'agrément, un acompte forfaitaire a été accordé par arrêté du 15 juillet 1981, le complément des droits à subvention des établissements est en cours de versement, sur la base d'un taux moyen de 4 500 francs par élève agréé. En 1982, les crédits budgétaires en simple reconduction par rapport à 1981 seront abondés par les crédits non utilisés. Les crédits ainsi disponibles en 1982 permettront l'actualisation des subventions allouées aux établissements au titre de la reconnaissance ainsi que la poursuite de l'application progressive de la loi du 28 juillet 1978 en l'attente de l'harmonisation des dispositions législatives régissant les relations de l'Etat et de l'enseignement agricole privé avec celles en vigueur au ministère de l'éducation nationale.

Enseignement privé (enseignement agricole).

4833. — 9 novembre 1981. — **M. Alain Madelin** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur la situation alarmante des établissements d'enseignement agricole privé. En l'absence d'informations précises sur la dotation budgétaire qui leur sera attribuée en 1981, beaucoup de ces établissements risquent de ne pas pouvoir assumer le paiement de leurs enseignants dans les mois prochains, faute de trésorerie suffisante. Il lui demande de bien vouloir remédier rapidement à cette situation et d'honorer les engagements pris en faveur de la formation des jeunes du monde rural.

Réponse. — En 1981, les crédits alloués aux établissements d'enseignement agricole privés au titre de la reconnaissance sont en progression de 18 p. 100 par rapport à 1980. Par arrêtés en date du 26 février 1981 et du 2 octobre 1981, 93 p. 100 de ces crédits ont été répartis entre les établissements. La régularisation à 100 p. 100 est actuellement en cours. En ce qui concerne l'agrément, un arrêté en date du 2 octobre 1981 a porté à 22 000 l'effectif maximal des élèves susceptibles de bénéficier de l'agrément (19 500 en 1980) et à 4 500 francs le complément moyen de subvention alloué à ce titre (3 670 francs en 1980). Un acompte a été accordé par arrêté du 15 juillet 1981, le complément des droits à subvention des établissements bénéficiant de l'agrément est en cours de versement.

Colomités et catastrophes (calamités agricoles).

4985. — 9 novembre 1981. — **M. Amédée Renault** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le préjudice causé aux agriculteurs par les migrations d'oiseaux fréquemment protégés. Selon l'article 2 de la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 sur l'indemnisation des calamités agricoles, il faut une « variation anormale d'intensité d'un agent naturel » pour prétendre à cette indemnisation. Il lui demande donc dans quelle mesure cette loi serait susceptible de prendre en compte les vols migratoires ou d'y être étendue.

Réponse. — Le fonds national de garantie des calamités agricoles est susceptible d'indemniser les dommages causés par les pullulations exceptionnelles d'animaux rongeurs ou oiseaux, par exemple, dès lors qu'il est avéré que les moyens techniques de lutte préventive ou curative employés habituellement dans l'agriculture sont inutilisables ou se révèlent insuffisants ou inopérants. Toutefois, il apparaît difficile que ce fonds prenne en considération les dommages résultant de la prolifération d'espèces protégées, puisqu'alors c'est l'action de sauvegarde de l'homme et non un agent naturel qui est responsable de cette prolifération. J'ai, en conséquence, demandé aux services concernés d'examiner avec la plus grande attention, la solution qui pourrait être apportée à ce problème, au cas où il viendrait à se poser dans la pratique.

Agriculture aides et prêts : Seine-et-Marne.

5013. — 9 novembre 1981. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les critères retenus pour la réalisation de prêts spéciaux bonifiés destinés à l'installation de jeunes agriculteurs riches agricoles mesurée par le revenu brut agricole d'exploitation par département et pression de la demande auprès de chaque caisse régionale. L'application sans nuance de ces critères a abouti à exclure la Seine-et-Marne de la dotation complémentaire de 200 millions de francs notifiée fin juillet. Or le fait que le R.B.E. seine-et-marnais soit supérieur à la moyenne nationale n'empêche pas que de nombreux jeunes s'installent sur des exploitations de taille modeste. De plus, les quotas alloués à la caisse régionale de crédit agricole le la Brie sont nettement insuffisants pour satisfaire les demandes dans des délais raisonnables. Il lui demande de bien vouloir reconsidérer cette situation préjudiciable aux jeunes agriculteurs du département et de bien vouloir prescrire à ses services un réexamen du dossier sur la base d'une interprétation plus nuancée des deux critères retenus dans les instructions données à la caisse nationale du crédit agricole.

Réponse. — La distribution de l'enveloppe initiale de 2 580 millions de francs de prêts bonifiés d'installation en 1981 correspond à l'octroi d'une subvention en capital de 740 millions de francs en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs. En outre, le Gouvernement a augmenté par deux fois l'enveloppe des prêts bonifiés distribués en 1981 par le Crédit agricole pour des montants respectifs de 500 et 350 millions de francs, une large part de ces compléments devant être réservée aux jeunes agriculteurs. Les pouvoirs publics consacrent donc sous la forme de ces prêts spéciaux fortement bonifiés un effort financier très important en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs, auquel s'ajoute la dotation d'installation, versée en capital, et pour laquelle un crédit de 277 millions de francs a été ouvert en 1981. De surcroît, les jeunes agriculteurs ont encore la possibilité de recourir à d'autres prêts bonifiés : prêts spéciaux d'élevage, de modernisation, prêts à moyen terme ordinaires, prêts fonciers à des conditions avantageuses. C'est finalement une somme d'aide, en capital ou en bonification, largement supérieure à un milliard de francs que se seront partagée en 1981 les jeunes agriculteurs installés depuis moins de cinq ans. L'effort considérable ainsi consenti par la collectivité nationale en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs est donc pour le moment le maximum compatible avec la nécessité d'une croissance et d'un équilibre judicieux du budget du ministère de l'agriculture. C'est pourquoi il convient d'améliorer l'efficacité de ces aides financières en les réservant aux exploitations agricoles qui ne peuvent se créer ou se développer sans elles. Dans cet esprit, les pouvoirs publics ont demandé au Crédit agricole de privilégier, dans la distribution du complément de prêts d'installation, les départements dont le revenu agricole est inférieur à la moyenne nationale. Si ce critère a été employé, c'est parce qu'il n'est pas possible dans l'immédiat, et compte tenu de la méconnaissance des revenus agricoles individuels, d'organiser sur un plan national une sélectivité fondée sur le revenu de l'exploitant. C'est à juste titre que l'auteur de la question fait remarquer que, dans les départements dont le revenu agricole moyen est élevé, il peut exister des exploitations familiales de dimensions et de revenus modestes qu'il convient d'encourager et d'aider à se développer. C'est donc à l'échelon local, grâce à la concertation menée au sein de la commission mixte départe-

mentale entre l'administration, le Crédit agricole et la profession, dans le cadre de la nouvelle procédure d'instruction des dossiers d'installation aidée, que peuvent être prises les orientations nécessaires pour faire bénéficier des moyens financiers en prêts bonifiés les jeunes agriculteurs qui en ont réellement besoin.

Baux (baux ruraux).

5031. — 9 novembre 1981. — **M. Francis Geng** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le prix du quintal de blé-fermage pour la campagne 1981-1982. Par arrêté en date du 8 octobre 1981, publié au *Journal officiel* du 10 octobre 1981, le prix du quintal de blé-fermage a été fixé à 104 francs. Ce prix a été calculé par référence au prix d'intervention du blé de meunerie le plus bas, éventuellement corrigé et diminué du montant total ou partiel des taxes parafiscales prévues par les textes. Il lui indique que ce prix ne correspond en rien au prix qui est réellement payé aux producteurs de blé. A titre d'exemple, le prix net perçu par les agriculteurs de l'Orne a été, au maximum et dans les meilleures conditions de vente, de 100 francs le quintal. Dans un souci d'équité, il lui demande, compte tenu des disparités qui existent entre départements, que le prix du quintal de blé-fermage soit fixé par arrêté préfectoral comme pour les autres denrées, afin que ce prix approche au maximum celui qui a été perçu par le producteur.

Réponse. — Le prix du blé-fermage pour la campagne 1981-1982 a été fixé à 104 francs le quintal par l'arrêté interministériel (agriculture, justice) du 8 octobre 1981. Cette mesure a été prise en application du décret n° 76-440 du 20 mai 1976 relatif à la fixation des prix des baux ruraux qui fait référence au prix d'intervention du blé de meunerie le plus bas, auquel s'est substitué, en raison de l'évolution de la réglementation communautaire, le prix de référence, qualité panifiable minimale, « éventuellement corrigé, pour tenir compte du marché, et diminué du montant total ou partiel des taxes parafiscales prévues par les textes en vigueur ». Il est exact que le prix du blé-fermage, qui résulte de l'application de ces dispositions, peut présenter, selon les départements, de grandes disparités avec les prix de marché. C'est la raison pour laquelle une étude va être menée par mes services pour examiner dans quelles conditions le prix du blé-fermage pourrait être éventuellement fixé au plan départemental par arrêté préfectoral.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (monuments historiques : Puy-de-Dôme).

5188. — 9 novembre 1981. — **M. Marc Lauriel** demande à **Mme le ministre de l'agriculture** les raisons pour lesquelles l'Office national des forêts, gestionnaire de la Grange de la Malvalle (Puy-de-Dôme) n'a toujours pas effectué les travaux de remise en état de ce bâtiment afin d'éviter tous risques d'accidents qui pourraient survenir du fait de sa détérioration. Il l'informe que déjà le mur bordant la voie publique s'est effaissé dans sa partie interne, que de plus, le jour filtre en de très nombreux endroits, et qu'à très brève échéance, cette partie de mur risque de s'écrouler sur la voie publique provoquant des accidents évitables sur d'éventuels passants. En conséquence, il souhaite que toutes mesures urgentes soient prises pour remédier à cette dangereuse situation. Il lui demande en outre, les raisons pour lesquelles il refuse le concours de l'Association des Amis de la Malvalle parce qu'elle ne peut prendre un engagement chiffré pour la restauration de la Grange de la Malvalle. L'administration a affirmé qu'il fallait 5 millions de francs pour cette restauration. Il est bien évident qu'aucun organisme n'acceptera de consacrer une telle somme pour restaurer un bâtiment dont la valeur architecturale est incontestable, mais dont les possibilités d'utilisation sont extrêmement limitées, et ne justifient en aucun cas un tel investissement. L'exigence d'un engagement chiffré prive ainsi la Malvalle des travaux nécessaires et de la surveillance indispensable, la condamnant à brève échéance à sa ruine. Il lui demande de prendre toutes mesures pour que cette Grange de la Malvalle puisse être cédée à l'Association des Amis de la Malvalle qui pourrait prendre en charge sa restauration et son animation dans toute la mesure de ses moyens, ce qui, en tout état de cause, serait préférable à l'inaction.

Réponse. — La Grange de la Malvalle (Puy-de-Dôme) est un bâtiment agricole construit vers 1880 et dont l'architecture présente un certain intérêt sans être pour autant exceptionnelle. Elle n'est guère remarquable que par sa charpente et sa vaste toiture en lauzes, dont on peut trouver d'autres exemples dans la région, mais il y règne une obscurité quasi totale en raison de l'absence d'ouvertures. Cet édifice, se trouvant sur un terrain forestier domanial, a été, à ce titre, remis en dotation à l'Office national des forêts lors de la création de ce dernier, mais il demeure la propriété de l'Etat. Devant l'état de péril du bâtiment dont la toiture menaçait de s'effondrer, les travaux de restauration les plus urgents ont été effectués en 1980 pour un coût de 250 000 francs dont 100 000 francs à la charge du ministère de l'agriculture et 50 000 francs à la charge de l'Office national des forêts. Par mesure

de sécurité le bâtiment a été fermé et son accès interdit. Cependant, la dépose de la lourde toiture en lauzes a modifié de façon imprévisible le champ de forces s'exerçant sur les murs et quelques fissures sont apparues dans celui qui longe la voie d'accès, sans que la solidité de l'ensemble du bâtiment semble compromise à court terme. Le coût de la restauration complète de l'édifice avait été estimé en 1978 à 5 millions de francs ; il dépasserait certainement ce montant à l'heure actuelle. L'Office national des forêts, pour lequel cette grange est insusceptible de tout usage et qui connaît actuellement des difficultés financières, ne saurait prendre en charge des travaux aussi coûteux. Les crédits qui sont réservés dans son budget aux maisons forestières doivent être consacrés à la construction ou à l'acquisition de logements pour ses agents de terrain et il serait tout à fait anormal qu'une somme équivalente au coût d'une dizaine de maisons forestières soit distraite de ces crédits pour la restauration d'un édifice qui ne présente aucune utilité pour l'office. La seule solution définitive pour assurer la remise en état de la Grange de la Malvalle est sa cession par l'Etat à une personne physique ou morale ayant les moyens financiers de la prendre en charge. Sous cette dernière réserve, rien ne s'oppose, en principe, à l'acquisition de cet édifice par l'association que mentionne l'auteur de la question.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

5219. — 16 novembre 1981. — **M. Darlet Goulet** rappelle à **Mme le ministre de l'agriculture** qu'aux termes de l'article 1122, alinéa 2, du code rural, le conjoint d'un exploitant titulaire de la retraite vieillesse agricole a droit à la retraite de base à soixante-cinq ans, ou à soixante ans en cas d'incapacité au travail, à condition qu'il ne bénéficie pas à titre personnel d'une autre retraite versée par l'un des régimes vieillesse de la sécurité sociale. Il lui demande s'il ne paraîtrait pas logique et équitable que l'épouse d'un exploitant admis à l'âge de soixante ans à la retraite en qualité d'ancien prisonnier puisse elle-même prétendre au bénéfice de la retraite de base dès l'âge de soixante ans. Une telle disposition s'apparenterait à la possibilité donnée aux assujettis du régime général de sécurité sociale de prétendre, sur leur demande, à la préretraite à compter de soixante ans.

Réponse. — Il n'apparaît pas possible d'attribuer une retraite de vieillesse anticipée aux femmes par assimilation de leur situation à celles des anciens combattants et anciens prisonniers de guerre. En effet, aussi digne d'intérêt qu'il soit, le cas des intéressées ne saurait être considéré comme analogue à celui des anciens prisonniers de guerre, au profit desquels l'anticipation de la retraite n'a été accordée, par la loi du 21 novembre 1973, que compte tenu des séquelles pathologiques de la captivité. Il est toutefois porté à la connaissance de l'auteur de la question, que le conjoint non encore retraité d'un exploitant agricole titulaire de l'indemnité annuelle de départ ou de l'indemnité viagère de départ, peut bénéficier entre soixante ans et soixante-cinq ans de l'indemnité complémentaire au conjoint laquelle constitue en quelque sorte une préretraite, au même titre que les indemnités précitées.

Agriculture : ministère (personnel : Côtes-du-Nord).

5440. — 16 novembre 1981. — **M. Didier Chouat** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur les difficultés que rencontrent les agents des services vétérinaires des Côtes-du-Nord pour percevoir les heures supplémentaires qui leur sont dues. L'année 1981 a vu sévir au cours du premier trimestre une épizootie de fièvre aphteuse qui a gravement perturbé l'économie agricole du département. Il a été demandé aux agents des services vétérinaires ainsi qu'à d'autres administrations et organismes agricoles ou para-agricoles d'intervenir sans délai. Grâce à l'action de tous les intervenants qui ont travaillé jusqu'à seize heures par jour sans discontinuer pendant environ quatre semaines, il a été possible d'endiguer cette maladie qui risquait, si des précautions draconiennes n'étaient pas prises, de resurgir pendant une période de plusieurs mois comme ce fut le cas en 1974. Grâce aux efforts des agents des services vétérinaires, quarante jours après la déclaration officielle du premier cas, la vie économique reprenait normalement dans la région. Les services du ministère de l'agriculture ont félicité les agents pour l'efficacité de leur intervention et précisé que tout serait mis en œuvre pour indemniser rapidement le quota très important d'heures supplémentaires effectuées. (Le nombre d'heures hebdomadaires réelles variant entre 80 et 100) pendant les quatre premières semaines. A ce jour, six mois exactement après la fin de l'épizootie, aucun règlement n'est en cours malgré différentes interventions de M. le directeur des services vétérinaires et du contrôleur général des services vétérinaires pour la région Bretagne. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour procéder au versement rapide des sommes dues aux agents des services vétérinaires des Côtes-du-Nord.

Réponse. — Les techniciens des services vétérinaires du département des Côtes-du-Nord qui ont participé à l'opération contre l'épizootie de fièvre aphteuse du 5 mars au 18 avril ont appelé votre attention sur leur souhait de voir verser rapidement les indemnités correspondant aux travaux qu'ils ont effectués dans des conditions particulièrement difficiles. Compte tenu des limites fixées par la réglementation en vigueur, un système d'indemnisation dégressive a dû être mis en place : 200 francs du premier au septième jour ; 100 francs du huitième au douzième jour ; 50 francs du treizième au seizième jour ; 25 francs du dix-septième au vingt-cinquième jour. Toutes dispositions ont été prises pour que ces indemnités soient réglées aux intéressés au mois de décembre 1981. Pour les trois agents ayant participé plus de vingt-cinq jours à l'opération, un congé supplémentaire sera accordé.

Baux (baux ruraux).

5441. — 16 novembre 1981. — **M. Didier Chouat** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur le problème posé par la fixation du prix du blé servant de référence pour établir le montant des fermages pour l'année 1981-1982. L'an dernier (1980-1981) une différence importante existait, au détriment des fermiers, entre le prix réel de vente du blé (90 francs le quintal) et le prix servant de référence au calcul des fermages (96,50 francs). Selon les informations transmises par le syndicat national des fermiers et métayers, pour l'année qui vient, des représentants des propriétaires réclamaient un prix de référence établi à 105 francs le quintal, tandis que les services du ministère proposeraient qu'on retienne le chiffre de 104 francs. Afin d'éviter que les disparités constatées les années précédentes se perpétuent, le S.N.F.M. demande qu'on aligne le prix de référence sur le prix réel, c'est-à-dire 100 francs le quintal. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'elle compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Le prix du blé-fermage pour la campagne 1981-1982 a été fixé à 140 francs le quintal par l'arrêté interministériel (agriculture, justice) du 8 octobre 1981. Cette mesure a été prise en application du décret n° 76-440 du 20 mai 1976 relatif à la fixation des prix des baux ruraux qui fait référence au prix d'intervention du blé de meunerie le plus bas, auquel s'est substitué, en raison de l'évolution de la réglementation communautaire, le prix de référence, qualité panifiable minimale, « éventuellement corrigé, pour tenir compte du marché, et diminué du montant total ou partiel des taxes parafiscales prévues par les textes en vigueur ». Il est exact que le prix du blé-fermage, qui résulte de l'application de ces dispositions, peut présenter, selon les départements, des disparités avec les prix de marché. C'est la raison pour laquelle une étude va être menée par mes services pour examiner dans quelles conditions le prix du blé-fermage pourrait être éventuellement fixé au plan départemental par arrêté préfectoral.

Produits agricoles et alimentaires (entreprises : Somme).

5637. — 23 novembre 1981. — **M. André Audnot** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'agriculture** sur l'inquiétude des ouvriers, employés et cadres de la Sucrerie de Dompierre-Becquincourt (80980). Cette société a perdu 1 500 hectares de betteraves vendus par ses planteurs à la Sucrerie d'Origny-Sainte-Benoite. Il demande le maintien des quotas de sucre pour l'ensemble du groupe Société vermandoise industries, qui éviterait la fermeture de cette unité de production et sauvegarderait l'emploi de 150 personnes. Il lui demande quelles mesures elle compte proposer aux autorités compétentes, pour agir dans ce sens.

Réponse. — Afin de préserver l'existence de l'usine de Dompierre-Becquincourt, il a été décidé de maintenir le quota de production de la Société vermandoise. Celle-ci, de son côté, s'est engagée à régler la situation de ses planteurs qui ont vendu leurs betteraves à la sucrerie d'Origny-Sainte-Benoite. Les betteraves de ces producteurs seront considérées pour cette campagne comme travaillées à façon pour le compte de la Société vermandoise par la sucrerie d'Origny à condition que les planteurs dont il s'agit s'engagent à reprendre leurs livraisons à l'usine de Dompierre dès la prochaine campagne. Ainsi l'usine de Dompierre pourra-t-elle être maintenue en activité, la Société vermandoise en ayant pris l'engagement formel.

Agriculture (politique agricole).

5779. — 23 novembre 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **Mme le ministre de l'agriculture** si le projet de création d'offices de produits n'entraînera pas l'étalation de la production agricole française. En effet, selon des informations qui circulent actuelle-

ment, les offices appartiendraient à l'Etat et mettraient en œuvre la politique du Gouvernement. Ils fonctionneraient dans le cadre des budgets de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Cette étatisation résulterait également du fait qu'un directeur (réduit éventuellement à une seule personne) serait nommé par le Gouvernement pour gérer ces offices. Parmi les représentants des pouvoirs publics, on compterait deux commissaires du Gouvernement qui possèderaient un droit de veto, ce qui serait une preuve supplémentaire d'étatisation. Cette organisation risque de provoquer des plaintes de nos partenaires de la C.E.E., du fait que ces offices recevraient des prélèvements de taxes équivalentes sur les produits importés. Le Gouvernement serait amené à justifier ces taxes en faisant valoir qu'elles ont pour objet la promotion commerciale ou la recherche. Il lui demande quelles sont exactement ses intentions en ce qui concerne la création des offices de produits.

Réponse. — Les offices dont la création est envisagée devraient constituer l'un des moyens pour la mise en œuvre d'une politique agricole nouvelle, dont l'objectif est d'améliorer le niveau de vie des producteurs, sans renoncer au développement de l'agriculture. Les principes généraux selon lesquels s'exercera l'action de ces offices doivent faire l'objet d'un projet de loi qui sera déposé au début de l'année prochaine, et qui comportera également un certain nombre de dispositions destinées, par secteur de production, à améliorer la transparence du marché et la connaissance du potentiel de production, ainsi qu'à assurer une plus grande discipline de la part des partenaires des filières considérées. Dans ce nouveau cadre législatif, les offices auront pour mission de connaître, prévoir, orienter et gérer le marché dans des conditions adaptées à la nature de chaque catégorie de produits et de leurs circuits économiques. Ils seront dotés d'instances délibératives dans lesquelles seront largement représentées les professions de la filière, ainsi que les salariés, les consommateurs et les administrations concernées. Ils devront, autant que possible, s'appuyer sur les organismes professionnels ou interprofessionnels dans l'accomplissement de leur mission. En tout état de cause, il n'est pas question pour les offices de supprimer le marché et donc l'intervention des entreprises de transformation et de commerce qui y opèrent. Au contraire, ils devront conforter les actions des entreprises dans la mesure où celles-ci sont conformes à la politique générale déterminée au sein des offices.

Elevage (bétail).

6108. — 30 novembre 1981. — M. Jean-Pierre Fourre attire l'attention de Mme le ministre de l'agriculture sur l'utilisation des hormones pour l'élevage. Le compromis signé à Bruxelles par les ministres de l'agriculture européens laisse à certains pays d'Europe la possibilité d'autoriser des substances interdites dans d'autres pays et sans que soient institués les contrôles nécessaires. Il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour faire appliquer la loi dans toute sa rigueur.

Réponse. — Mme le ministre de l'agriculture tient à souligner que la France a fait un effort important pour l'application des mesures législatives et réglementaires interdisant l'emploi des œstrogènes en élevage. Les contrôles opérés ont été renforcés, tant pour la production nationale que pour les viandes d'importation. Le dispositif réglementaire et technique permettant d'assurer cette surveillance a été complété par un arrêté qui simplifie la procédure de retrait de la consommation des denrées trouvées en infraction. Ce dispositif fonctionne maintenant de façon courante.

Elevage (maladies du bétail : Côtes-du-Nord).

6263. — 30 novembre 1981. — M. Maurice Briand rappelle à Mme le ministre de l'agriculture qu'au cours du premier trimestre 1981, une grave épizootie de fièvre aphteuse a perturbé l'économie agricole des Côtes-du-Nord. Les agents des services vétérinaires ont été, à cette occasion, amenés à effectuer des contingents d'heures supplémentaires importants pour lutter contre l'épidémie (quinze à seize heures de travail par jour ; entre quatre-vingts et cent heures de travail par semaine). Le ministère de l'agriculture a félicité ses agents pour l'efficacité de leur intervention en précisant que tout serait mis en œuvre pour indemniser le quota très important d'heures supplémentaires effectuées. A ce jour cependant, aucun règlement n'est intervenu. C'est la raison pour laquelle il lui demande de préciser les moyens qu'elle compte mettre en œuvre pour honorer les promesses de son prédécesseur.

Réponse. — Les techniciens des services vétérinaires du département des Côtes-du-Nord, qui ont participé à la lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse du 5 mars au 18 avril 1981 ont fait part de leur souhait de voir verser rapidement les indemnités correspondant aux travaux qu'ils ont effectués dans des conditions particulièrement difficiles. Compte tenu des limites fixées par la réglementation en vigueur, un système d'indemnisation dégressive a

dû être mis en place. Toutes dispositions ont été prises pour que les indemnités soient réglées aux intéressés au mois de décembre 1981. Pour les trois agents ayant participé pendant plus de vingt-cinq jours à l'opération, un congé supplémentaire sera accordé.

BUDGET

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

222. — 13 juillet 1981. — M. Henri de Gasparis rappelle à M. le ministre délégué, chargé du budget, que le taux majoré de taxe sur la valeur ajoutée (33,33 p. 100), réservé en principe aux produits de luxe, et qui s'applique à l'automobile, est certainement un des facteurs de l'état dépressif que connaît actuellement ce marché. Or, l'importance du rôle que joue l'automobile dans la vie économique et sociale de la nation n'est plus à démontrer. La place essentielle que tient la fabrication n'a d'égale que celle qu'occupent, à travers 59 000 entreprises employant 340 000 personnes, la distribution, la maintenance et la réparation. Parmi les mesures susceptibles de stimuler l'activité de ce secteur, et d'accroître les ventes, figure incontestablement l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal de 17,60 p. 100, qui, en diminuant le prix d'achat, participerait à une relance du marché intérieur. Il lui demande de bien vouloir envisager la mise en œuvre de cette disposition dans les meilleurs délais.

Réponse. — Le Gouvernement ne peut s'engager dans la voie d'un abaissement du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux véhicules automobiles. En effet, outre qu'elle ne manquerait pas de susciter des demandes analogues de la part d'autres branches d'activités, une telle mesure entraînerait des pertes de recettes considérables dont la nécessaire compensation exigerait des transferts particulièrement délicats à opérer sur l'ensemble des entreprises et des consommateurs. Par ailleurs, les règles de droit international interdisent de réserver le bénéfice d'un abaissement du taux de la taxe sur la valeur ajoutée aux véhicules de fabrication française ; or, l'un des problèmes majeurs de ce secteur professionnel réside dans l'acidité de la compétition internationale. C'est donc en utilisant des instruments appropriés, et non pas par le biais d'une modification de la fiscalité indirecte qui n'est pas adaptée à ce type d'action, que le Gouvernement poursuit et poursuivra une politique industrielle qui privilégie l'emploi et accorde toute son importance à la reconquête du marché intérieur.

Impôts et taxes

(impôt sur le revenu et taxe sur la valeur ajoutée).

335. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Serghereert expose à M. le ministre délégué, chargé du budget, la situation ci-dessous : un pharmacien titulaire des diplômes requis exploite conjointement une officine et un laboratoire d'analyses médicales. Selon certaines réponses ministérielles (réponse Voisin, J.O., Débats A.N., du 27 mars 1971, p. 792, n° 4774 ; réponse Brocard, J.O., Débats A.N., du 25 janvier 1975, p. 263, n° 14721) et la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt C.E. du 27 juin 1975, n° 86291, assemblée), les recettes provenant de l'exploitation du laboratoire sont considérées comme étant de nature non commerciale et donc non soumises à la taxe sur la valeur ajoutée dans la mesure où les travaux sont effectués par un personnel spécialisé travaillant sous la direction effective du pharmacien dans des locaux distincts et font l'objet d'une comptabilité séparée. Lorsque ces conditions sont remplies, le contribuable imposé selon le régime de bénéfice réel doit-il produire une déclaration 2031 B.I.C. pour l'officine et une déclaration 2035 ou 2037 B.N.C. pour le laboratoire ou alors fournir une seule déclaration 2031. Par ailleurs, doit-il adhérer conjointement à un centre de gestion agréé pour l'officine et à une association de gestion agréée pour le laboratoire. Enfin, dans le cas où le laboratoire géré distinctement ne dispose pas du matériel nécessaire pour effectuer certaines analyses et les transmet à d'autres laboratoires spécialisés, les recettes provenant de ces analyses sont-elles imposables à la taxe sur la valeur ajoutée sur leur montant total ou sur la différence entre le prix payé par les clients et le coût facturé par le laboratoire spécialisé. Ne faudrait-il pas plutôt les considérer comme des rétrocessions d'honoraires non assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, comme il est de règle en matière non commerciale.

Réponse. — Lorsque les circonstances de fait permettent de considérer que l'exploitation du laboratoire d'analyses médicales et celle de l'officine constituent des activités distinctes, chacune d'elles est traitée séparément pour l'établissement de l'impôt sur le revenu. Le régime d'imposition et, par voie de conséquence, les déclarations annuelles à souscrire sont alors fonction du montant des recettes ou du chiffre d'affaires réalisés dans chaque branche et dépendent, le cas échéant, des options exercées par l'exploitant. En l'absence d'option pour un régime réel d'imposition, les gains procurés par le laboratoire d'analyses font l'objet

d'une évaluation administrative (déclaration n° 2037), lorsque les recettes n'excèdent pas 175 000 francs et ceux procurés par l'officine d'un forfait de bénéfices si le montant du chiffre d'affaires ne dépasse pas 500 000 francs. Dans les autres cas, le régime de la déclaration contrôlée (imprimé 2035) s'applique aux revenus non commerciaux, et le résultat doit être déclaré à l'aide des imprimés 2033 (régime simplifié d'imposition) ou 2031 (régime du bénéfice réel annuel). De même, l'exploitant peut adhérer à une association agréée pour son activité non commerciale et à un centre de gestion agréé pour son activité commerciale. Au regard de la taxe sur la valeur ajoutée, il convient de totaliser les recettes procurées par les deux activités pour apprécier le régime d'imposition et les obligations déclaratives de l'exploitant. Cette règle n'admet en effet d'exception que si les deux activités peuvent, en fonction des modalités d'exploitation, être considérées comme exercées dans des établissements distincts et ne relevant pas de secteurs complémentaires. Cela étant, l'article 261-41° du code général des impôts exonère, depuis le 1^{er} janvier 1979, de la taxe sur la valeur ajoutée les travaux d'analyse de biologie médicale, c'est-à-dire les examens biologiques destinés à faciliter la prévention, le diagnostic ou le traitement des maladies humaines. Un pharmacien qui effectue de tels travaux dans un laboratoire fonctionnant dans les conditions prévues par la loi n° 75-625 du 11 juillet 1975 peut donc se dispenser d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée sur les honoraires tirés de l'exercice de cette activité, à condition de les comptabiliser séparément des recettes tirées de l'exploitation de son officine. De même, un laboratoire non habilité à effectuer certaines analyses qui confie à un laboratoire spécialisé le soin d'y procéder est considéré comme un simple mandataire s'il rend compte à son client du montant exact de la rémunération reversée au laboratoire qui a exécuté les travaux et s'il conserve à l'appui de sa comptabilité une pièce justificative de cette reddition de compte. Dès lors, les sommes réclamées au client qui correspondent au reversement effectué ne sont pas soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, et la taxe n'est due que sur le montant des honoraires de transmission éventuellement perçus. Enfin, en l'absence de reddition de compte, le laboratoire doit soumettre à la taxe le prix total des analyses qu'il n'a pas exécutées lui-même.

Impôts et taxes (impôt sur le revenu et taxe sur la valeur ajoutée).

337. — 13 juillet 1981. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre délégué, chargé du budget, le cas d'un commerçant soumis au régime du réel simplifié occupant lui-même un immeuble affecté à son habitation à concurrence de quatre cinquièmes, le restant étant destiné au commerce. Dans l'hypothèse où celui-ci fait l'acquisition à la date du 1^{er} janvier 1979 d'une chaudière à mazout d'un montant hors taxes de 5 000 francs rentrant dans le cadre des dépenses dites destinées à économiser le chauffage telles qu'elles sont notamment prévues à l'article 156, alinéa II, du code général des impôts, il lui demande : a) si la déduction possible au titre du revenu global pourrait être arrêtée à 4 000 francs plus 17,6 p. 100, soit 4 704 francs ; b) si la T.V.A. afférente à l'achat ou à la réparation de la chaudière pourrait être déduite par l'intéressé de la T.V.A. due sur ses affaires imposables sur la base d'un cinquième de son montant ; c) si l'intéressé peut calculer les amortissements déductibles du résultat imposable sur 1 000 francs ou s'il y a lieu, au contraire, de les calculer sur une base de 5 000 francs et de réintégrer corrélativement sur l'imprimé 2033 NRS à la ligne 19, cadre B, colonne 2 (19), la quote-part afférente à la partie habitation des locaux.

Réponse. — Dès lors qu'elle ne constitue qu'un élément d'une installation non susceptible d'une utilisation distincte de celle-ci, une chaudière de chauffage central ne peut être inscrite, en tant que telle, pour tout ou partie de sa valeur, à l'actif immobilisé de l'entreprise donnant lieu à amortissement. Par ailleurs, lorsque l'installation de chauffage central dessert à la fois les locaux professionnels et l'habitation de l'exploitant, la possibilité pour ce dernier d'affecter cette installation à son patrimoine commercial pour la totalité ou par une fraction seulement de sa valeur dépend des clauses du bail, s'il est locataire de l'immeuble, ou de la décision qu'il a prise en ce qui concerne l'inscription de tout ou partie de l'immeuble à l'actif de l'entreprise, s'il en est propriétaire. En conséquence, deux hypothèses distinctes doivent être envisagées : 1° l'installation du chauffage ne figure pas à l'actif de l'entreprise. L'exploitant peut alors déduire de son revenu global, dans les conditions et limites fixées par l'article 156-II du code général des impôts, la fraction des frais de remplacement de la chaudière correspondant aux locaux réservés à l'habitation. En pratique, cette fraction peut être déterminée, par exemple, dans la proportion du nombre des éléments de radiateurs situés dans les locaux d'habitation par rapport au nombre total de ces éléments ; 2° dans l'hypothèse où l'installation de chauffage aurait été, antérieurement au remplacement, de la chau-

dière, inscrite à l'actif de l'entreprise pour le montant total de sa valeur ou pour la seule fraction concernant les locaux commerciaux, le commerçant pourrait, dans la même proportion, déduire de son bénéfice professionnel le prix de la chaudière de remplacement. Cette déduction s'effectuerait, soit par la voie de l'amortissement, si le remplacement confère à l'installation un supplément de valeur ou prolonge sa durée normale d'utilisation, soit dans le cas contraire par inscription de la dépense correspondante dans les frais généraux de l'exercice. Bien entendu, si l'installation de chauffage central est inscrite à l'actif de l'entreprise pour la seule fraction correspondant aux locaux commerciaux, la quote-part des frais de remplacement de la chaudière afférente aux locaux d'habitation peut être déduite du revenu global du contribuable dans les conditions indiquées au 1^{er} ci-dessus. En ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée, les dispositions de l'article 230-1 de l'annexe II au code général des impôts s'opposent à ce que la taxe afférente à un bien ou à un service puisse être déduite dès lors que ce bien ou ce service n'est pas affecté de façon exclusive aux besoins de l'exploitation. Toutefois ce principe d'exclusion a fait l'objet de certains assouplissements. Ainsi, lorsqu'il est possible de déterminer, d'après des critères physiques, la part selon laquelle un bien ou un service est affecté respectivement aux besoins de l'entreprise et à des besoins privés, il est admis que la taxe afférente à la part affectée aux besoins de l'entreprise puisse faire l'objet d'une déduction. En l'espèce, la taxe afférente à l'acquisition et à l'installation de la chaudière à mazout peut donc également être déduite dans la proportion du nombre des éléments de radiateurs installés dans les locaux affectés à l'exploitation. A cet égard, il est indifférent que l'entreprise soit propriétaire de l'immeuble en cause ou simple locataire pour autant qu'elle supporte effectivement et définitivement la charge financière des investissements en cause. En effet, l'article 216ter, 3^e de l'annexe II déjà citée autorise la déduction de la taxe afférente aux travaux de réparation ou d'amélioration pris en charge par le locataire d'un immeuble sous réserve que l'ensemble des conditions d'exercice du droit à déduction solent par ailleurs remplies.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

685. — 27 juillet 1981. — M. Daniel Goulet expose à M. le ministre délégué, chargé du budget, le cas d'une société coopérative ouvrière de production qui, créée en novembre 1979, a acquis, pour développer son activité le négoce de produits surgelés, trois véhicules utilitaires neufs du type Peugeot J7 équipés d'une caisse frigorifique. En application des dispositions de l'article 22 de l'annexe II du code général des impôts, une entreprise commerciale peut amortir selon le système dégressif le matériel roulant et les installations de froid ; toutefois, l'administration a précisé qu'à titre de règle pratique, le système d'amortissement dégressif ne pourrait être appliqué qu'aux véhicules dont la charge utile est au moins égale à deux tonnes. Bien que les véhicules dont il s'agit aient une charge utile inférieure au minimum ainsi fixé, il demande de bien vouloir lui préciser, compte tenu du prix d'acquisition très élevé de chaque véhicule (96 000 francs hors taxe) et pour ne pas pénaliser lourdement une jeune entreprise créée sous forme de S. C. O. P., si le système d'amortissement dégressif peut être appliqué à l'ensemble du véhicule ou, éventuellement, s'il convient de dissocier le prix de revient du châssis pour n'amortir que la caisse frigorifique selon ce système.

Réponse. — Le régime d'amortissement dégressif n'est applicable aux véhicules que si ces derniers peuvent servir à des opérations industrielles de transport, ce à condition ne pouvant être regardée comme remplie que si la charge utile maximale est au moins égale à deux tonnes. En cas d'acquisition d'un camion frigorifique complet, c'est bien entendu l'ensemble de l'investissement qui est susceptible d'ouvrir droit à l'amortissement dégressif et de ce fait à la déduction fiscale pour investissement si la charge utile maximale est au moins égale à cette limite. La caisse frigorifique, qui n'est pas susceptible d'une utilisation séparée, ne constitue qu'un élément du véhicule auquel elle est associée et ne peut dès lors faire l'objet d'un amortissement distinct.

Impôt sur le revenu (revenus mobiliers).

1244. — 10 août 1981. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre délégué, chargé du budget, que l'article 10-1 de la loi du 29 décembre 1976 prévoit un régime de faveur en ce qui concerne les transformations en capital de complexes courants de dirigeants. Dans une réponse en date du 3 septembre 1980 (*Bulletin Lefebvre*, n° 10, de 1980, p. 828), le ministre du budget avait précisé la nécessité, pour être considéré comme un exploitant de fait, d'avoir un pouvoir réel de décision. Il est à penser que cette position n'a pas de raison de ne pas s'appliquer en ce qui concerne l'article 125 B du code général des impôts. Au surplus le *Bulletin Lefebvre*, n° 10, de 1980, p. 880, annonce qu'un groupe d'études

préconise un assouplissement du régime fiscal des prêts et avances des associés, en ce qui concerne l'application de cet article 125 B du C. G. I. Il lui demande de bien vouloir lui confirmer cette analyse.

Réponse. — Les dispositions de l'article 10-1 de la loi du 29 décembre 1976 codifiées sous l'article 812-A-1 du code général des impôts ont trait aux « sommes », et celles de l'article 125-B-1^{er} du même code aux intérêts versés au titre des sommes, « que les associés assurant (ou possédant) en droit ou en fait, la direction d'une personne morale ont mises à la disposition de cette dernière... ». Pour l'application de ces deux articles, les « dirigeants de fait » s'entendent uniformément des associés qui, sans être officiellement investis de fonctions leur conférant la qualité de dirigeants de droit, remplissent en réalité des fonctions analogues ou bien exercent un contrôle effectif et constant sur la marche de la société au travers duquel apparaît leur participation étroite à la direction de l'entreprise. Cette participation, qui est souvent le fait de personnes détenant une proportion importante du capital de la société doit, comme le précise l'instruction du 1^{er} avril 1977 au n° 10 (I. O. D. G. I. 7-11-77), se révéler dans les rapports avec les tiers par un faisceau d'indices concordants comportant notamment l'usage habituel de la signature sociale et le pouvoir d'engager la société dans les actes affectant son patrimoine. Sous réserve que l'analyse dont il est demandé confirmation corresponde bien à celle qui est développée ci-dessus, la réponse à la question posée est affirmative.

Impôt sur le revenu (personnes imposables).

1395. — 10 août 1981. — **M. Pierre Micaut** expose à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, qu'un effectif considérable d'immigrés ne paie pas d'impôt sur le revenu bien que déclarés par leurs employeurs, eux-mêmes ne l'ont jamais de déclaration annuelle. Le fisc aurait choisi de les ignorer en raison des complications de tous ordres que leur contrôle engendrerait. Quelques milliards de francs échappent ainsi au Trésor public depuis des années et des années. C'est pourquoi il lui demande quelle position il compte adopter en cette matière.

Réponse. — Aux termes de l'article 4 A du code général des impôts, les personnes françaises ou étrangères qui ont leur domicile fiscal en France sont passibles de l'impôt sur le revenu en raison de l'ensemble des revenus qu'elles ont réalisés. Elles sont alors tenues de souscrire une déclaration au service des impôts du lieu de leur domicile ou de leur résidence habituelle. Certains travailleurs étrangers, peu informés des règles en vigueur dans le pays d'accueil, peuvent méconnaître cette obligation. L'administration procède chaque année, dans le cadre des travaux de contrôle de l'impôt sur le revenu, à la recherche des contribuables défectueux. Elle exploite, en particulier, les bulletins de recouvrements parvenus au service. Ces recherches sont, en tant que de besoin, complétées par la consultation de documents extérieurs que l'administration fiscale peut se faire représenter dans le cadre de l'exercice de son droit de communication, notamment auprès d'autres administrations. Ces rapprochements et ces enquêtes concernent toutes les catégories de contribuables sans exception. Des mesures ont également été prises pour améliorer les liaisons entre les services et assurer un suivi plus rapide des contribuables afin de mieux gérer l'impôt, notamment dans les secteurs très fortement urbanisés. Ainsi, l'action en recouvrement des comptes du Trésor, notamment dans les cas où ils se heurtent aux difficultés qui résultent du changement d'adresse des contribuables, est facilitée par de nouvelles formes de communication de l'information par les services de l'assiette. Elles permettent d'assurer un suivi plus rapide des contribuables qui n'ont pas acquitté leurs droits ou taxes à l'échéance fixée par la loi.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

1711. — 24 août 1981. — **M. Serge Charles** rappelle à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, que la sixième directive du Conseil des Communautés européennes exclut le principe de la règle de décalage d'un mois en ce qui concerne la déduction de la T. V. A. La France doit donc, dans le cadre de l'harmonisation des législations fiscales européennes, renoncer à cette particularité de sa législation. Il lui demande si, compte tenu des difficultés que rencontre aujourd'hui la trésorerie de bon nombre de nos entreprises, il ne conviendrait pas d'envisager rapidement la suppression de cette règle.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

2446. — 14 septembre 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur l'application en France de la sixième directive du conseil des Communautés européennes qui exclut le principe de la règle de décalage d'un mois

pour la déduction de la T. V. A. Compte tenu de la nécessité d'harmoniser les législations fiscales européennes et des difficultés de trésorerie de nombreuses entreprises françaises, il lui demande quelles sont ses intentions sur ce problème et s'il envisage la suppression rapide de cette règle.

Réponse. — Le contexte budgétaire actuel, particulièrement contraignant, ne permet pas d'envisager de supprimer l'obligation qui est faite aux entreprises de déduire, avec décalage d'un mois, la taxe sur la valeur ajoutée portant sur les services et les biens autres que les immobilisations qu'elles acquièrent. Il est cependant souligné que le régime de déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée comporte par ailleurs des règles dont les effets sur la trésorerie des entreprises sont extrêmement favorables. Ainsi, notamment, la taxe ayant grevé les immobilisations lors de leur acquisition est déductible immédiatement alors que la logique des mécanismes économiques devrait conduire à moduler cette déduction selon le rythme de l'amortissement du bien. Enfin, le maintien de la règle du décalage d'un mois est conforme aux dispositions de l'article 28^{ter} de la sixième directive du Conseil des communautés européennes.

Taxe sur la valeur ajoutée (déductions).

1789. — 24 août 1981. — **M. Pierre Weisenhorn** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur le problème de la suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de T. V. A. Il est indispensable de supprimer le plus tôt possible une règle qui, d'ailleurs, n'existe dans aucun pays membre de la C. E. E. Il lui rappelle que lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1979, il avait d'ailleurs reconnu que cette règle ne se justifiait pas. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour la suppression des dispositions en cause, la charge qui en résultera pour le budget de l'Etat pouvant nécessiter un certain délai d'application dont il lui demande de lui faire connaître le calendrier.

Réponse. — Le contexte budgétaire actuel, particulièrement contraignant, ne permet pas d'envisager de supprimer l'obligation qui est faite aux entreprises de déduire avec un décalage d'un mois la taxe sur la valeur ajoutée portant sur les services et les biens autres que les immobilisations qu'elles acquièrent. Il est cependant souligné que le régime de déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée comporte, par ailleurs, des règles dont les effets sur la trésorerie des entreprises sont extrêmement favorables. Ainsi, notamment, la taxe ayant grevé les immobilisations lors de leur acquisition est déductible immédiatement alors que la logique des mécanismes économiques devrait conduire à moduler cette déduction selon le rythme de l'amortissement du bien.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

2616. — 21 septembre 1981. — **M. Olivier Guichard** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur les modalités d'application des dispositions de l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 1981, instituant une majoration de 25 p. 100 pour la partie supérieure à 100 000 F de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 1980. Il lui expose, à travers le cas personnel d'un pharmacien tenu, pour des raisons de santé, de vendre son officine en 1980, la situation des contribuables dont les revenus de 1980 ont augmenté pour des raisons particulières et qui sont, de ce fait, assujettis à cette imposition supplémentaire. Il lui demande s'il n'estime pas particulièrement inéquitable que le produit de la vente d'un outil de travail — vente imposée et n'ayant donc aucune motivation spéculative — conduise à cette contribution exceptionnelle. Il souhaite que de tels cas d'espèce soient pris en compte et que des aménagements interviennent dans l'application de la loi à ce sujet.

Réponse. — La majoration exceptionnelle instituée par l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 1981 est assise sur les cotisations afférentes à l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 1980. Comme les cotisations elles-mêmes, elle doit nécessairement être calculée sans qu'il y ait lieu de distinguer selon la nature ou les modalités de réalisation des différentes catégories de revenus qui concourent à la formation du revenu soumis à l'impôt. En effet, tout autre système conduirait à établir des discriminations entre contribuables redevables de cotisations d'un égal montant, ce qui serait contraire à l'équité. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de faire abstraction, pour le calcul de la majoration, des profits exceptionnels réalisés en 1980 tels que les plus-values de cession de fonds de commerce. Il convient d'observer, toutefois, que ces plus-values sont soumises à l'impôt sur le revenu à un taux réduit de 15 p. 100. La majoration correspondante est donc modérée puisqu'elle ne peut dépasser 3,75 p. 100 du montant des plus-values.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

3565. — 12 octobre 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la T.V.A. à laquelle sont assujettis les loueurs d'emplacements de parkings. Ceux-ci bénéficient d'une franchise de taxe si celle-ci n'exécède pas 1 350 francs par an. Il lui demande si cette franchise s'applique aux seuls loueurs de parkings ou si elle est également possible pour les loueurs de garages. Il s'étonne de ce que le taux n'en ait pas été relevé depuis 1977 et demande à ce que des mesures soient prises en ce sens.

Réponse. — Depuis le 1^{er} janvier 1979, les locations d'emplacements pour le stationnement de véhicules sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée si elles ne sont pas liées à des locations d'appartements qui ne sont pas elles-mêmes soumise à cette taxe. Pour l'application de ce régime, il n'y a pas lieu d'opérer de distinction selon le type ou les caractéristiques des emplacements loués (garages individuels, boxes, simples emplacements...). Par ailleurs, il est admis que le bénéfice de la franchise et de la décade soit accordé à tous les assujettis qui, exerçant ou non une activité de nature industrielle ou commerciale, remplissent les autres conditions prévues par l'article 242 du code général des impôts. Dans la mesure où ils sont imposables à la taxe sur la valeur ajoutée selon le régime du forfait ou, sur option, selon le régime simplifié de liquidation des taxes sur le chiffre d'affaires, les loueurs désignés dans la question peuvent donc bénéficier de la franchise si le montant annuel de l'impôt exigible avant déduction de la taxe ayant grevé les biens amortissables n'exécède pas 1 350 francs. En ce qui concerne ce dernier chiffre, la modification suggérée irait à l'encontre des principes posés en la matière par la sixième directive du Conseil des Communautés européennes en date du 17 mai 1977. Il est toutefois précisé que, lorsque le montant annuel de la taxe exigible est supérieur à 1 350 francs sans excéder 5 400 francs, l'impôt dû par les loueurs d'emplacements pour le stationnement de véhicules peut être réduit par application de la décade définie par l'article 90 de l'annexe III au code déjà cité.

Taxe sur la valeur ajoutée (agriculture).

3709. — 12 octobre 1981. — **M. Jean Foyer** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la situation devenue injuste et discriminatoire créée par le décret n° 72-102 en date du 4 février 1972. En effet, conformément à ce décret, les agriculteurs qui étaient en situation créditrice à la fin de l'année 1971 se voient opposer un crédit de référence en matière de remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée non imputables. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de mettre un terme à cette disposition.

Réponse. — Jusqu'au 1^{er} janvier 1972, les entreprises redevables de la taxe sur la valeur ajoutée ne pouvaient exercer le droit à déduction de la taxe afférente à leurs acquisitions de biens ou de services que par imputation sur la taxe due au titre de leurs recettes. Le décret du 4 février 1972 a introduit la possibilité d'obtenir le remboursement des crédits de taxe déductible non imputable. Mais les contraintes budgétaires ont nécessité la mise en place d'un mécanisme limitant le coût de cette mesure: les entreprises qui étaient en situation créditrice en 1971 ont ainsi été tenues au calcul d'un crédit de référence limitant leur droit à remboursement. Cette règle demeure en vigueur: les pertes de recettes budgétaires qui résulteraient de sa suppression ne permettant pas d'envisager une telle mesure dans l'immédiat. Mais il est souligné que la fraction du crédit de taxe dont les entreprises, et notamment les exploitants agricoles, ne peuvent obtenir le remboursement peut être portée sur les déclarations ultérieures et être imputée sur la taxe due au titre des recettes mentionnées sur ces déclarations.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

4268. — 26 octobre 1981. — **M. Jean-Pierre Kuchelida** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur les taxes de transport des pigeons. La T.V.A. perçue sur le transport des pigeons est aujourd'hui de 17,6 p. 100. Le développement de la colombophilie, sport populaire par excellence, dans la région Nord-Pas-de-Calais, nécessite un réajustement rapide de la T.V.A. à la baisse. Il lui demande s'il est dans ses intentions, pour aider au développement de ce sport, de prévoir une baisse de la T.V.A. sur le transport des pigeons de 17,6 p. 100 à 7 p. 100 dans le cadre de la loi de finances de 1982.

Réponse. — Le taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée ne s'applique qu'à des produits ou services limitativement énumérés par la loi. Etendre ce taux réduit aux transports de marchandises ou d'animaux créerait un précédent qui susciterait de nombreuses demandes analogues auxquelles, en équité, il ne pourrait

être opposé un refus. Il en résulterait un bouleversement de la structure des taux de la taxe sur la valeur ajoutée et des pertes de recettes budgétaires importantes. L'application du taux réduit aux seuls transports de pigeons voyageurs se heurterait aux mêmes objections d'ordre général. Elle ne manquerait pas, au surplus, de créer de sérieuses difficultés aux entreprises de transport qui devraient appliquer des taux différents selon la nature des biens transportés. Pour l'ensemble de ces motifs, il ne peut être envisagé de donner une suite favorable à la suggestion formulée par l'auteur de la question.

Impôt sur les sociétés (détermination du bénéfice imposable).

4403. — 26 octobre 1981. — **M. Antoine Gissinger** rappelle à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, que le régime fiscal appliqué aux entreprises de construction de logements (E.C.L.) a été créé par la loi n° 71-506 du 29 juin 1971 et doit rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1981. Le bilan du régime particulier des E.C.L. atteste des résultats positifs obtenus au cours de la dernière décennie. Il apparaît donc nécessaire que ce régime soit prolongé au-delà de l'année 1981 pour maintenir la structure financière des entreprises de construction et aider à la politique de l'emploi dans ce secteur primordial de notre économie. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître son opinion sur ce problème et sur la possibilité d'insérer la reconduction du régime fiscal appliqué aux entreprises de construction de logements dans la prochaine loi de finances.

Réponse. — La loi de finances pour 1982, qui vient d'être adoptée par le Parlement, comporte une disposition prévoyant que le régime défini à l'article 209 *quater* A du code général des impôts continue de s'appliquer aux bénéfices réalisés du 1^{er} janvier 1982 au 31 décembre 1986, à l'occasion de la vente d'immeubles achevés ou assimilés, par les entreprises passibles de l'impôt sur les sociétés et qui ont pour seule activité la construction pour leur compte d'immeubles dont la superficie globale est réservée pour les trois quarts au moins à l'habitation. Ce texte prévoit toutefois que la fraction des bénéfices en cause soumis à l'impôt lors de leur réalisation ne peut être inférieure à 80 p. 100 de leur montant et que ces bénéfices doivent être maintenus au compte de réserve spéciale pendant une durée de quatre ans au moins.

Taxe sur la valeur ajoutée (activités immobilières).

4527. — 2 novembre 1981. — **M. André Audinot** signale à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, que l'instruction du 23 mars 1978 de la direction générale des impôts prévoit que les logements vendus tant sous la forme de ce-ssins de parts (livraison à soi-même) que de vente par un organisme d'I.L.M. ou une société civile immobilière placée sous son égide et bénéficiant de prêts à l'accession à la propriété sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée dans la mesure où est prévu un étalement du paiement du prix en fonction des échéances de remboursement. Dans un certain nombre de cas, et notamment au changement de résidence, les acquéreurs se voient pendant la période de remboursement contraints de revendre leur logement à d'autres personnes physiques. Dans la mesure où la mutation du logement entraîne le remboursement du solde du prêt en raison du non-respect des critères d'attribution pour le nouvel acquéreur il y a lieu d'acquiescer la T.V.A., l'une des deux conditions de l'instruction du 23 mars 1978 n'étant plus remplie. Il lui demande si cette mesure est applicable pendant toute la durée du prêt ou peut-on considérer qu'à partir de la 5^e année (par exemple), la condition d'étalement du paiement dans le temps du prix est remplie et que le remboursement anticipé du prêt ne donne plus lieu au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Réponse. — L'exonération prévue à l'article 261-5-7^o du code général des impôts, qui concerne les mutations résultant des contrats de location-attribution ou de location-vente visés à l'article 1378 *quinquies* du même code, est effectivement étendue aux ventes à terme et aux autres types de contrats. Mais pour éviter qu'elle ne soit détournée de sa finalité sociale, cette exonération demeure subordonnée à la condition que le cédant, en cas de revente, ne procède pas au remboursement anticipé de la fraction du prix dont il reste redevable, c'est-à-dire, en fait, du solde du prêt. Dans le cas contraire, la remise en cause de ce régime a lieu à la date où la condition prévue pour bénéficier de l'exonération n'est plus remplie. Cette remise en cause est donc susceptible d'intervenir pendant toute la durée du prêt.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

4698. — 2 novembre 1981. — **M. Jean Begault** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur le fait que le ministre de l'éducation nationale, dans sa circulaire du 8 janvier 1980, avait donné aux recteurs et inspecteurs d'académie des instructions bien précises pour vérifier et promouvoir l'éducation musicale. De son côté, le ministre de la culture et de la communication fait un

effort sans précédent en faveur de l'enseignement musical avec propositions des groupes de travail interministériels mis en place avec monsieur le ministre de l'éducation nationale. Mais, cet élan des jeunes vers ce moyen de formation irremplaçable est freiné par le prix très élevé des instruments de musique qu'ils doivent acquérir en raison du taux de la T. V. A. qui leur est appliqué (33 p. 100). Ne serait-il pas possible de prévoir un taux inférieur, 17,5 p. 100 pour les instruments d'études seulement par exemple, afin de permettre au travail accompli de s'épanouir pleinement.

Réponse. — D'une manière générale, et comme le souhaite l'auteur de la question, les instruments musicaux, et notamment les instruments d'études sont soumis au taux de 17,60 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée. En effet, seuls sont soumis au taux majoré de la taxe, comme il est normal, les instruments qui seraient composés en tout ou en partie de métaux précieux passibles de ce même taux en application de l'article 89 de l'annexe III du code général des impôts.

Tabacs et allumettes

(Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes).

4867. — 9 novembre 1981. — **M. Jean-Hugues Colonna** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 qui a transformé le S. E. I. T. A. en société anonyme de droit commun. Lors des débats parlementaires ayant précédé le vote de la loi, les élus socialistes s'étaient prononcés contre ce texte. Cette loi a entraîné une cassure dans le statut du personnel (dont une partie est maintenant soumise à une convention collective de droit privé) et n'a pas résolu les difficultés que connaît la société. Son abrogation semble d'autant plus opportune qu'elle se trouve être en contradiction avec le neuvième alinéa du préambule de la Constitution française qui stipule que « tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité ». En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Tabacs et allumettes

(Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes).

4907. — 9 novembre 1981. — **M. Jean-Pierre Kuchelde** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, sur la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980. La loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 a transformé le S. E. I. T. A. en société anonyme de droit commun, laissant le tiers du capital de la nouvelle société à la convoitise du grand capital ou des multinationales des tabacs. Cette loi est en contradiction avec le neuvième alinéa du préambule de la Constitution, et de la volonté d'éviter « l'internationalisation » des entreprises françaises. En conséquence, il lui demande s'il est dans ses intentions de proposer au Parlement l'abrogation de la loi n° 80-495 du 2 juillet 1980, dans l'intérêt de l'entreprise S. E. I. T. A., de ses personnels, et dans le respect de la Constitution française.

Tabacs et allumettes

(Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes).

6533. — 7 décembre 1981. — **M. Hervé Vuillot** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé du budget**, ministre de tutelle de la S. E. I. T. A., sur l'avenir de l'entreprise S. E. I. T. A. et de son personnel. Le marché français du tabac est de plus en plus pénétré par des produits étrangers. Les gouvernements précédents n'ont eu d'autre politique que de faciliter cette pénétration au détriment de la S. E. I. T. A. La loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 a transformé le S. E. I. T. A. (service) en société anonyme de droit commun (S. E. I. T. A.) laissant le tiers du capital de la nouvelle société à la convoitise du grand capital ou des multinationales du tabac. Cette loi se trouve être en violation du neuvième alinéa du préambule de la Constitution française qui stipule : « Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité. » Par ailleurs, cette loi entraîne une cassure dans le statut du personnel de 1962 bien que son article 5 garantisse les avantages acquis au personnel statutaire. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable de revenir sur les dispositions de la loi du 2 juillet 1980.

Réponse. — La loi du 2 juillet 1980 prévoit, dans son article 1^{er}, que l'Etat détiend au moins les deux tiers du capital social dans la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes. A l'heure actuelle l'Etat détiend la totalité du capital de cette société et il n'est pas prévu d'utiliser la possibilité ouverte par la loi de céder une fraction du capital à une personne physique ou morale de droit français. Il a d'autre part été précisé devant l'Assemblée nationale qu'il ne paraissait pas souhaitable de modifier

le statut juridique de la S. E. I. T. A., du moins dans l'immédiat. Il est en effet nécessaire de définir préalablement les nouvelles orientations de la politique que devra conduire l'entreprise et de procéder, dans cette perspective, à une large concertation avec les partenaires sociaux. Ce n'est qu'à l'issue de ces travaux préalables qu'un réexamen éventuel du cadre législatif applicable à la S. E. I. T. A. pourra être envisagé. Le ministre délégué, chargé du budget, a en outre demandé au président de la S. E. I. T. A. que les engagements relatifs au maintien des droits acquis des personnels soient respectés.

Tabacs et allumettes

(Société d'exploitation des tabacs et allumettes).

4912. — 9 novembre 1981. — **M. Louis Lareng** demande à **M. le ministre délégué, chargé du budget**, l'action qu'il compte entreprendre contre le démantèlement de la Société industrielle des tabacs et allumettes, mis en œuvre antérieurement au 10 mai. La baisse générale de la consommation des tabacs en France est de 4,6 p. 100 pour les cigarettes et de 6,6 p. 100 pour les scaferlatis, que le tabac soit français ou étranger. Malgré cette baisse générale, la consommation du tabac étranger ne cesse de s'accroître. A terme, l'on s'achemine donc vers une disparition de la S. E. I. T. A. au profit de la production étrangère. La production des planteurs de tabacs disparaîtra également. C'est dans l'esprit de ce démantèlement que deux types de statuts des personnels étaient envisagés à la S. E. I. T. A. de façon à ne pas garantir l'emploi de ce personnel. Cette action a été engagée. Il lui demande si on ne pourrait envisager une reconversion de la S. E. I. T. A. par le recours à des actions diversifiées dont la création est gênée par l'existence de la loi de 1980 et fabriquer et commercialiser d'autres produits que le tabac.

Réponse. — L'honorable parlementaire s'inquiète des difficultés rencontrées par la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes et des conséquences qui en résultent pour les personnels, plus particulièrement en ce qui concerne la garantie d'emploi. Le ministre délégué chargé du budget a clairement défini sa position en la matière, lors de la séance du 16 octobre à l'Assemblée nationale. Les possibilités offertes par la loi du 2 juillet 1980 ne seront pas utilisées dans un sens contraire à l'intérêt des travailleurs de l'entreprise et à la politique du Gouvernement, à l'égard du secteur public. Les personnels qui resteront sous statut continueront à bénéficier de toutes les dispositions de ce statut et par conséquent du maintien des droits acquis. Par ailleurs le président de la S. E. I. T. A. procède à une large concertation où peuvent être formulées toutes les propositions de nature à redresser la situation de la société nationale.

COMMERCE EXTERIEUR

Commerce extérieur (développement des échanges).

980. — 3 août 1981. — **M. Antoine Gissinger** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur** sur les mesures indispensables à la relance de nos exportations. Un plan d'assouplissement devrait être adopté le plus rapidement possible afin d'alléger certaines procédures du commerce extérieur, ce qui permettrait aux entreprises de trouver de nouveaux débouchés, d'augmenter leur nombre et leur capacité. Il souhaiterait que soit assoupli le contrôle des changes après les mesures restrictives prises pour la défense du franc. Le délai de couverture de change à terme devrait être porté à trois mois et la procédure des marchés d'application devrait être allégée pour permettre aux entreprises d'éviter des frais financiers trop onéreux. Il faudrait que ces sociétés soient autorisées à créer une provision pour investissement indexée sur le chiffre d'affaires à l'exportation, équivalente à un pourcentage du chiffre d'affaires global, avec un montant minimum garanti. Les mesures d'encadrement des crédits à l'exportation devraient être revues et assouplies, les obstacles paratarifaires éliminés. La législation ayant trait aux chantiers de construction, prospection ou travaux de montage à l'étranger d'une durée inférieure à six mois, devrait être réexaminée. L'étiquetage et les certificats de conformité visant les produits agro-alimentaires devraient être soumis à une législation plus draconienne. Il lui demande sa position à l'égard des mesures qu'il vient d'énumérer et qu'il voudrait voir adoptées le plus rapidement possible.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire porte sur des points de nature diverse : 1° en ce qui concerne un éventuel assouplissement du contrôle des changes, les mesures restrictives adoptées imposent certes des contraintes nouvelles aux entreprises exportatrices, y compris en ce qui concerne les formalités à accomplir, mais elles sont justifiées par l'intérêt primordial pour nos échanges extérieurs d'une bonne tenue du franc français sur le marché des changes. Tant que les mécanismes monétaires internationaux et les politiques de taux d'intérêt ne permettront pas un

retour au calme, le maintien de ces mesures constituera pour le commerce extérieur de la France une sauvegarde nécessaire ; 2° les crédits à l'exportation ne sont pas exclus de la réglementation générale de l'encadrement du crédit. Leur limitation participe en effet du souci de contrôler étroitement l'évolution de la masse monétaire, condition indispensable de la politique de lutte contre l'inflation. Toutefois, les crédits à l'exportation bénéficient à l'intérieur du régime général de l'encadrement d'un rythme de progression particulier. Celui-ci est fixé en 1981, comme il l'était en 1980, à 14 p. 100 sur l'année, pourcentage qui est à comparer à la norme générale de 2,5 p. 100 de progression annuelle allouée aux établissements bancaires classés en première catégorie. Cette norme plus favorable vient d'être confirmée pour le premier semestre 1982 ; 3° la proposition d'instituer une provision pour l'investissement indexée sur le chiffre d'affaires à l'exportation, avec un montant limité garanti, aurait certes l'intérêt de permettre de moduler les avantages accordés à l'investissement industriel en avantageant les entreprises exportatrices par rapport à celles du secteur « protégé » de notre économie. Elle ne semble pas pour autant devoir être retenue. D'une part, en effet, la faculté de constituer une franchise d'impôt une provision d'un montant minimum présuppose l'existence d'un bénéfice suffisant. Cette condition ne semble pas être remplie dans plusieurs branches d'activité fortement exportatrices (machines-outils par exemple). D'autre part, au cours des dernières années, le législateur a adopté différentes mesures de renforcement des fonds propres des entreprises qui ont été complétées et dont la dernière reste des déductions fiscales pour investissement ouverte jusqu'au 31 décembre 1985. Il est rappelé, à cet égard, que le mécanisme d'une déduction pour investissement procure à l'entreprise qui investit un avantage immédiat : elle s'adapte mieux aux variations de résultat d'une année sur l'autre ; 4° le réexamen du régime d'imposition des salaires versés à des employés détachés à l'étranger pour une période de moins de six mois, dans le cadre d'opérations de construction ou de montage, ne paraît pas opportun, les rémunérations en cause bénéficiant depuis la réforme en 1976 des règles de territorialité de l'impôt sur le revenu d'un régime déjà particulièrement favorable ; 5° le problème de la définition et du contrôle de la qualité des produits agroalimentaires se pose en termes différents selon qu'il s'agit de promouvoir ou de protéger notre marché intérieur contre la concurrence, parfois déloyale, des produits importés : a) en matière d'exportation, c'est la loi de l'acheteur et du marché sur lequel le produit est vendu qui s'impose. Il n'apparaît pas opportun, dans ces conditions, d'imposer un carcan réglementaire rigide et obligatoire. L'intervention des pouvoirs publics, rendue nécessaire parce que nombre de pays considèrent que l'intervention des services officiels garantit la réalité et l'impartialité des contrôles, doit s'exercer dans trois directions : la négociation avec les pays acheteurs des standards de qualité des produits exportés ; la mise en application des normes requises et le contrôle de leur respect en s'appuyant sur l'autocontrôle par les différentes professions ; la mise en place d'un système de certification par les services officiels chaque fois qu'il répond à une exigence des marchés ; b) un renforcement des dispositifs réglementaires et des moyens de contrôle à l'importation est nécessaire pour que les produits importés offrent au consommateur des garanties de qualité équivalentes à celles des produits nationaux. D'une manière générale, la conformité des produits agricoles et alimentaires à l'ensemble des règles qui en déterminent la qualité n'est pas suffisamment vérifiée. Alors qu'il est aisé en pratique de contrôler les produits nationaux en stade de fabrication, les produits importés se diffusent rapidement dans le circuit commercial où il est malaisé de les suivre. Une meilleure efficacité du contrôle des importations pourrait être obtenue si la réglementation permettait de sanctionner la non-conformité des produits importés au moment même du passage en frontière et non, comme cela est le cas actuellement, sur le point de vente. Ces contrôles devraient s'effectuer de manière sélective ; la mise en place d'un régime d'agrément préalable sur échantillon des produits et des emballages devrait permettre d'éliminer a priori une grande partie des produits non conformes.

Habillement, cuirs, textiles (commerce extérieur).

2799. — 21 septembre 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, si dans le cadre d'un plan de sauvetage de l'industrie du gant, une nouvelle étude par ses services de la réduction des importations des gants en provenance de pays à bas prix de main-d'œuvre ne peut pas être faite. Cette réduction des importations permettrait à cette industrie de se moderniser dans des conditions satisfaisantes afin de mieux lutter face à la concurrence étrangère.

Réponse. — La maîtrise des flux d'importation d'articles de ganterie s'appuie en termes différents selon qu'il s'agit de gants de bonneterie ou de gants de cuir. Le contrôle des importations de

gants de bonneterie s'inscrit dans le cadre de l'arrangement Multifibres. Afin de permettre à l'industrie française de se restructurer, les autorités françaises ont en effet opté, à la fin de l'année 1977, en accord avec nos huit partenaires du Marché commun, pour une limitation quantitative de nos importations textiles. Le renouvellement de l'arrangement Multifibres, signé à Genève le 20 décembre 1977, pour une durée de quatre ans, a permis la signature de plus de quarante accords bilatéraux avec nos fournisseurs les plus significatifs en articles textiles. Tous les produits sensibles, et notamment les articles de confection et les gants de bonneterie en provenance des pays d'Asie du Sud-Est, d'Amérique latine, des pays de l'Est et des pays du bassin méditerranéen, se trouvent auto-limités jusqu'à fin 1982. La Communauté a également obtenu en dépit du cadre libéral de la convention de Lomé une limitation pour les importations significatives en provenance de l'île Maurice. Cette limitation couvre tout le secteur de la bonneterie, et notamment les gants. Les importations de gants de bonneterie en France ont, en 1980, représenté 6 p. 100 de notre production, contre 10 p. 100 lors des années antérieures ; ces chiffres tendent donc à prouver que les limitations, négociées dans le cadre de l'arrangement Multifibres, ont contribué à abaisser le taux de pénétration des importations de ce type de produit. Il apparaît en conséquence difficile de réduire à nouveau l'entrée en France d'articles qui se trouvent déjà soumis à limitations dans le cadre d'accords souscrits par la Communauté. Une telle mesure, prise unilatéralement par la France, serait, en tout cas, en contradiction avec le Traité de Rome. Pour l'avenir, les autorités françaises sont très conscientes des difficultés que traverse l'industrie textile française et elles en tiennent compte lors des réunions textiles portant sur la reconduction de l'arrangement Multifibres tenues tant à Bruxelles qu'à Genève. Le Gouvernement a fait prévaloir dans ces négociations une attitude très rigoureuse. Le mandat donné à la Commission par les Etats membres a largement tenu compte des positions françaises et les résultats de la première phase de la négociation dans le cadre du G. A. T. T. (définition du protocole de prorogation) sont satisfaisants. La France est déterminée à maintenir la même attitude afin que les accords bilatéraux viennent confirmer les acquis de la négociation globale. S'agissant des gants de cuir, qui ne sont pas couverts par l'arrangement Multifibres, leur importation en est totalement libre. La ganterie française se trouvant dans une situation délicate du fait de la progression des importations, notamment en provenance des pays asiatiques (Hong-kong, Chine, Thaïlande, Corée du Sud) et d'Italie, les pouvoirs publics étudient actuellement, en liaison avec la profession, les moyens de remédier à cette situation. Les mesures qui seraient le cas échéant retenues par le Gouvernement devraient être rendues publiques au début de l'année 1982.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité).

3594. — 12 octobre 1981. — **M. Maurice Ligot** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, sur la situation particulièrement préoccupante du textile en France. Depuis la signature du premier accord multifibres en 1973, les importations ont grimpé au rythme de 11 p. 100 l'an ; les exportations, qui avaient crû de 16,5 p. 100 de 1974 à 1977, ne progressent plus. Le résultat de cette situation est un déficit des dix pays de la Communauté européenne, vis-à-vis de leurs concurrents du tiers monde qui est passé de 6 à plus de 18 milliards de francs. En France, le déficit de la balance commerciale textile s'élève à 3,5 milliards de francs ; les importations dépassent 50 p. 100 du marché intérieur ; 34 000 emplois ont été supprimés en un an. L'industrie du textile et de l'habillement demeure une activité économique primordiale pour la France en particulier, et pour la Communauté européenne. Cependant, l'accord multifibres qui a été signé fin 1977 n'est pas respecté, et les droits de douane, très différents d'un pays à l'autre, entraînent une concurrence déloyale et des rapports commerciaux difficiles. La demande de protection et d'aide formulée par les industriels est justifiée et nécessite de la part de la France, une véritable stratégie industrielle ferme et cohérente. Aussi, est-il urgent de veiller particulièrement à ce que le nouvel accord multifibres et les accords bilatéraux soient appliqués et respectés en prenant les mesures suivantes : 1° harmonisation des procédures d'importation ; surveillance et respect des quotas ; renforcement des contrôles aux frontières dans le cadre de la Communauté européenne — adoption de la directive sur le marquage d'origine ; 2° définition précise des rapports commerciaux avec les pays en voie de développement ; 3° aide aux entreprises ; diminution des charges sociales compensée par l'augmentation d'un point de la T.V.A. ce qui est un soutien à l'activité, en favorisant les exportations et en pesant sur les importations, sans avoir d'incidence sur le marché national ; 4° aménagement du temps de travail ; mise en place d'un système d'horaires variables pour répondre aux à-coups inhérents à la profession et particulièrement pour le secteur de l'habillement qui est très saisonnier. Il lui demande que les pro-

positions qu'il formule, et qui correspondent aux préoccupations de l'industrie du textile et de l'habillement, puissent être prises en considération et mises en place dans les délais les plus rapides.

Réponse — I. — Harmonisation des procédures d'importation. Dans le cadre du renforcement du contrôle de la politique commerciale commune, les instances communautaires viennent d'adopter un règlement qui se superpose à la Convention de Naples (1957) ; cette dernière était en effet une convention purement internationale ne faisant pas intervenir les mécanismes communautaires. Le nouveau règlement (n° 1458-81 du conseil du 19 mai 1981) « relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives des Etats membres et à la collaboration entre celles-ci et la commission en vue d'assurer la bonne application des réglementations douannières ou agricoles » a pour objet d'instituer en matière de lutte contre la fraude, un mécanisme communautaire cohérent par la voie d'un échange de fiches d'informations concernant les fraudes. Ces fiches sont examinées par les représentants des divers Etats membres au niveau d'un comité présidé par la commission des communautés. Il s'agit là d'une amélioration substantielle du dispositif antérieur. D'autre part, malgré certaines difficultés, les problèmes liés à l'origine des produits textiles ont été récemment à l'instigation d'un groupe informel spécialisé dans ce secteur, qui constitue une emanation du comité communautaire de l'origine, axés sur les problèmes textiles. En revanche, l'opposition de certains de nos partenaires tout autant que les divergences concernant le problème de la responsabilité civile éventuelle des contrevenants, n'a pas permis au projet de directive sur le marquage d'origine présenté par la commission des communautés à l'automne 1981 d'aboutir, et ce projet vient même d'être retiré par la commission. II. — Définition précise des rapports commerciaux avec les pays en voie de développement. Les objectifs que le Gouvernement s'est fixés pour le renouvellement de l'arrangement multifibres (A. M. F.) consistent à réduire sensiblement la progression des importations de produits textile-habillement en France, en provenance des pays à bas salaires, pour tenir compte en particulier de l'évolution effective, actuelle et prévisible, de la consommation intérieure de ces produits. A cette fin, le Gouvernement a demandé que des réductions de droits d'accès (« cut-backs ») soient prévues lors de la renégociation en 1982 des accords bilatéraux d'autolimitation pour les fournisseurs dominants. De plus, des taux de croissance plus faibles que pour l'arrangement multifibres précédemment conclu ont été demandés pour les importations des produits les plus sensibles du groupe I. Enfin, des mécanismes nouveaux devaient être mis en œuvre, afin de prévenir des poussées brutales d'importations de produits hypersensibles originaires de pays ayant pu utiliser jusqu'ici leurs quotas, disposant ainsi d'une marge de progression de leurs ventes dans la limite de ces quotas. A la suite de plusieurs débats difficiles au conseil des ministres de la C. E. E., les résultats obtenus sont, dans l'ensemble, conformes aux objectifs du Gouvernement. Un mandat ferme a finalement été donné à la commission de Bruxelles pour mener à bien les négociations de renouvellement de l'arrangement multifibres ouvertes à Genève. Les principaux éléments du mandat communautaire portent sur les points suivants : a) Mécanisme à l'encontre des poussées subites d'importations. Un mécanisme « anti-bouffée » ou contre les croissances subites d'importations a été prévu : si les importations de l'année en cours en provenance d'un pays fournisseur donné pour un produit déterminé appartenant au groupe I (marchandises hypersensibles) s'accroissent de plus de 10 p. 100 du quota ouvert, par rapport aux réalisations de l'année précédente, la commission peut ouvrir des consultations avec ce pays fournisseur afin de fixer une autolimitation des livraisons. Une seconde condition est fixée pour déclencher ce mécanisme : le quota doit dépasser 1 p. 100 des importations hors C. E. E. pour 1980. La décision de la commission sera prise au terme d'un examen au cas par cas et pourra se limiter à la suspension partielle ou totale des clauses de flexibilité. Toutefois, en cas d'écécé au bout de deux mois des consultations engagées par la commission avec le pays fournisseur, la Communauté se réserve le droit d'imposer une limite quantitative *ad hoc* pour une année, à un niveau qui ne sera pas inférieur aux réalisations d'importation observées au cours d'une période de référence (une ou plusieurs années précédentes). b) Réduction des droits d'accès pour les fournisseurs dominants. La commission a été autorisée à négocier la recherche d'une réduction des droits d'accès de 10 p. 100 en moyenne avec la possibilité de compensation en matière de trafic de perfectionnement passif. Ce point constitue un acquis de principe important, conforme aux souhaits du Gouvernement français ; les « retours en arrière » doivent s'appliquer aux quatre fournisseurs principaux de la Communauté : Hong-kong, Corée du Sud, Macao et Taiwan. La demande du Gouvernement français d'inclure aussi le Brésil n'a toutefois pas été retenue ; mais la commission s'est engagée à obtenir bilatéralement une certaine réduction pour deux produits sensibles, en offrant des contreparties sur les autres catégories. Des réductions de droits d'accès plus importantes sont possibles pour 1983, compensées par des diminutions plus faibles en 1986. Assortie du mécanisme anti-bouffée, évoqué ci-dessus, cette possibilité devrait, en partie,

compenser le fait que les plafonds globaux par produit pour la période 1983-1986, seront établis en prenant comme base de référence les droits d'accès reconnus aux pays fournisseurs pour 1982 dans les accords bilatéraux actuellement en vigueur et non les importations effectives, nettement inférieures dans la grande majorité des cas, et Taux de croissance différenciés des quotas. Alors que la règle générale consiste à fixer un taux de croissance annuel d'environ 4 p. 100 pour les quotas ouverts, le conseil a adopté des taux beaucoup plus faibles pour les pays A. M. F. et autonomes pour les huit catégories du groupe I actuel : de 0,1 p. 100 pour les filés de coton, à 2,8 p. 100 au maximum pour les pantalons. Ces taux de croissance peuvent être réexaminés dans le contexte de la décision du conseil sur les plafonds globaux d'importation par produit. d) Taux de croissance pour les pays préférentiels. Nous avons obtenu que les taux de croissance prévus par ces pays soient les taux correspondants des pays A. M. F. multipliés par 1,5 et non 2, comme le proposait initialement la commission. Celle-ci a été autorisée à négocier avec les pays méditerranéens de nouveaux accords de restriction volontaire dont le fonctionnement sera fondé sur un système renforcé de surveillance et de sauvegarde. Les points de substitution restant en suspens sont les suivants, après le conseil des ministres de la C. E. E. qui s'est réuni à Bruxelles les 7 et 8 décembre 1981 : règlement relatif aux opérations de trafic de perfectionnement passif (T. P. P.). Il importe que les quotas fixes ne soient pas tournés par les opérations se déroulant dans le cadre du trafic de perfectionnement passif ; une imputation satisfaisante des réimportations réalisées en suite de la fraude à l'étranger devra, à cet égard, être recherchée ; fixation des plafonds globaux internes pour les produits sensibles ; celui-ci déterminera en effet l'enveloppe totale des importations admissibles. Ce point est capital et devra faire l'objet d'un nouveau débat entre les ministres de la Communauté dès le mois de janvier 1982 ; le moyen juridique de subordonner l'entrée en vigueur de l'A. M. F. 3 pour la Communauté à la conclusion d'accords bilatéraux satisfaisants. Grâce à la fermeté des représentants français au sein du conseil des communautés, la C. E. E. a finalement adopté une attitude non conciliante pour le renouvellement de l'A. M. F. Sur cette base, la commission a pu apposer le 22 décembre dernier à Genève sa signature au bas du protocole de prorogation de l'arrangement multifibres jusqu'au 31 juillet 1986 ; cette signature est assortie d'une déclaration selon laquelle le conseil de la C. E. E. ne prendra la décision d'accepter définitivement l'A. M. F. 3 qu'à la lumière des résultats des négociations relatives aux accords bilatéraux, qui vont s'ouvrir prochainement. III. — Aide aux entreprises. Le ministre de l'Industrie a présenté, au conseil des ministres du mercredi 18 novembre, un ensemble de mesures visant à maintenir l'emploi et à relancer l'investissement dans le secteur du textile-habillement. Si le principe de la réduction des charges sociales a été approuvé et annoncé publiquement, celui de le gager sur un ou deux points supplémentaires de T. V. A. n'a pas été retenu. Il a, en effet, semblé préférable de subordonner la réduction des charges sociales, qui pourrait aller jusqu'à 12 points, à la conclusion de conventions entre les entreprises et les pouvoirs publics. Dans cette hypothèse, l'aide de l'Etat prendrait la forme de crédits octroyés par le ministère de l'Industrie. Un tel dispositif devrait répondre à la recommandation exprimée par l'honorable parlementaire sans qu'aucune mesure générale, et par là même aveugle, non limitée dans le temps et susceptible d'être ultérieurement revendiquée par d'autres secteurs en difficulté, n'ait été décidée. IV. — Les pouvoirs publics sont actuellement très attentifs aux difficultés rencontrées par les professions du textile et de l'habillement. Des mesures en matière d'aménagement du temps de travail sont effectivement étudiées par les partenaires sociaux en liaison avec les pouvoirs publics, notamment le ministère de l'Industrie et le ministère du travail.

Politique extérieure relations commerciales internationales.

3665. — 12 octobre 1981. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, sur la double signification, politique quant à l'évolution des relations entre la France et les U. S. A., et économique pour les entreprises exportatrices de la France et de ses partenaires de la Communauté économique européenne, de la décision de l'Export Import Bank de consentir à un Etat africain, pour favoriser artificiellement des exportations américaines, un crédit sur vingt ans d'un montant proche de 100 millions de dollars. Il lui demande si les Etats de la Communauté économique européenne vont accepter sans réagir cette décision révélatrice des ambitions américaines et des moyens auxquels recourent les U. S. A. pour concurrencer les exportations européennes vers les pays du tiers monde.

Réponse. — Après l'échec des réunions de l'O. C. D. E. de la fin de 1980 sur l'arrangement sur les crédits à l'exportation les autorités des Etats-Unis ont annoncé qu'elles avaient décidé, à titre de représailles, d'occulser à leurs exportateurs sur certains marchés intéressants leurs concurrents français, des crédits à l'exportation

d'une durée très largement supérieure à celle habituellement pratiquée dans le cadre de l'accord O. C. D. E. Ces dérogations ont concerné une dizaine de projets importants, dans sept pays du Tiers Monde, pour des durées de crédit portées exceptionnellement à douze ans, voire à vingt ans. En Afrique francophone elles ont visé notamment un projet de barrage hydroélectrique et un programme d'équipement de télécommunications en Côte-d'Ivoire. Ces cas, peu nombreux au demeurant, sont restés peu probants et n'ont pas entraîné pour l'heure la perte de contrats pour les entreprises françaises, en raison notamment des conditions de taux dont ils étaient assortis. Bien évidemment, comme l'Arrangement sur les crédits à l'exportation l'autorise, les autorités françaises se sont alignées sur les offres américaines en matière de durée. La reprise en octobre 1981 des négociations sur l'Arrangement qui a permis d'aboutir à un relèvement substantiel des taux d'intérêt des crédits à l'exportation, n'a toutefois pas conduit les autorités américaines à renoncer à leur attitude. Les autorités françaises sur le plan bilatéral comme sur le plan communautaire sont donc fermement décidées à combattre lors des prochaines réunions du consensus, toutes les initiatives américaines susceptibles de démanteler un système qui limite heureusement la surenchère internationale, tout en procurant principalement aux pays en voie de développement les moyens de financement nécessaires à leurs achats de biens d'équipement.

Transports aériens (aéroports).

3894. — 19 octobre 1981. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, sur une évaluation publiée dans le numéro 121 d'*Aéroports Magazine*, d'octobre 1981, selon laquelle le marché international de la construction et des équipements des aéroports dépassera vingt-cinq milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Il lui demande quelle est l'action du Gouvernement pour promouvoir la participation de l'industrie française à la conquête de ces débouchés.

Reponse. — Les installations d'infrastructures aéronautiques représentent une composante importante du marché mondial lié au transport aérien civil. Cette activité concerne notamment : les bureaux d'étude chargés de la conception et de la supervision des projets, ainsi que de l'assistance technique et de la formation ; les ensembliers maîtres d'œuvre des réalisations ; les fournisseurs d'équipement (équipements généraux des aérogares, équipements électroniques spécialisés, équipements roulants au sol). Le chiffre d'affaires annuel ainsi réalisé à l'exportation atteint environ 650 millions de francs, soit 100 millions pour l'ingénierie, 300 millions pour les équipements de sécurité aérienne, 250 millions pour le génie civil et les équipements généraux. Les références les plus importantes remportées à l'étranger par nos firmes concernent les aéroports de Djakarta, du Caire, d'Abu Dhabi, de Dacca et de Dar Es Salam. Compte tenu de la compétence acquise par cette industrie grâce à ses réalisations nationales, l'action du Gouvernement vise essentiellement à : soutenir et développer les manifestations promotionnelles, coordonner les actions des divers opérateurs français sur les marchés extérieurs ; veiller à maintenir la compétitivité des bureaux d'études à l'étranger dans les cas où la concurrence offre des prestations gratuites, condition souvent indispensable au succès d'un projet.

Politique extérieure (U. R. S. S.).

4994. — 9 novembre 1981. — **M. Georges Sarre** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, sur les difficultés rencontrées pour la livraison par une entreprise française d'équipements destinés à la construction d'un gazoduc en Union soviétique. Cette commande qui apparaît comme l'une des plus importantes de l'histoire des relations commerciales franco-soviétiques serait mise en cause du fait qu'un organisme américain jugerait les matériels concernés comme « stratégiques ». Les prolongements et les retombées économiques montrent assez clairement qu'un éventuel refus de la France serait un coup très dur asséné à l'industrie française et ne pourrait contribuer en fait qu'à favoriser d'autres entreprises étrangères concurrentes. Il lui demande donc si les appréciations portées par le Cocom, organisation fondée par les Etats-Unis en 1950, ne relèvent pas d'une attitude propre à décourager nos échanges extérieurs, et quelle sera l'attitude du Gouvernement dans cette affaire.

Reponse. — La société Thomson-C. S. F. a signé le 30 septembre 1981 deux contrats pour un total de 1,8 milliard de francs portant sur la fourniture du système de télécommunication et du système de gestion du gazoduc d'Ourengoi. Ces contrats sont devenus exécutoires le 10 décembre dernier. Le 15 décembre dernier, la société Creusot-Loire a signé un contrat de 1,4 milliard de francs pour la fourniture de stations de réfrigération destinées à ce même gazoduc. Le total des contrats conclus avec l'industrie française sur ce projet s'élève aujourd'hui à 4,5 milliards de francs.

Tourisme et loisirs (agences de voyages).

5905. — 30 novembre 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, quelles dispositions il entend prendre à l'égard des professionnels du tourisme, du moins de ceux qui, nonobstant les dispositions prises récemment en matière de blocage des prix des services, entendent mener une campagne de promotion de leurs établissements à l'étranger. Cette démarche de leur part implique en effet, *ipso facto*, la nécessité de communiquer les tarifs de la saison 1982 ; nécessité que l'arrêté de blocage du prix des services à leur niveau d'octobre 1981, rend aujourd'hui non seulement impossible mais illégal tant qu'un engagement n'aura pas été signé avec les professionnels. Ces derniers ne peuvent cependant attendre le printemps pour se lancer à la conquête des marchés étrangers. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas qu'à l'heure actuelle, et pour une période indéterminée, un retard sérieux, si ce n'est un frein total est apporté au développement d'une industrie dont la capacité exportatrice n'est plus un secret pour personne et constitue à ce titre un moteur essentiel de notre économie.

Reponse. — Ainsi que le souligne l'honorable parlementaire, les activités touristiques étalent puissamment le commerce extérieur français, tout en diffusant l'image de notre pays et, puisque cela compte surtout, un certain art de vivre. L'effort entrepris en ce domaine est constaté et encouragé par les pouvoirs publics, qui souhaitent que les professions du tourisme conquièrent encore de nombreux marchés et séduisent de nouveaux visiteurs. Le ministre de l'économie et des finances, que j'ai saisi de cette question, est conscient des difficultés rencontrées par les professionnels en matière d'affichage des prix et s'apprête à conclure avec eux des engagements de modération qui devraient lever tous les obstacles aux campagnes de promotion de l'industrie du tourisme à l'étranger.

COMMUNICATION

Politique extérieure (désarmement).

738. — 27 juillet 1981. — **M. Robert Montdargent** attire l'attention de **M. le ministre de la communication** sur la nécessité de marquer par des initiatives appropriées la semaine mondiale de l'O. N. U. pour le désarmement (24-31 octobre). A cette occasion, l'opinion publique française doit être sensibilisée sur les graves dangers et l'irrationalité de la course aux armements ainsi que sur l'urgence d'enrayer un véritable processus de désarmement simultané et progressif. La radio-télévision nationale et l'enseignement public sont sans doute les instruments les plus efficaces de cette campagne de masse. Il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions dans ce domaine.

Reponse. — Le ministre de la communication rappelle à l'honorable parlementaire qu'en dehors des obligations contenues dans les cahiers des charges, la programmation des émissions de télévision relève de la seule responsabilité des présidents et des conseils d'administration des sociétés nationales de programme. Il revient donc à ceux-ci de sensibiliser l'opinion publique sur le problème du désarmement. Des renseignements communiqués par les sociétés nationales de programme, il ressort qu'à l'occasion de la semaine mondiale pour le désarmement, organisée par les Nations Unies du 24 au 31 octobre 1981, les sociétés nationales de radio et de télévision ont rendu compte, dans leurs différentes éditions d'information, d'une part, de certaines manifestations et déclarations relatives aux risques du surarmement et, d'autre part, des actions menées en faveur du pacifisme. Il convient, ainsi, de noter que les sociétés de télévision ont programmé, pendant la période du 24 au 31 octobre 1981, différents reportages, en fonction évidemment de l'actualité, sur les manifestations pacifistes qui se sont déroulées à Rome, à Londres, à Paris et en République fédérale d'Allemagne. La direction de l'information de Radio-France, pour ce qui la concerne, avait spécialement désigné un responsable pour préparer et suivre cette question et prendre les contacts nécessaires. Ainsi, différentes émissions ont été réalisées dans le but d'apporter au public une information complète sur le thème dont il s'agit.

Radiodiffusion et télévision (programmes : Loire-Atlantique).

889. — 3 août 1981. — **M. Alain Madelin** se fait l'écho auprès de **M. le ministre de la communication** du vœu émis par le conseil général de Loire-Atlantique demandant que les émissions de F. R. 3-Bretagne incluent le compte rendu de l'actualité de Loire-Atlantique, que ces émissions soient retransmises sur le territoire de ce département par l'une ou moins des trois chaînes de télévision. Il lui demande quelles mesures il lui paraît possible de prendre en ce sens. Il est en effet important qu'entre les quatre départements

de la région Bretagne et le département de Loire-Atlantique puisse exister une complémentarité conforme et aux aspirations culturelles de cette région et au vœu des habitants et des élus de Loire-Atlantique.

Réponse. — Le vœu dont l'honorable parlementaire se fait l'interprète, et qui consiste à diffuser sur l'une des chaînes de télévision des actualités télévisées régionales de Bretagne dans les Pays de Loire soulève à la fois un problème technique et un problème de principe. Sur le plan technique, l'aire de diffusion de l'émetteur de Nantes - Haute-Goulaine s'étend au Maine-et-Loire et à une partie de la Vendée. Il n'est donc pas possible de limiter cette diffusion au seul département de la Loire-Atlantique. Sur le plan des principes, il convient de rappeler que la société nationale de programme F. R. 3 diffuse les émissions d'actualités télévisées dans des zones qui doivent correspondre au découpage régional, tel qu'il résulte de l'organisation administrative du territoire. Ainsi, le département de la Loire-Atlantique ne peut être considéré autrement que comme faisant partie de la région des Pays de Loire. A cet égard, les émissions d'information diffusées par la société F. R. 3 ont vocation à exprimer les particularismes des différents départements tout en respectant l'entité régionale, telle qu'elle résulte des institutions et telle qu'elle est vécue dans les faits sur le plan de la vie économique, sociale et culturelle par les habitants de l'ensemble de la région.

Syndicats professionnels (droits syndicaux).

1004. — 3 août 1981. — **M. Alain Bocquet** attire l'attention de **M. le ministre de la communication** sur les atteintes aux libertés dans la société nationale Radio-France. Au cours de la réunion du comité d'entreprise du 17 juin 1981, les preuves ont été administrées que la société Radio-France a, en 1979, payé une agence de police privée pour enquêter sur un délégué syndical. Cette enquête a duré trois mois, jusqu'au départ de l'intéressé en congé sans solde, et avec intrusion dans son domicile. Cette enquête policière a été payée par Radio-France au moyen de factures établies sous de fausses énonciations. Le 23 juin 1981, la direction a reconnu les faits en comité extraordinaire. C'est donc légitimement que le personnel de Radio-France s'est ému devant de tels procédés. Il a demandé, au cours de l'assemblée générale du 25 juin 1981, l'ouverture d'une enquête administrative sur cette atteinte aux libertés et ces faux en écriture, ainsi que sur tous les agissements comparables qui auraient pu se produire à Radio-France ou dans l'une des autres sociétés de radio-télédiffusion. Depuis cette demande, aucune suite n'a été donnée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire la lumière sur de telles atteintes à la liberté et les faire cesser pour l'avenir.

Réponse. — Le président directeur général de Radio-France alors en fonctions a indiqué dans une communication au comité d'entreprise le 23 juin 1981 qu'il n'avait eu aucune connaissance directe ou indirecte des faits incriminés qui remontaient à 1979, mais que le dossier qu'il venait de constituer faisait apparaître que, dans le cadre d'investigations sur des sorties et des utilisations extérieures de matériel technique sans autorisation, il avait été fait appel, avant de saisir éventuellement les autorités judiciaires, à une entreprise privée de surveillance dont la collaboration avait été au demeurant interrompue avant le terme initialement fixé. Tout en désapprouvant fermement ces méthodes, le président directeur général de Radio-France indiquait qu'il n'était pas prouvé que le but recherché était de porter un discrédit sur un responsable syndical du seul fait de ses responsabilités. De plus l'intéressé qui, pour convenances personnelles, avait demandé et obtenu un congé sans solde en 1979, était sur le point de réintégrer sur sa demande Radio-France. Des dispositions internes à Radio-France ont été prises, individuelles et générales pour rappeler au respect d'une déontologie élémentaire dans une société nationale chargée d'un service public. Toutes les dispositions seront prises dans l'ensemble du secteur public audiovisuel pour qu'un tel fait, qui apparaît isolé, ne puisse se reproduire.

Communes (rapports avec les administrés).

1147. — 3 août 1981. — **M. Michel Noir** demande à **M. le ministre de la communication** si les services juridiques de son ministère ou le Conseil d'Etat ont été consultés sur la conformité à la loi du 3 juillet 1972 et au décret du 20 mars 1978 des nouveaux services d'information électronique destinés au grand public, actuellement mis en place par diverses municipalités.

Réponse. — Les services d'information électronique municipale actuellement mis en place, ont, dans leur diversité, le caractère commun d'être constitués de panneaux affichant des informations locales à l'intention du public. L'affichage est réalisé soit par l'intermédiaire de cassettes composées par chaque municipalité, soit par un branchement sur le réseau commuté des P.T.T. qui permet, à partir d'une mairie, de modifier la composition des textes en utilisant le téléphone. Dans les deux cas, ce procédé ne peut pas être

assimilé à la diffusion d'un programme (au sens de la loi du 3 juillet 1972) par un procédé de télécommunication. Si ce procédé constitue une innovation dans les techniques de l'affichage, il s'apparente, compte tenu de ses caractéristiques fonctionnelles aux formes antérieures de journaux et d'affichages lumineux.

Radiodiffusion et télévision (publicité).

1840. — 31 août 1981. — **M. Henri de Gastines** appelle l'attention de **M. le ministre de la communication** sur les conséquences fâcheuses qui résultent de la publicité intensive portant sur les jouets à la télévision. Il est flagrant qu'elle soumet les parents — même ceux ne pouvant être taxés de laxisme — à une pression de la part de leurs enfants, laquelle, si elle aboutit, se traduit par un achat qui n'était peut-être pas prévu et que doit donc subir le budget familial. D'autre part, il peut arriver que le jouet ne donne pas les satisfactions attendues, découlant d'une utilisation rendue attrayante lors de la présentation mais qui s'avère plus contestable de la part de l'enfant. Enfin, compte tenu des moyens financiers particulièrement importants que cette forme de publicité exige, celle-ci risque d'éliminer du marché, et donc de vouer à la disparition, les petites entreprises ne pouvant assumer une telle charge. Pour ces différentes raisons, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de limiter la publicité télévisée concernant les jouets, dont les effets néfastes ont déjà été relevés dans d'autres pays, et notamment aux Etats-Unis.

Réponse. — Depuis l'introduction de la publicité télévisée pour les jouets, la Régie française de publicité a veillé tout particulièrement à ce que la publicité de ce secteur sensible respecte une déontologie très stricte. Une réglementation extrêmement sévère, sans doute la plus sévère d'Europe, a été élaborée par la R. F. P. et appliquée par la commission de visionnage. Les jouets font l'objet d'un examen préalable approfondi et sont parfois testés. Ils doivent répondre à des normes très strictes en matière de sécurité de même que sont appréciés leur valeur ludique et le rapport entre la qualité du jouet et le prix affiché. En ce qui concerne leur présentation publicitaire, les messages ne doivent pas contenir d'éléments qui pourraient abuser les jeunes téléspectateurs et provoquer leur déception; c'est ainsi que les jouets doivent être montrés dans des conditions de jeu réelles, les surimpressions telles que « piles ou accessoires vendus séparément » sont exigées chaque fois que cela est jugé nécessaire. Toutes ces règles sont détaillées dans une note de jurisprudence consacrée aux jouets, diffusée aux membres de la profession. Dans ces conditions de contrôle vigilant, il n'apparaît pas que les spots publicitaires sur les jouets puissent avoir des conséquences excédant celles des devantures de magasins ou des catalogues de jouets. Toutes les études faites dans ce domaine montrent d'ailleurs que la publicité télévisée est loin d'être le seul facteur dans la décision d'achat des enfants. Globalement, la publicité consacrée aux jouets ne représente qu'une part faible des recettes de publicité télévisée : T. F. 1 : 3,3 p. 100 en 1980 et 2,2 p. 100 en 1981 ; A. 2 : 2,3 p. 100 en 1980 et 1,8 p. 100 en 1981. Toutefois, cette profession ayant la caractéristique de réaliser les deux tiers de son chiffre d'affaires durant les derniers mois de l'année, la R. F. P. a imposé des limites très sévères aux annonceurs afin d'éviter une densité excessive des messages en fin d'année. Le montant global des campagnes en faveur des jouets a été limité quantitativement et la R. F. P. a fixé un plafond par annonceur 800 000 francs pour l'année 1981. Cette dernière mesure favorise délibérément l'accès des petites et moyennes entreprises du secteur du jouet à la publicité télévisée. Ainsi les préoccupations de l'honorable parlementaire de limiter le volume de la publicité télévisée, de ne pas défavoriser les petites entreprises de ce secteur et de contrôler sévèrement le contenu des messages publicitaires sont elles prises en considération dans l'action de la Régie française de publicité.

Postes et télécommunications (courrier).

4228. — 26 octobre 1981. — **M. Daniel Goulet** expose à **M. le ministre de la communication** qu'avec la récente augmentation du tarif d'envoi postal des périodiques portant un numéro de commission paritaire, ceux-ci ne bénéficient plus d'une tarification particulière, due justement à leur périodicité, mais soient astreints au tarif général des plis non urgents. Le coût d'envoi en métropole d'un périodique pesant de 20 à 50 grammes vient en effet de passer de 0,80 franc à 2 francs, ce qui représente une augmentation de 150 p. 100. Dans le même temps l'augmentation du tarif international pour la même envoi n'est que de 27,7 p. 100, l'expédition du périodique à l'étranger passant de 0,90 franc à 1,15 franc. Il lui demande s'il n'estime pas particulièrement opportun qu'un frein soit mis à de telles augmentations qui risquent d'être fatales à l'existence des petites publications. Il souhaite qu'une action soit entreprise dans ce but, en liaison avec le ministre des P. T. T.

Réponse. — Contrairement aux informations reçues par l'honorable parlementaire, les publications de presse inscrites à la Commission paritaire des publications et agences de presse, expédiées par les

éditeurs, continuent de bénéficier de tarifs postaux préférentiels. La récente augmentation de 27,2 p. 100 de ces tarifs en régimes intérieur et international, fixée par décret n° 81-885 du 29 septembre 1981 n'aboutit en aucun cas à la disparition de l'aide postale. Le montant de cette aide varie notamment en fonction du degré de préparation des envois effectués par les éditeurs. La réglementation postale distingue sur ce point les envois routés et semi-routés qui font l'objet d'un tri préalable à leur dépôt par les éditeurs. Dans le prolongement des conclusions de la Table ronde Parlement-presse-administration instituée par le Premier ministre le 28 mars 1979 en vue d'améliorer les conditions de gestion de la poste, le ministre des P. T. T. a décidé, par décret n° 81-885 du 29 septembre 1981 portant réaménagement des taxes applicables aux journaux et écrits périodiques, de soumettre les envois « autres journaux », catégorie réservée aux publications réexpédiées sans traitement spécial par les particuliers, au barème des plis non urgents. Cette décision s'inscrit dans un ensemble de dispositifs adopté par le Gouvernement et devrait permettre une amélioration des conditions de gestion de la poste. Toutefois, soucieux de ne pas voir accroître de façon trop importante les charges des entreprises de presse relatives à la production et au recouvrement des abonnements, le ministre des P. T. T. a récemment annoncé que l'augmentation des tarifs des plis postaux non urgents, prévue aux taux de 18 p. 100 serait limitée à 10 p. 100.

Radioréception et télévision (programmes).

4391. — 26 octobre 1981. — **M. Yves Sautier** attire l'attention de **M. le ministre de la communication** sur des situations qui lui paraissent choquantes en matière d'information télévisée. Il est certes conscient que le Gouvernement n'a pas, en principe, à intervenir dans le contenu des programmes des sociétés nationales de radio et de télévision, mais il ne lui appartient pas moins, en tant qu'autorité de tutelle, de rappeler les responsables de chaînes à certains principes d'objectivité ou tout au moins d'équilibre. Ainsi, il lui fait observer que, par exemple, Antenne 2 n'avait pas pour habitude, dans ses journaux de la mi-journée, de n'inviter que des personnalités favorables à la majorité parlementaire avant le 10 mai 1981. Or il semble, depuis les changements intervenus dans la direction de cette chaîne, qu'une très grande majorité des personnalités invitées à Antenne 2 Midi, qu'elles appartiennent ou non aux milieux politiques ou syndicaux, soient toutes favorables à la gauche. Il lui demande si c'est de cette manière que le Gouvernement conçoit le pluralisme d'expression.

Réponse. — Les articles 4 des cahiers des charges des sociétés nationales de programme font obligation à celles-ci de rendre compte de l'actualité quotidienne de façon objective. Ces sociétés doivent, par ailleurs, veiller à ce que les opinions de nos concitoyens et des personnalités des milieux politiques ou syndicaux, dans leur pluralisme et leur diversité, puissent s'exprimer à la radio et à la télévision. L'honorable parlementaire peut être certain que le ministre de la communication s'assure du respect de ces règles démocratiques qui constituent un des principaux objectifs de l'action gouvernementale. Il convient, à ce propos, de relever que la société A. 2, soucieuse du pluralisme d'expression, a invité, dans le cadre du journal télévisé de la mi-journée, outre des représentants du patronat (MM. P. Moussa, O. Lecerf, Y. Gattaz, A. Chevallier...) des personnalités politiques et syndicales telles que MM. Y. Chotard (3 juin), Jacques Toubon (15 juin), Michel Noir (9 juillet), René Monory (22 juillet), Jacques Toubon (26 août), Jean Lecanuet (28 août), Bernard Pons (9 septembre), J.-F. Deniau (12 septembre), Bernard Stasi (2 novembre), Alain Juppé (20 novembre), sans oublier des hommes tels, MM. Louis Pauwels, Jacques Faizant, Jean Dufourd. Il n'est cependant pas sans importance de rappeler à l'honorable parlementaire que c'est dans le souci de mieux réfléchir et commenter les événements de l'actualité, que la société Antenne 2 a été amenée, à plusieurs reprises, à inviter des responsables de la nouvelle majorité politique à s'exprimer dans le cadre des journaux télévisés.

Radioréception et télévision (programmes).

4964. — 9 novembre 1981. — **M. Rodolphe Pesce** attire l'attention de **M. le ministre de la communication** sur l'absence de spectacles de marionnettes de création française sur les chaînes de télévision nationale. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour favoriser la programmation de tels spectacles qu'un certain nombre de créateurs marionnettistes sont à même de produire pour notre télévision.

Réponse. — En dehors des obligations contenues dans les cahiers des charges, la programmation des émissions de télévision relève de la seule responsabilité des présidents et des conseils d'administration des sociétés de programme. Il revient donc à ceux-ci de

décider de la diffusion de spectacles de marionnettes. Il convient, toutefois, de rappeler à l'honorable parlementaire que le Gouvernement est particulièrement conscient du besoin réel par nos concitoyens de découvrir de nouvelles créations. A cet égard, le ministre de la communication tient à souligner que l'effort financier supplémentaire consacré à la création audiovisuelle par les organismes publics de la radio-télévision, dans le cadre du budget pour 1982, sera d'un montant de l'ordre de 190 millions de francs.

Audiovisuel (Institut national de l'audiovisuel).

6372. — 7 décembre 1981. — **Mme Paulette Nevoux** attire l'attention de **M. le ministre de la communication** sur l'injustice dont sont victimes les femmes analystes de documentation à l'Institut national de l'audiovisuel (I. N. A.). En effet, le D. U. T. (diplôme universitaire de technologie), qui est le diplôme minimum exigé au recrutement, n'est pas reconnu au même niveau dans leur profession que dans les professions des hommes, ce qui est le cas à l'I.N.A. (D.U.T. femmes B II, D.U.T. hommes B III, B III égale 550 francs de plus en début de carrière). Elle lui demande quelles mesures il entend prendre afin que ce droit aussi élémentaire que l'égalité des salaires passe enfin dans les faits.

Réponse. — Le ministre de la communication informe l'honorable parlementaire que la grève des analystes de documentation de l'Institut national de l'audiovisuel a pris fin le 27 novembre 1981. Les personnels de l'Institut national de l'audiovisuel, établissement public à caractère industriel et commercial, sont régis par le décret n° 75-1352 du 31 décembre 1975. L'arrêté interministériel du 21 avril 1976 fixe, notamment pour les analystes de documentation, les conditions de recrutement, de salaires et d'avancement. En application de ces dispositions, ces personnels sont classés dans la catégorie B II. Il a, toutefois, été observé que l'exercice de leur fonction, compte tenu du nécessaire emploi des techniques nouvelles, justifie une révision de leur grille indiciaire. C'est pourquoi, il a semblé nécessaire, pour 1982, de revaloriser la fonction d'analyste de documentation et de reclasser tous les agents concernés dans la catégorie supérieure (B III). Enfin, il serait difficile de retenir le concept « discrimination sexiste » puisqu'en l'espèce le corps des analystes de documentation est ouvert et comprend parmi ses membres des personnels des deux sexes.

CULTURE

Arts et spectacles (danse : Rhône).

5064. — 9 novembre 1981. — **M. Michel Noir** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture** sur l'expérience pilote conduite à Lyon avec la création il y a deux ans d'une maison de la danse. Celle-ci a acquis une notoriété nationale et internationale et constitue un lien probablement unique en province de centre réservé à la chorégraphie contemporaine et classique. Le succès de cette initiative a été rendu possible jusqu'à ce jour par le soutien financier de collectivités locales : ville de Lyon, conseil général du Rhône, conseil régional. Ce succès conduit aujourd'hui à un développement des activités qui nécessite son attention. Il lui demande s'il peut envisager dans le budget pour 1982 une aide conséquente permettant de faire participer l'Etat à cette heureuse initiative.

Réponse. — Dès sa création en 1980, la maison de la danse de Lyon a été perçue comme un élément supplémentaire important du dispositif de diffusion chorégraphique en France et spécialement d'aide à la jeune danse. Pour accentuer cette orientation favorable aux jeunes compagnies, l'Etat a accepté de participer à l'action entreprise par les cinq troupes chorégraphiques cofondatrices de la maison de la danse et dont l'initiative avait, par ailleurs, reçu l'agrément de la ville de Lyon. Certaines conditions ont alors été posées afin que l'institution trouve son originalité par rapport aux autres salles de théâtre qui, en France, programment également de la danse. Ces conditions étaient d'autant plus justifiées que le local abritant la maison de la danse accueillait, pour cinquante pour cent de son temps, des activités non chorégraphiques. Il a donc été admis que l'aide de l'Etat serait affectée à la création des ouvrages programmés par la maison de la danse et que celle-ci coproduirait avec de jeunes compagnies invitées. Par ailleurs, une aide au fonctionnement lui est accordée dont le caractère exceptionnel doit être souligné au regard du principe selon lequel le bénéfice des subventions est ouvert au profit des compagnies et non à celui des structures d'accueil. Cette exception trouve sa justification dans l'originalité de l'institution dont l'action en faveur de la création nécessite l'existence de structures permanentes. Ces modalités du soutien financier de l'Etat ayant été acceptées, une aide de 125 000 francs a été versée à la maison de la danse dès 1980. En 1981, le montant de la subvention a connu un développement important,

de l'ordre de 165 p. 100, qui la porte à 332 000 francs. Le rappel de ces chiffres traduit suffisamment l'intérêt suscité par l'activité de la maison de la danse mais aussi le souhait qu'un développement symétrique des aides allouées par les partenaires de l'Etat puisse être inscrit dans leurs propres prévisions budgétaires.

Archives (fonctionnement).

5700. — 23 novembre 1981. — **M. Hubert Dubedout** attire l'attention de **M. le ministre de la culture** sur la situation difficile des personnels de conservation des Archives de France. En effet, l'insuffisance constante au cours de la dernière décennie des moyens accordés à la direction des Archives de France, tant en personnel qu'en crédits d'investissement, est flagrante. Par ailleurs, alors que ces fonctionnaires sont issus d'une grande école, ils sont anormalement déclassés par rapport aux corps comparables de la fonction publique. En conséquence, il lui demande s'il a l'intention d'ouvrir des négociations avec les organisations représentatives et, le cas échéant, dans quels délais il compte le faire.

Réponse. — C'est à juste raison que l'honorable parlementaire appelle l'attention sur la situation difficile du personnel de conservation des Archives de France. Il est certain que l'accroissement régulier des versements d'archives, de même que l'extension considérable de la clientèle des chercheurs, extension liée à l'évolution de la science historique contemporaine, ont notablement compliqué la mission incombant aux conservateurs. Un plan de recrutement visant à atteindre progressivement une adéquation des moyens aux besoins a bien entendu été élaboré. Les créations d'emplois de conservateurs qui ont été accordées dans le cadre du budget 1982 permettront de résorber en partie les difficultés actuelles. Les efforts qui seront poursuivis en ce sens devraient normalement permettre aux archives d'assurer pleinement leur fonction. Par ailleurs, il apparaît certain que, si l'on considère l'importance des attributions confiées aux conservateurs d'archives, leur niveau scientifique ainsi que l'extrême difficulté du concours d'entrée à l'école nationale des chartes, la carrière de ces fonctionnaires et les rémunérations qui leur sont servies, paraissent assez décevantes. Il n'est cependant pas possible d'envisager dans l'immédiat la refonte du statut particulier qui régit ce corps, par suite des instructions du Premier ministre relatives à la pause catégorielle. Le ministre fait néanmoins procéder à une étude approfondie de la situation et des structures de ce corps afin d'être à même d'ouvrir les négociations utiles avec les organisations représentatives dès que la conjoncture le permettra.

DEFENSE

Sports (courses automobiles : Bouches-du-Rhône).

3035. — 23 septembre 1981. — **M. Vincent Porell** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les problèmes que rencontrent des associations sportives automobiles du département des Bouches-du-Rhône pour organiser des courses automobiles. En effet, alors que l'organisation d'épreuves automobiles nécessite une préparation importante et soulève de nombreux problèmes financiers et de calendrier, quelques jours avant l'heure des déroulements prévus certaines doivent être annulées parce que la gendarmerie refuse d'en assurer la couverture. Si de tels procédés devaient se reproduire, c'est la poursuite de l'organisation des épreuves automobiles par les petites associations qui serait remise en cause. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que de tels faits se reproduisent.

Réponse. — La gendarmerie consent un effort important pour permettre le bon déroulement des courses automobiles locales. Cependant, elle ne peut répondre favorablement à toutes les demandes reçues en la matière, fort nombreuses au demeurant. L'accroissement des charges auxquelles elle doit faire face, spécialement à certaines périodes de l'année, la conduit alors à se consacrer entièrement à ses missions traditionnelles prioritaires : la protection des personnes et des biens. Compte tenu de ces impératifs, la gendarmerie se tient en liaison étroite avec les organisateurs de telles épreuves sportives afin de les avertir en temps opportun de la suite qui est réservée à leur demande, dans la mesure toutefois où ils prennent eux-mêmes la précaution de l'adresser suffisamment tôt au responsable local de cette arme.

Etrangers (Algériens).

5693. — 23 novembre 1981. — **M. Jean-Marie Bockel** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des jeunes gens nés après 1962 de parents algériens sur le territoire national par rapport à l'obligation du service national. Il semblerait qu'ayant la double nationalité, ils seront appelés sous les drapeaux tant

en France qu'en Algérie (soit trois ans sous les drapeaux). En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Aux termes de l'article L. 3 du code du service national, et sauf convention internationale prévoyant une dispense à leur égard, tous les citoyens français du sexe masculin ainsi que les étrangers sans nationalité ou bénéficiant du droit d'asile sont redevables du service national en France. Dès lors qu'il apparaît, au regard de la législation française sur la nationalité, que les jeunes gens auxquels fait allusion l'honorable parlementaire entrent dans la situation évoquée ci-dessus, il est fait application, en l'absence de convention en la matière avec l'Algérie, des dispositions du code du service national. Cependant, afin que ces jeunes gens ne soient pas assujettis à un service national en Algérie s'ils retournent dans ce pays, une telle convention doit être passée entre le Gouvernement français et les autorités algériennes ; les études sont en cours actuellement pour éviter cette double obligation.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

6420. — 7 décembre 1981. — **M. Claude Labbé** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les préoccupations des cheminots anciens combattants au sujet de l'inégalité de traitement dont pâtissent, en ce qui concerne les bonifications pour campagnes, ceux d'entre eux ayant participé aux opérations militaires en Afrique du Nord. Alors que le droit au bénéfice de la campagne double a été reconnu aux anciens combattants des derniers conflits mondiaux (1914-1918 et 1939-1945), les anciens combattants d'Afrique du Nord, fonctionnaires ou assimilés, ne peuvent prétendre à cet avantage, lequel devrait leur être étendu en toute équité. Il lui demande de prendre toutes dispositions pour mettre fin à cette restriction qui pénalise les intéressés et à laquelle il ne peut être opposé d'objections valables.

Réponse. — Les bénéfices de campagne, qui s'ajoutent à la durée des services effectifs dans la liquidation des pensions du code des pensions civiles et militaires de retraite, sont attribués aux anciens combattants d'Afrique du Nord conformément aux dispositions du décret n° 57-195 du 14 février 1957. Ce texte a permis d'attribuer aux anciens combattants d'Afrique du Nord le bénéfice de la campagne entière au lieu et place de la demi-campagne normalement prévue pour les militaires en service sur les territoires considérés. Attribuer aux anciens combattants d'Afrique du Nord le bénéfice de la campagne double prévue en faveur des anciens combattants des derniers conflits mondiaux constitue l'un des souhaits le plus souvent évoqués soit par eux-mêmes, soit par leurs représentants ; il n'a pas manqué de retenir l'attention du ministre de la défense.

Service national (objecteurs de conscience).

6632. — 7 décembre 1981. — **M. Maurice Brland** signale à **M. le ministre de la défense** le cas de MM. Kerrain et Corbel, insumés, actuellement incarcérés à Rennes. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible de placer les intéressés en position d'appel différé jusqu'à la promulgation de la loi portant nouveau statut de l'objection de conscience afin de permettre aux intéressés d'en solliciter le bénéfice.

Réponse. — La question posée évoquant la situation de personnes nommément désignées, le ministre de la défense fait connaître qu'il est répondu par lettre à l'honorable parlementaire.

Logements (prêts).

6956. — 14 décembre 1981. — **M. Jean-Pierre Kucheida** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur les conditions d'accession à la propriété des gendarmes. Les gendarmes en activité résident à titre principal dans leur caserne. Bon nombre d'entre eux souhaitent acquérir un logement dont ils pourront bénéficier, l'âge de la retraite venue. Les aides relatives à l'accession à la propriété leur sont aujourd'hui interdites : en effet, ceux-ci ayant leur résidence principale dans leur caserne, l'acquisition d'un logement est comprise par les dispositions réglementaires actuelles comme l'acquisition d'une résidence secondaire. Il lui demande que les gendarmes puissent bénéficier des aides à l'accession à la propriété dans une limite de temps raisonnable avant leur départ à la retraite. Cette mesure répondrait à un souci de justice et éviterait le cumul emploi-retraite des gendarmes qui, désirant accéder à la propriété, se voient contraints d'exercer une autre profession après leur retraite.

Réponse. — La situation des gendarmes au regard de la réglementation de l'aide au logement a fait l'objet d'études particulièrement attentives. Celles-ci ont permis d'apporter à cette situation

un certain nombre d'aménagements qui tiennent compte de l'obligation qui est faite à ces personnels d'occuper un logement de fonction. Désormais, les militaires de la gendarmerie qui souhaitent accéder à la propriété bénéficient des dispositions du décret n° 77-944 du 27 juillet 1977 pris dans le cadre de la loi du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement, qui leur offrent la possibilité d'acquiescer un logement avec l'aide de l'Etat sans attendre d'être proche de la retraite : dans cette hypothèse, l'accédant à la propriété doit conclure avec l'Etat une convention type régie par le titre V de la loi du 3 janvier 1977 par laquelle il s'engage à louer, suivant un bail d'une durée minimum de neuf années, le logement qu'il fait construire ou achète en attendant de pouvoir l'occuper personnellement. Par ailleurs, le délai de trois ans accordé par le décret du 24 janvier 1972 relatif aux primes et prêts pour l'occupation des logements destinés à être occupés en titre par le bénéficiaire des prêts des sa mise à la retraite, a été porté à cinq années par le décret du 27 juillet 1977. Cette réglementation permet pratiquement à un gendarme qui veut construire de mettre en chantier sa maison neuf ans avant la retraite puisque la durée qui sépare l'octroi du prêt et la déclaration d'achèvement des travaux peut être de quatre ans ; il peut même souscrire un plan d'épargne-logement treize ans avant la retraite. Dans le cadre d'une aide spécifique aux personnels de la gendarmerie, contraints de supporter des remboursements croissants d'emprunts après leur mise à la retraite, un plan de financement adapté à leur situation particulière a été mis en place en liaison avec le crédit agricole, la caisse nationale du gendarme et le Crédit foncier de France. Ces aménagements à la réglementation de l'aide au logement permettent donc aux gendarmes en activité de se constituer un patrimoine immobilier.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

*Départements et territoires d'outre-mer
(Martinique : produits agricoles et alimentaires).*

2637. — 21 septembre 1981. — **M. Cemille Petit** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)**, sur l'inquiétude que manifeste la S.I.C.A. des producteurs de cannes à sucre de la Martinique S.A. sur les perspectives de fonctionnement de l'usine à sucre du Lareinty dans le cadre de la réorganisation de l'économie sucrière et rhumière. Ces planteurs ont exprimé leurs préoccupations quant à la quantité de cannes dont pourra disposer la société d'économie mixte en création. Il lui demande quelles dispositions seront prises pour contribuer à assurer la priorité essentielle que constitue la réorganisation et la relance du secteur agricole afin d'atteindre un objectif de 250 000 tonnes de cannes.

Réponse. — Les décisions prises par le conseil général de la Martinique de créer une société d'économie mixte pour maintenir un outil industriel de production de sucre dans ce département ont été confirmées au cours de la session extraordinaire du 30 octobre 1981. La rénovation de l'usine du Lareinty envisagée vise un nouvel objectif de traitement de 200 000 tonnes de canne, ce qui doit permettre d'assurer la fabrication de 12 000 tonnes de sucre nécessaires à la consommation locale et à la production de 56 000 hl de rhum. Parallèlement à ce programme industriel les efforts entrepris pour relancer la production de canne seront poursuivis.

*Départements et territoires d'outre-mer
(départements d'outre-mer : arrondissements).*

522. — 16 novembre 1981. — **M. Jean-Louis Masson** souhaiterait que **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (Départements et territoires d'outre-mer)**, veuille bien lui indiquer quelles sont les références exactes des lois et décrets ayant créé ou supprimé des arrondissements dans les départements d'outre-mer depuis 1946.

Réponse. — L'honorable parlementaire voudra bien trouver ci-après pour chacun des départements d'outre-mer divisés en arrondissements les références demandées. Guadeloupe : le décret n° 47-1018 du 7 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion a créé, par son article 5, deux arrondissements dans le département de la Guadeloupe, l'arrondissement de Basse-Terre et l'arrondissement de Pointe-à-Pitre. Le décret n° 63-89 du 1^{er} février 1963 a créé l'arrondissement de Saint-Martin-Saint-Barthélemy groupant les cantons de même nom qui faisaient partie de l'arrondissement de Basse-Terre. Guyane : la loi n° 51-1098 du 14 septembre 1951 portant organisation de la Guyane française a créé dans ce département deux arrondissements, l'arrondissement de l'Inini et l'arrondissement de Cayenne. Cette loi a

été abrogée par l'article 27 de la loi n° 69-1263 du 31 décembre 1969. Le décret n° 69-261 du 17 mars 1969 portant réorganisation administrative de la Guyane a délimité les arrondissements actuels de Cayenne et de Saint-Laurent-du-Maroni. Martinique : les arrondissements de Trinité et du Marin ont été créés par les décrets n° 65-790 du 15 septembre 1965 et n° 74-329 du 26 avril 1974. Réunion : les arrondissements de Saint-Pierre, de Saint-Benoit et de Saint-Paul ont été créés par les décrets n° 64-925 du 3 septembre 1964, n° 68-862 du 2 octobre 1968 et n° 69-276 du 24 septembre 1969.

DROITS DE LA FEMME

Divorce (pensions alimentaires).

2153. — 7 septembre 1981. — **M. Marcel Mocœur** attire l'attention de **Mme le ministre délégué, chargé des droits de la femme**, sur la situation difficile et parfois dramatique, particulièrement lorsqu'elles ont la charge d'enfants mineurs, de nombreuses femmes divorcées qui ne perçoivent pas les pensions alimentaires fixées par les jugements de divorce. En effet, on constate, dans de très nombreux cas, qu'après quelques versements de la pension alimentaire, certains redevables cessent de remplir leurs obligations malgré les injonctions répétées des tribunaux. Il lui demande quelles mesures elle compte mettre en œuvre pour que les pensions alimentaires décidées par les jugements de divorce soient régulièrement versées à leurs bénéficiaires.

Réponse. — Les difficultés que rencontrent les femmes divorcées, ayant la charge d'enfants mineurs, qui ne perçoivent pas les pensions alimentaires fixées par les jugements de divorce, malgré les injonctions répétées des tribunaux, sont une de mes préoccupations prioritaires. Outre les procédures traditionnelles existantes (saisie arrêt sur salaire, paiement direct, recouvrement public), un système d'avances par la C.N.A.F. a été mis en place, depuis janvier 1981, qui en réalité constitue une avance sur le versement de l'allocation orphelin égale à 373 francs par mois et par enfant en 1982. Ce système reste peu connu, peu utilisé et insuffisant ; aussi le ministère des droits de la femme étudie, avec le ministère de la solidarité nationale et le secrétaire d'Etat à la famille, le ministère de la justice et le ministère du budget des dispositions législatives nouvelles permettant une meilleure garantie des pensions alimentaires.

Papiers d'identité (réglementation).

3220. — 5 octobre 1981. — **M. Adrien Zeller** attire l'attention de **Mme le ministre délégué, chargé des droits de la femme**, sur les problèmes que rencontrent les femmes divorcées remariées dont le permis de conduire ne porte pas le même nom marital que leur carte d'identité. Afin de se « mettre en règle », il leur faut faire rétablir leur permis de conduire comme un cas de vol, ce qui leur occasionne des frais non négligeables de l'ordre de 210 francs. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager d'apposer sur les documents une mention rectificative gratuite afin de ne pas pénaliser les femmes suite à ce changement de nom que la société leur impose lors de leur changement de situation de famille et qui, par conséquent, ne devrait leur occasionner ni frais supplémentaires ni tracasseries administratives. Cette nouvelle possibilité aurait l'avantage de les mettre sur un pied d'égalité avec les hommes confrontés à la même situation.

Réponse. — Le problème soulevé par l'honorable parlementaire n'a pas échappé au ministre des droits de la femme. Il est en effet anormal que les femmes, qui changent de nom à la suite notamment d'un divorce, soient pénalisées et aient à faire établir de nouveaux documents entraînant des frais. Le vote de l'amendement n° 533 à la loi de finances pour 1982 que M. Zeller a déposé dispose que : « A compter du 1^{er} janvier 1982 les taxes sur le permis de conduire et les cartes grises cessent d'être dues lorsque leur délivrance est consécutive à un changement d'état matrimonial ». Le ministère des droits de la femme est sensible à cette démarche, d'autant qu'il étudie actuellement une réforme du droit au nom qui aura notamment pour objet de simplifier les formalités administratives dans l'établissement des documents officiels pour les femmes, quelle que soit leur situation matrimoniale.

ECONOMIE ET FINANCES

Matériels électriques et électroniques (entreprises).

1460. — 10 août 1981. — **M. Georges Gosnat** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il est saisi par les dirigeants et les représentants du personnel de la plus grande coopérative de production française — l'A.O.L.P. — des menaces qui pèseraient sur l'avenir de cette entreprise si le Gouvernement donnait son accord

au projet du trust canadien Mitel de s'installer en France. Si les informations recueillies par ces personnes sont exactes, ce projet recouvrirait en effet l'intégralité de la gamme de produits d'auto commutation de 0 à 400 postes développés et distribués par l'A.O.I.P. Dans ces conditions, seraient mis en cause, non seulement les personnels directement concernés par la division télécommunication de l'A.O.I.P. (150 personnes), mais aussi la validité de ses outils industriels (300 personnes à Beziers et 200 personnes à Evry). En vérité, c'est la totalité de cette entreprise, soit 1 200 emplois, qui se trouverait visée. Or, on sait que l'ancien régime a démantelé gravement cette coopérative au profit des groupes C.G.E. et Thomson, la privant des deux tiers de ses effectifs, et qu'elle n'a pu réorganiser son fonctionnement que par la volonté de ses dirigeants et de son personnel et grâce à l'appui de l'administration des P.T.T. Il lui demande donc les mesures qu'il compte prendre pour s'opposer à la réalisation du projet Mitel et pour garantir l'avenir de l'A.O.I.P.

Réponse. — La société canadienne Mitel a conclu avec la coopérative de production française A.O.I.P. un important accord de coopération. Cet accord, avantageux pour les deux parties, est un élément important pour le développement de la société française. L'installation de Mitel en France, loin d'avoir des conséquences défavorables pour A.O.I.P., lui permet donc de consolider son activité. En outre, elle doit entraîner la création de près d'un millier d'emplois dans les Vosges, région durement touchée par le chômage.

Entreprises (nationalisations).

3354. — 12 octobre 1981. — **M. Georges Mesmin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si l'enquête qu'il a diligentée au sujet des « fuites » de documents confidentiels concernant les projets d'indemnisation des valeurs nationalisables, qui ont permis à certains « initiés » de réaliser à la Bourse de Paris des opérations très lucratives avant la suspension de la cotation de ces titres, a maintenant établi les responsabilités dans cette affaire et si des mesures ont été prises pour que les spéculateurs bénéficiaires de ces fuites soient poursuivis devant les tribunaux.

Réponse. — La Commission des opérations de bourse est seule compétente pour effectuer des enquêtes sur les opérations de bourse qui attirent, pour une raison ou pour une autre, son attention. L'existence même de telles enquêtes n'est pas rendue publique, sauf lorsque leurs conclusions amènent le collège de la Commission des opérations de bourse à transmettre le dossier au procureur de la République ou que le collège le décide expressément dans des cas exceptionnels. Dans l'affaire citée par l'honorable parlementaire, le collège de la Commission des opérations de bourse a estimé qu'il convenait de porter à la connaissance du public les conclusions auxquelles il était parvenu. Il l'a fait dans le bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse du mois de novembre 1981 en ces termes : « Le 1^{er} septembre 1981, la commission a décidé d'ouvrir une enquête sur le marché des actions de sept sociétés nationalisables en raison de l'augmentation des transactions et de la hausse des cours qui étaient constatés au moment où les modalités d'indemnisation des actionnaires étaient à l'étude. L'enquête a concerné les valeurs suivantes : Compagnie générale d'électricité ; Thom-on-Brandt ; Rhone-Poulenc ; Compagnie de Saint-Gobain ; Pechiney Uguine Kuhlmann ; Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas ; Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation. Elle a porté sur les deux semaines de bourse du 20 et du 21 août 1981, cette dernière étant celle à partir de laquelle les cours de ces actions ont vivement progressé et les échanges se sont considérablement développés. Le 21 août, en effet, les transactions sur ces titres ont atteint près de 26 p. 100 de l'ensemble des échanges à terme en valeurs françaises à revenu variable, alors que les transactions sur ces valeurs représentaient en moyenne 10 p. 100 du total des transactions quotidiennes durant le mois de juillet. Les investigations ont permis de déterminer les personnes qui sont intervenues à l'achat d'une manière significative pendant ces deux jours. Les recherches n'ont pas fait apparaître que des intervenants aient exploité à leur profit des informations qu'ils auraient pu obtenir à l'occasion de leur profession ou de leurs fonctions au sujet des modalités envisagées pour l'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisables. C'est un fait que les 20 et 21 août des rumeurs ont circulé en bourse qui ont, semble-t-il, modifié l'appréciation d'investisseurs à l'égard des titres des sociétés nationalisables. Après avoir adopté une attitude d'expectative depuis le début du mois de juillet, un certain nombre d'entre eux ont pris conscience que les valeurs d'indemnisation seraient probablement moins défavorables aux actionnaires qu'ils ne l'avaient craint jusque là. Les achats auxquels ils ont procédé ont pu être précipités le 21 août en raison d'une autre rumeur suivant laquelle la suspension de la cotation des valeurs nationalisables était imminente. »

Entreprises (aides et prêts).

5453. — 16 novembre 1981. — **M. Jean-Pierre Fourré** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la nécessité d'introduire des conditions restrictives au déblocage des prêts accordés aux P.M.E. Les mesures d'aide aux P.M.E. doivent notamment permettre sinon la création d'emplois, au moins le maintien de ceux-ci ; aussi les entreprises bénéficiaires devraient s'engager à ne pas procéder à des licenciements. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre afin de remédier à une situation préjudiciable à la réussite de la politique de lutte contre le chômage et contraire à la volonté exprimée par le Gouvernement.

Réponse. — Les prêts accordés aux P.M.E. dans le cadre de l'ensemble des mesures destinées à assurer la relance de l'économie ont pour objet direct le maintien et la création d'emplois. Cet objectif est notamment poursuivi par l'intermédiaire des prêts spéciaux superbunifiés pour le soutien de l'emploi dont l'accès est réservé aux P.M.E. ou à la réalisation des investissements nouveaux en s'engageant à créer des emplois stables, à reconverter une unité de production dont la fermeture est prévue ou à reprendre une entreprise en difficulté. L'intervention de l'Etat sous forme de prêts (du fonds de développement économique et social (F.D.E.S.)) retient également comme critère essentiel la contribution du programme de restructuration ou de développement présente par les entreprises au maintien et à la création d'emplois. Plus généralement, les financements spéciaux mis en place pour favoriser le développement de l'exportation, de la robotique, des économies d'énergie et de matière première, concourent à cet objectif par l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Les conditions mises à la distribution de ces différents concours sont ainsi strictement définies et permettent de s'assurer que les programmes présents rentrent dans le cadre des objectifs de la politique économique définie par le Gouvernement.

FONCTION PUBLIQUE

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (politique en faveur des retraités).

3784. — 19 octobre 1981. — **M. Jean Giovannelli** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur l'application de la circulaire n° 86218 du 13 mai 1980 relative à l'amélioration de l'action des services sociaux de l'administration de l'Etat. En effet cette circulaire permet aux fonctionnaires en activité de percevoir une subvention révisable pour les repas servis dans les restaurants des cités administratives, tout en refusant cette révision aux retraités. Il lui demande en conséquence de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour que cette situation, qui gère le budget des retraites de la fonction publique, ne se prolonge pas.

Réponse. — Par circulaire du 2 février 1977 n° 3 A-20 du ministère de l'économie et des finances et n° FP 1275 du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique, l'administration a autorisé les agents de l'Etat retraités à prendre leurs repas dans les restaurants administratifs, sous réserve de règles d'admission spécifiques, fixées par les organismes gestionnaires. Il est précisé que l'action menée en faveur des agents de l'Etat dans le domaine de la restauration concerne essentiellement les agents en activité, pour lesquels il convient de faciliter la possibilité de prendre ses repas sur le lieu de travail ; dans ces conditions, il n'est pas envisagé d'étendre aux retraités autorisés le bénéfice de la subvention spécialement créée pour les actifs. Mais on notera que les retraités autorisés à fréquenter les restaurants administratifs bénéficient de tarifs avantageux, en raison des diverses autres aides directes ou indirectes, que les administrations gestionnaires accordent à ces restaurants.

Assurance vieillesse :

régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

4603. — 2 novembre 1981. — **M. Hervé Vuilliot** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur la question de la préretraite volontaire. **M. le Premier ministre** a rappelé, lors de son discours de Decazeville le 11 octobre, les conditions nécessaires à un départ à la retraite, des cinquante-six, cinquante-sept ou cinquante-huit ans, avec 75 p. 100 ou 70 p. 100 du traitement. Cependant l'application de cette proposition n'ayant pas été clairement précisée, il lui demande de bien vouloir apporter des précisions sur l'application de cette mesure.

Réponse. — L'aménagement des conditions d'ouverture du droit à pension à jouissance immédiate prévu à l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite ne peut que s'inscrire

dans le cadre d'études plus générales et qui sont menées en liaison avec celles concernant le secteur privé. L'état des travaux ne permet pas d'avoir pour le moment une idée précise sur le contenu définitif des décisions qui seront retenues.

Fonctionnaires et agents publics (politique de la fonction publique).

5361. — 16 novembre 1981. — **M. Marcel Wacheux** demande à **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, la politique qu'il entend mener en matière de haute fonction publique et les mesures qu'il envisage de prendre en vue d'en assurer une réelle démocratisation.

Réponse. — Dans le cadre des directives générales données par M. le Président de la République lors de sa conférence de presse du 24 septembre 1981, le Gouvernement entend faire en sorte que la haute fonction publique soit un reflet plus fidèle de la réalité sociale de la nation. Ainsi, pour ce qui est de l'école nationale d'administration, le ministre délégué a chargé un groupe de trois personnalités de lui faire un rapport sur les réformes qui, notamment, pourraient redonner aux concours internes leur vocation démocratique, remédier aux disparités de carrière constatées entre les corps qui recrutent leurs membres à la sortie de l'école et recréer une action de formation permanente dans la haute fonction publique. Ce groupe de travail étudiera ses conclusions à la fin du mois de janvier 1982. Par ailleurs, des réflexions sont menées sur les voies et moyens permettant à des hommes et des femmes dotés d'une large expérience sociale d'accéder à la haute fonction publique. Le ministre délégué a l'intention de formuler ensuite, sur ces bases, des propositions, qui feront l'objet de consultations interministérielles et d'une concertation avec les organisations syndicales. C'est dire que, s'il est aujourd'hui prématuré de détailler un véritable plan de démocratisation de la haute fonction publique, le Gouvernement entend mener cette réforme à bien dans les délais les plus opportuns.

*Départements et territoires d'outre-mer (Martinique ;
fonctionnaires et agents publics).*

5398. — 16 novembre 1981. — **M. Camille Petit** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur la situation anormale des candidats aux concours administratifs nationaux qui, à la Martinique, sont contraints de subir des épreuves écrites à des heures indues (2 heures du matin pour la police, 4 heures du matin pour les inspecteurs départementaux de l'éducation, notamment). Il lui demande que soit envisagée, en accord avec les différents ministères intéressés, une harmonisation des épreuves tenant compte du décalage horaire et des conditions des concours.

Réponse. — L'accès aux emplois de la fonction publique est ouvert à tous les candidats qui remplissent les conditions exigées. Les candidats à un concours donné doivent subir les mêmes épreuves pour être classés par ordre de mérite par un jury unique compétent pour ce concours. Ces épreuves doivent se dérouler au même moment, les candidats devant prendre connaissance des sujets en même temps. Il est évident que ce principe pose de graves problèmes aux candidats qui se présentent dans les centres d'outre-mer (Martinique par exemple). Compte tenu du décalage horaire, des épreuves se déroulant de neuf heures à midi sur le territoire métropolitain se déroulent très tôt à la Martinique ou de nuit en Polynésie. Il est impossible de décaler ces épreuves pour que ces candidats composent selon un horaire plus compatible avec leur fuseau horaire, dans la mesure où les progrès des télécommunications sont tels qu'une communication des sujets serait possible entre deux candidats domiciliés dans deux parties du monde différentes et que le second pourrait de la sorte avoir connaissance anticipée des questions à résoudre et préparer ses réponses. Les sujétions ainsi imposées aux candidats ont pour seul objet le strict respect de l'égalité devant l'accès aux emplois publics.

*Fonctionnaires et agents publics
(auxiliaires, contractuels et vacataires).*

5442. — 16 novembre 1981. — **M. Didier Chouat** appelle l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur les problèmes posés par la réduction du temps de travail dans la fonction publique. L'accord intervenu avec les organisations syndicales représentatives prévoit, dans un premier temps, une réduction à trente-neuf heures par semaine. Pour les agents des services publics qui effectuent 41 heures 30 hebdomadaires, cette réduction est l'équivalent, en tarif horaire,

à une augmentation de salaire de 5,5 p. 100. Or il existe une catégorie d'agents, les vacataires, qui sont payés à l'heure. Ils sont assez nombreux dans les services vétérinaires départementaux (vétérinaires et préposés sanitaires d'abattoirs par exemple). La simple réduction du temps de travail risque de se traduire pour eux par une baisse de revenus si elle n'est pas compensée par une augmentation du taux de la vacation horaire (5,5 p. 100 dans le cas présent). En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que les personnels vacataires des services publics soient pénalisés par l'application des dispositions, fort justifiées, de réduction du temps de travail.

Réponse. — La réduction de la durée hebdomadaire de travail prévue en faveur des personnels de l'Etat ne peut s'analyser comme une augmentation des traitements de ces agents; la notion de traitement horaire n'a d'ailleurs pas d'existence juridique dans la fonction publique. S'agissant des vacataires des services vétérinaires départementaux auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire, il est précisé que leur utilisation ne peut excéder 156 heures par mois, soit environ trente-six heures par semaine et que, par conséquent, leur rémunération ne sera pas affectée par la prochaine diminution de la durée du travail dans la fonction publique. Cependant, s'il apparaissait que la réduction de la durée hebdomadaire du travail était susceptible de poser un problème pour la rémunération de certaines catégories de vacataires, la situation de ces personnels sera étudiée le moment venu en liaison avec les organisations syndicales représentatives.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages).

5854. — 30 novembre 1981. — **M. Joseph Gourmelon** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur certains aspects de la réglementation actuellement applicable à l'indemnisation des frais de stage des personnels de l'Etat et des collectivités locales, la question écrite de Mme Marie Jacq sur ce sujet étant restée sans réponse lors de la précédente législature. L'arrêté du 6 septembre 1978 institue une différence de régime suivant que les agents en stage sont mariés ou célibataires. Il en résulte dans la pratique quotidienne des différences de remboursement pour des agents ayant participé à une même action dans des conditions exactement identiques. De telles disparités sont perçues par les intéressés comme aussi injustes qu' inexplicables. En conséquence, il lui demande s'il compte mettre un terme à ces disparités.

Réponse. — La différence entre le nombre de taux d'indemnités de stage attribués aux fonctionnaires de l'Etat suivant qu'ils sont mariés ou célibataires n'a pas été introduit par l'arrêté du 6 septembre 1978; en effet, dans le régime antérieur, une distinction était effectuée entre les chefs de famille et les autres agents. Cette distinction est justifiée par le fait que les frais supplémentaires supportés par les célibataires sont, le plus souvent, inférieurs à ceux qui incombent aux agents mariés, lesquels doivent assumer à la fois la charge de leur habitation principale et de leur hébergement personnel pendant la durée du stage. Il n'est pas envisagé pour le moment de modifier le régime.

Formation professionnelle et promotion sociale (stages).

5855. — 30 novembre 1981. — **M. Joseph Gourmelon** attire l'attention de **M. le ministre délégué, chargé de la fonction publique et des réformes administratives**, sur certains aspects de la réglementation actuellement applicable à l'indemnisation des frais de stage des personnels de l'Etat et des collectivités locales, la question écrite de Mme Marie Jacq au précédent gouvernement à ce sujet étant restée sans réponse. L'arrêté du 6 septembre 1978 précise que « les agents en stage à Paris sont obligatoirement considérés comme ayant la possibilité de prendre leurs repas dans une cantine ou un restaurant placés sous le contrôle de l'Etat » et n'ont droit de ce fait qu'à un taux de remboursement inférieur de 25 p. 100 au taux normal. Il apparaît à l'expérience que cette possibilité dans la grande majorité des cas est tout à fait fictive. Les agents en stage à Paris sont au contraire amenés à engager le plus souvent des dépenses de restauration et d'hébergement nettement supérieures à celles entraînées par un séjour dans une autre ville. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour permettre une juste indemnisation des frais occasionnés par les stages à Paris.

Réponse. — Il est exact que les indemnités de stages alloués aux fonctionnaires de l'Etat sont réduites pour les personnels ayant la possibilité de prendre leurs repas dans une cantine ou un restaurant placés sous le contrôle de l'Etat et que, par ailleurs,

Les agents suivant un stage à Paris sont obligatoirement considérés comme ayant cette possibilité. En effet, l'Etat concourt financièrement à l'installation et au fonctionnement des cantines et restaurants administratifs, permettant à ces établissements de servir des repas dont les prix sont sans rapport avec ceux pratiqués dans le secteur privé de restauration; on peut du reste considérer que le prix des repas pratiqués dans les cantines correspond à la dépense qui serait, de toutes façons, supportée par les agents dans leur résidence administrative et non à une dépense supplémentaire occasionnée par le déplacement effectué en vue du stage. Par ailleurs, l'implantation des cantines à Paris est telle que, sous réserve d'une organisation adéquate des stages, la plupart des agents de l'Etat appelés en stage à Paris peuvent prendre leur repas dans une cantine. Il n'est pas envisagé de modifier sur ce point la réglementation instituée par l'arrêté du 6 septembre 1978.

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

Parlement (élections sénatoriales).

6248 — 30 novembre 1981. — **M. Lucien Richard** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, que la récente loi sur la décentralisation aura pour effet, à terme, de transformer l'établissement public régional en collectivité territoriale à part entière. Il lui fait observer que, dans le système institutionnel actuellement en vigueur, la représentation des collectivités territoriales existantes, communes et départements, est assurée au niveau national au sein de la Haute Assemblée, et que les sénateurs sont élus par les suffrages des élus locaux et départementaux. A ce titre, le Sénat concourt, au niveau politique le plus élevé, à l'expression et à la défense des intérêts des collectivités locales. Constatant que les nouvelles régions risquent de n'être pas représentées spécifiquement au sein du Sénat, il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de proposer, dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, un système permettant la représentation politique au niveau national des régions. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître sa position et ses intentions à ce sujet.

Réponse. — En application de l'article 24 de la Constitution, « le Sénat assure la représentation des collectivités territoriales de la République ». La transformation des régions en collectivités territoriales au sens de l'article 72 de la Constitution implique en effet qu'elles soient à l'avenir appelées à concourir à l'élection des sénateurs. Le Gouvernement saisira en temps utile le Parlement d'un projet de loi à cet effet.

Arrondissements (limites).

7867 — 11 janvier 1982. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, que sa question écrite n° 2750 du 21 septembre 1981 n'a toujours pas obtenu de réponse. En conséquence, il lui en renouvelle les termes et il lui rappelle qu'il souhaiterait que M. le ministre de l'intérieur veuille bien lui indiquer: 1° quels ont été les créations, suppressions et transferts de sous-préfectures depuis 1945; 2° quelles sont les dates des lois ou décrets correspondants.

Arrondissements (limites).

5792 — 23 novembre 1981. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, que, par question écrite n° 77, il lui avait demandé les références des modifications d'arrondissements depuis 1944 en France. Toutefois, la réponse de M. le ministre comporte un certain nombre d'éléments surprenants, tels que, par exemple, la référence à une sous-préfecture du département du Pas-de-Calais portant le nom d'Erstein ou la référence au rétablissement de l'arrondissement de Metz-Campagne alors qu'il semblerait que cet arrondissement n'ait jamais été supprimé auparavant. Afin d'éliminer toute incertitude, il lui souhaiterait donc qu'il veuille bien lui préciser depuis 1944: 1° la liste et les dates des créations et suppressions de sous-préfectures sans qu'il y ait eu corrélativement création ou suppression d'arrondissements; 2° la liste des créations et suppressions d'arrondissements sans qu'il y ait eu corrélativement création ou suppression de sous-préfectures; 3° la liste des créations et suppressions d'arrondissements associées à la création ou à la suppression de la sous-préfecture.

Réponse. — Les deux questions n° 2750 et 5792 se recoupent pour l'essentiel, il a paru préférable de leur adresser une réponse commune. Les notions d'arrondissements et de sous-préfectures sont étroitement liées et il a pu arriver que l'un des termes soit

employé à la place de l'autre, d'autant que celui de sous-préfecture est susceptible de plusieurs acceptations: chef-lieu d'un arrondissement, voire arrondissement lui-même, bâtiment administratif, ensemble d'emplois budgétaires... En règle générale, la création ou la suppression d'un arrondissement a pour conséquence la création ou la suppression d'une sous-préfecture, sauf toutefois dans les arrondissements chefs-lieux. En cas de création d'arrondissement, le département a obligation d'acquiescer, de construire ou de louer les bâtiments et de voter les crédits nécessaires au fonctionnement de la sous-préfecture. De son côté, l'Etat doit, dans la mesure où cela s'avère nécessaire, créer les emplois budgétaires correspondants. Depuis 1944, les mesures affectant les arrondissements et les sous-préfectures ont été les suivantes en France métropolitaine: 1° création et suppression de sous-préfectures sans création ou suppression d'arrondissements: loi de finances du 23 décembre 1946; rétablissement de la sous-préfecture de Metz-Campagne: décret n° 65-142 du 25 février 1965 portant notamment fixation des chefs-lieux des départements de l'Essonne et du Val-d'Oise qui entraîne implicitement la suppression des sous-préfectures de Corbeil-Essonnes et de Pontoise; décret n° 74-1028 du 4 décembre 1974 portant suppression de la sous-préfecture de Toulon qui devient chef-lieu de département et création de la sous-préfecture de Draguignan qui était précédemment chef-lieu; décret n° 75-715 du 4 août 1975, suppression de la sous-préfecture de Bastia qui devient chef-lieu du département de la Haute-Corse; 2° création ou suppression d'arrondissements sans création ou suppression de sous-préfectures. La réorganisation de la région parisienne, objet de la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 a eu pour conséquence la suppression des arrondissements de Secaucy et Saint-Denis dans lesquels il n'existait pas de sous-préfecture et qui étaient directement administrés par le préfet de la Seine; 3° création et suppression d'arrondissements avec création ou suppression corrélatrice de sous-préfectures: décret n° 62-6 du 10 janvier 1962 portant création des arrondissements et des sous-préfectures de Calais et Lens; décret n° 62-1294 du 7 novembre 1962 portant création des arrondissements et des sous-préfectures de Saint-Germain-en-Laye, Montmorency, Palaiseau, Le Raincy; décret n° 66-339 du 2 juin 1966 remplaçant l'arrondissement de Corbeil-Essonnes par celui d'Evry, la ville d'Evry ayant été désignée comme chef-lieu du département de l'Essonne par décret n° 65-142 du 25 février 1965; décret n° 66-340 du 2 juin 1966 portant création des arrondissements et des sous-préfectures d'Argenteuil et d'Etampes; décret n° 66-1049 du 30 décembre 1966 portant création des arrondissements et des sous-préfectures de Nogent-sur-Marne et d'Antony; décret n° 72-1209 du 27 décembre 1972 portant création des arrondissements de Boulogne-Billancourt et L'Haÿ-les-Roses. Des sous-préfectures ont été installées dans ces deux arrondissements; décret du 24 mai 1974 portant suppression de l'arrondissement d'Erstein. La sous-préfecture a été supprimée, par voie de conséquence, cependant, dans les locaux une antenne de la sous-préfecture de Sélestat a été installée pour les administrés des communes de l'ancien arrondissement d'Erstein rattachées à l'arrondissement de Sélestat; décret n° 74-1028 du 4 décembre 1974 portant création de l'arrondissement et de la sous-préfecture de Brignoles; décret n° 81-966 du 23 octobre 1981 portant création de l'arrondissement d'Istres où une sous-préfecture sera installée prochainement. En ce qui concerne les arrondissements de Bobigny, Créteil et Nanterre, la situation est un peu particulière. Pour Créteil et Nanterre, les villes ont été désignées chef-lieux de département par le décret n° 65-142 du 23 février 1965. Les départements des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne ne comprenaient alors qu'un arrondissement qui a été amputé par la création des arrondissements et des sous-préfectures d'Antony et de Nogent-sur-Marne en 1966, de Boulogne-Billancourt et L'Haÿ-les-Roses en 1972. Le cas de Bobigny est un peu différent, la sous-préfecture et l'arrondissement du Raincy étant préexistants et non remis en cause, le décret du 23 février 1965 fixant le chef-lieu du département à Bobigny créait implicitement l'arrondissement chef-lieu.

Etrangers (politique en faveur des étrangers: Rhône-Alpes).

3856 — 19 octobre 1981. — **M. Emmanuel Hamel** rappelle à l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, l'importance de la population de nationalité étrangère domiciliée dans la région Rhône-Alpes. Au cours de l'été, conformément aux directives du Gouvernement, les services préfectoraux des huit départements Rhône-Alpes ont informé les travailleurs étrangers y vivant sans carte de séjour et carte de travail qu'ils pouvaient régulariser leur situation en se présentant jusqu'au 31 décembre 1981 aux bureaux chargés de cette régularisation. Il lui demande quel a été, depuis le début de la mise en fonctionnement de ces procédures de régularisation: le nombre d'étrangers ayant demandé cette régularisation dans chacun des huit départements de la région Rhône-Alpes en août et septembre derniers; leur répartition en fonction de: a) leur nationalité; b) leurs qualifi-

cations professionnelles; c) leur tranche d'âge; ses prévisions quant au nombre des demandes de régularisation qui seront présentées, en application de cette réglementation, jusqu'au 31 décembre 1981; s'il envisage de prolonger au-delà du 31 décembre 1981 cette procédure de régularisation.

Réponse. — Entre le 1^{er} septembre 1981 et le 15 novembre 1981 la nationalité et le nombre des étrangers ayant demandé à bénéficier de l'opération de régularisation exceptionnelle des immigrés dits « sans papiers » se répartissent respectivement pour les huit départements Rhône-Alpes de la manière suivante :

	A I N	A R D E C H E	I S E R E	L O I R E	R H O N E	S A V O I E	H A U T E - S A V O I E	T O T A L
Espagnole	—	1	10	—	4	—	4	19
Marocaine	22	25	54	40	5	15	12	173
Portugaise	58	13	173	20	38	31	51	334
Tunisienne	10	8	119	52	46	7	51	293
Turque	65	26	414	248	68	72	195	1 088
Yougoslave	—	—	—	—	—	—	1	1
Iranienne	—	—	—	—	—	1	—	1
Mauricienne	3	—	2	—	1	1	8	15
Pakistanaise	—	—	1	—	1	—	—	2
Polonaise	—	—	1	2	1	4	—	8
Algérienne	3	3	137	27	13	26	6	215
Africaine	48	—	53	16	19	6	3	145
Autres	10	2	6	3	27	6	9	63
Total	219	78	970	408	223	169	340	(*) 2 407

(*) 153 étrangers pour la Drôme pour lesquels la répartition par nationalité n'a pu être effectuée.

Il n'a pas été possible d'établir une répartition des demandeurs selon leur qualification professionnelle ou leur tranche d'âge, ni des prévisions sur le nombre de demandes qui seront présentées jusqu'au 31 décembre 1981. Il n'est pas envisagé de prolonger au-delà du 31 décembre 1981 la procédure de régularisation exceptionnelle des travailleurs étrangers sauf, bien entendu, pour ce qui concerne l'instruction des dossiers déposés avant cette date.

Ordre public (attentats : Haut-Rhin).

4395. — 26 octobre 1981. — **M. Michel Debré** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, dans quel délai le Gouvernement compte aider à la remise en place du monument à la Résistance qui était érigé auprès de Thann et que des Allemands nazis, accompagnés de séparatistes, ont fait sauter; il lui demande, en même temps, quelles suites judiciaires il entend réserver à ces destructeurs d'un monument, symbole du combat de l'Alsace pour la France.

Réponse. — Le monument en hommage à la Résistance érigé en 1948 à l'initiative de la ville de Thann grâce à une souscription publique a été détruit par plastiquage en mars 1981. Reconstitué immédiatement avec l'aide des fonds provenant d'une nouvelle souscription publique abondée par des subventions du ministère des anciens combattants, de l'établissement public régional d'Alsace, des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, cette croix commémorative a fait l'objet d'un nouvel attentat au mois de septembre dernier. Une croix provisoire a été mise en place par la ville de Thann mais le Gouvernement n'a pas été saisi, à ce jour, d'une demande de participation de la reconstruction du monument détruit. S'agissant des auteurs de cet acte odieux, le Gouvernement a tout mis en œuvre pour qu'ils soient rapidement identifiés, interpellés et inculpés. Ils sont maintenant entre les mains de la justice à qui il appartient de donner à cette affaire la suite qui s'impose.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (collectivités locales : gaisnes).

4668. — 2 novembre 1981. — **Mme Colette Gœuriot** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, que de nombreuses communes servent à certains agents retraités ou à leurs ayants droit relevant d'un régime local de retraites, des pensions grevant lourdement leur budget. En raison d'une gestion excédentaire de la C.N.R.A.C.L., elle lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager la prise en charge par cet organisme des retraites des régimes locaux de retraites.

Réponse. — Depuis l'intervention de la loi du 3 juillet 1941, les régimes de retraites des agents des collectivités locales ne peuvent comporter d'avantages supérieurs à ceux qui sont consentis aux fonctionnaires de l'Etat. Cette disposition de principe a été reaffirmée par l'article L. 417-10 du code des communes. De son côté, l'article L. 317-14 du code des communes a prévu l'affiliation obligatoire à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) des personnels communaux nommés dans des emplois permanents à temps complet. Toutefois, le décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949 pris pour l'application de l'article 3 de l'ordonnance du 17 mai 1945 instituant la C.N.R.A.C.L. avait prévu pour le maintien des droits acquis des agents titulaires des collecti-

vités locales du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, qui bénéficiaient d'un régime obligatoire de retraites institué par leur collectivité employeur, la faculté de renoncer à titre personnel au régime de la C.N.R.A.C.L. Selon l'article 68 dudit décret, l'option avait un caractère irrévocable, et les agents qui l'avaient faite devaient obligatoirement rester soumis au régime local qui leur était antérieurement applicable. Néanmoins, l'article 87 de la loi n° 52-432 du 26 avril 1952 portant statut général du personnel communal (devenu l'article L. 417-15 du code des communes) a ouvert une seconde faculté d'option aux agents communaux qui bénéficiaient au 1^{er} mai 1952 d'un régime de retraites plus avantageux. Les agents communaux d'Alsace et de Moselle, très attachés à leurs régimes locaux, qui comportent différents avantages, tels l'absence de cotisation, la possibilité d'obtenir une pension supérieure à 80 p. 100 des émoluments, le trimestre de grâce, l'admission anticipée à la retraite, etc., ont préféré les conserver et ont renoncé à leur affiliation à la C.N.R.A.C.L. Dans ces conditions, les collectivités locales d'Alsace et de Moselle doivent assumer concurremment la charge financière des pensions versées aux tributaires des régimes locaux admis à la retraite et le règlement des cotisations à la C.N.R.A.C.L. pour leurs agents recrutés depuis le 1^{er} mai 1952. Bien qu'il soit possible d'objecter aux collectivités concernées que leur situation actuelle à cet égard est rendue encore plus sensible par le fait qu'elle succède à une période au cours de laquelle celles-ci ne constituaient aucune réserve pour le service des pensions au moyen de cotisations employeurs et salariés, un certain nombre d'interventions conçues dans un esprit analogue à celui qui anime la présente question a conduit à procéder à un examen financier des sujétions réelles des dites collectivités. Les premiers résultats de cet examen ayant révélé que la part de ces dépenses de pensions était relativement modeste par rapport au volume global des budgets de fonctionnement correspondants, une étude plus complète a été entreprise afin de faire apparaître de manière précise le montant des dépenses en question non seulement par rapport au total du budget de fonctionnement de chaque commune mais encore par rapport au montant de ses charges de personnels. Les constatations qui pourront être faites aux termes de cette étude permettront d'apprécier la situation à cet égard des différentes collectivités d'Alsace et de Moselle et la nature des palliatifs qui pourraient y être apportés, étant précisé qu'il n'existe pas d'autres régimes locaux de retraites que celui en vigueur dans ces départements.

Assurance invalidité décès (prestations).

5214. — 16 novembre 1981. — **M. Jean Rigaud** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les dispositions du décret n° 77-812 du 13 juillet 1977 relatif au régime de sécurité sociale des agents stagiaires des départements, des communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial. Ce texte prévoit l'attribution d'une pension aux agents stagiaires licenciés ou considérés comme démissionnaires lorsqu'ils ont épuisé leurs droits soit à un congé de maladie, de longue maladie ou de longue durée, soit le cas échéant à un congé sans traitement, ainsi que l'attribution d'une rente aux agents stagiaires qui, ayant été reconnus par la commission départementale de réforme des agents des collectivités locales comme étant dans l'impossibilité définitive et absolue de reprendre leurs fonctions, sont licenciés en raison d'infirmités résultant de blessures ou maladies contractées en service. Ces rente

et pension, calculées dans les conditions fixées par le code de la sécurité sociale, sont liquidées et payées par les collectivités ou établissements publics à qui elles sont remboursées, sur leurs demande et justifications, par la C. N. R. A. C. L. Par une circulaire du 11 juin 1981 la caisse des dépôts et consignations précise que le droit à une rente est ouvert à l'agent stagiaire victime d'un accident de service et non titularisé quelles qu'en soient les raisons. Cette circulaire donne au décret susvisé une portée moins restrictive. Ce décret n'ayant pas, à ma connaissance, été modifié par un acte de même nature, il serait opportun de savoir si un nouveau décret le complétant est susceptible d'intervenir. Par ailleurs, les collectivités ou établissements publics susceptibles d'être épisodiquement concernés par l'établissement de dossiers de rente ou pension d'agents stagiaires, n'ayant pas la maîtrise de la réglementation précise et complète applicable en l'occurrence, il paraîtrait intéressant que ce soit des services spécialisés en la matière, dont la mission consiste à traiter habituellement de tels cas pour l'ensemble de leurs assujettis, qui aient à instruire de tels dossiers, d'autant plus qu'il s'agit d'appliquer les règles édictées par le code de la sécurité sociale et que les prestations servies aux agents doivent être remboursées par la C. N. R. A. C. L. Il convient d'ailleurs, à ce sujet, de noter que la caisse des dépôts et consignations, consciente des difficultés pratiques d'application, invite les collectivités à prendre l'attache de la caisse régionale d'assurance maladie chargée de leur assurer une assistance technique. Il serait intéressant de connaître la position des services ministériels sur la possibilité de décharger les collectivités et établissements publics de la liquidation et du paiement de rente et pension des agents stagiaires susceptibles de bénéficier des dispositions du décret du 13 juillet 1977. Il lui demande donc de bien vouloir le renseigner sur ce sujet.

Réponse. — 1° Le décret n° 77-812 du 13 juillet 1977 relatif au régime de sécurité sociale des agents stagiaires des collectivités locales a transposé au profit des agents intéressés, avec les adaptations nécessaires, les dispositions de décret n° 48-1843 du 6 décembre 1948 modifié relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires stagiaires. Etant donné la similitude étroite existant entre les deux régimes, les solutions retenues pour les fonctionnaires stagiaires doivent être également pour les agents des collectivités locales stagiaires. C'est en vertu de ce principe que la rente d'accident du travail est accordée à l'agent stagiaire qui, ayant été victime d'un accident du travail pendant le stage, n'a pas été titularisé, non en raison de l'incapacité définitive de travail résultant de cet accident, mais pour une autre raison. Il n'aurait pas été équitable, sous prétexte que l'article 6 du décret précité du 13 juillet 1977 ne prévoit pas ce cas, de ne pas indemniser le dommage subi par le stagiaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, alors que la rente est due, du seul fait de l'existence d'une incapacité permanente imputable au service (code sécurité sociale, art. L. 451). Cela aurait aussi conduit à méconnaître le texte même de cet article 6, lequel précise que la rente est calculée dans les conditions fixées par le livre IV du code de la sécurité sociale. La circulaire du 11 janvier 1981 ne fait donc que préciser le droit de l'agent et ne le crée pas; 2° en application de l'article 6 du décret précité du 13 juillet 1977, la liquidation et le paiement des rentes incombent aux collectivités locales employeurs. Le calcul de la rente étant assez complexe, les collectivités locales sont invitées, comme le recommande la circulaire du 11 juin 1981, à demander le concours technique des caisses primaires d'assurance maladie, remarque étant faite que la reconnaissance de l'imputabilité au service et de l'incapacité définitive et absolue à l'exercice des fonctions relève de la commission départementale de réforme des agents des collectivités locales; 3° des contacts seront pris avec les autres départements ministériels intéressés en vue d'une éventuelle modification du décret n° 77-812 du 13 juillet 1977 et de l'élaboration de mesures tendant à simplifier les procédures de liquidation et de paiement des rentes et pensions en en déchargeant dans la mesure du possible les collectivités locales.

Arrondissements (limites : Ile-de-France).

5392. — 16 novembre 1981. — M. Jean-Louis Masson demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : 1° quels sont les arrondissements des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise qui ont été supprimés lors de la création des départements de la région parisienne; 2° si cette suppression a résulté d'une disposition législative ou réglementaire explicite.

Réponse. — La loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne a supprimé les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise (art. 1^{er}). La mise en place des nouvelles circonscriptions a entraîné la disparition des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux (Seine) sans qu'un texte particulier intervienne, et l'arrondissement de Corbeil-Essonne (Seine-et-Oise) a été remplacé, par décret n° 66-339 du 2 juin 1966, par l'arrondissement d'Evry.

Collectivités locales (limites).

5912. — 30 novembre 1981. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, veuille bien lui indiquer si son ministère n'envisage pas actuellement de mettre en œuvre un effort de rationalisation du découpage des régions et des départements et, si oui, quelles sont les orientations retenues en la matière.

Réponse. — Le Gouvernement entend, grâce au projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, donner aux régions le statut de collectivité territoriale au plein sens du terme. Cette volonté ne saurait cependant remettre en cause, actuellement, le découpage des régions. C'est aux nouveaux conseils régionaux élus au suffrage universel qu'il appartiendra de prendre position sur ce problème, et le cas échéant, d'engager la procédure prévue par l'article 2 de la loi du 5 juillet 1972. En ce qui concerne les départements, le découpage actuel a fait ses preuves depuis près de deux siècles, le Gouvernement n'envisage pas de procéder à une redistribution de la carte départementale. Le département reste, en effet, l'élément fondamental de nos structures administratives.

P.T.T. : ministère (structures administratives).

6030. — 30 novembre 1981. — M. Michel Noir expose à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, que M. le ministre des P.T.T. a déclaré le 6 novembre, à Roquebrune : « L'application du projet de décret relatif aux pouvoirs des commissaires de la République doit être limitée aux administrations qui relèvent du budget général, et qu'une exception doit être faite pour le budget annexe des P.T.T. Les postes et télécommunications, par leur forme juridique, sont une administration d'Etat, mais, par leur activité se rapprochent d'une grande entreprise nationale. Or les commissaires de la République n'ont pas vocation à gérer les entreprises nationales. Pour promouvoir le dynamisme de ce grand service public, a-t-il ajouté, il convient de favoriser dans son personnel la naissance d'un esprit novateur au service du public, qui ne peut exister que dans l'unité et l'autonomie des P.T.T. » La question posée est fort importante au regard du projet de répartition des compétences devant être soumis prochainement au Parlement. Il lui demande s'il peut lui indiquer si les travaux préparatoires permettent de confirmer que le Gouvernement s'orienterait vers une décision, pour le service des P.T.T., allant dans le sens des déclarations de M. le ministre des P.T.T. ou si la question n'est toujours pas tranchée.

Réponse. — Le problème évoqué par l'honorable parlementaire ne sera pas traité dans le projet de loi relatif aux compétences qui sera prochainement présenté au Parlement car il concerne l'organisation et le fonctionnement des services de l'Etat et relève, à ce titre, du domaine réglementaire. Tant au niveau de la région qu'à celui du département, le représentant de l'Etat dirige l'ensemble des services de l'Etat sous réserve de exceptions limitativement énumérées par un décret en Conseil d'Etat. Ce décret doit intervenir dans les mois qui suivront l'entrée en vigueur de la loi sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions. Le texte de ce décret n'est pas encore arrêté.

Communes (maires et adjoints).

6264. — 30 novembre 1981. — M. Maurice Briand demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, de lui préciser la portée de l'article L. 123-9 du code des communes. Cet article dispose que la moitié de l'indemnité de maire ou d'adjoint d'un parlementaire peut être déléguée par l'intéressé à celui ou ceux qui le suppléent dans les fonctions de magistrat municipal. Il lui demande, en particulier, de préciser si un adjoint devenu parlementaire désigne lui-même son suppléant et si celui-ci peut être un simple conseiller municipal.

Réponse. — En application de l'article L. 122-11 du code des communes, le maire est seul chargé de l'administration mais il peut sous sa surveillance et sa responsabilité déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints, et en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à des membres du conseil municipal. Il s'ensuit que si un adjoint devenu parlementaire peut déléguer la moitié de son indemnité à celui qui le supplée, il appartient néanmoins au seul maire de désigner ce suppléant, celui-ci pouvant être un simple conseiller municipal.

Elections et référendums (vote par procuration).

6304. — 7 décembre 1981. — M. Jean-Claude Bois attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, sur les modalités d'application des règles relatives au vote par procuration. Le formalisme de la procédure a pour effet d'en

limiter considérablement la pratique, notamment chez les personnes âgées ou handicapées qui, bien souvent, sont découragées face aux démarches à accomplir. En conséquence, il lui demande s'il n'entre pas dans ses intentions de simplifier la procédure en vue des prochaines consultations électorales.

Réponse. — Le droit de voter par procuration est ouvert aux catégories de citoyens limitativement énumérées à l'article L. 71 du code électoral. Dans sa rédaction actuelle, cet article résulte de la loi du 31 décembre 1975 par laquelle le Parlement a entendu lutter contre la fraude électorale et, dans cette optique, a notamment supprimé le vote par correspondance. Ceux qui désirent avoir recours au vote par procuration doivent comparaître devant une autorité qualifiée et fournir à l'appui de leur demande diverses justifications. Ces précautions sont la contrepartie de l'absolue nécessité de prévenir les fraudes et de garantir la sincérité des scrutins. Toutefois, les formalités prévues sont très sensiblement allégées précisément en faveur des citoyens dont se préoccupe l'auteur de la question. Les personnes qui sont chroniquement dans l'impossibilité de se déplacer, c'est-à-dire celles dont le taux d'invalidité est au moins égale à 85 p. 100 et celles qui bénéficient d'une prise en charge pour l'aide d'une tierce personne peuvent, aux termes de l'article R. 73 du code électoral, obtenir, sur simple demande écrite, le déplacement à leur domicile de l'autorité habilitée à dresser la procuration, en fournissant copie du document déjà en leur possession attestant leur situation (carte d'invalidité, brevet de pension, titre de rente, décision accordant la majoration pour aide d'une tierce personne). Les intéressés n'ont donc que cette seule démarche à accomplir, et ils n'ont même pas à assurer l'expédition des volets de procuration, qui est prise en charge par l'autorité précitée. On peut donc affirmer que, pour cette catégorie de citoyens, la procédure du vote par procuration est beaucoup plus simple que l'ancienne procédure du vote par correspondance. On notera d'ailleurs que le nombre des suffrages exprimés par procuration a largement dépassé 600 000 pour les récents scrutins à caractère national, alors que 467 000 électeurs seulement avaient voté par correspondance et par procuration lors des élections législatives de 1973.

Communes (personnel: Ile-de-France).

6500. — 7 décembre 1981. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur la réponse faite, en début d'année 1980, par les services administratifs d'une commune de la région parisienne à un candidat à un emploi d'attaché actuellement en poste dans un département d'outre-mer. Il lui demande s'il est normal qu'il puisse être opposé une fin de non-recevoir à cette candidature sous le simple prétexte que le candidat ne puisse se soumettre, compte tenu de la distance, à un entretien alors que cet entretien n'a même pas encore été proposé.

Réponse. — Conformément à l'article L. 412-1 du code des communes, les maires sont seuls compétents pour nommer aux emplois communaux. Ils disposent donc d'une entière liberté pour effectuer leur choix parmi les candidats qui satisfont aux conditions statutaires de recrutement.

Communes (conseillers municipaux).

6957. — 14 décembre 1981. — **M. Jean-Pierre Kucheida** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation**, sur les salariés, conseillers municipaux. Les salariés-conseillers municipaux sont appelés dans le cadre de leur fonction électorale à s'absenter de leur travail. Les dispositions du code des communes précisent qu'il n'y a pas obligation de la part de l'employeur de payer le temps d'absence au travail. Il lui demande, s'il est dans ses intentions, compte tenu des charges importantes et bénévoles des élus municipaux de prévoir des dispositions permettant un paiement normal des salariés qui s'absenteraient dans le cadre de leurs attributions municipales.

Réponse. — Le Gouvernement est bien conscient des difficultés croissantes que rencontrent les salariés revêtus d'un mandat électif local à mener de front leurs activités professionnelles et les tâches liées à l'exercice de leur mandat. Le projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer, actuellement en discussion devant le Parlement, prévoit, dans son article 1^{er}, que des lois prochaines détermineront notamment les statuts des élus. C'est dans un tel texte, qui sera soumis au Parlement le plus rapidement possible, que le Gouvernement compte insérer des dispositions de nature à faciliter l'exercice de leur mandat aux salariés élus locaux.

JEUNESSE ET SPORTS

Sports (cyclisme).

4456. — 25 octobre 1981. — **M. Roland Vuillaume** expose à **Mme le ministre délégué, chargé de la jeunesse et des sports**, qu'un tribunal correctionnel a récemment condamné un dirigeant bénévole d'un club cycliste à la suite d'un accident survenu au cours d'une épreuve cycliste. Au cours de cette épreuve un coureur était mort et le dirigeant en cause s'est vu condamné pour homicide involontaire à un quart des responsabilités dans l'accident provoqué par un automobiliste circulant sous l'empire d'un état alcoolique. Un tel jugement porte évidemment un coup très sérieux au bénévolat dans le sport cycliste. Dans une situation du genre de celle qui vient d'être évoquée, le bénévolat pallie l'insuffisance de la prévention routière. Afin d'éviter que de tels jugements portent un coup mortel aux principes du bénévolat, il lui demande d'envisager, avec les organismes sportifs concernés, et en particulier avec la fédération française de cyclisme, de quelle manière pourrait être assurée efficacement la protection des courses cyclistes par la prévention routière.

Réponse. — La loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport et ses divers décrets d'application, principalement le décret n° 76-489 du 3 juin 1976, reconnaissant l'habilitation des fédérations sportives ont prévu la reconnaissance de la compétence réglementaire interne à leur discipline aux fédérations françaises sportives habilitées par le ministère délégué à la jeunesse et aux sports. A ce titre, les organes fédéraux peuvent arrêter, publier et appliquer des règlements internes propres, dans le but de régir leurs disciplines particulières et les activités afférentes à celles-ci. La fédération française de cyclisme est ainsi habilitée à prendre toutes dispositions tendant à réglementer ses compétences sportives. Toutefois, l'ensemble des règlements fédéraux établi en application de ce principe doit respecter la législation et la réglementation générales en vigueur et s'appliquant à tous, sans distinction. La fédération française de cyclisme est tenue d'observer les règles de sécurité et de circulation routière, bien qu'elle puisse bénéficier de dérogations en ce qui concerne l'organisation de ses compétitions. Elle peut s'entourer de tous les concours qui lui paraissent nécessaires pour assurer la protection des courses, et en particulier, faire appel à la prévention routière. La responsabilité des organisateurs de manifestations sportives ne peut être annulée, si ceux-ci ont commis une faute par imprudence, négligence, inattention ou tout autre motif d'observation des textes généraux en vigueur. L'article 319 du code pénal est tout à fait précis sur ce point et stipule que « quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence, ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement... et d'une amende ». Lorsque de tels éléments factifs sont établis, que l'accident a été prouvé, et enfin que le lien de causalité entre la faute et l'accident est indéniable, la responsabilité des organisateurs ayant commis un tel acte est engagée et ne peut être escamotée. Cependant, cette responsabilité peut soit être atténuée par des circonstances particulières, soit être divisée en raison de la reconnaissance de responsabilités annexes. Le ministère délégué à la jeunesse et aux sports est particulièrement attentif et sensibilisé à l'application systématique et extensive qui est faite des dispositions législatives et réglementaires pénales, en matière sportive. Dans ce sens, de telles poursuites pénales peuvent ne pas être automatiquement engagées par l'action publique. Très souvent, la procédure civile suffirait à établir la responsabilité des différentes parties en présence, et surtout, à calculer les indemnités réparatrices des dommages reconnus. En matière de sport, la procédure pénale ne devrait être que l'exception.

JUSTICE

Créances et dettes (législation).

3452. — 12 octobre 1981. — **M. Gilbert Mathieu** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur certaines difficultés qui existent en pratique lorsqu'un copartageant est obligé de contracter un emprunt auprès d'une banque ou d'un organisme de crédit pour effectuer le paiement à ses copartageants d'une soulte mise à sa charge lors du partage et, plus généralement, de toute dette ou indemnité résultant du partage. Dans ce cas, la banque ne peut, semble-t-il, bénéficier du privilège de prêteur de deniers prévu au paragraphe 2 de l'article 2103 du code civil puisque le champ d'application de cette disposition paraît restreint aux ventes. Les parties ne peuvent que recourir au mécanisme, lourd en pratique, de la subrogation conventionnelle, les copartageants créanciers de soulte subrogeant la banque dans leur privilège de copartageant. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne lui apparaît pas opportun : soit d'ériger le privilège de prêteur de deniers pour le paiement d'une dette résultant

tant d'un partage, en privilège autonome comme l'est le privilège de prêteur de deniers pour l'acquisition d'un immeuble; soit d'étendre le champ d'application de ce dernier privilège de manière qu'il bénéficie aussi au prêteur de deniers pour le paiement d'une soule ou d'une in lenntie mise à la charge d'un copartageant.

Réponse. — L'acte de partage, qui n'a qu'un caractère déclaratif de droits, ne peut être assimilée à l'acte de vente, ni par sa nature juridique, ni par les effets qu'il produit, ni même par sa finalité économique et sociale. Il semble donc bien, comme l'observe l'honorable parlementaire, qu'une banque prêtant des deniers à un copartageant débiteur d'une soule ne pourrait se prévaloir du privilège institué par l'article 2103-2 du code civil au profit du prêteur de deniers destinés à financer une acquisition immobilière. C'est pourquoi, en pratique, la banque qui prête à un copartageant garantit sa créance en se faisant consentir conventionnellement soit des sûretés réelles ou personnelles, soit une subrogation dans les droits du copartageant. Cette dernière opération peut être facilitée si le prêt et la convention constitutive de sûreté ou de subrogation sont constatés par le même acte. La création d'un nouveau privilège pourrait, certes, encore améliorer cette situation, mais elle représenterait, sur le plan économique, l'inconvénient de diminuer l'assiette immobilière des hypothèques et privilèges destinés à garantir des investissements plus productifs que ne le sont les paiements de soulés. Une telle mesure n'apparaît donc pas souhaitable et n'est pas envisagée.

Impôts locaux (tares foncières).

4644. — 2 novembre 1981. — **M. Pierre Micaux** rappelle à **M. le ministre de la justice** qu'au cours du budget de la nation 1980, le ministère de la défense a bien voulu considérer favorablement le problème du versement de la taxe foncière non bâtie et bâtie pour ce qui concernait l'emprise de ses camps militaires, casernes et autres. Il s'interroge sur les raisons qui font que le ministère de la justice s'exonère lui-même de ses locaux affectés à l'administration proprement dite et au logement du personnel d'encadrement et de surveillance des prisons et maisons centrales aussi bien, évidemment, que des locaux affectés à la détention. Il lui demande s'il entend mettre à parité le ministère de la justice avec les autres ministères, autrement faire en sorte que les collectivités locales, sièges de prisons et maisons centrales, bénéficient de l'équivalence de la taxe foncière bâtie et non bâtie et plus précisément s'il est possible d'intégrer cette question dans le cadre du budget de la nation pour l'année 1981.

Réponse. — Au titre de l'article 1382 du code général des impôts: « Sont exonérés de la taxe foncière sur les propriétés bâties: P les immeubles nationaux, départementaux et communaux affectés à un service public ou d'utilité générale et non productifs de revenus, notamment... les hospices, dépôts de mendicité, prisons, maisons de détention... Au titre de l'article 1394 du code général des impôts... Sont exonérés de la taxe foncière sur les propriétés non bâties: 2 les propriétés de l'Etat, des départements et des communes affectées à un service public ou d'utilité générale et non productives de revenus... Les bâtiments pénitentiaires affectés à la détention comme ceux affectés à l'administration entrent, à l'évidence, dans le cadre de ces exonérations. Les logements des personnels, concédés par nécessité absolue de service, sont exclus du champ d'application de la taxe car non productifs de revenus. L'exemption dont bénéficie l'administration pénitentiaire en ce qui concerne les taxes foncières ne lui est pas propre et résulte de l'application du code général des impôts aux propriétés de l'Etat, des départements et des communes. Selon des renseignements recueillis auprès du ministère de la défense, certains domaines militaires sont, comme l'indique l'honorable parlementaire, soumis à la taxe foncière dans la mesure où ils sont productifs de quelques revenus de location, de pacage ou de récoltes de foin. Il s'agit donc bien de l'application des mêmes dispositions du code général des impôts.

Administration (rapports avec les administrés).

4656. — 2 novembre 1981. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre de la justice** que de nombreuses dispositions du droit local applicables en Alsace-Lorraine n'ont pas été l'objet d'une traduction officielle en français. Or, il s'avère que, notamment en Moselle, une fraction très importante de la population ignore totalement la langue allemande. C'est pourquoi il souhaiterait savoir s'il ne serait pas possible de prévoir une traduction officielle systématique des textes concernés se substituant à la version en langue allemande qui est encore officiellement en vigueur dans de nombreux domaines.

Réponse. — Les textes de droit local applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle rédigés en langue allemande ont été traduits en langue française. La version

française de ces textes figure dans les différents volumes de l'ouvrage intitulé *Organisation politique et administrative et législation de l'Alsace-Lorraine* et dans l'ouvrage de Gilbert Struss, ancien avocat à la cour d'appel de Colmar, intitulé *Les lois locales*, commentées par l'auteur. Il est à noter, au surplus, en ce qui concerne plus particulièrement la Moselle, que la préfecture de la Moselle, à la suite de la parution du code des communes, a élaboré un code des communes propre à l'Alsace-Moselle contenant, dans le respect de la codification initiale, l'ensemble des textes locaux encore applicables pour l'organisation et le fonctionnement des communes et que les textes régissant la chasse ont été regroupés dans un bulletin officiel du département de la Moselle publié en 1979 sous l'intitulé *Spécificités chasse*. Il est, certes, exact qu'en dehors des praticiens du droit, les ouvrages cités, qui peuvent être consultés notamment dans les juridictions, sont peu connus du public. Toutefois, l'établissement d'un recueil unique comportant une traduction officielle suscite un certain nombre de difficultés qu'il convient d'examiner de façon approfondie. En outre, dans la mesure où le Gouvernement a l'intention de favoriser une harmonisation des législations en vigueur dans les départements de l'Est et dans les autres départements une entreprise consistant à diffuser des textes qui pourraient être modifiés dans un proche avenir n'apparaît pas opportune.

MER

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : poissons et produits d'eau douce et de la mer).

2842. — 28 septembre 1981. — **M. Ernest Moutoussamy** informe **M. le ministre de la mer** que la pêche dans le département de la Guadeloupe demeure encore archaïque (canot muni d'un moteur, monté par deux hommes, pêche aux casiers au voisinage des côtes). A l'heure du changement, une véritable politique de la pêche s'impose en Guadeloupe au niveau des infrastructures, des méthodes de pêche, de l'aquaculture, de la commercialisation du poisson, de la modernisation du matériel et de la formation des marins-pêcheurs. Il lui demande s'il envisage un plan de relance de la pêche et ce que compte faire l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) en faveur de l'aquaculture et notamment de l'élevage des langoustes.

Réponse. — Un plan de développement de la pêche artisanale en Guadeloupe a été mis en vigueur en 1977 par le conseil général de ce département. Dans le cadre de ce plan, diverses actions ont été menées en faveur de la formation des marins-pêcheurs et du renforcement des moyens de l'I.S.T.P.M. et du S.D.A.T. Par ailleurs, de 1978 à 1981, vingt-huit navires neufs ont bénéficié des subventions de l'Etat lors de leur construction. La Guadeloupe présente des potentialités de développement intéressantes dans le domaine de l'aquaculture, du fait de la température élevée et constante des eaux tropicales. Parmi les espèces dont les techniques sont maîtrisées, seules les crevettes d'eau douce ont fait l'objet d'une production par élevage. Ces opérations ont bénéficié du soutien de l'I.S.T.P.M., qui a également réalisé des expériences sur les algues. Par contre, en l'état actuel des connaissances, on ne peut espérer le développement de l'élevage de la langouste, compte tenu des difficultés rencontrées lors des expériences qui ont été menées sur cette espèce.

Transports maritimes (apprentissage).

5551. — 23 novembre 1981. — **M. Dominique Dupilet** appelle l'attention de **M. le ministre de la mer** sur le statut des directeurs d'école d'apprentissage maritime. Actuellement ces directeurs sont nommés pour quatre ans; ils peuvent cependant, après avoir effectué une année de navigation, solliciter le renouvellement de leur contrat; ce renouvellement étant subordonné à la décision du directeur de l'A. G. E. A. M. La durée de quatre ans du premier mandat semble trop courte pour permettre à chaque directeur d'effectuer un travail en profondeur dans son établissement. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de porter à six ans la durée du contrat des directeurs d'E. A. M.

Réponse. — Les directeurs d'écoles d'apprentissage maritime sont recrutés par l'Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime (A. G. E. A. M.) parmi les officiers navigants de la marine marchande titulaires de certains brevets et justifiant d'une navigation d'un minimum de 120 mois lors de la prise des fonctions. La durée de l'engagement des directeurs doit être définie de manière à éviter toute rupture de ces personnels avec la vie professionnelle, tout en laissant à chacun d'entre eux le temps nécessaire à l'acquisition de l'expérience qu'exigent ses responsabilités. C'est dans cette optique, ainsi qu'à bien voulu le noter l'honorable parlementaire, que de nouvelles dispositions ont été prises en 1980 qui permettent aux anciens directeurs justifiant au minimum d'une année de reprise effective de la navigation (congés compris) d'accom-

plir, sans avoir à nouveau à subir les épreuves de sélection, une seconde période d'activité de quatre années. Il demeure néanmoins que l'allongement de la durée des formations initiales des équipages de la flotte, le développement des formations complémentaires destinées aux adultes déjà engagés dans la profession, le rôle accru des écoles comme lieu de rencontre des hommes qui concourent à l'éducation et à la formation, qui marqueront les prochaines années, augmenteront les responsabilités des chefs d'établissement. La définition des projets de formation qui résulteront de la réflexion engagée par le ministère de la mer en liaison avec les milieux professionnels fournira, en toute hypothèse, l'occasion d'un réexamen de la situation de ces personnels.

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Aménagement du territoire (politique de l'aménagement du territoire : Languedoc-Roussillon).

4102. — 19 octobre 1981. — **M. Paul Balmigère** attire toute l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire** sur les résultats des projections démographiques établies par l'I. N. S. E. E. suivant le modèle « Prudent » pour la région Languedoc-Roussillon. En effet, en dehors du triangle Sete—Montpellier—Lunel, le reste du Languedoc — l'Ouest de l'Hérault en particulier — va connaître un effondrement de la population, l'augmentation du nombre de retraités masquant parfois la gravité du phénomène. Ainsi, le processus de désertification, en cours depuis des années, doit, selon l'I. N. S. E. E., s'accroître. Les prévisions démographiques confirment pleinement l'accentuation des déséquilibres agricoles et industriels, conséquence de l'absence de planification. Il lui demande donc, en plus des mesures immédiates, relèvement du pouvoir d'achat des familles laborieuses, aide au logement, aide aux ménages, nécessaires à une relance de la natalité, quelles sont les dispositions volontaires prises pour empêcher la désertification d'arrondissements entiers du Languedoc-Roussillon, le développement, ces dernières années, dans toute la France, des « capitales régionales » prouvant qu'une action planificatrice peut avoir des effets bénéfiques.

Réponse. — Le Gouvernement a pleinement conscience de la nécessité de lutter contre l'exode rural, et plus encore, contre la désertification des zones de piémont ou de montagne. C'est pourquoi le Plan intermédiaire prévoit explicitement le renforcement de la politique de la montagne. Des mesures précises ont déjà été prises en ce sens. Ainsi, la dotation d'installation des jeunes agriculteurs a été portée à 81 000 francs en zone de montagne, alors qu'elle n'est que de 32 500 francs en plaine. Ainsi encore, les nouvelles conditions des prêts bonifiés du Crédit agricole accentuent l'effort de l'Etat en faveur de l'aide à l'investissement en montagne. D'une part le taux des prêts consentis pour l'installation des jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux de modernisation, seront fixés à 4,75 p. 100, soit une diminution de 1,25 point par rapport au taux des prêts consentis en plaine. D'autre part, la durée de bonification de ces prêts s'élève à douze ans en montagne, contre neuf ans en plaine. En ce qui concerne plus particulièrement le Languedoc-Roussillon, le ministère de l'Agriculture a lancé un programme spécifique en faveur des « montagnes sèches ». Par ailleurs, il va être proposé aux assemblées régionales de mettre elles-mêmes en œuvre le F. I. D. A. R., en application d'un protocole cadre, défini en concertation entre l'Etat et la région. Ce contrat regroupera les différentes interventions de ce fonds dans la région, que ce soit au titre du Massif central, des Pyrénées, des mesures en faveur du Sud-Ouest ou des contrats de pays.

P. T. T.

P. T. T. : ministère (personnel : Paris).

5647. — 23 novembre 1981. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la situation des jeunes employés des postes logés dans les équipements d'hébergement (foyers) destinés à faciliter provisoirement la solution du problème du logement pour ces jeunes le plus souvent contraints de venir de la province travailler à Paris ou en Ile-de-France. Or l'association pour la gérance des logements collectifs de la direction des postes de la région parisienne a adressé un courrier du début du mois d'octobre dernier, à tous les employés qu'elle loge, les enjoignant de quitter les lieux avant le 30 novembre, afin de permettre le logement des nouveaux employés actuellement recrutés. Il va de soi que ces nouveaux employés doivent pouvoir bénéficier de structures d'accueil facilitant leur arrivée sur Paris. Mais est-il juste que cela se fasse au détriment d'autres employés qui éprouvent des difficultés similaires à trouver un logement. Ne risque-t-on pas de « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». De toute évidence, le nombre de places disponibles est insuffisant dans ces foyers. Par ailleurs, les places réservées au titre du 1 p. 100 patronal par l'administration des P. T. T. sont elles-mêmes en nombre très restreint. Ce sont là les conséquences de la politique

giscardienne qui s'inscrivait dans la perspective d'une réduction importante des effectifs. Il reste qu'il semble aujourd'hui difficile d'obliger impérativement tous les employés logés dans ces foyers à quitter les lieux dans un délai très court sans les mettre dans de graves difficultés. Sans doute des solutions amiables peuvent-elles être trouvées, et des propositions acceptables de logement peuvent-elles être faites aux intéressés. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre dans ce sens.

P. T. T. : ministère (personnel : Paris).

6016. — 30 novembre 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la situation des jeunes agents hébergés dans les logements collectifs de la direction des postes de la région de Paris extra-muros. En effet, la direction de l'association pour la gérance des logements collectifs de la direction des postes de la région de Paris extra-muros, vient de prévenir les résidents que le délai de séjour dans les logements était réduit à son temps minimum, soit six mois, au lieu du maximum possible de deux ans, ce qui crée des situations pénibles pour ces jeunes agents. Pour justifier cette mesure, la direction de l'association avance comme motif le recrutement de nouveaux agents par les P. T. T., et donc la nécessité de les loger. Or, l'embauche de nouveaux agents ne doit pas avoir des conséquences négatives sur le logement des jeunes agents des P. T. T. récemment recrutés. Il est indispensable que les jeunes agents arrivant de province puissent bénéficier d'un laps de temps plus important pour se familiariser avec la région de l'Ile-de-France et qu'ils aient le temps de rassembler des ressources suffisantes pour se loger d'eux-mêmes. La solution de ce problème réside donc pour l'administration des P. T. T. dans l'acquisition et la mise à la disposition des jeunes agents arrivant en Ile-de-France de nouveaux locaux d'hébergement adaptés en nombre et en qualité à ces besoins. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'association pour la gérance des logements collectifs de la direction des P. T. T. de la région de Paris extra-muros sursote à sa décision de réduire les délais de séjour dans ses logements et quelles dispositions lui paraissent être de nature à répondre aux besoins en logement liés au recrutement de jeunes agents par le ministère des P. T. T.

Réponse. — L'administration des P. T. T. aide ses fonctionnaires débutants qui le désirent à s'adapter à une vie sociale nouvelle et à s'intégrer dans un milieu professionnel souvent mal connu jusque-là. C'est ainsi que des structures d'accueil ont été mises en place permettant aux jeunes agents de résoudre provisoirement leurs problèmes de logement, la période d'adaptation, d'abord fixée à trois mois et élevée désormais à six mois, devant être mise à profit pour rechercher un logement définitif. Avec un parc de 8 000 places en Ile-de-France, il est possible d'accueillir, sans difficulté notable, de 10 000 à 15 000 agents chaque année, et même de prolonger assez souvent la durée de leur hébergement. Mais face aux recrutements massifs réalisés au cours des derniers mois des facilités au-delà de six mois sont actuellement suspendues même en tenant compte du fait que les capacités d'accueil vont être accrues très rapidement de 2 000 places. Les problèmes réels des jeunes agents des P. T. T. paraissent toutefois davantage liés aux obstacles qu'ils rencontrent pour accéder dans de bonnes conditions à un logement définitif et cela malgré l'action de l'administration. Dans le secteur aidé du logement localif les disponibilités sont en effet très restreintes à proximité des grands établissements des P. T. T. que compte la région parisienne. En ce qui concerne le secteur libre, le marché de l'immobilier reste étroit pour des fonctionnaires débutants, et donc aux revenus modestes, qui souhaitent de petits logements parce qu'ils n'ont pas souvent des charges de famille et qui ne désirent pas toujours s'installer durablement à Paris du moins tant que leurs centres d'intérêt restent dans leur province d'origine. Malgré cela, pour répondre le mieux possible à la demande de ces jeunes fonctionnaires, l'administration intensifie et diversifie actuellement sa prospection auprès des promoteurs ou propriétaires de logements par l'intermédiaire de ses services spécialisés comme avec le concours de tous et notamment des responsables d'établissements postaux ou de télécommunications. Cet effort de solidarité à l'égard de jeunes jusque-là très souvent sans emploi connaît des résultats très encourageants.

P. T. T. : ministère (personnel).

5946. — 30 novembre 1981. — **M. Gérard Gouzes** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la situation des chefs de district et chefs de secteur du service des lignes. Le volume et l'étendue de leurs attributions et responsabilités sont comparables et même parfois supérieurs à ceux tenus par des agents du cadre A. Les emplois de chefs de district et chefs de secteur devenus vacants sont tenus par des inspecteurs. Actuellement, donc, les mêmes emplois sont exercés par des inspecteurs, des chefs de district, des chefs de secteur. Jusqu'à présent les trois concours successifs ont permis le reclassement de 366 chefs de district, chefs de secteur sur les 1 100 que comptait le corps de la maîtrise des lignes. Etant donné

qu'il n'y a plus de recrutement dans cette catégorie, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour permettre dans les meilleurs délais un reclassement définitif dans le cadre A des chefs de district, chefs de secteur.

Réponse. — Ainsi que l'observe l'honorable parlementaire, plusieurs concours professionnels spéciaux, dérogeant aux règles normales de recrutement, ont déjà été organisés, permettant à 390 chefs de secteur et chefs de district du service des lignes d'être nommés inspecteurs des services techniques. Depuis, le décret n° 31-326 du 4 septembre 1981 a autorisé la réouverture, pendant un an et dans la limite de 150 places, du concours spécial d'inspecteurs techniques in-titute en 1975 en faveur des fonctionnaires du corps des chefs de secteur justifiant d'au moins cinq ans de services effectifs dans le corps. Cette mesure est destinée à permettre à ceux qui, à l'époque, ne réunissaient pas une ancienneté suffisante pour concourir, de faire à leur tour acte de candidature. Une première session a eu lieu le 10 décembre 1981 pour soixante-quinze places et les places restantes seront offertes à une nouvelle session dans le courant de l'année 1982. À l'expiration du délai de réouverture du concours spécial, les chefs de secteur et chefs de district restant en fonction devront à nouveau, pour accéder à la catégorie A, emprunter les voies statutaires normales, comme les autres personnels de catégorie B. D'autre part, il est précisé que les emplois vacants de chefs de secteur et chefs de district ne sont pas tenus par des inspecteurs, mais servent actuellement à gager les surnombres de conducteurs de travaux du service des lignes (grade de catégorie B).

Postes et télécommunications

(bureaux de poste et centres de tri).

5962. — 30 novembre 1981. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la demande de suppression du système de budget par enveloppes attribuées aux centres avec gestion par chacun d'eux. En effet, la plupart du temps, ces enveloppes sont en dessous des besoins des centres et obligent les chefs de centre à faire la chasse aux dépenses. En conséquence, il lui demande s'il envisage de procéder à un budget général prenant en compte les besoins d'un véritable service public et les revendications du personnel, notamment en ce qui concerne les trente-cinq heures et les créations d'emplois permettant un bon fonctionnement de ce service.

Réponse. — Il est observé, tout d'abord, que les moyens dont peut disposer l'administration des P. T. T. et qui sont décrits dans le budget annexe des postes et télécommunications, sont déterminés par la représentation nationale, et qu'il ne paraît pas anormal de chercher à les utiliser au mieux des intérêts des citoyens, c'est-à-dire les usagers et du personnel. Cette recherche est précisément la finalité de la procédure des enveloppes, dont il est souligné qu'elle traduit un souci primordial de dialogue et ne résulte en aucune manière d'un octroi ou d'une attribution discrétionnaires. Il est rappelé que les moyens globaux des P. T. T. sont définis par les élus de la nation à l'issue d'une discussion budgétaire au cours de laquelle le ministre des P. T. T. a exposé, au nom du Gouvernement, les besoins de son administration. Dans le cadre des moyens qui leur sont attribués, les services des télécommunications mènent, à plusieurs niveaux, une série de négociations internes basées sur un esprit de concertation et une volonté de déconcentration. Ces négociations aboutissent à la détermination et à la mise en place aux échelons appropriés d'enveloppes de moyens, dont il appartient à chacun des responsables de faire le meilleur usage. Au cas particulier des centres, cette procédure conduit à mettre à la disposition de chacun d'entre eux, après négociation, une série de moyens dont l'utilisation comporte une importante marge de liberté, le contrôle n'en étant exercée qu'a posteriori. Il ne paraît nullement pervers, dans ces conditions, que les responsables à ce niveau de l'utilisation des moyens cherchent à mettre en œuvre les deniers publics au mieux des intérêts de la collectivité. Dans l'esprit qui vient d'être exposé à l'honorable parlementaire, le fait d'éviter des dépenses inutiles exprime en réalité le souci de mieux répondre, à égalité de moyens, aux besoins réels des centres, dans l'intérêt conjoint des usagers et du personnel. Pour ce qui concerne les services postaux, une méthode analogue est utilisée mais les enveloppes sont fixées, pour l'instant, au niveau des directions régionales et départementales. Des expériences sont en cours pour intégrer dans un tel système les établissements les plus importants. D'une manière plus générale, l'administration des P. T. T. a affirmé à de nombreuses occasions au cours des six derniers mois sa vocation primordiale de service public dans le cadre fixé par le Gouvernement. Elle estime que cette vocation lui fait le devoir de rechercher les voies les plus efficaces pour améliorer sans cesse la gestion du service public dont elle a la charge, afin de fournir à tous, sur tout le territoire, le meilleur service au meilleur coût, dans l'intérêt des usagers et le respect des droits du personnel. La procédure en question répond à ce souci fondamental.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Hauts-de-Seine).

6013. — 30 novembre 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la situation de l'annexe Gustave-Eiffel de la poste principale de Levallois-Perret. En effet, dans cette annexe qui a la charge d'un important secteur de la population levalloisienne et qui supporte une partie d'usagers du 17^e arrondissement de Paris, l'effectif d'agents est nettement inférieur aux besoins. Ainsi, d'importantes files d'attente se forment à de nombreuses reprises dans la journée, ce qui provoque un sérieux encombrement dans la population. La création d'emplois dans les P. T. T. et l'orientation gouvernementale qui tend à améliorer le fonctionnement de ce service public doit être l'occasion de mettre fin à l'insuffisance de personnel dans l'annexe Gustave-Eiffel de la poste principale de Levallois-Perret. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'annexe Gustave-Eiffel de la poste principale de Levallois-Perret soit dotée d'un personnel suffisant.

Réponse. — Le guichet annexe du bureau de poste de Levallois-Perret-Principal est ouvert de 8 heures à 13 h 30, du lundi au vendredi, et de 8 heures à 12 heures le samedi. Son effectif comporte un directeur, trois agents le matin et trois l'après-midi, auxquels viennent s'ajouter à partir de 16 heures un quatrième guichetier et un préposé chargé des tâches de manutention. Le samedi matin, trois guichets sont tenus dès l'ouverture et un quatrième à partir de 9 heures. En outre, un équipement informatique hautement spécialisé installé depuis le 21 mai 1981 permet le traitement automatique des opérations de caisse nationale d'épargne et de chèques postaux. Ainsi, la modernisation de l'équipement, l'importance de l'effectif mis en place et l'amplitude d'ouverture des guichets au public, répondent au souci constant de satisfaire les besoins des usagers. Malgré ces précautions, il peut se produire qu'une affluence momentanée d'usagers se traduise par des délais d'attente plus ou moins prolongés pour le public. Aussi, pour remédier dans toute la mesure du possible à de tels inconvénients, le chef de service départemental des postes a décidé de faire entreprendre une étude, en relation avec le receveur du bureau de Levallois-Perret-Principal, pour vérifier si l'effectif actuel du guichet annexe répond convenablement aux besoins.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Hauts-de-Seine).

6015. — 30 novembre 1981. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre des P. T. T.** sur la situation du bureau de poste de la rue du Président-Wilson, à Levallois-Perret. En effet, en raison de l'insuffisance notable des effectifs, les usagers sont astreints à des attentes de plus en plus prolongées pour être servis au guichets malgré toute la conscience professionnelle du personnel qui y est affecté. Il faut rappeler que cet établissement, ex-bureau principal de Levallois-Perret, après avoir été classé en poste annexe, fut érigé en recette succursale hors classe à compter du 1^{er} novembre 1977, en raison de l'importance du trafic écoulé. Or, depuis le nombre d'agents a été sensiblement réduit puisqu'au 1^{er} septembre 1980, les effectifs se limitaient à vingt-cinq personnes soit une réduction de cinq unités sur 1977. La création de nouveaux postes aux P. T. T. et l'orientation gouvernementale qui tend à améliorer le fonctionnement de ce service public doivent être l'occasion de remédier à cette situation. En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à ce manque de personnel au bureau de poste de la rue du Président-Wilson, à Levallois-Perret.

Réponse. — Le bureau de poste de Levallois-Perret-Wilson était effectivement à l'origine un simple guichet annexe et ce n'est qu'au 1^{er} novembre 1977 qu'il fut transformé en recette de plein exercice et doté à titre provisoire d'un effectif de trente-deux agents ; son trafic ne pouvant à l'époque qu'être provisionnel. À la lumière des résultats statistiques observés en 1978 et en 1979, il est apparu que ce trafic avait été surestimé et l'effectif fut successivement réduit à vingt-neuf puis vingt-cinq agents qui constituent le cadre réglementaire actuel des moyens en personnel. Cet effectif rapproché du trafic dénombré en 1980 est normalement suffisant pour écouler la charge du bureau et même supérieur d'une unité au calcul strict qui résulte de l'application des normes applicables à l'ensemble des établissements de même nature. Il est toutefois exact que des pointes d'affluence se produisent, à l'occasion, comme dans tout service ouvert au public, en entraînant des délais d'attente plus ou moins prolongés pour les usagers. L'installation, le 14 mai 1981, de deux terminaux reliés aux ordinateurs centraux de la caisse nationale d'épargne et des chèques postaux ont certes permis d'apporter une amélioration sensible à cet état de choses sans pour autant écarter totalement les contraintes découlant d'un afflux momentané de la clientèle. Aussi est-il prévu de revoir la situation de ce bureau à la faveur des prochains résultats statistiques de trafic pour évaluer les besoins en effectifs en personnel supplémentaire que le fonctionnement de l'établissement exigerait pour donner pleinement satisfaction au public.

Postes et télécommunications (téléphone) : Pas-de-Calais.

6395. — 7 décembre 1981. — **M. Claude Wilquin** attire l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur le retard pris par le département du Pas-de-Calais dans le domaine des télécommunications. Il rappelle que 17 p. 100 de sa population dispose du téléphone, que plus de 53 000 demandes sont en instance et que le délai moyen de raccordement y est de dix mois. Compte tenu de ce constat, le Pas-de-Calais apparaît comme étant le plus sous-équipé du pays. Il lui demande s'il entend prochainement y mettre en œuvre une politique de modernisation du réseau susceptible de rattraper le retard.

Réponse. — L'administration des P.T.T. est très attentive aux disparités qui marquent actuellement encore les conditions de satisfaction de la demande de téléphone sur l'ensemble du territoire. De ce point de vue elle partage le souci exprimé par l'honorable parlementaire de voir réduit puis supprimé dans le plus bref délai techniquement possible le décalage dont souffre actuellement la région Nord-Pas-de-Calais, en général, et le Pas-de-Calais, en particulier. Cette situation a pour origine le caractère tardif de l'apparition d'une demande massive dans une région où elle stagnait depuis longtemps à un niveau très bas. Les responsables régionaux et opérationnels ont immédiatement pris la mesure de l'ampleur du problème qui leur était brutalement posé et réagi en conséquence : en moins de trois ans, de 1978 à 1981, il a été construit dans le Pas-de-Calais autant de lignes téléphoniques que depuis l'origine du téléphone, et il est prévu que le nombre de lignes nouvelles mises en service dans l'année, qui a été de 55 000 en 1980 et en 1981, dépassera 65 000 en 1982. Une attention particulière a été accordée à l'élimination, dans le très court terme, des cas aberrants d'attente prolongée. Une action spécifique a déjà permis de satisfaire dès la fin de 1981 la plupart des demandes antérieures au 1^{er} janvier 1980, et celles qui ne l'ont pas été le seront dans les premiers mois de 1982. Par ailleurs, les services régionaux et opérationnels examinent actuellement, en liaison avec les services du ministère, les mesures à prendre pour que soient résolus au cours de 1982 les cas les plus difficiles de raccordement, le premier objectif étant que le délai maximum d'attente s'abaisse au-dessous de vingt-quatre mois. Au plan global, l'effort considérable poursuivi dans le Pas-de-Calais va permettre, dans le court terme, de remédier au décalage actuel entre les délais moyens de raccordement dans ce département, d'une part, dans le reste de la province, d'autre part. Or, beaucoup plus que la différence de densités téléphoniques, qui reflète surtout la disparité du niveau de la demande, ce décalage exprime un moindre degré de satisfaction des demandeurs. Tout a été mis en œuvre, compte tenu des moyens de production existants, pour ramener dans le Pas-de-Calais le délai moyen de raccordement à environ six mois fin 1982 et à deux mois fin 1983.

Postes et télécommunications (fonctionnement) : Pas-de-Calais.

6396. — 7 décembre 1981. — **M. Claude Wilquin** attire l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur la situation de son administration dans le département du Pas-de-Calais. Le sous-équipement postal de ce département, qui compte 1 400 000 habitants répartis dans 898 communes, est une réalité. On y dénombre : 1^o une recette postale pour 3,51 communes, alors que la moyenne nationale est de 2,14 ; 2^o un point de desserte pour 5 140 habitants ; 3^o 30 postiers pour 10 000 habitants. Considérant l'insuffisance du nombre de recettes et la faiblesse des effectifs, considérant l'importance de la poste et de ses services financiers dans l'économie nationale et la nécessité de son développement dans le Pas-de-Calais, il lui demande si un plan de développement des P.T.T. est envisagé pour le Pas-de-Calais et quelles seront alors les mesures qu'il entend prendre et leur délai d'exécution.

Réponse. — Les investissements qui ont été engagés pendant la dernière décennie au réseau des bureaux de poste du Pas-de-Calais n'ont pas permis en effet de résoudre l'ensemble des problèmes d'exiguïté et de vétusté des bâtiments et de créer de nouveaux établissements en nombre suffisants. C'est pourquoi, il a été décidé de réserver à ce département qui représente 1,5 p. 100 du réseau postal un montant d'investissement de 3 p. 100 du programme global dont la réalisation est prévue d'ici à 1985. Ce doublement illustre l'effort qui sera entrepris par l'administration des P.T.T. pour y améliorer la présence postale. A titre d'exemple, figurent parmi les toutes prochaines opérations envisagées, la construction du bureau de Beurains, la reconstruction des bureaux de Sains-en-Gohelle, Carvin, Billy-Montigny et Veumesles et l'extension du bureau de Vendin-le-Vieil. S'agissant des effectifs, l'administration des P.T.T. s'efforce de doter ses différents établissements et services des moyens en personnel nécessaires à leur bon fonctionnement. Les 5 980 emplois créés dans les services postaux au titre du collectif budgétaire pour 1981 ont été répartis en fonction de l'urgence des besoins exprimés par les chefs de service, en comparant au niveau régional la situation de l'ensemble des départements tant au plan des effectifs en fonction, que de la charge du trafic à écouter.

Cette charge ne saurait toutefois s'apprécier par seule référence au volume global des activités postales d'un département ou au nombre de ses habitants. En effet, indépendamment du niveau des opérations, il convient de tenir compte également de la structure du réseau des établissements postaux, de la répartition du trafic, ainsi que de celle de la population, de façon à établir une certaine pondération entre les régions imbrisées qui engendrent de nombreux courants d'échanges par suite du développement des activités économiques, et les zones rurales où l'activité par agent est à l'évidence bien moins importante, mais où la présence postale doit cependant être maintenue. Quatre-vingt-dix-huit emplois ont été créés cette année dans les services postaux du département du Pas-de-Calais, soit quatorze prévus par le budget initial et obtenus par redéploiement de moyens provenant d'autres départements et quatre-vingt-quatre créations nettes au titre de la loi de finances rectificative. L'accroissement du nombre de titulaires par rapport à 1980 ressort ainsi à 2,7 p. 100 contre 2,3 p. 100 au niveau national. Il n'est pas encore possible d'évaluer la dotation qui sera allouée à ce département en 1982, la répartition des emplois supplémentaires ne pouvant intervenir tant que ne sera pas connue la dotation complémentaire qui sera autorisée au titre de la réduction de la durée hebdomadaire du temps de travail. Il est toutefois précisé qu'à l'occasion de cet examen, la situation des effectifs dans le Pas-de-Calais fera l'objet d'une attention toute particulière.

Postes : ministère (personnel)

6651. — 7 décembre 1981. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur le fait que lorsque les activités d'une poste rurale sont insuffisantes et ne permettent pas la création d'un bureau de poste, seule existe une agence postale. Or une grande partie du traitement du titulaire est supportée par la commune (exemple la commune de Echoboulains (77) verse mensuellement 1 350 francs alors que l'administration ne participe que pour environ 800 francs). Il lui demande s'il ne s'agit pas là d'un transfert de charge d'un service public sur une collectivité locale aux ressources plus que limitées et quelles mesures il compte prendre afin de ne pas faire supporter une charge supplémentaire aux collectivités rurales.

Réponse. — Les agences postales sont, en règle générale, implantées dans des localités où les besoins postaux de la population sont faibles et ne peuvent justifier la création d'un bureau géré par un agent de l'Etat. C'est pourquoi ces établissements sont confiés à des personnes rétribuées par l'administration des P.T.T. sans en faire partie. Les gérants d'agence postale perçoivent une rémunération revalorisée dans les mêmes conditions que celle des fonctionnaires et composée de deux parties : l'une d'elles est forfaitaire et destinée à compenser les prestations mises réglementairement à la charge des gérants (fourniture et entretien du local de service, etc.), et l'autre partie varie en fonction du trafic de l'établissement. Cette rémunération ne peut constituer qu'un complément de ressources, en raison de la faiblesse du trafic des agences postales, qui représente, pour la majorité d'entre elles, moins d'une demi-heure d'activité effective par jour. Un projet visant à améliorer cette rétribution a été présenté récemment au ministère du budget. Les communes ne sont nullement obligées de participer financièrement au fonctionnement de ces établissements. Le versement au gérant d'un complément de salaire par certaines municipalités résulte d'accords locaux au sujet desquels l'administration des P.T.T. ne peut intervenir.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe) : ministère des P.T.T.

6744. — 14 décembre 1981. — **M. Ernest Moutoussamy** rappelle à **M. le ministre des P.T.T.** que le décret du 8 avril 1973 prévoit la titularisation des agents auxiliaires de l'Etat ayant servi à temps complet pendant une durée totale de quatre ans. Ce décret n'a jamais été appliqué en Guadeloupe si ce n'est que pour de très rares cas. Alors que ce problème a été entièrement réglé pour la France, la liste d'aptitude établie en 1973 pour la Guadeloupe demeure encore avec plus des trois quarts d'agents toujours auxiliaires. Ainsi, l'effectif du département compte environ 30 p. 100 d'auxiliaires dont les plus anciens oscillent entre quinze et vingt-cinq ans de service. Ce ne sera que justice que de titulariser ces agents. Il lui demande s'il entend appliquer effectivement le décret du 8 avril 1973 et quelles sont les mesures qui seront prises pour la titularisation de cette catégorie de personnel.

Réponse. — Le décret interministériel n° 76-307 du 8 avril 1976 prévoyait certes la titularisation dans les corps de fonctionnaires de catégorie D des auxiliaires comptant quatre ans d'ancienneté. Toutefois, des dispositions dérogoratoires ont été prises en faveur des auxiliaires des P.T.T. puisque ceux-ci ont pu, s'ils comptaient un an d'ancienneté et après réussite à un examen professionnel, être titularisés dans un corps de catégorie C (décret n° 76-1195 du

16 décembre 1976). A cet effet, trois sessions d'examens professionnels ont été organisées et quelque 35 000 auxiliaires des P.T.T. ont pu obtenir ainsi leur titularisation. Les auxiliaires de la Guadeloupe ont bénéficié de ce dispositif dans les mêmes conditions que leurs collègues de métropole. Par ailleurs, les nominations dans le grade d'agent de bureau des auxiliaires inscrits sur la liste d'aptitude de 1973 ont été effectivement interrompues en 1975 pour ne pas compromettre l'exécution du plan de titularisation en catégorie C. Actuellement, ces titularisations en catégorie C sont achevées, mais il apparaît que les auxiliaires qui n'ont pas utilisé la possibilité d'une titularisation dans une résidence non recherchée à la mutation n'accepteront qu'une nomination sur place. Compte tenu du nombre important d'agents titulaires, dont de nombreux lauréats des examens professionnels, qui attendent une mutation dans leur département d'origine, souvent même au titre de la dérogation pour rapprochement d'époux, et des réactions légitimes qu'ils ne manqueraient pas de manifester à l'encontre de titularisations sur place, il n'est pas envisagé de reprendre les titularisations dans le grade d'agent de bureau. Sur ce dernier point également, la situation des auxiliaires de la Guadeloupe n'est pas différente de celle des auxiliaires métropolitains. Le Gouvernement a cependant chargé un groupe de travail de procéder à l'élaboration d'un projet de loi de titularisation des agents non titulaires qui devrait être déposé au Parlement au cours de la session de printemps 1982. Il est encore trop tôt pour connaître les principales orientations des textes qui seront adoptés en la matière. Néanmoins la situation des auxiliaires qui sont toujours inscrits sur la liste d'aptitude au grade d'agent de bureau pourrait être revue en fonction des mesures qui seront décidées à cette occasion.

Postes : ministère (services extérieurs).

6939. — 14 décembre 1981. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **M. le ministre des P.T.T.** sur le fait que la création récente, prévue dans le budget 1982 au chapitre 61-02, de 1 626 emplois supplémentaires des services extérieurs des télécommunications, concerne presque exclusivement les échelons les plus bas dans la hiérarchie des télécommunications (dix postes d'ingénieurs seulement sont créés et sept d'agents contractuels de haut niveau). Cette répartition paraissant illustrer le fait qu'aucun effort significatif n'est fait pour renforcer le potentiel scientifique des télécommunications, il regrette qu'à l'occasion de créations d'emplois l'accent ne soit pas mis sur cet aspect de la capacité de l'administration des télécommunications. Il lui demande de quelle manière il entend aligner cet aspect de la politique des télécommunications avec les objectifs ambitieux assignés à la recherche publique.

Réponse. — Ainsi qu'il l'a été déjà indiqué à l'honorable parlementaire, les 1 626 emplois prévues au titre du projet de budget 1982 dans les services extérieurs des télécommunications représentent la seule partie du budget emplois pour 1982 qui concerne l'article 20 de la ligne budgétaire 6102. L'article 50, réservé au centre national d'études des télécommunications (C. N. E. T.) prévoit, lui, la création de 120 emplois d'agents contractuels dont certains de haut niveau, ainsi que dix emplois d'ingénieurs du corps des télécommunications. L'accroissement du potentiel scientifique du C. N. E. T. obtenu par ces créations contribuera à accentuer l'effort important déjà entrepris en 1981, année au cours de laquelle sont intervenues 102 créations nettes d'emplois d'agents contractuels.

SOLIDARITE NATIONALE

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

670. — 27 juillet 1981. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le taux actuel de la pension de réversion. Il lui demande quand elle pense être en mesure de proposer au Parlement un texte prévoyant la reconnaissance de droits propres aux femmes en matière de retraite. En attendant que cette législation porte ses fruits, il lui demande si elle ne jugerait pas opportun d'augmenter par tranches sur trois ou cinq ans, le taux actuel des pensions de réversion pour les faire passer progressivement de 50 à 66 p. 100 comme l'a souhaité, à plusieurs reprises, la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

2094. — 7 septembre 1981. — **M. Paul Belmîgère** fait part à **Mme le ministre de la solidarité nationale** de la préoccupation des veuves en matière de révision du taux des pensions de réversion. Ce taux est de 50 p. 100 en France alors qu'il est de 60 p. 100 en Italie, Suisse et R.F.A. et de 70 p. 100 en Yougoslavie et aux Pays-Bas. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en la matière.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

2124. — 7 septembre 1981. — **M. Gérard Collomb** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le problème du taux de calcul des pensions de réversion. Lors de la campagne présidentielle, le Président de la République, François Mitterrand, avait pris position pour porter immédiatement ce taux à 60 p. 100. En conséquence, il lui demande quelles mesures seront prises à cet égard.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

2566. — 21 septembre 1981. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que, dans la plupart des grands régimes de retraite, le taux de la pension de réversion est fixé à 50 p. 100 : avec une pension réduite de plus de moitié, compte tenu de la disparition de la majoration pour conjoint à charge, l'époux survivant doit faire face à des dépenses dont certaines, tel le loyer et ses accessoires, restent constantes. Sans reconnaître les conséquences financières d'une telle mesure, il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il est envisagé de relever prochainement le taux des pensions de réversion.

Assurance vieillesse : généralités (pension de réversion).

3771. — 19 octobre 1981. — **M. Pierre Bas** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la situation actuelle des retraites, qui est préoccupante. Il constate que cette catégorie de Français est à l'heure actuelle doublement défavorisée. D'une part, à cause de l'accélération de l'inflation qui altère son pouvoir d'achat ; d'autre part, du fait du retard qui se manifeste dans la généralisation du paiement mensuel des pensions. Il lui fait remarquer que les engagements électoraux du parti socialiste qui prévoient de faire passer de 50 p. 100 à 60 p. 100 le taux des pensions de réversion, ne manqueraient pas d'apporter une amélioration sensible du pouvoir d'achat de nombreux pensionnés. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° s'il est exact qu'il compte étaler l'application de cette mesure sur une période de dix ans ; 2° si la revalorisation envisagée concernera tous les régimes de retraite, ou simplement certains d'entre eux.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

4467. — 26 octobre 1981. — **M. Yves Sautier** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la situation des veuves civiles. Il souhaite savoir si le Gouvernement envisage d'augmenter dans un proche avenir le taux de la pension de réversion qui leur est servie, conformément aux engagements pris par le Président de la République.

Réponse. — Le Gouvernement est particulièrement conscient des difficultés auxquelles se heurtent les conjoints survivants qui doivent assumer seuls les charges du ménage. Conformément aux engagements du Président de la République, il a décidé d'augmenter le taux des pensions de réversion. Ce taux sera porté, à compter du 1^{er} juillet 1982, de 50 p. 100 à 52 p. 100 dans le régime général et les régimes légaux alignés sur lui. Simultanément, les règles de cumul d'une pension de réversion avec une pension personnelle de vieillesse ou d'invalidité seront modifiées pour tenir compte des effets de cette revalorisation.

Assurance maladie maternité (prestation en nature).

742. — 3 août 1981. — **M. Charles Millon** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur la discrimination existant entre salariés et travailleurs non-salariés au niveau notamment du remboursement des soins occasionnels par les affections longues et coûteuses. En effet, si, dans ce cas, l'ensemble des frais de soins est pris en charge à 100 p. 100 pour les salariés, la participation du régime des travailleurs non salariés n'atteint en revanche que 80 p. 100 des frais d'honoraires médicaux ou para-médicaux. Dans la perspective de l'unité de réglementation qui veut que tout citoyen ait les mêmes droits face à la maladie, il lui demande de bien vouloir lui préciser suivant quelles échéances elle entend poursuivre l'harmonisation des différents régimes sociaux.

Réponse. — Les ressortissants du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, en cas d'affections longues et coûteuses, bénéficient, à l'égal des salariés, d'une prise en charge intégrale par leurs caisses des dépenses d'hospitalisation et de pharmacie. Mais il est exact que l'assuré conserve à sa charge une partie des frais pour les soins donnés à domicile ou au cabinet du praticien (20 p. 100) ou en consultation externe des hôpitaux (15 p. 100), sauf en ce qui concerne les honoraires de radiothérapie, pris en charge à 100 p. 100 par le régime. L'harmonisation avec le régime général des conditions de prise

en charge des dépenses de soins en cas de maladie longue et coûteuse est donc presque entièrement réalisée. Son achèvement, qui entraînera des dépenses supplémentaires pour les caisses, est lié aux possibilités contributives des assurés et ne peut donc intervenir qu'en étroite concertation avec leurs représentants élus.

Sécurité sociale (cotisations)

751. — 3 août 1981. — **M. Jacques Godfrain** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le problème des conditions d'application aux établissements hôteliers des mesures d'allègement des cotisations salariales. En effet, le système mis en place par les pouvoirs publics ne tient pas compte des conséquences du régime réglementaire de la durée du travail dans cette profession et des modalités particulières de calcul du S.M.I.C. du personnel hôtelier qui en résultent. N'ont pas été retenues non plus les obligations imposées aux entreprises, en ce qui concerne les avantages en nature, soit par les textes, soit par les conditions d'exploitation des établissements. C'est ainsi que les entreprises sont dans l'obligation soit de fournir la nourriture gratuite à leur personnel, soit de lui verser une indemnité compensatrice de nourriture. La moitié de la valeur de cet avantage s'ajoute au S.M.I.C., calculé sur 191 heures, ce qui porte, à l'heure actuelle, le S.M.I.C. hôtelier à 3 445 francs alors qu'il est de 2 910 francs pour les autres professions. D'autre part, il n'a pas été tenu compte du fait que de nombreuses entreprises saisonnières sont dans l'obligation de loger leur personnel pendant toute la durée de la saison. La valeur mensuelle du logement est fixée à vingt fois le minimum garanti, soit 190,80 francs, qui s'ajoutent obligatoirement au S.M.I.C. Les entreprises qui logent leur personnel lui assurent donc un salaire brut de 3 635,80 francs ; ce salaire dépasse le chiffre de 3 480 francs et ne leur permet pas de bénéficier de la minoration des charges sociales. Or les entreprises saisonnières sont, dans leur majorité, de petites entreprises qui éprouvent devant la montée des charges sociales, le plus de difficultés à équilibrer leur trésorerie. Il serait donc particulièrement nécessaire de ne pas les priver d'une minoration des charges sociales et cela d'autant plus que beaucoup d'établissements n'ont pas été en mesure d'intégrer dans leur prix de saison la revalorisation du S.M.I.C. intervenue le 1^{er} juin dernier. Il lui demande donc d'intervenir afin que les aménagements indispensables pour les rendre applicables à l'industrie hôtelière soient rapidement apportés au régime des minorations des cotisations sociales.

Sécurité sociale (cotisations)

1019. — 3 août 1981. — **M. François d'Harcourt** attire l'attention de **M. le ministre de la solidarité nationale** sur le régime de la durée du travail ainsi que sur les modalités particulières du calcul du S.M.I.C. du personnel employé dans l'entreprise hôtelière. Dans la détermination de cette réglementation, il n'est pas tenu compte des obligations imposées à l'employeur en matière d'avantages en nature tels que la fourniture de la nourriture gratuite au personnel ou d'une indemnité compensatrice de nourriture ainsi que l'obligation de loger ce personnel en particulier pour les entreprises hôtelières saisonnières. Or, les entreprises saisonnières ont les plus grandes difficultés à équilibrer leur trésorerie. Il serait donc nécessaire de ne pas les priver d'une minoration des charges sociales d'autant plus que certains de ces établissements ne sont pas en mesure d'intégrer dans leurs prix de saison la revalorisation du S.M.I.C. intervenue le 1^{er} juin dernier.

Sécurité sociale (cotisations)

1343. — 10 août 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les problèmes engendrés par l'augmentation du S.M.I.C. dans les entreprises de la branche hôtelière et de restauration. S'il est tout à fait normal de revaloriser les bas salaires, il n'en est pas moins utile de tenir compte des spécificités de chaque branche d'activité. Dans le cas d'espèce, il semblerait que les pouvoirs publics n'aient pas tenu compte des impératifs liés à la durée réglementaire du travail de cette profession, non plus que des éléments additionnels liés aux contraintes de nourriture et de logement des salariés. Dans le calcul final du salaire, après l'augmentation apportée courant juin, de très nombreuses entreprises dépassent le seuil de 3 480 francs : elles ne peuvent donc pas bénéficier de la minoration des charges sociales. Il lui demande les mesures qu'elle compte prendre pour que le régime de minoration des charges sociales soit à la portée de l'ensemble des entreprises de l'industrie hôtelière, étant entendu que, si rien n'est fait dans ce sens, de nombreux emplois risqueront de disparaître.

Sécurité sociale (cotisations)

1413. — 10 août 1981. — **M. François Massot** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur l'assiette des cotisations de sécurité sociale s'appliquant au personnel hôtelier, les allègements très récents ne concernent pas le salaire brut, qui est inférieur au S.M.I.C., mais sur ce salaire brut, se greffent les indemnités de logement et de nourriture qui aboutissent à dépasser le plafond requis, au 1^{er} juin 1981, soit 3 480 francs. Il lui demande, en conséquence, si dans ces conditions, la base de certains salaires du secteur des services ne pourraient être reconsidérée.

Sécurité sociale (cotisations)

2917. — 28 septembre 1981. — **M. Jean-Pierre Michel** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les abus auxquels a donné lieu l'application de l'article 23 de la loi de finances rectificative n° 81-734 du 3 août 1981. Pour bénéficier de l'allègement des charges sociales que prévoit cet article, certains employeurs n'ont pas hésité à augmenter de façon dérisoire (5 francs) les salaires des personnes concernées. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable qu'un décret fixe un taux minimum d'augmentation pour bénéficier de cette réduction des charges sociales.

Sécurité sociale (cotisations)

2940. — 28 septembre 1981. — **M. Charles Million** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les conditions d'application de la compensation du coût salarial liée à la dernière augmentation du S.M.I.C. s'agissant des établissements du secteur hôtelier. En effet, le système mis en place par les pouvoirs publics ne tient pas compte des conséquences du régime réglementaire de la durée du travail dans ce secteur et des modalités particulières qui en résultent pour le calcul du S.M.I.C. du personnel hôtelier. Quant aux obligations imposées aux entreprises en ce qui concerne les avantages en nature de nourriture ou de logement, elles n'ont pas été prises en compte, alors même qu'ils peuvent porter le salaire brut à 3 629,30 francs, ne permettant pas, dans ces conditions, aux entreprises de bénéficier de la minoration des charges sociales. Il lui demande donc ce qu'il compte faire pour que soient rapidement apportés au régime de minoration des charges sociales, les aménagements indispensables à son application dans l'ensemble des entreprises de l'industrie hôtelière.

Sécurité sociale (cotisations)

3063. — 28 septembre 1981. — **Mme Marie-Thérèse Patrat** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les difficultés pour les entreprises saisonnières de l'hôtellerie de bénéficier de la minoration des charges sociales mise en place pour accompagner la revalorisation du S.M.I.C. décidée en juin dernier. En effet, du fait des caractéristiques propres à cette activité, le S.M.I.C. hôtelier, obligatoirement augmenté de l'indemnité de logement, dépasse le plafond de 3 480 francs fixé comme limite pour bénéficier de la prise en charge partielle des charges sociales. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas opportun de prévoir une limite spécifique pour le secteur hôtelier.

Réponse. — Le plafond de la rémunération ouvrant droit, après augmentation, à l'allègement des cotisations patronales de sécurité sociale qui accompagne les hausses de rémunérations liées à l'augmentation exceptionnelle du salaire minimum de croissance du 1^{er} juin 1981 résulte des termes mêmes de l'article 23 de la loi n° 81-734 du 3 août 1981, qui n'a prévu à cet égard, aucune possibilité de dérogation. Cette mesure d'allègement est destinée au demeurant à permettre aux entreprises de contribuer à l'effort de revalorisation des bas salaires souhaité par le Gouvernement. Le seuil de 3 480 francs par mois, adopté à cet égard, rend compte de cette notion de bas salaires, pour un travail à temps plein au moins égal à la durée légale du travail. Par ailleurs, et pour l'application de la loi, la rémunération à comparer au seuil de 3 480 francs comprend, à l'exception des heures supplémentaires rémunérées, les éléments légalement pris en compte pour l'application du salaire minimum de croissance. Il est constant, sur ce point, que le salaire minimum hôtelier, calculé sur la base de l'horaire de présence du salarié (soit 190,66 heures ou 191,1 heures selon qu'il s'agit, ou non, du personnel cuisinier) comprend, au sens de la réglementation du travail, l'avantage en nature correspondant aux repas, et éventuellement au logement, fournis gratuitement aux salariés. Selon les dispositions des articles D. 141-8 et D. 141-9 du code du travail, ces avantages sont, en l'absence de convention ou d'accords collectifs, calculés sur des bases forfaitaires égales, pour la nourriture, à une fois le minimum garanti pour deux repas

par jour (soit 9,54 francs au 1^{er} juin 1981) et pour le logement, à 0,15 franc par jour. Ce n'est que dans l'hypothèse où, aucun repas n'étant fourni gratuitement au salarié, celui-ci perçoit une indemnité compensatrice d'un même montant, que la rémunération minimale est en effet majorée de la valeur de l'avantage de nourriture appréciée comme il est dit précédemment. Cette situation ne constitue pas toutefois la règle, ni l'usage dans la profession.

Assurance maladie maternité (régime de rattachement).

1058. — 3 août 1981. — **M. Henri Bayard** signale à **Mme le ministre de la solidarité nationale** qu'à l'occasion de son congrès, la Fédération française des taxis de province a émis un certain nombre de vœux, dont certains semblent être du ressort de son ministère. C'est ainsi que les conducteurs de taxis demandent à adhérer au régime général de la sécurité sociale et des garanties égales pour des cotisations égales (par exemple l'établissement d'indemnités journalières). Les conducteurs, s'estimant en situation d'infériorité par rapport à ceux des véhicules sanitaires légers, demandent le rétablissement du tiers payant. En fonction de ces vœux, il lui demande si, à l'occasion du projet de loi de finances pour 1982, ou par un autre texte, elle envisage de répondre favorablement à ces questions.

Assurance maladie maternité (régime de rattachement).

8022. — 11 janvier 1982. — **M. Henri Bayard** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la solidarité nationale** de n'avoir pas reçu de réponse à sa question écrite n° 1058 du 3 août 1981 relative à la couverture sociale des conducteurs de taxis. Il lui en renouvelle donc les termes.

Réponse. — L'article 3, II, de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, tel que modifié par la loi n° 70-14 du 6 janvier 1970, a donné aux chauffeurs de taxi propriétaires de leurs voitures, qui exerçaient leur profession au 31 décembre 1968, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur effective du régime de l'assurance maladie des travailleurs non salariés, la possibilité d'opter, avant le 15 février 1970, pour une adhésion à l'assurance volontaire du régime général de la sécurité sociale pour l'ensemble des risques couverts par ce régime. Le terme d'exercice du droit d'option ayant impérativement été fixé par la loi, il en résulte qu'à l'exception de ceux des intéressés qui ont usé de ce droit dans le délai imparti, les chauffeurs de taxi qui exercent leur profession en qualité de travailleur indépendant relèvent obligatoirement du régime de l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés. Par ailleurs, le principe en matière de prise en charge des frais de déplacement posé par arrêté du 30 septembre 1975 est l'avance des frais par l'assuré. Toutefois, ce texte a précisé que les entreprises de transports sanitaires agréées avaient la possibilité de passer avec les caisses primaires d'assurance maladie des conventions qui peuvent prévoir le système du « tiers-payant ». Cet avantage a été accordé aux entreprises agréées en contrepartie des obligations qui leur sont imposées par la réglementation. En ce qui concerne le véhicule sanitaire léger — véhicule institué par le décret du 25 janvier 1979 pour permettre aux entreprises agréées d'effectuer des transports d'assurés en position assise — le tiers-payant n'est pas systématique mais réservé aux courses au moins égale à quarante kilomètres en charge avec le malade, ou répétitives (au minimum trois aller-retour), c'est-à-dire aux transports les plus onéreux, ainsi qu'aux courses afférentes à un séjour hospitalier (entrée ou sortie), cette mesure tendant à diminuer les prescriptions médicales de déplacement par ambulance agréées afin de réduire les dépenses de remboursement de l'espèce. Les taxis n'étant soumis à aucune norme en matière sanitaire, il n'a pas été estimé justifié de les faire bénéficier du « tiers-payant ». Le système des transports sanitaires fait actuellement l'objet d'une réflexion d'ensemble.

Assurance maladie maternité (prestations en espèces).

1414. — 10 août 1981. — **M. Jacques Rimbault** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le problème des trois jours de franchise précédant tout remboursement des caisses d'assurance maladie. Il expose que ces trois jours pénalisent tout particulièrement les petits salariés. En effet, ceux-ci, pour qui l'absence de tout revenu pendant trois jours représente un handicap énorme, hésitent à arrêter le travail pour se soigner et deviennent, par là même, les victimes d'une intolérable discrimination face à la maladie. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour aller vers l'abrogation de cette franchise de trois jours.

Réponse. — En cas d'arrêt de travail pour cause de maladie, les indemnités journalières sont versées à partir du quatrième jour qui suit le point de départ de l'incapacité de travail. Toutefois, en raison

de la généralisation de la mensualisation des salaires et de l'extension du champ d'application des conventions collectives ou des accords d'entreprises, les assurés se voient garantir le maintien total ou partiel de leur salaire dès le premier jour de l'arrêt de travail. La suppression du délai de carence n'est pas envisagée.

Assurance vieillesse: régime général (pensions de réversion).

1906. — 31 août 1981. — **M. Pierre Weisenhorn** demande à **Mme le ministre de la solidarité nationale** s'il n'estime pas souhaitable que la pension des veuves du régime général de sécurité sociale soit attribuée sans condition d'âge et d'invalidité, comme c'est le cas dans les régimes spéciaux, ou que le plafond de la pension de veuve soit à tout le moins équivalente au minimum vieillesse pour une personne seule. Il lui demande également s'il entend, dans un proche avenir, faire bénéficier les veuves du régime général qui n'ont pas acquis de droits personnels, parce qu'elles se sont consacrées à leur foyer ou à leurs enfants, d'une pension de réversion égale à 60 p. 100 de celle du mari, comme c'est le cas dans différents pays de la C. E. E. comme la R. F. A.

Réponse. — Il est précisé qu'en l'état actuel des textes régissant le régime général de sécurité sociale, la pension de réversion est attribuée à partir de l'âge de cinquante-cinq ans au conjoint survivant qui remplit certaines conditions : durée de mariage égale à deux ans si aucun enfant n'en est issu, ressources personnelles inférieures à un certain plafond. Par contre, aucune condition d'invalidité n'est requise pour l'octroi de cette pension qui ne peut d'ailleurs être inférieure au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (soit 9 400 francs par an au 1^{er} juillet 1981 et 10 100 francs à compter du 1^{er} janvier 1982). Le Gouvernement est particulièrement conscient des difficultés auxquelles se heurtent les conjoints survivants qui doivent assumer seuls les charges du ménage. Conformément aux engagements du Président de la République, il a décidé d'augmenter le taux des pensions de réversion. Ce taux sera porté, à compter du 1^{er} juillet 1982, de 50 à 52 p. 100 dans le régime général et les régimes légaux alignés sur lui. Simultanément, les règles de cumul d'une pension de réversion avec une pension personnelle de vieillesse ou d'invalidité seront modifiées pour tenir compte des effets de cette revalorisation.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

2654. — 21 septembre 1981. — **M. François d'Arcourt** rappelle à **Mme le ministre de la solidarité nationale** que la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 24 décembre 1974 (loi Royer) institue un système de protection sociale commun à tous les Français et met en place un mécanisme de compensation entre les différents régimes. Elle vise notamment à étendre cette protection commune aux commerçants et artisans. Or, actuellement, les frais de maladie sont remboursés à 50 p. 100 alors que le taux est de 70 p. 100 dans les autres régimes. Seules les longues maladies sont remboursées à 70 p. 100 alors qu'elles le sont à 100 p. 100 dans les autres régimes. Il lui demande de bien vouloir lui préciser s'il envisage d'accélérer la parution des textes d'application de cette loi déjà ancienne compte tenu du nombre de problèmes qu'elle laisse en suspens.

Réponse. — L'harmonisation des régimes de sécurité sociale est au nombre des préoccupations du Gouvernement. En ce qui concerne les prestations en nature de l'assurance maladie du régime des non-salariés non-agricoles, de nombreuses mesures ont été prises ces dernières années et, dès 1974, les prestations de base ont été étendues aux frais d'optique, de soins et de prothèses dentaires, de transports et de cures thermales. Depuis 1977, les hospitalisations d'une durée inférieure à trente et un jours sont prises en charge à 80 p. 100 comme dans le régime général. En outre, les frais d'hospitalisation, les traitements externes onéreux de radiothérapie et les frais pharmaceutiques des malades reconnus par le contrôle médical atteints d'affections longues et coûteuses sont remboursés à 100 p. 100. Les soins dispensés à ces malades en consultation externe des hôpitaux publics et assimilés, et ceux dispensés à leur domicile ou au cabinet du praticien sont respectivement pris en charge à 85 et 80 p. 100. Enfin, depuis 1978, les modalités d'appréciation des actes ouvrant droit à exonération du ticket modérateur ont été assouplies. Ainsi, tous les actes médicaux, de coefficients égaux ou supérieurs à 50, sont intégralement pris en charge. Actuellement, il y a donc parité avec le régime général en cas d'hospitalisation et l'alignement est presque réalisé pour les frais engagés à l'occasion d'une maladie longue et coûteuse. Seuls les soins courants ne nécessitant pas d'hospitalisation n'ont pas connu — selon le souhait même des responsables du régime — la même évolution. Dans ces conditions, l'harmonisation prévue par la loi du 24 décembre 1974 ne peut être poursuivie que par étapes, compatibles avec les possibilités contributives des assurés et, par conséquent, définies en étroite concertation avec leurs représentants élus.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

3049. — 28 septembre 1981. — **M. Dominique Dupilet** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les inconvénients résultant de l'existence de différents règlements au niveau des caisses primaires d'assurance maladie. A titre d'exemple, certaines caisses remboursent le vaccin antizrippe à tous les retraités n'exerçant aucune activité professionnelle, alors que d'autres assortissent le remboursement de conditions restrictives liées notamment aux ressources. Il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement entend imposer une harmonisation des règlements des lors qu'il y va de l'intérêt de l'assuré social.

Réponse. — Le vaccin antizrippe ne peut être pris en charge par les caisses primaires d'assurance maladie, que sur les crédits dont elles disposent au titre du fonds d'action sanitaire et sociale. Il convient de préciser que la gestion de ce fonds est laissée à la libre appréciation des caisses qui peuvent l'utiliser suivant des modalités différentes en fonction des besoins des assurés et par conséquent subordonner la prise en charge de certaines prestations extra-légales à des conditions de ressources. Chaque caisse est donc fondée à assortir le service des prestations supplémentaires et des secours de critères particuliers en fonction de la situation individuelle des assurés. Néanmoins, le problème de la prévention dans son ensemble fait, à l'heure actuelle, l'objet d'une étude approfondie et la vaccination antigrippale fait partie de cette réflexion.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

3075. — 28 septembre 1981. — **M. Bernard Poignant** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les problèmes de prise en charge par les caisses de sécurité sociale des frais afférents au traitement de l'épilepsie. L'épilepsie entraîne pour les familles de nombreux frais d'examen de laboratoire pour suivre, chez les enfants notamment, l'évolution de la maladie. Actuellement la législation ne permet pas aux caisses de sécurité sociale de rembourser ces examens puisqu'ils sont classés « hors nomenclature ». Cette situation me semble être très en retrait par rapport aux objectifs mêmes de la sécurité sociale. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour permettre aux familles ayant des enfants épileptiques de bénéficier du remboursement de ces frais.

Réponse. — Les actes de biologie médicale inscrits à la Nomenclature sont remboursables, tant pour les malades atteints d'épilepsie que pour tout autre assuré social. Seuls certains dosages spécifiques, tels que le dosage des médicaments antiépileptiques, ne le sont pas actuellement car cette analyse ne figure pas à la Nomenclature. Toutefois les pouvoirs publics sont pleinement conscients de l'intérêt qui s'attache à un « suivi » précis du traitement de l'épilepsie. Aussi l'étude des éventuelles possibilités de prise en charge de telles analyses s'inscrit-elle, naturellement, dans les travaux de révision de la Nomenclature des actes de biologie médicale, d'ores et déjà entreprise.

Assurance maladie maternité (cotisations).

3160. — 5 octobre 1981. — **M. Dominique Dupilet** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le décret relatif aux modalités de fixation des cotisations dues par les assurés obligatoires du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Ledit décret prévoit le relèvement de l'assiette de la cotisation minimale à hauteur de 1 200 fois le Smic horaire. Ceci aura pour effet de pénaliser bon nombre de petits commerçants et artisans qui ont un forfait réduit. Ainsi un artisan dont le forfait est fixé à 11 000 francs verra sa base de cotisation doubler pour atteindre un taux minimal de l'ordre de 20 000 francs avec pour conséquence une augmentation du taux de cotisation de 30 p. 100. C'est la raison pour laquelle il lui demande si elle envisage d'apporter un correctif à une situation qui risque d'être préjudiciable aux petits commerçants et artisans, correctif qui pourrait être apporté soit par une modulation du relèvement, soit par une augmentation des taux de remboursement des honoraires médicaux et pharmaceutiques.

Réponse. — L'article 2 du décret n° 81-813 du 27 août 1981, relatif aux modalités de fixation des cotisations dues par les assurés obligatoires du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés, prévoit que le montant de la cotisation annuelle ne peut être inférieur à celui de la cotisation qui serait due au titre d'un revenu égal à 1 200 fois le montant horaire du S.M.I.C. Il convient de souligner que ce relèvement de l'assiette de la cotisation minimale n'a entraîné à ce jour qu'une charge mensuelle de 194,75 francs. Il s'agit là d'une contribution modérée des intéressés, qui a été décidée après consultation de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs non salariés, dont le conseil d'administration a donné un avis favorable à cette mesure ainsi qu'au

relèvement des cotisations perçues sur les revenus supérieurs au plafond de la sécurité sociale. En effet, afin d'assurer une proportionnalisation plus équitable des cotisations des assurés actifs par rapport à leurs revenus, un nouvel aménagement du taux de la cotisation est réalisé, à compter du 1^{er} octobre 1981, par le déplaçonnement de 0,95 points et 3,7 dans la limite du plafond et 7,95 dans la limite de cinq fois le plafond. Ces mesures s'avaient, l'une et l'autre, nécessaires pour assurer la trésorerie du régime et le paiement des prestations. La couverture offerte par le régime des travailleurs indépendants dans le domaine des prestations en nature de l'assurance maladie est, d'autre part, très proche de celle dont bénéficient les salariés, en particulier en ce qui concerne les soins coûteux qui sont pris en charge à des taux comparables. L'harmonisation avec le régime des salariés ne peut être poursuivie que par étapes compatibles avec les possibilités contributives des assurés, et définies en étroite concertation avec les représentants élus de ceux-ci.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

3977. — 19 octobre 1981. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur les pensions de réversion. Il paraît anormal que les pensions de réversion soient soumises à plafond quand il s'agit du secteur privé et soient libres quand il s'agit du secteur public. Ainsi, dans le cas d'un époux travaillant dans le privé et d'une épouse travaillant dans le public, pour le cas où l'homme décède, la pension de la femme sera soumise à plafond alors que l'époux, si sa femme décède, percevra la totalité de la sienne plus 50 p. 100 de réversion. En conséquence, elle lui demande quelles mesures elle entend prendre pour mettre fin à cette situation.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

4071. — 19 octobre 1981. — **M. Michel Sainte-Marie** appelle l'attention de **Mme le ministre de la solidarité nationale** sur le problème du cumul d'une retraite et d'une pension de réversion pour les veuves. En l'état actuel, seules les veuves de fonctionnaires peuvent cumuler leur retraite et la pension de réversion de leur conjoint. Cette situation apparaît particulièrement injuste, ne prenant nullement en compte le principe d'équité. Il lui demande si elle n'envisage pas de remédier à cette situation.

Réponse. — Dans l'état actuel des textes, la pension de réversion du régime général de sécurité sociale n'est cumulable avec un avantage personnel de vieillesse ou d'invalidité que dans certaines limites fixées : soit, à la moitié du total des avantages personnels des deux conjoints, soit, à une somme forfaitaire égale à 70 p. 100 de la pension maximum du régime général liquidée à soixante-cinq ans, la formule la plus avantageuse étant retenue. Le Gouvernement est particulièrement conscient de la nécessité d'améliorer le niveau de prestations garanti aux conjoints survivants. Plusieurs modalités étant envisageables pour atteindre cet objectif, il a été décidé d'ores et déjà d'augmenter le taux des pensions de réversion du régime général et des régimes légaux alignés sur lui en le portant, à compter du 1^{er} juillet 1982, de 50 à 52 p. 100. Simultanément, les règles de cumul d'une pension de réversion avec un avantage personnel seront modifiées pour tenir compte des effets de cette revalorisation.

TEMPS LIBRE*Congés et vacances (politique des congés et vacances).*

4338. — 23 octobre 1981. — **M. Jean-Marie Daillet** demande à **M. le ministre du temps libre** de lui préciser l'état actuel de préparation et de création du « chèque vacances », création annoncée après le conseil des ministres du mercredi 10 juin 1981.

Réponse. — Le conseil des ministres du 25 novembre 1981 a décidé d'insérer le chèque vacances dans le cadre du projet de loi d'orientation sociale. Le ministre du temps libre estime que l'instauration du chèque vacances sera un événement national qui peut avoir autant de conséquences sociales que l'ouverture du droit à deux semaines de congés payés en 1936. Le chèque vacances s'inscrit dans l'ensemble des mesures sociales qui seront prises conformément à la constitution par ordonnance après habilitation du Parlement, et qui illustreront la volonté du Gouvernement de mettre en place les éléments d'une vie meilleure pour tous. L'économie générale du projet, actuellement à l'étude au niveau interministériel, sur le chèque vacances est la suivante : 1° utilisation des titres pour le paiement de prestations directement liées aux vacances ; 2° acquisition des chèques pour redistribution aux bénéficiaires selon deux modalités : par les organismes à caractère social ; par les entreprises qui les céderaient aux salariés avec des bonifications modulées en fonction des revenus de ceux-ci. Le prin-

cipe de l'exonération des charges fiscales et sociales, retenu comme hypothèse, se justifie par le fait que le système du chèque vacances induit des avantages économiques qui compenseront ces « manques à gagner » des proportions difficiles à mesurer (équipements, emploi, investissements). Une large concertation sera entreprise pour définir les modalités pratiques de la mise en œuvre du dispositif en prenant compte des diverses incidences sociologiques, juridiques et financières. Le dispositif envisagé n'atteindra son plein régime de fonctionnement que progressivement et au terme de plusieurs années.

Tourisme et loisirs (politique du tourisme et des loisirs).

5408. — 16 novembre 1981. — **M. Jean Briane** demande à **M. le ministre du temps libre** s'il est en mesure de lui indiquer : 1° le rôle et la composition du haut comité pour le loisir social, créé depuis le 1^{er} juillet 1981 ; 2° quels sont ses modes d'action ; 3° qui sont les bénéficiaires de son action.

Réponse. — Le haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature dont la création a été décidée en conseil des ministres du 10 juin 1981, répond aux préoccupations des Français qui souhaitent, depuis longtemps, que soit mise en place une instance permanente de concertation dans des champs d'intervention sociale jusqu'alors négligés. Le haut comité aura pour missions principales de rechercher les moyens de développer, en faveur des catégories sociales les plus démunies financièrement et culturellement, une politique : de loisirs à vocation culturelle ; d'éducation populaire considérée comme instrument de l'apprentissage des droits et responsabilités des citoyens ; d'exercice d'activités de pleine nature indispensables à l'équilibre physique des personnes et utiles pour la meilleure connaissance de l'environnement. Le haut comité rassemblera des représentants d'associations d'éducation populaire, d'associations organisatrices d'activités de pleine nature et d'associations de tourisme et de voyages. Il comprendra, également, des membres représentatifs du secteur de l'économie sociale, des chercheurs et des universitaires ainsi que des personnalités du monde des arts. Un collège d'élus et de représentants d'organisations syndicales et patronales est également prévu.

TRANSPORTS

Transports (transports ferroviaires privés).

2663. — 21 septembre 1981 — **M. André Bellon** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur la situation du petit train Digne—Nice. Celui-ci est en effet un instrument de liaison primordial pour toutes les populations des vallées qu'il traverse. Par ailleurs, il est un instrument de service économique indispensable pour les zones qu'il dessert. Or, il n'est à l'heure actuelle pas intégré dans le réseau national et dépend des interventions des départements et de la région concernés. En conséquence, il lui demande ce qu'il entend faire pour favoriser définitivement le maintien et le développement de cette ligne : en particulier, le ministre propose-t-il, ce qui paraît hautement souhaitable, l'intégration de la ligne Digne—Nice dans le réseau national.

Transports (transports ferroviaires privés).

2776. — 21 septembre 1981. — **M. Jean-Hugues Colonna** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur la situation de la ligne ferroviaire de Provence qui assure actuellement la liaison Nice—Digne. En effet, ce chemin de fer privé se trouve en situation de menace constante du fait de son déficit permanent. Or le maintien de cette desserte ferroviaire est d'une nécessité vitale pour l'irrigation et l'animation des régions traversées. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le maintien de cette ligne locale et si l'intégration aux réseaux et aux personnels de la S. N. C. F. lui paraît envisageable.

Réponse. — Ligne à voie métrique reliant Digne à Nice, le chemin de fer de Provence fait, depuis 1972 et pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, l'objet d'une convention de concession signée entre l'Etat et le syndicat mixte Méditerranée-Alpes « Syna ». Celui-ci, qui regroupe les départements des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence d'une part, les villes de Nice et de Digne d'autre part, s'est de ce fait engagé à assurer l'entière responsabilité de l'exploitation de ce chemin de fer pendant cette période, et en particulier à en supporter le déficit éventuel. Toutefois, et malgré les investissements importants qu'il a déjà consentis avec l'établissement public régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour pallier les déficiences des infrastructures et du matériel roulant, l'Etat est conscient que des améliorations en ce domaine restent à accomplir. C'est la raison pour laquelle il a récemment accepté le principe de poursuivre et, dans les limites des possibilités bud-

gétaires, d'accentuer l'effort entrepris en matière d'investissement, pour que la ligne puisse être exploitée dans des conditions conformes aux besoins et que l'emploi soit préservé au niveau local. Par cet engagement, l'Etat entend ainsi promouvoir une politique de concertation et de collaboration, à tous les niveaux — local, régional, national — persuadé que dans le cas présent seule l'association des efforts de chacun permettra en définitive de parvenir à une solution profitable pour tous. Conduite dans cet esprit, une telle politique devrait apporter des résultats positifs à court terme, justifiant que l'intégration de la ligne, dans le réseau de la S. N. C. F., à certains égards complexe, soit une solution possible cependant non envisagée dans l'immédiat.

Politique extérieure (République fédérale d'Allemagne).

3119. — 5 octobre 1981. — **M. François Grussenmeyer** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur la récente décision franco-allemande d'abandon pur et simple du projet de barrage sur le Rhin, à Au-Neuburg (Bas-Rhin), sans consultation des élus locaux. Il lui rappelle que dans sa réponse à une question écrite qu'il avait posée, le ministre des affaires étrangères lui avait assuré, en juin 1980, que le Gouvernement n'avait aucune intention de remettre en cause la convention bilatérale du 4 juillet 1973 et que la protection des intérêts des riverains ne ferait l'objet d'aucun compromis. Il s'avère aussi que la France a déjà versé à la R. F. A., pour ce projet, une somme de 70 millions de deutschemarks. Il lui demande de revenir sur sa décision d'abandon et de tout mettre en œuvre pour trouver une solution technique avec son homologue allemand afin de lutter contre l'érosion et les crues du fleuve dans la région de Seltz-Munchhausen et maintenir des conditions de navigation satisfaisantes sur le Rhin à l'aval de Strasbourg.

Politique extérieure (République fédérale d'Allemagne).

5372. — 16 novembre 1981. — **M. François Grussenmeyer** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur la récente décision franco-allemande d'abandon pur et simple du projet de barrage sur le Rhin à Au-Neuburg (Bas-Rhin) sans consultation des élus locaux, alors que l'Etat français a déjà versé pour ce projet, à la R. F. A., une somme de 70 millions de deutschemarks. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour trouver une nouvelle solution technique avec son homologue allemand afin de lutter contre l'érosion et les crues du fleuve dans la région de Seltz-Munchhausen et maintenir des conditions de navigation satisfaisantes sur le Rhin à l'aval de Strasbourg.

Réponse. — Des négociations étaient engagées depuis plusieurs années à la suite de la position prise par nos partenaires allemands de surseoir à l'exécution du projet de barrage sur le Rhin, à Neuburgweiller. Les intérêts évidents des populations concernées, qui sont au premier rang de ses préoccupations, ont amené le ministre d'Etat, ministre des transports, à donner priorité à ce dossier, de façon à résoudre les problèmes de défense contre les crues et navigation. Ces objectifs ont été atteints à la suite d'une rencontre récente avec son homologue allemand. L'accord en cours de préparation reflète le souci de respecter les intérêts des populations. Une fois signé des deux gouvernements, cet accord sera soumis à la procédure de ratification, c'est-à-dire à la sanction des élus. Ce texte comportera une série de dispositions qui régleront à la fois les problèmes de navigation et d'érosion dans le secteur non aménagé du Rhin franco-allemand et l'ensemble des problèmes de protection contre les crues du fleuve. En échange de notre acceptation du report de la chute et en échange de notre renoncement aux sommes que nous leur avons versées, nos partenaires s'engagent à assurer à leurs frais les objectifs de profondeur et de stabilisation du lit du Rhin fixés dans la convention de 1975. Ils acceptent de supporter la charge financière de la surélévation des digues de hautes eaux que les services français réaliseront entre Iffezheim et Lauterbourg. Ils nous demandent d'assurer l'écrêtement des crues, permis par des manoeuvres appropriées des ouvrages d'E. D. F. à l'amont de Strasbourg et financeront les polders de rétention à établir en territoire français comme en territoire allemand pour compléter le dispositif de défense contre les inondations. Enfin, le Gouvernement allemand s'engagera, par un échange de lettres diplomatiques, à atteindre sur l'ensemble du cours du fleuve, y compris dans la traversée du Gebirge, un mouillage de 2,10 mètres. Dès 1982, pour sa part, notre pays engagera les travaux de renforcement qui lui incombent sur les ouvrages E. D. F. Cet ensemble de dispositions garantit le respect des différents intérêts des populations alsaciennes. Il va bien au-delà des seuls objectifs de la convention de 1975 tant pour l'approfondissement du Rhin que pour la protection contre les crues. Sur ce dernier point, lorsque ce texte aura acquis valeur d'instrument de droit international, il vaudra accord au sens de la convention de 1969.

Voirie (autoroutes).

3295. — 5 octobre 1981. — **M. Edmond Garcin** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur les grands handicapés. Ceux-ci sont contraints, du fait de leur handicap, à voyager dans des véhicules aménagés, type Estafète, minicar Volkswagen, J. 7, etc. Or, ces véhicules étant assimilés par la réglementation autoroutière à des véhicules utilitaires paient une surtaxe, qui ne semble pas justifiée eu égard à la spécificité du transport pour handicapés. En conséquence, il lui demande de bien vouloir étudier la possibilité de détaxer les véhicules portant la plaque G.I.G. délivrée par la préfecture.

Réponse. — Le problème de l'octroi d'une réduction tarifaire concernant les véhicules utilisés par les handicapés s'inscrit dans celui plus général de l'amélioration de leur situation (qui participe, elle, d'une politique de solidarité nationale dont les bases ont déjà été posées et devront logiquement trouver à s'appliquer dans de nombreux secteurs de la vie sociale. Mais cette politique relève précisément dans ses applications de la compétence de plusieurs départements ministériels et plus spécialement de celle du ministère de la solidarité nationale à qui incombe au premier chef la détermination des fins et des moyens — notamment financiers — d'une telle action. Le ministère des transports toutefois ne s'est nullement désintéressé de ce type de problème puisqu'il a entrepris ou favorisé la réalisation d'un certain nombre d'aménagements destinés à faciliter aux handicapés l'accès des installations des aires de service, et qu'il a mis en œuvre un programme d'aide aux transports collectifs les concernant. C'est ainsi que des subventions sont désormais accordées aux collectivités locales qui s'efforcent de mettre en place des services urbains de transports collectifs destinés aux handicapés. La question posée par l'honorable parlementaire soulève toutefois un autre problème qui est celui du classement des véhicules concernés. Actuellement, la détermination de la catégorie tarifaire s'opère au moyen de deux critères qui constituent des repères facilement et directement mesurables par des moyens électroniques: la hauteur du véhicule à la verticale de l'essieu avant, inférieure ou supérieure à 1,30 mètre et le nombre d'essieux. Ces critères avaient été adoptés dans le souci de simplifier les modalités de perception du péage, grâce à une automatisation de plus en plus poussée. Cependant, ils pénalisent injustement les personnes handicapées qui se déplacent dans des véhicules spécialement aménagés, tels des minibus, au lieu d'utiliser un véhicule de moindre hauteur (inférieure à 1,30 mètre). La modification du système de tarification soulève toutefois des problèmes techniques qu'il convient de régler préalablement. Il est en particulier difficile de distinguer les minibus utilisés par une personne handicapée des autres minibus, ou même des véhicules utilitaires de même dimension. C'est pourquoi, le ministre d'Etat, ministre des transports a demandé à ses services de lui proposer des solutions permettant de remédier à cette inégalité, sans pour autant remettre en cause ni le principe d'égalité des charges devant le service public, ni celui de la rapidité des opérations que permet le recours de plus en plus fréquent aux automatismes. D'ailleurs, toutes les questions concernant les handicapés dans le cadre de la politique des transports, sont actuellement étudiées par les services du ministère des transports, dont les propositions seront rendues publiques.

S. N. C. F. (tarifs).

3778. — 19 octobre 1981. — **M. Yves Sautier** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, de bien vouloir reconsidérer la situation des titulaires de la carte Vermeil sur le réseau S. N. C. F. La mise en place des différents types d'horaires de la S. N. C. F. a conduit à interdire purement et simplement aux personnes âgées d'utiliser le train les vendredi, samedi, dimanche et les jours fériés, sauf à acquitter le plein tarif. Il lui demande s'il n'y a pas là une mesure foncièrement antisociale puisqu'elle empêche les personnes âgées de retrouver leurs amis ou leur famille les jours fériés ou chômés. En conséquence, il lui demande s'il compte inviter la S. N. C. F. à reconsidérer les modalités d'utilisation de la carte Vermeil.

Réponse. — La carte Vermeil, dans la situation actuelle, est une tarification destinée à inciter les personnes d'un certain âge, qui ont davantage de loisirs et donc de possibilités d'étaler leurs déplacements, à emprunter le train en dehors des périodes de fort trafic. Les problèmes afférents à la carte Vermeil seront entièrement réexaminés dans le cadre d'une étude globale de la tarification S. N. C. F. à laquelle va procéder le ministère des transports. En outre, à la demande du ministre d'Etat, ministre des transports, la S. N. C. F. a abaissé l'âge limite à partir duquel les hommes peuvent bénéficier de la carte Vermeil de soixante-cinq à soixante-deux ans.

Société nationale des chemins de fer français (tarifs voyageurs).

4148. — 26 octobre 1981. — **M. Gérard Collomb** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur les conditions d'attribution de la carte Vermeil. Ne serait-il pas envisageable que les personnes mises en retraite anticipée pour cause d'invalidité puissent bénéficier de la carte Vermeil, alors que leurs ressources ne sont pas supérieures à celles des personnes prenant leur retraite en temps normal. Il lui demande quelle est sa position à cet égard.

Réponse. — La carte Vermeil, dans la situation actuelle, est une tarification destinée à inciter les personnes d'un certain âge, qui ont davantage de loisirs et donc de possibilités d'étaler leurs déplacements, à emprunter le train en dehors des périodes de fort trafic. Les problèmes afférents à la carte Vermeil seront entièrement réexaminés dans le cadre d'une étude globale de la tarification S. N. C. F. à laquelle va procéder le ministère des transports. En outre, à la demande du ministre d'Etat, ministre des transports, la S. N. C. F. a abaissé l'âge limite à partir duquel les hommes peuvent bénéficier de la carte Vermeil de soixante-cinq à soixante-deux ans.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (S. N. C. F. : pensions de réversion).

4357. — 26 octobre 1981. — **M. Raymond Marcellin** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur la situation des veuves des agents retraités de la S. N. C. F. En effet, les veuves de cheminots subissent sur leur pension une retenue de 3,90 p. 100 au profit de la caisse de prévoyance S. N. C. F. qui n'assure en retour aucune prestation aux intéressées. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour qu'il soit mis fin à cette situation particulièrement inéquitable.

Réponse. — C'est en application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 79-1129 du 23 décembre 1979 qu'ont été supprimées pour les cheminots, comme pour les ressortissants des autres régimes, les exonérations de double cotisation existant antérieurement au bénéfice soit des titulaires de plusieurs pensions, soit des pensionnés ayant repris une activité professionnelle. Une telle mesure, prise à l'initiative du précédent gouvernement, était destinée à remédier au déséquilibre des régimes d'assurance maladie. Le conseil des ministres du 10 novembre 1981 vient d'adopter un programme d'action et un plan de financement prévisoire qui ne remet pas en cause le principe de la double cotisation. Il a cependant été décidé d'engager en 1982 une réforme fondamentale des structures de la sécurité sociale, de son rôle dans le système de santé et de l'assiette de son financement.

Transports fluviaux (voies navigables).

4522. — 2 novembre 1981. — **M. Jean-Jacques Leonetti** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, le projet de réalisation de liaison Rhin—Rhône par voie navigable à grand gabarit International et demande si le Gouvernement français compte mettre en œuvre, dès à présent, les moyens nécessaires à la réalisation de cet ensemble. Il est utile de souligner l'impact économique du chantier de construction du canal à grand gabarit entre le Rhin et le Rhône en un premier temps et, ensuite, l'essor commercial qui résultera de la mise en service de la liaison par eau entre le Rhin et la Méditerranée: l'avenir du couloir rhodanien et les débouchés sur l'Est et le Sud de la France sont en jeu. Il est important de rappeler que le projet français est en compétition avec le projet international de liaison Rhin—Danube—mer Noire: la création et l'exploitation de ces grandes liaisons par eau seront déterminantes dans un proche avenir pour les courants commerciaux internationaux en Europe. Le Gouvernement serait donc avisé de prendre dès maintenant les décisions attendues pour que s'effectuent les travaux sans retard afin de ne pas être pris de vitesse par la concurrence internationale. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que cessent les atermoiements inévitables et que se développe la phase active de réalisation du projet définitif.

Réponse. — Lors du conseil des ministres du 16 septembre dernier, le Gouvernement a examiné la politique nouvelle à mettre en œuvre en matière de transports. Il a, ce faisant, réservé une place importante aux voies navigables et à la profession batelière, particulièrement délaissées sous le régime précédent. Ainsi, le budget d'investissement des voies navigables était passé de 470 millions en 1975 à 287 millions en 1981 en francs courants. Cet héritage pèse aujourd'hui très lourd. Aussi a-t-il paru nécessaire au ministre chargé de ce secteur de replacer les décisions à prendre en matière de développement du réseau des voies navigables dans le cadre d'une réflexion cohérente sur son avenir à long terme. Sur sa proposition, le Gouvernement a ainsi décidé de préparer un schéma directeur destiné à éclairer les priorités et à préciser

le volume de ressources à mettre en œuvre. A l'évidence, une des premières priorités sera la remise en état du réseau existant. Un effort substantiel s'impose en la matière. C'est dans ce cadre général qu'il faut replacer le problème de la liaison Rhin—Rhône. Il s'agit, en effet, d'un investissement très important puisque son coût, estimé en francs 1981, s'élève à environ 19 milliards de francs. L'opération a été déclarée d'utilité publique le 29 juin 1978, et le Parlement a adopté, le 4 janvier 1980, la loi permettant de concéder l'ouvrage à la Compagnie nationale du Rhône. Son intérêt n'est donc pas en question. Mais avant de lancer cette opération, il est nécessaire de déterminer son rang de priorité dans le cadre du futur schéma directeur des voies navigables, ainsi que les moyens de son financement, et donc l'échéancier de sa réalisation. Cet examen sera fait en pleine concertation avec les régions et les collectivités locales concernées. En ce qui concerne la liaison Rhin—Main—Danube, le Gouvernement allemand s'est récemment interrogé sur l'opportunité de la poursuite de sa construction. Si l'ensemble de l'opération ne semble pas remise en cause, on peut penser que son achèvement, initialement prévu pour 1985, sera reporté au-delà de 1990. Une telle liaison n'est d'ailleurs pas concurrente de la liaison Rhin—Rhône car très peu de produits sont susceptibles d'être transportés de l'une à l'autre.

Voirie (autoroutes : Côte-d'Or).

4604. — 2 novembre 1981. — **M. Hervé Vuilliot** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur le projet de déviation de Til-Châtel, opération devant être exécutée avant l'engagement du contournement autoroutier de Dijon (section de Til-Châtel-Gevrey de l'A 37). Le contournement autoroutier de Dijon s'inscrit dans la réalisation de l'axe autoroutier allant de la mer du Nord et de la Lorraine au sud de la France qui drainera l'important trafic international en provenance de la Grande-Bretagne, du Benelux, des pays du nord et de l'est de l'Europe. Le programme prévoit l'ouverture de la section Langres—Til-Châtel pour juin 1982. Il prévoit également de faire emprunter le trafic de transit par la R.N. 74 à partir de Til-Châtel avant la réalisation du tronçon Til-Châtel—Gevrey. En conséquence, il lui demande s'il est possible que la circulation ordinaire et autoroutière puisse s'écouler par la R.N. 74 sans provoquer de graves accidents.

Réponse. — Le principe de la construction du grand contournement autoroutier de Dijon n'est pas abandonné par le ministère des transports. Toutefois, compte tenu de son coût, sa réalisation ne peut être envisagée simultanément à celle de l'autoroute Lorraine-Bourgogne. Dans un premier temps, la R.N. 74 devra donc assurer le débouché de la section Langres—Til-Châtel de cette autoroute et des aménagements ponctuels (déviation de Til-Châtel, de Norges et rectification au droit de Marsannay) y seront réalisés, de façon à permettre l'écoulement de la circulation dans des conditions acceptables.

Transports routiers (réglementation).

4626. — 2 novembre 1981. — **Mme Colette Chalneau** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, sur l'application de l'article 25, 3°, du décret du 14 novembre 1949, modifié par le décret du 2 mars 1979, article II, 109 du code de la route, concernant le certificat d'inscription au registre des transporteurs routiers. L'une des deux conditions nécessaires pour qu'un transport en zone longue, effectué au moyen d'un véhicule d'un poids maximal autorisé supérieur à 6 tonnes, puisse bénéficier du certificat d'inscription, semble être que l'emploi d'un véhicule spécial soit imposé par le transport de la masse indivisible. Elle lui demande, d'une part, quelle est l'autorité compétente pour imposer, et sur la définition de quels critères, l'emploi du véhicule spécial réceptionné au titre de l'article R. 109 du code de la route, d'autre part, si certaines modifications techniques apportées au véhicule, toutefois réceptionné au titre de l'article R. 109 du code de la route, sont suffisantes pour satisfaire l'application du texte.

Réponse. — Aux termes de l'article 25 du décret du 14 novembre 1949 modifié, sont considérés comme transports de masses indivisibles au sens de la coordination des transports « les transports d'objets dont le poids unitaire, les dimensions ou les caractéristiques particulières imposent, compte tenu de l'impossibilité ou de la complexité de leur démontage, l'emploi, pour leur transport, de véhicules spéciaux qui ont fait l'objet d'une réception au titre de l'article R. 109 du code de la route ». Pour répondre à cette définition, le transport doit remplir simultanément les deux conditions suivantes : le matériel ou l'objet transporté doit être impossible ou complexe à démonter, le poids unitaire, les dimensions et les caractéristiques du matériel ou de l'objet transporté imposent l'emploi d'un véhicule ayant fait l'objet d'une réception spéciale au titre de l'article R. 109 du code de la route.

En conséquence, l'utilisation d'un véhicule réceptionné au titre de l'article R. 109 du code de la route n'est pas une condition suffisante pour qu'il s'agisse d'un transport de masses indivisibles. Enfin, ce sont les services de contrôle qui sur la route sont habilités à juger lorsqu'ils sont en présence d'un tel transport, si les caractéristiques du matériel transporté imposent le recours à un véhicule réceptionné au titre de l'article R. 109 du code de la route, ou si un véhicule ordinaire aurait pu être utilisé.

S.N.C.F. (tarifs voyageurs).

5087. — 9 novembre 1981. — **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre des transports**, de bien vouloir lui indiquer s'il est dans ses intentions de faire bénéficier du billet annuel de congés payés S.N.C.F. tous les handicapés titulaires d'une carte d'invalidité.

Réponse. — Il est malheureusement exact que, dans le cadre des règles en vigueur héritées des anciens gouvernements, les invalides civils, contrairement aux invalides de guerre, ne bénéficient pas de réductions de tarif sur les lignes de la S.N.C.F. C'est pourquoi le ministre d'Etat, ministre des transports, a demandé que le Gouvernement procède à un réexamen de l'ensemble des réductions offertes sur le réseau S.N.C.F. Dans le cadre de celui-ci, le cas des invalides civils sera l'objet d'une particulière bienveillance. Dans l'attente des décisions qui seront prises, il convient de mentionner certaines dispositions d'ordre pratique qui sont déjà en vigueur pour permettre les déplacements des handicapés. C'est ainsi que les invalides civils qui voyagent dans leur fauteuil roulant peuvent, pour des raisons de commodité, être installés, dans certains trains, en première classe moyennant seulement le prix d'un billet de seconde. De plus, la société nationale a conçu un programme d'amélioration de l'accès aux trains et des conditions de circulation des usagers qui prend particulièrement en compte les besoins plus spécifiques des personnes dont la mobilité est réduite par l'âge ou la maladie. Les mesures ainsi envisagées et progressivement mises en place comportent, notamment, le rehaussement des quais, la réduction de la hauteur des marches des voitures, l'installation d'escaliers mobiles et d'un matériel spécialement adapté à l'accueil des handicapés, l'affichage étant par ailleurs rendu plus visible; dans de nombreuses gares, ont également été instaurés une formule de portage libre et un service d'enregistrement des bagages avec enlèvement et livraison à domicile. Enfin, un service d'accueil est à la disposition des personnes nécessitant une assistance particulière pour leurs déplacements; pour en bénéficier, il suffit d'avertir à l'avance le chef de la gare d'origine du voyage, afin que les mesures nécessaires soient prises et que soient prévenues les gares de correspondance et terminus.

TRAVAIL

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

4738. — 2 novembre 1981. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur l'emploi des handicapés au sein des entreprises nationalisées. Il lui demande quelles mesures permettent, dans le cas de nationalisations d'entreprises privées, d'instaurer la mise en place dans les plus brefs délais d'une politique particulière d'emploi des handicapés au sein de ces entreprises nationalisées.

Réponse. — Le projet de loi sur les nationalisations qui vient d'être discuté devant le Parlement ne prévoit pas que les entreprises nationalisées seront assujetties à une législation particulière sur l'emploi des travailleurs handicapés. Elles devraient continuer à être régies par les articles L. 323-2 et L. 323-12 du code du travail qui visent, notamment, les entreprises nationalisées : elles seront donc tenues d'employer 10 p. 100 de bénéficiaires de la législation sur l'emploi obligatoire, c'est-à-dire de mutilés de guerre ou assimilés et de travailleurs handicapés dans les conditions fixées au livre III, titre II, chapitre III, du code du travail. La nationalisation d'un certain nombre de grandes entreprises industrielles et du secteur bancaire devrait permettre la mise en œuvre d'une politique active dans le domaine de l'emploi des mutilés de guerre et des travailleurs handicapés.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

4815. — 9 novembre 1981. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés supplémentaires pour les handicapés de pénétrer sur le marché du travail en une période où le chômage ne cesse d'augmenter et où le nombre des demandeurs d'emploi ne cesse de croître. Il lui demande

quelles mesures il envisage de prendre pour que soient respectées les dispositions législatives réglementaires actuelles relatives à l'embauche de handicapés dans les entreprises.

Réponse. — Les travailleurs handicapés sont confrontés actuellement à des difficultés importantes pour accéder à un emploi et un effort particulier est entrepris par le ministère du travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Des mesures ont déjà été prises afin de permettre un contrôle plus étroit de l'application des dispositions légales qui font obligation aux entreprises de plus de dix salariés quinze dans le secteur agricole d'employer 10 p. 100 de mutilés de guerre ou assimilés et de travailleurs handicapés. Les dernières statistiques connues établies au 31 mars 1981 à partir des déclarations annuelles font apparaître que 654 000 bénéficiaires étaient employés dans les entreprises, dont 65 300 travailleurs reconnus handicapés ; en 1980, 59 400 travailleurs handicapés avaient été recensés, soit une progression de plus de 23 p. 100. En ce qui concerne les redevances appliquées aux entreprises qui ne se sont pas conformées à la législation, leur montant a atteint, en 1980, 12 millions de francs. Il est prévu d'intensifier cette action en vue de faciliter l'emploi des mutilés de guerre et des travailleurs handicapés dans les entreprises. Des nouvelles directives vont être données, notamment, aux préfets, soulignant la nécessité d'un fonctionnement régulier des commissions départementales de contrôle de l'emploi obligatoire des mutilés de guerre et des commissions départementales des handicapés qui sont chargées, notamment, du contrôle des dispositions relatives à l'obligation d'emploi ; ces commissions, réunies en formation commune, déterminent les redevances dues par les entreprises qui ne se sont pas conformées à la législation, dans les conditions prévues aux articles R. 323-15 et suivants du code du travail. Par ailleurs, l'insertion des travailleurs handicapés dans les entreprises ordinaires et, notamment, les problèmes de l'obligation d'emploi et d'incitation à l'embauche de ces travailleurs doit être l'un des thèmes de travail du colloque « Handicaps et emploi » organisé par le ministère du travail à Paris les 27 et 29 janvier 1982. L'objectif de ce colloque est de définir une nouvelle politique d'aide à l'intégration professionnelle des travailleurs handicapés, en liaison avec les responsables économiques, sociaux et médicaux.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

5112. — 9 novembre 1981. — **M. Jean-Pierre Kuchrida** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le pourcentage d'emplois obligatoires réservés aux handicapés dans les entreprises. Des dispositions législatives qui s'inscrivent dans la perspective d'une intégration des handicapés en milieu ordinaire de travail, font obligation aux chefs d'entreprise de réserver à ces personnes un pourcentage d'emplois. Force est de constater que ces dispositions ne sont pas respectées. En conséquence, il lui demande s'il est dans ses intentions d'exercer un contrôle rigoureux de l'application des priorités d'emploi et du pourcentage d'emploi obligatoires réservés aux handicapés dans toutes les entreprises, y compris le secteur public et semi-public.

Réponse. — Les dispositions du livre III, titre II, chapitre III du code du travail font obligation aux chefs d'entreprise d'employer dans les établissements du secteur industriel et commercial occupant plus de dix salariés et dans ceux du secteur agricole de plus de quinze salariés, un pourcentage de 10 p. 100 de mutilés de guerre et assimilés ou de travailleurs handicapés dans leurs effectifs. Afin de permettre l'application de ces dispositions, chaque année, les employeurs doivent produire une déclaration portant à la fois sur le nombre des salariés qu'ils occupent, sur leur qualification professionnelle ainsi que sur les bénéficiaires de la législation sur l'obligation d'emploi. Les dernières statistiques connues, établies au 31 mars 1981 à partir des déclarations annuelles, font apparaître que 654 000 bénéficiaires étaient employés dans les entreprises, dont 65 300 travailleurs reconnus handicapés ; en 1980, 59 400 travailleurs handicapés avaient été recensés, soit une progression de plus de 23 p. 100. En ce qui concerne les redevances appliquées aux entreprises qui ne se sont pas conformées à la législation, leur montant a atteint, en 1980, 12 millions de francs. Le ministère du travail a l'intention d'intensifier l'action déjà engagée, en vue d'exercer un contrôle plus étroit de l'application des dispositions légales afin de faciliter l'emploi des mutilés de guerre et des travailleurs handicapés dans les entreprises ; il est prévu que de nouvelles directives seront données prochainement aux préfets, soulignant la nécessité d'un fonctionnement régulier des commissions départementales de contrôle de l'emploi obligatoire des mutilés de guerre et des commissions départementales des handicapés qui sont chargées, notamment, du contrôle de ces dispositions ; ces commissions, réunies en formation commune, déterminent les redevances dues par les entreprises qui ne se sont pas conformées à la législation, dans les conditions pré-

vués aux articles R. 323-15 et suivants du code du travail. Enfin, s'agissant du contrôle de l'obligation d'emploi dans le secteur public, cette attribution relève de la compétence du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

5472. — 16 novembre 1981. — **M. Christian Nucci** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la répartition actuellement faite des emplois réservés pour les handicapés dans le cadre des 10 p. 100 obligatoires. Actuellement, un tiers des postes est réservé aux handicapés civils et deux tiers aux handicapés de guerre. Il lui demande, compte tenu de la situation actuelle et des nombreuses demandes recensées par les entreprises, d'envisager l'inversion de ces proportions, soit un tiers pour les handicapés de guerre et deux tiers pour les handicapés civils.

Réponse. — L'article L. 323-3 du code du travail prévoit que les employeurs occupant régulièrement plus de dix salariés sont tenus d'employer 10 p. 100 de mutilés de guerre et assimilés ; par ailleurs, l'article L. 323-19 dispose qu'une priorité d'emploi est réservée aux travailleurs handicapés à concurrence de 3 p. 100 des effectifs. Il est prévu une coordination de ces deux législations, en vertu des articles R. 323-43 et R. 323-45 du code du travail : les pourcentages d'emplois prévus au titre de ces deux régimes s'appliquent globalement, dans la limite de 10 p. 100, aux entreprises concernées, les bénéficiaires des deux législations pouvant être substitués les uns aux autres. Par ailleurs, les services de l'agence nationale pour l'emploi, en vue de satisfaire aux offres d'emploi, présentent indifféremment aux employeurs des mutilés de guerre et des travailleurs handicapés, étant entendu qu'à capacité égale, une priorité est accordée au mutilé de guerre. Il n'apparaît pas nécessaire, dans ces conditions, comme l'aurait souhaité l'honorable parlementaire, d'apporter une modification sur ce point à la législation actuelle, celle-ci permettant déjà aux entreprises d'employer un pourcentage de travailleurs handicapés supérieur à 3 p. 100.

Syndicats professionnels (délégués syndicaux).

5653. — 23 novembre 1981. — **Mme Adrienne Horvath** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la non-application des décisions de la loi d'amnistie pour les travailleurs délégués syndicaux qui ont été licenciés par la direction de leur entreprise, suite à des mouvements revendicatifs. Si certains ont pu réintégrer leur entreprise, trop nombreux sont ceux où celles qui se trouvent confrontés à un patronat intransigeant « jouant » parfois un véritable chantage vis-à-vis des travailleurs. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin que tous sans exception, les travailleurs élus par les salariés, pénalisés par le chef d'entreprise, puissent reprendre leur activité salariale dans les meilleurs délais.

Réponse. — Comme le rappelle l'honorable parlementaire les représentants élus du personnel et les délégués syndicaux licenciés en raison de faits intervenus avant le 22 mai 1981 et en relation avec leurs fonctions peuvent, en application de l'article 14, paragraphe II, de la loi d'amnistie du 4 août 1981, bénéficier d'une réintégration chez le même employeur, dans leur emploi ou dans un emploi équivalent. Toutefois, ce texte n'a pas prévu une réintégration de plein droit ; elle n'est acquise qu'au terme d'une procédure comportant une demande de l'intéressé, une consultation des représentants du personnel, et éventuellement une intervention de l'inspecteur du travail. En effet, l'employeur qui est saisi d'une demande de réintégration doit, avant de prendre sa décision, consulter le comité d'entreprise ou à défaut les délégués du personnel, il doit ensuite notifier sa décision à l'intéressé dans le mois qui suit la demande de celui-ci. Lorsque l'employeur estime la réintégration impossible il doit, en notifiant sa décision, indiquer les motifs de son refus ; en même temps il doit en informer l'inspecteur du travail et lui communiquer l'avis exprimé par le comité d'entreprise ou les délégués du personnel. Si l'inspecteur du travail considère que le refus de l'employeur n'est pas justifié, il peut proposer la réintégration ; cette proposition doit être faite par écrit, motivée et communiquée aux parties. Il convient cependant d'observer que, selon la volonté du législateur, il ne s'agit pas d'une décision administrative pouvant donner lieu à un recours hiérarchique auprès du ministre du travail susceptible d'être contestée devant une juridiction administrative, mais simplement d'une proposition. C'est à la juridiction compétente pour connaître des sanctions disciplinaires c'est-à-dire au conseil de prud'homme que la loi a attribué le contentieux de l'amnistie ; c'est à lui qu'il appartient de se prononcer souverainement sur l'application de la loi du 4 août 1981.

Sécurité sociale (cotisations).

6467. — 7 décembre 1981. — M. D¹ : Julia appelle l'attention de M. le ministre du travail sur les différences existant en matière d'aide de l'Etat dans le domaine de la formation des apprentis. L'Etat prend, en effet, à sa charge, la totalité des cotisations sociales dues au titre des salaires versés aux apprentis (cotisations patronales et salariales) pendant la durée du contrat d'apprentissage, soit trois ans au maximum, lorsque l'entreprise occupe dix salariés au plus, non compris les apprentis. Par contre, pour les entreprises comptant plus de dix salariés, la participation de l'Etat ne porte que sur la part patronale et est réduite à un an. Cette restriction est particulièrement préjudiciable pour ceux des apprentis formés dans ces dernières entreprises. Il lui demande s'il n'estime pas opportun, dans le cadre des mesures mises en œuvre pour favoriser l'emploi, de faire cesser cette anomalie afin que ne soient pas pénalisés les apprentis concernés.

Réponse. — Il existe en effet deux régimes d'exonération des charges sociales applicables aux apprentis. L'un est permanent. Il s'applique aux apprentis occupés dans des entreprises soit artisanales, soit occupant moins de onze salariés. Dans ce cas, la prise en charge, par l'Etat, des cotisations porte sur la totalité des cotisations d'origine légale ou conventionnelle, patronales ou salariales, pendant toute la durée du contrat d'apprentissage. L'autre est temporaire et cesse d'avoir effet au 30 juin 1982. Il comporte la prise en charge par l'Etat des cotisations patronales de sécurité sociale pendant un an. Ce deuxième régime est moins incitatif pour les employeurs et se traduit, en effet, par un salaire net moins élevé pour les apprentis. Le Gouvernement examinera au cours des prochains mois les mesures qui devront prendre le relais du plan avenir jeunes. Le problème particulier évoqué par l'honorable parlementaire sera étudié à cette occasion.

URBANISME ET LOGEMENT

Communes (finances locales).

6380. — 7 décembre 1981. — M. Rodolphe Pesce attire l'attention de M. le ministre de l'urbanisme et du logement sur l'avenir des opérations programmées d'amélioration de l'habitat pour les communes de moins de 5 000 habitants. Les besoins de rénovation de l'habitat en zone rurale sont très importants et aussi nécessaires. Aussi, si les opérations précitées étaient supprimées, cela poserait de gros problèmes aux communes concernées. C'est pourquoi il lui demande, dans le cas où ces opérations ne seraient pas reconduites, par quelles mesures il envisage de les remplacer.

Réponse. — Le fonds d'aménagement urbain doit aujourd'hui faire face à une situation financière bloquée. En effet, au moment où le nouveau Gouvernement a pris ses fonctions une grande partie de ces crédits étaient consommés. Le gouvernement précédent avait su efficacement susciter beaucoup d'espoir auprès des responsables locaux, sans avoir les moyens financiers de les satisfaire. Cela a entraîné le ministère de l'urbanisme et du logement à suspendre au mois d'août dernier l'instruction de tout dossier portant sur les actions « d'aménagement et de mise en valeur du patrimoine ». Actuellement sont étudiées les nouvelles règles d'intervention du F.A.U. qui permettent, d'une part, de déterminer les opérations engagées, d'autre part, d'orienter les opérations à l'étude dans le sens des priorités de la politique urbaine du Gouvernement, c'est-à-dire de la lutte contre la ségrégation sociale dans l'habitat. Les mesures devront également tenir compte de la décentralisation en cours en régionalisant progressivement le fonctionnement du système. Contrairement aux informations diffusées récemment, ces mesures ne pénalisent pas spécialement le monde rural. Au contraire, une priorité sera donnée aux C.P.A.H. dans les zones rurales qui demandent une revitalisation. Les actions d'accompagnement devront être liées comme en milieu urbain à l'implantation de logements sociaux, et plus généralement devront correspondre à un projet structurant liant habitat et aménagement. Des besoins en logements localisés existent en effet au cœur des bourgs, des mesures ont récemment amélioré le financement, notamment en cas d'acquisition, amélioration locative. Pour les autres dossiers d'aménagement qui ne correspondent pas à ces critères dont le F.A.U. va prochainement préciser le contenu, les aides devront être recherchées dorénavant au niveau du département ou de la région. Au-delà de cette nécessaire période de transition, la généralisation des contrats associant l'Etat et la région sera l'occasion d'améliorer l'efficacité des aides publiques et de mieux répondre aux besoins du milieu rural.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

PREMIER MINISTRE

N^{os} 5388 Marc Lauriot ; 5403 Jean Briane ; 5404 Jean Briane.

AFFAIRES EUROPEENNES

N^{os} 5203 Pierre Micaux ; 5252 Yves Sautier.

AGRICULTURE

N^{os} 5237 Henri Bayard ; 5238 Henri Bayard ; 5241 Henri Bayard ; 5247 Pierre Micaux ; 5270 Adrienne Horvath ; 5272 André Lajolnie ; 5349 Michel Sapin ; 5370 Gérard Chasseguet ; 5376 Joseph-Henri Maujôan du Gasset ; 5384 Michel Debré ; 5435 Jean-Michel Bouchron ; 5465 Gilbert Sénéès ; 5480 Amédée Renault ; 5483 Michel Sapin ; 5485 Michel Suchod ; 5492 Jacques Rimbault.

ANCIENS COMBATTANTS

N^{os} 5316 Robert Malgras ; 5405 Jean Briane.

BUDGET

N^{os} 5198 Jean-Paul Fuchs ; 5215 Charles Wolff ; 5221 Daniel Goulet ; 5223 Charles Miossec ; 5227 Loïc Bouvard ; 5230 Loïc Bouvard ; 5231 Emile Koehl ; 5240 Henri Bayard ; 5244 Joseph-Henri Maujôan du Gasset ; 5246 Pierre Micaux ; 5249 Pierre Micaux ; 5260 André Audinot ; 5282 Jean-Claude Cassalng ; 5284 Jean Tiberi ; 5288 Claude Evin ; 5307 Christian Laurisergues ; 5356 Yves Tavernier ; 5360 Marcel Wacheux ; 5368 Gérard Chasseguet ; 5399 Camille Petit ; 5432 Robert-André Vivien ; 5452 Raymond Forni ; 5505 Joseph-Henri Maujôan du Gasset.

COMMERCE ET ARTISANAT

N^{os} 5226 Philippe Séguin ; 5383 Michel Barnier ; 5497 André Lajoinie.

COMMERCE EXTERIEUR

N^{os} 5201 Pierre Micaux.

COMMUNICATION

N^{os} 5333 Jean-Pierre Pénicaut ; 5395 Jean-Louis Masson ; 5396 Jean-Louis Masson.

CONSUMMATION

N^{os} 5194 Jacques Barrot ; 5197 Jean-Marie Daillet ; 5317 Robert Malgras ; 5320 Jean-Pierre Michel.

CULTURE

N^{os} 5269 Gustave Ansart.

DEFENSE

N^{os} 5264 Parfait Jans ; 5406 Jean Briane.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

N^{os} 5275 Ernest Moutoussamy ; 5420 Ernest Moutoussamy.

ECONOMIE ET FINANCES

N^{os} 5314 Jacques Mahéas ; 5319 Jacques Mellick ; 5325 François Mortelette ; 5326 Louis Moulinet ; 5327 Louis Moulinet ; 5342 Amédée Renault ; 5345 Amédée Renault ; 5351 Gilbert Sénéès ; 5364 Jean-Pierre Worms ; 5387 Pierre Gascher ; 5415 Edouard Frédéric-Dupont ; 5423 Ernest Moutoussamy ; 5458 André Lejeune ; 5462 Philippe Marchand ; 5484 Odile Sicard ; 5501 Vincent Porelli ; 5504 Pierre-Bernard Cousté.

EDUCATION NATIONALE

N^{os} 5224 Philippe Séguin ; 5239 Henri Bayard ; 5266 Joseph Legrand ; 5279 Wilfrid Bertille ; 5291 Jean-Pierre Gabarrou ; 5297 Joseph Gourmelon ; 5299 Gérard Gouze ; 5304 Marie Jacq ; 5308 Jacques Lavédrine ; 5334 Jean Peuziat ; 5336 Jean Peuziat ;

5338 Joseph Pinard ; 5353 Michel Suchod ; 5401 Pierre Raynal ; 5424 Ernest Moutoussamy ; 5428 Antoine Gissingier ; 5429 Antoine Gissingier ; 5451 Roland Florian ; 5459 Guy Lengagne ; 5468 Christian Nucci ; 5494 Jacques Brunhes ; 5495 Jacques Brunhes ; 5503 Pierre Zarka.

ENERGIE

N° 5213 Nicolas Alfonsi.

**FONCTION PUBLIQUE
ET REFORMES ADMINISTRATIVES**

N° 5261 Jacques Brunhes ; 5413 Victor Sablé.

FORMATION PROFESSIONNELLE

N° 5192 Jean Foyer ; 5229 Edmond Alphandery ; 5329 Marie-Thérèse Patrat.

INDUSTRIE

N° 5206 André Rossinot ; 5233 Pierre-Bernard Cousté ; 5234 Pierre-Bernard Cousté ; 5265 Jean Jarosz ; 5267 Louis Odru ; 5303 Jean Laborde ; 5322 Jean-Pierre Michel ; 5341 Jean-Claude Fortheault ; 5358 Marcel Wacheux ; 5386 Pierre Gascher ; 5391 Louis Masson ; 5394 Louis Masson ; 5412 André Rossinot ; 5496 Colette Goeriot ; 5502 Vincent Porelli.

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

N° 5375 Jean Narquin ; 5381 Michel Barnier ; 5382 Michel Barnier ; 5397 Michel Noir ; 5431 Michel Inchauspé ; 5486 Yves Tavernier ; 5487 Yves Tavernier.

JEUNESSE ET SPORTS

N° 5445 Yves Dollo.

JUSTICE

N° 5253 Yves Sautier.

MER

N° 5478 Bernard Poignant

PLANS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

N° 5379 Michel Barnier.

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

N° 5355 Dominique Taddei.

RELATIONS EXTERIEURES

N° 5195 Jacques Barrot ; 5204 Pierre Micaux ; 5210 Yves Sautier ; 5350 Georges Sarre ; 5475 Albert Pen.

SANTE

N° 5250 Pierre Micaux ; 5254 Yves Sautier ; 5277 Jean Beaufort ; 5287 Lucien Couqueberg ; 5293 Pierre Gamendia ; 5258 André Goummelon ; 5301 Jean Ibanez ; 5303 Jean Ibanez ; 5318 Jacques Mellick ; 5321 Jean-Pierre Michel ; 5335 Jean Peuziat ; 5352 Gilbert Senes ; 5402 Pierre-Bernard Cousté ; 5450 Jacques Floch ; 5460 Jean-Jacques Leonetti ; 5461 Jean-Jacques Leonetti ; 5471 Christian Nucci ; 5479 Maurice Pourchon ; 5490 Henri Vouillot ; 5498 Joseph Legrand.

SOLIDARITE NATIONALE

N° 5193 Edmond Alphandery ; 5207 André Rossinot ; 5208 André Rossinot ; 5217 Serge Charles ; 5242 Henri Bayard ; 5258 André Audinot ; 5271 Jean Jarosz ; 5273 Joseph Legrand ; 5280 Alain Billon ; 5281 Raoul Cartraud ; 5285 Lucien Couqueberg ; 5286 Lucien Couqueberg ; 5292 Max Gallo ; 5309 Jacques Lavédrine ; 5339 Joseph Pinard ; 5340 Joseph Pinard ; 5343 Amédée Renault ; 5344 Amédée Renault ; 5354 Michel Suchod ; 5359 Marcel Wacheux ; 5369 Gérard Chasseguet ; 5374 Jean-Louis Masson ; 5378 Pierre Gascher ; 5400 Camille Petit ; 5425 Michel Barnier ; 5426 Antoine Gissingier ; 5443 Didier Chouat ; 5444 Gérard Collomh ; 5447 Raymond Douyère ; 5449 Claude Evin ; 5476 Lucien Pignion ; 5481 Alain Richard ; 5401 Jean-Jacques Queyrannes ; 5499 Joseph Legrand.

TEMPS LIBRE

N° 5410 Jean Briane.

TRANSPORTS

N° 5236 Pierre-Bernard Cousté ; 5268 Louis Odru ; 5269 Jacques Fleury ; 5302 Jean Ibanez ; 5312 Bernard Lefranc ; 5313 Jean Le Gars ; 5388 Jean-Louis Masson ; 5390 Jean-Louis Masson ; 5421 Ernest Moutoussamy ; 5434 Jean-Claude Bois ; 5455 Jean-Pierre Fourré ; 5482 Alain Richard.

TRAVAIL

N° 5212 Jacques Godfrain ; 5220 Daniel Goulet ; 5243 Henri Bayard ; 5255 Yves Sautier ; 5256 Yves Sautier ; 5257 André Audinot ; 5259 André Audinot ; 5262 Jacques Brunhes ; 5263 Paul Chomat ; 5274 Ernest Moutoussamy ; 5276 Philippe Bassinet ; 5278 Wilfrid Bertille ; 5296 Joseph Goummelon ; 5400 Gerard Haesebroeck ; 5305 Jean-Pierre Kucheida ; 5310 Jean-Pierre Le Coadic ; 5328 Marie-Thérèse Patrat ; 5330 Marie-Thérèse Patrat ; 5331 Marie-Thérèse Patrat ; 5332 Marie-Thérèse Patrat ; 5417 Roger Lestas ; 5418 Jean Rigal ; 5419 Joseph-Henri Maujouan du Gasset ; 5433 Claude Bartolone ; 5463 Jean-Pierre Michel ; 5470 Christian Nucci ; 5473 Christian Nucci ; 5500 André Lajoinic ; 5506 André Duroméa.

URBANISME ET LOGEMENT

N° 5196 Jean Briane ; 5225 Philippe Seguin ; 5371 François Grusenmeyer ; 5411 Emile Koch.

Rectificatifs.

I. — Au Journal officiel (*Assemblée nationale*, questions écrites) n° 44 A.N. (Q.) du 14 décembre 1981.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 3576, 1^{re} colonne, 5^e ligne de la question n° 6790 de M. Yves Sautier à M. le ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives, au lieu de : « ... corps sanitaire... », lire : « ... corps statutaire... ».

II. — Au Journal officiel (*Assemblée nationale*, questions écrites) n° 45 A.N. (Q.) du 21 décembre 1981.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 3701, 1^{re} colonne, 3^e ligne de la question n° 7243 de M. Yves Sautier à M. le ministre de la culture, au lieu de : « ...industrie photographique... », lire : « ...industrie phonographique... ».

III. — Au Journal officiel (*Assemblée nationale*, questions écrites) n° 46 A.N. (Q.) du 28 décembre 1981.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 3846, 1^{re} colonne, rétablir comme suit le début de la question de M. Georges Mesmin :

« 3291. — 5 octobre 1981. — M. Georges Mesmin attire l'attention de M. le ministre de l'urbanisme et du logement... (le reste sans changement).

IV. — Au Journal officiel (*Assemblée nationale*, questions écrites) n° 1 A.N. (Q.) du 4 janvier 1982.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1^{re} Page 31, 2^e colonne, en haut de la colonne, 2^e ligne de la réponse à la question n° 3297 de M. Roland Mazoin à M. le ministre de l'éducation nationale, au lieu de : « ...l'année scolaire 1981-1982... », lire : « ...l'année scolaire 1982-1983... » ;

2^e Page 37, en haut de la 2^e colonne, 2^e ligne de la réponse à la question n° 5963 de M. Christian Nucci à M. le ministre de l'éducation nationale, au lieu de : « ...la situation des professeurs adjoints... », lire : « ...la situation des professeurs adjoints d'E.P.S... ».

V. — Au Journal officiel (*Assemblée nationale*, questions écrites) n° 2 A.N. (Q.) du 11 janvier 1982.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 90, 2^e colonne, la question n° 8048 de M. Pierre Sauvaigo est posée à Mme le ministre de la solidarité nationale.

ABONNEMENTS

E D I T I O N S		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 Paris CEDEX 15 Téléphone ..... } Renseignements : 575-62-31 Administration : 578-61-39 TELEX ..... 201176 F DIRJO - PARIS	
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.		
	Assemblée nationale :				
	Débats :				
07	Compte rendu.....	72	300		
33	Questions	72	300		
07	Documents	390	720		
	Sénat :				
05	Débats	84	204		
09	Documents	390	696		

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro hebdomadaire (comportant un ou plusieurs cahiers) : **1,50 F**